

LES KURDES
en 100 questions

Boris James
Jordi Tejel Gorgas

LES KURDES
en 100 questions

Un peuple sans État

TALLANDIER

Collection « en 100 questions »
créée par François-Guillaume Lorrain

Cartes : © Légendes Cartographie /
Éditions Tallandier, 2018

© Éditions Tallandier, 2018
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

Introduction

Longtemps marginale, la question kurde est propulsée sur le devant de la scène régionale et mondiale à la suite de l'invasion américaine de l'Irak en 2003 et des développements de la révolte syrienne en mars 2011. Les repères chronologiques du « moment kurde » ou du « printemps kurde » sont évidents. En Irak, la chute du régime de Saddam Hussein permet la promulgation d'une nouvelle Constitution de type fédéral en 2005. Les partis kurdes deviennent ainsi la clé de voute de la nouvelle construction irakienne et les alliés centraux des États-Unis dans la lutte contre l'organisation de l'État islamique (EI), dont le califat, créé en 2014, étend le pouvoir sur un territoire à cheval entre la Syrie et l'Irak.

En outre, le rapprochement économique entre le Kurdistan irakien et la Turquie favorise nettement le dégel « diplomatique » entre les deux entités dès 2008. Les dispositions du gouvernement du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, à mettre en place un plan « d'ouverture démocratique » (2009), puis un « processus de paix » (2013) en direction des organisations kurdes

INTRODUCTION

de la mouvance du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), sont en partie dues à la coopération à tous les niveaux entre la Turquie et le Kurdistan irakien, devenus des alliés stratégiques dans une région instable. De ce fait, ce processus est sous-tendu par une forte ambiguïté puisqu'il consiste tout autant à trouver des solutions au problème kurde en Turquie qu'à le neutraliser en impliquant le gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK).

En Syrie, le 19 juillet 2012, les troupes du régime se retirent partiellement du Nord syrien, permettant aux Kurdes de prendre le contrôle des trois enclaves kurdes le long de la frontière turco-syrienne. En janvier 2014, les trois enclaves kurdes s'organisent en « cantons » autonomes. La même année, la « bataille de Kobané » entre les forces kurdes et l'État islamique suscite la sympathie de l'opinion publique occidentale et ouvre la porte à l'intervention aérienne des États-Unis en Syrie afin de faire reculer les djihadistes de Daesh.

Le 17 mars 2016, le Parti de l'union démocratique (PYD), organisation liée au PKK, déclare unilatéralement la création d'une entité fédérale aux limites géographiques floues, le Rojava ou Kurdistan syrien regroupant les régions contrôlées par ce parti. La nouvelle administration autonome organise la région et le reste de la Syrie du Nord en accord avec des milices arabes et chrétiennes intégrées dans les Forces démocratiques syriennes (FDS), créées autour des combattants kurdes, et dont l'objectif principal est de chasser l'État islamique du Nord syrien. Peu de temps après, les FDS amorcent la « bataille de Raqqa », couvertes par l'aviation américaine.

INTRODUCTION

Tout se passe comme si le grand moment de la « revanche de l'histoire » était advenu pour les Kurdes ; les « perdants » des traités internationaux signés à leur insu par les puissances européennes durant les années 1920 seraient en passe de remporter la « victoire » tant attendue en ce début de ^{xxi}^e siècle. Le rêve vieux d'un siècle serait-il à portée de main : la création d'un État indépendant ?

La situation est cependant en ce début de millénaire bien plus complexe que ce que certains chercheurs et observateurs le laissent entendre. La chute du régime de Saddam Hussein en 2003 et les soulèvements de 2011 en Syrie ont certes offert au mouvement kurde dans son ensemble des opportunités politiques inattendues. Pourtant, malgré les apparentes fenêtres qui se sont ouvertes, les tensions au sein de l'espace kurde ainsi que les contraintes régionales continuent de peser lourd sur la « question kurde ». Si entre 2003 et 2011, les gains en autonomie du Kurdistan irakien et l'élargissement significatif de la sphère kurde ont bien été obtenus sans que les conflits qui opposent les divers États au Moyen-Orient n'aient été instrumentalisés, les révoltes arabes, et en particulier la crise syrienne, ont rouvert la voie à des alliances entre certains groupes kurdes et des États *a priori* hostiles aux aspirations nationales kurdes. Le mouvement kurde s'est retrouvé plongé dans un marasme marqué par des luttes intestines et des alliances régionales qui rappellent le contexte des années 1980.

Dès 2015, le processus de paix engagé entre le gouvernement turc et le PKK entre dans une impasse. La guerre au sud-est anatolien recommence. En outre, les événe-

INTRODUCTION

ments survenus entre septembre 2017 et janvier 2018 nous engagent à ne pas s'attacher à l'image d'un mouvement kurde en plein essor. La non-reconnaissance internationale du référendum sur l'indépendance, organisé au Kurdistan irakien, et les représailles de l'État central irakien à son encontre révèlent la fragilité de cette construction politique. Par ailleurs, l'administration autonome du Rojava subit un échec cuisant lors de l'invasion du « canton » kurde d'Afrin au nord de la Syrie par l'armée turque et les milices qui lui sont fidèles, sans qu'aucune puissance ne s'y soit opposée. Ces circonstances doivent nous inviter à proposer des lectures plus nuancées à la fois sur le passé et le présent de la question kurde. Comment comprendre le revirement spectaculaire du « printemps kurde » tant annoncé par les observateurs ?

L'occasion manquée en ce début de siècle peut s'expliquer par le poids d'une histoire marquée par les trahisons successives des puissances occidentales depuis 1920 au moins. En ce sens, est-ce vrai que, comme le dit l'adage, « les seuls amis des Kurdes sont les montagnes » ? Ce énième échec du mouvement kurde serait-il dû aux caractéristiques d'une société kurde, tiraillée par les clivages religieux, tribaux et linguistiques ? Serait-ce tout simplement le destin des Kurdes que de rester écartelés entre quatre États – Iran, Irak, Syrie et Turquie –, car ils seraient incapables de dépasser ces traits enracinés dans une tradition ancestrale ?

Si le mouvement kurde a su défier à divers moments la stabilité de l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie, en tant qu'acteur d'un espace « minoritaire », il doit composer avec les cadres étatiques qu'il n'a pas réussi à rendre

INTRODUCTION

caducs. De même, doit-il prendre en compte les dynamiques régionales et internationales qui lui échappent. Probablement, la conjonction entre la réponse du mouvement au défi de l'unité et les dynamiques hors de l'espace kurde déterminera-t-elle si la visibilité tout récemment gagnée de la « question kurde » se maintiendra, pour le meilleur ou pour le pire, dans les années à venir. Le précédent de 1920 nous rappelle que les choix des partis politiques et de la société kurde peuvent avoir des conséquences dramatiques et durables.

Par ailleurs, les opportunités offertes aux Kurdes ces dernières décennies ne peuvent nous faire oublier un autre défi de taille ; à savoir la démocratisation du champ politique kurde. Certes, les menaces extérieures et la violence des États centraux restent un obstacle majeur à la pacification des relations entre les divers acteurs impliqués dans le conflit kurde. Mais elles n'expliquent pas tout. Au Kurdistan irakien, le GRK peine à se faire reconnaître par la population kurde en tant qu'institution pleinement démocratique et transparente. Les relations avec la « société civile » sont parfois ambiguës, voire compliquées. Les tentations du clientélisme sont bel et bien présentes, tandis que corruption et népotisme sont pratiques courantes.

Le défi démocratique concerne également le mouvement kurde syrien et le projet du Rojava. Un seul parti cherche à gérer les régions kurdes du Nord syrien sans partage et à y établir de manière pérenne un pouvoir politique fait sur mesure. Certaines pratiques du mouvement kurde en Turquie, où le parti pro-kurde a eu l'occasion de gérer des villes importantes telles que Diyarbakir, tendent aussi à

INTRODUCTION

limiter la pluralité du champ politique kurde. L'enjeu est ici d'offrir un aperçu du mouvement kurde dans toute sa complexité.

Par ailleurs, peut-on réduire l'appréhension de la diversité et de l'histoire de ce peuple à la seule question de l'aspiration à l'indépendance ou à l'autonomie politique ? Au-delà de la portée éminemment politique et conflictuelle de la présence kurde au Moyen-Orient, cet ouvrage s'attache à présenter des phénomènes plus intimes à ces sociétés, de la diversité religieuse aux productions culturelles (cinéma, littérature, musique) qui leur donnent une visibilité locale et internationale, sans oublier le rôle grandissant de la diaspora kurde ou encore les aspects économiques dans une région riche en ressources (eau, pétrole et agriculture).

Combattants de la liberté contre Daesh, victimes expiatoires de la violence des États moyen-orientaux, nation insoumise sur la voie de la libération ou peuple pétri de culture religieuse mésopotamienne antique, les images d'Épinal ne manquent pas pour décrire les Kurdes. De l'avènement de l'islam au VII^e siècle, ils donnent également à voir une histoire longue et complexe de plus en plus connue du grand public. L'ambition de ce livre est † de proposer au lecteur un tour d'horizon sans complaisance de la situation des Kurdes et du Kurdistan du passé et à nos jours.

LES KURDES
À LA PÉRIODE PRÉ-MODERNE

Qui sont les Kurdes ?

Définir les Kurdes n'est pas chose facile parce qu'il n'existe pas de passeport kurde et les identités, au Kurdistan comme ailleurs, sont plurielles et fluctuantes. Les États dans lesquels ils vivent ne tiennent en général pas compte de leur appartenance ethnique, religieuse et/ou linguistique. On ne dispose donc pas de chiffres fiables et on estime cependant que la population kurde compte entre 25 et 35 millions d'individus.

Choisir l'une ou l'autre de ces estimations a des répercussions politiques. Parler d'un peuple kurde qui serait l'un des plus grands peuples sans État du Moyen-Orient, c'est présupposer l'unité. Souligner au contraire les différences participe de la négation de son existence, négation qui a souvent servi à le diviser. Face à ces enjeux politiques, un certain malaise est perceptible parmi les chercheurs se penchant sur cette question, même si des anthropologues et des historiens ont depuis plusieurs années mis le doigt sur l'écueil du « groupisme » ou la tendance des études sur les conflits identitaires à naturaliser, essentialiser et réifier les « groupes ».

Il convient toutefois de constater que les catégories linguistiques, ethniques et religieuses, aussi construites soient-elles, peuvent être mobilisées dans le champ politique à tout moment et donner du sens aux actions. De fait, la pluralité linguistique et religieuse n'est forcément pas un écueil insurmontable pour les mouvements politiques désirant mobiliser des identités en danger ainsi que le cas kurde le montre.

Les Kurdes ont différents dialectes de la famille des langues iraniennes occidentales. Lesquels se divisent en trois groupes. Le principal, le kurmandji, est parlé dans l'ensemble du Kurdistan, du Caucase au nord de l'Irak, en passant par le nord-ouest iranien. Le sorani, plus au centre, l'est essentiellement en Irak et en Iran. Au sud de cette zone sont usités des dialectes assez hétérogènes. En outre, les locuteurs du zazaki, dans l'ouest du Kurdistan turc, se considèrent comme kurdes, bien que depuis deux décennies, des intellectuels prônent un réveil linguistique zazaki pour se distinguer des Kurdes kurmandji. Ceux qui parlent le sorani, au sud-est du Kurdistan irakien, entretiennent une relation similaire avec l'identité kurde, certains s'identifiant avec l'ensemble de ce peuple, d'autres s'en démarquant sur des critères linguistiques.

Du point de vue religieux, les Kurdes sont principalement musulmans : s'ils sont essentiellement sunnites, le chiïsme (duodécimain)¹ est répandu, notamment en Iran. Outre l'islam orthodoxe, on trouve des systèmes syncrétiques ou hétérodoxes, mêlant islam (chiite) et pratiques

1. Voir le glossaire, p. 365.

préislamiques. Le yézidime¹, qui leur est propre, survit en Irak, en Syrie, un peu en Arménie et en Europe. Il existe également des populations chrétiennes kurdophones. Quant aux Kurdes juifs, la plupart a émigré en Israël dès 1948, à l'instar de la majorité de Juifs orientaux.

Au-delà de ces marqueurs objectifs et de ces différences, être kurde est un acte de volonté qui s'ancre dans l'affirmation d'un vouloir vivre ensemble. En effet, une « identité kurde » s'est construite, transcendant les appartenances tribales, religieuses et linguistiques, organisée autour d'une histoire et d'une origine communes, de mythes fondateurs, d'une référence au « Grand Kurdistan » : territoire imaginaire, potentiellement réel, qui regrouperait un jour tous les Kurdes de Turquie, de Syrie, d'Irak et d'Iran.

1. Voir la question 21, « Les Yézidis sont-ils des “adorateurs du diable” ? », p. 80.

Quelles sont les origines mythiques du peuple kurde ?

Différents à bien des égards des habitants des grandes métropoles du Moyen-Orient ou des autres populations rurales de la région, comme des voyageurs occidentaux de passage, le trouble que les Kurdes suscitent amène des auteurs extérieurs à leur forger des origines mythiques.

Les sources arabes ou persanes médiévales recèlent d'abondants récits légendaires. L'un des auteurs arabes les plus célèbres de la période abbasside (x^e siècle) à Bagdad, Al-Mas'ûdî compile la majorité de ces histoires dans *Les Prairies d'or*. Il leur attribue dans un premier temps une généalogie biblique, les faisant descendre de Sem puis, par la suite, une ascendance tribale arabe, celle des Banû Rabi'a. Ils auraient un ancêtre commun du nom de Kurd Ibn Murd. L'encyclopédiste indique aussi que certains chez les Perses pensent que celui-ci porte un autre nom : Kurd Ibn Isfandyar Ibn Manushehr. Rien de surprenant à cet assemblage généalogique dans le monde idéologique du califat abbasside qui ne conçoit la division

entre les groupes humains qu'à travers le prisme de la filiation biblique, sémitique, iranienne et arabe.

En dehors de ces éléments assez conventionnels à l'époque, Al-Mas'ûdî décline d'autres récits plus étranges et prompts à renforcer leur image de marginalité. Il évoque les enfants des concubines de Salomon enceintes des œuvres d'un démon nommé Jassad. Chassés vers les montagnes par leur « beau-père », ils seraient autres les ancêtres du peuple kurde.

Puisant de nouveau dans le fonds légendaire iranien, l'auteur médiéval lie la genèse des Kurdes au mythe du tyran Zohhak. Connue à l'ouest de l'espace islamique fraîchement conquis, cette histoire au cœur de la littérature persane connaît un renouveau à la fin du x^e siècle. Elle relate les heurs et malheurs du souverain usurpateur du trône d'Iran, qui souffrait d'un mal terrible causé par un contact physique avec le démon Ahriman. Sur chaque épaule de Zohhak, un serpent avait poussé. Afin de le soulager de la douleur causée par cette étrange affection, Ahriman, déguisé en médecin, lui conseilla d'y appliquer chaque jour un cerveau de jeune homme. Le cuisinier et conseiller du roi, Afrîdûn, secrètement opposé à son autorité, décida d'épargner les hommes en question, de remplacer leurs méninges par celles d'un mouton et de les évacuer vers les montagnes. Devenant et formant la souche des Kurdes, les jeunes gens se soulevèrent et aidèrent Afrîdun à renverser le tyran.

Popularisé dans les revues de la fin de la période ottomane et du début du xx^e siècle et aujourd'hui dans les programmes scolaires de la région autonome du Kurdistan irakien, le discours nationaliste kurde fait une

synthèse entre ces mythes de source arabo-persanne et les recherches des orientalistes français, allemands, britanniques et russes, du xx^e siècle. Cherchant dans les textes en pehlevî (moyen persan) et en grec les traces des ancêtres des Kurdes, ces derniers mettent en avant, leur iranité voire leur aryanité. Occupant un espace géographique montagnard s'étendant sur la zone que fut la Médie, d'aucuns n'hésitent pas à attribuer aux Kurdes une ascendance mède, mais aussi kassite, guti, lulubi ou hourite, en référence à d'obscures principautés vassales et parfois rebelles à l'Empire néo-assyrien.

Le récit de Zohhak le despote est dès lors repris, amplifié et modifié par les nationalistes kurdes et les orientalistes européens. La version iranienne du mythe originel n'indique pas que les Kurdes sont au centre de ce mythe. Pour le shah Nâmeh écrit au x^e siècle par exemple, Kawa en kurde ou Kaveh en persan abat de sa masse le tyran et, portant un tablier enflammé en guise d'étendard, signale sa victoire à ses enfants réfugiés dans les montagnes. Qu'à cela ne tienne ! Pour l'idéologie nationaliste kurde du xx^e siècle, Kawa est le héros des Kurdes, son tablier est leur drapeau, le jour de la chute de Zohhak symbolise la prise de l'Assyrie par les Mèdes en 614 avant J.-C. et marque le début de l'ère kurde. Pour certains, c'est même la première occurrence du *New Ruz*, le Jour de l'an célébré le 21 mars de chaque année par les Kurdes de Turquie, de Syrie, d'Irak et d'Iran.

Depuis quand les Kurdes sont-ils reconnus comme un peuple ?

Bien avant que l'idéologie nationaliste n'advienne, les Kurdes apparaissaient déjà comme un peuple, une entité distincte.

Leur apparition dans l'histoire a fait l'objet d'intenses recherches de la part d'orientalistes européens depuis la fin du XIX^e siècle. On s'est penché sur les textes antiques grecs, pehlevî (moyen persan) et arméniens, pour faire sens de la présence de ces populations entre le plateau iranien le Caucase, l'Anatolie et la steppe arabo-syrienne. Ce travail consiste essentiellement en des études philologiques et linguistiques ayant pour but de retrouver dans les textes anciens les noms des ancêtres des Kurdes. Jusqu'à dans les années 1980, les tenants de cette tradition intellectuelle se demandent si les Kurdes sont des descendants de populations locales iranisées ou s'ils ont migré vers cette région à une date indéterminée.

Godfrey Rolles Driver (1892-1975) fut le premier à établir des connexions importantes entre des termes proches du nom des Kurdes présents sur des tablettes cunéi-

formes de Mésopotamie et dans les textes grecs et iraniens. De la Karda des textes sumériens du III^e millénaire av. J.-C., région correspondant à la zone du Kurdistan, aux Kardukhoï, populations citées dans l'*Anabase* de Xénophon lors de la participation de mercenaires grecs à une guerre interne pour le trône d'Iran au V^e siècle av. J.-C., toutes ces occurrences établiraient un lien entre ces populations et les Kurdes.

La figure centrale des études kurdes russophones est le diplomate Vladimir Minorsky (1877-1966). Celui-ci bat en brèche la thèse de Driver et présente un lien direct entre les Kyrtoiō ou Cyrtii et les Kurdes. Ces peuplades sont mentionnées par d'autres auteurs grecs classiques tels que Strabon et Polybe (III^e siècle av. J.-C.). Minorsky rapproche les premiers, venant de l'est et clairement définis comme iraniens, des Mardoï/Mannoï, groupe médocythe plus occidental. Il voit dans le terme *Kurmandj*, qui est utilisé aujourd'hui par les Kurdes du Nord pour se désigner eux-mêmes, l'amalgame de ces deux groupes : « Kur-man ». Parallèlement, des citations du mot *Kurd* apparaissent de manière éparse dans quelques sources de la période sassanide (III^e-VII^e siècles) en pehlevî sans que l'on n'en connaisse la teneur exacte.

Ces maigres indices d'une présence kurde à la période antique sont contrebalancés par les informations foisonnantes produites par l'historiographie arabe. L'essor de cette dernière intervient aux IX^e-X^e siècles, mais fait référence à un passé plus ancien de la présence kurde. Tout d'abord au sein de l'Empire sassanide, puis au moment de la conquête islamique marquant la rencontre violente entre les troupes kurdes de l'arrière-pays de Mossoul

cantonnées dans une série de forteresses et les armées arabes. En partie du fait de leurs qualités guerrières, les Kurdes sont présentés comme un peuple à part entière au même titre que les Arabes, les Turcs, les Berbères et bien d'autres.

En dehors d'une origine géographique commune, les termes *kurdî* (au singulier), *akrâd* (au pluriel), *kurd* (collectif) des textes médiévaux arabes et persans désignent des individus et des groupes d'une grande diversité sociale et culturelle. On peut simplement indiquer que les toutes premières occurrences semblent faire essentiellement référence à des populations semi-nomades, pastorales, guerrières et iranophones de la région du Zagros. Tôt convertis à l'islam bien que souvent rétifs aux pouvoirs des califes et des sultans, les Kurdes intègrent massivement à la fois les armées des potentats musulmans et les grandes métropoles islamiques du croissant fertile. Clairement différenciés des autres populations de la région par leur langue, très peu d'éléments de celle-ci sont parvenus dans les premiers temps de l'islam. Les noms d'individus et de tribus kurdes les classent à part dans ce nouvel environnement linguistique.

Y a-t-il eu par le passé un royaume kurde unifié ?

Ce qui paraît être une aberration de nos jours, à savoir l'absence d'un État kurde souverain, ne l'est pas moins aux périodes médiévale et moderne. Un auteur du XIV^e siècle, Shihab al-dîn al-'Umarî, trouve une raison à cette incohérence au début de son manuel administratif, *Al-Ta'rîf bil-mustalah al-sharîf*, consacré aux Kurdes : « Ils sont innombrables. Si l'épée de la discorde ne sectionnait leur pousse croissante et n'empêchait leur irruption, ils se répandraient dans les contrées et s'empareraient de nombreux biens. Mais, ils sont enclins au désaccord et à la division. L'épée reste entre eux dégainée, le sang versé, l'ordre bafoué, les yeux mouillés et de sang maculé. » Cause ou conséquence de cette discorde, l'existence d'une multitude de tribus saute aux yeux de l'observateur extérieur. Les relations entre elles sont régies par un ordre interne (au Kurdistan) de la guerre et de la paix, qui fut pendant des siècles la matrice de l'autonomie de ce territoire.

À certains moments de l'histoire, des tribus connurent des phases importantes d'unification formant des fédérations susceptibles d'établir de puissantes dynasties et mettant au pouvoir des souverains tribaux unanimes. Ce fut le cas au cours de la période dite de « l'intermède iranien » qui vit l'émergence de pouvoirs locaux kurdes et daylamites¹ entre le x^e et le xi^e siècle.

Citons seulement quelques exemples significatifs et évocateurs de l'importance de ces dynasties : les Shaddâdides² issus de la confédération des Hadhbâniyya (du x^e siècle à la fin du xii^e siècle) en Azerbaïdjan et en Arménie septentrionale ; les Rawâdides, eux aussi liés aux Hadhbâniyya (du ix^e au xi^e siècle), en Azerbaïdjan dans la région de Tabriz ; les Marwânides, d'origine humaydî (du x^e au xi^e siècle) dans le Diyâr Bakr, au nord de Mossoul et autour du lac de Van ; les Hasanwayhides de la tribu des Barzîkânî (x^e et xi^e siècles) qui dirigent le Shahrazûr, Hulwân, Dînawar, Nihâwand et la région de Hamâdân.

Dans un autre registre, Saladin et ses descendants, qui firent la conquête d'un territoire assez éloigné du Kurdistan, surent fédérer les tribus kurdes dont la sienne, les Hadhbâniyya, et s'appuya dans un premier temps sur les mêmes ressorts de pouvoir que les dynasties de l'intermède iranien. Soutenues, comme on peut le supposer, par les populations kurdes (surtout les populations armées), ces dynasties ont probablement pesé sur le peuplement et sur l'organisation sociale et politique de cette région, contribuant à la constituer en zone kurde.

1. Voir le glossaire, p. 365.

2. Voir le glossaire, p. 365.

LES KURDES À LA PÉRIODE PRÉ-MODERNE

Aux périodes mamelouke (XIV^e-XVI^e siècles) et ottomane (XVI^e-XIX^e siècles) et même sous le mandat britannique avec la tentative de prise de pouvoir de cheykh Mahmoud, « le roi du Kurdistan », les régions kurdes connurent de nombreuses alliances tribalo-dynastiques du même type sans grand succès. Exerçant leur pouvoir sur des zones assez vastes du territoire occupé par les populations kurdes, elles ne parvinrent jamais à unifier l'ensemble des régions kurdes. Par ailleurs, bien que puissantes, elles régnèrent t sur délégation des empires musulmans successifs ou de puissances suzeraines étrangères.

Quelles sont les « frontières » du Kurdistan ?

On trouve des Kurdes au nord-est de l'Iran, dans le Caucase, dans les grandes villes du Moyen-Orient et d'Europe. Néanmoins, lorsque l'on parle de « Kurdistan » on fait référence à une région située depuis des siècles au centre du Croissant fertile, aujourd'hui aux confins de la Syrie, de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran.

Les sources persanes et arabes médiévales révèlent que les principaux groupes kurdes se répartissaient inégalement dans une région située entre Chiraz dans le Fars et l'Euphrate, d'est en ouest et la Géorgie et la région iranienne méridionale du Khuzistan, du nord au sud. Bien que tous ne vivent pas, tant s'en faut, en montagne, l'espace kurde se caractérise par une rupture d'abord géologique avec l'espace arabe. Les Kurdes trouvaient plus haut en latitude et en altitude que les Arabes. Le cœur du « pays kurde » est une bande montagneuse qui s'étend du bord occidental de la chaîne du Zagros et se prolonge dans le Taurus incluant le mont Ararat, Qandil et d'autres chaînes tels que les monts Çakmak. Les textes

signalent très clairement ce relief tourmenté et escarpé en indiquant les montagnes et les promontoires mais aussi les ravins et les crevasses qui séparent de vastes étendues de terre et qui sont autant de portes naturelles (*darband*, *'aqba*). C'est là que se trouve le milieu kurde par excellence. À la marge de cette épine dorsale montagnaise, il se prolonge vers l'ouest et au sud par des steppes et des déserts.

Le Kurdistan était et reste dépourvu de limites et de frontières. C'est pourquoi, entre le XI^e et le XIII^e siècle, cet espace a connu une réduction de son étendue à l'est, avec la disparition des tribus kurdes du Fars, et une extension de sa surface vers l'ouest et au centre en mordant sur les zones habitées par des populations syriaques et arméniennes. Au XIV^e siècle, celui-ci apparaît comme une aire intermédiaire entre les zones d'influence mamelouke et mongole. L'Empire mamelouk, dont le centre est basé en Syrie et en Égypte, tenta par tous les moyens d'intégrer ces régions afin de produire une zone tampon le prémunissant des menaces orientales. Deux siècles plus tard l'Empire ottoman en guerre contre les Safavides iraniens se conforma à cette stratégie.

Les mots du souverain ottoman Soliman le Magnifique, reproduits dans le Kanûn Nameh au milieu du XVI^e siècle, rappellent la volonté de faire des Kurdes le fer de lance de l'Empire dans ses confins orientaux : « Juste comme Dieu, soit-il loué et exalté, accorda à Alexandre le bicornu de construire le mur de Gog, Dieu fit en sorte que le Kurdistan agisse en protection de mon Empire comme une barrière solide, comme une forteresse d'airain contre la sédition du démon Gog de Perse. » La frontière avec

l'État safavide était cependant loin d'être hermétique et nombre de tribus, chefferies ou principautés kurdes ottomanes avaient des zones d'influence qui s'étendaient sur le territoire iranien.

Au début du xx^e siècle, l'Empire ottoman fut démembré et divisé dans les zones kurdes entre trois nouveaux États-nation, la République de Turquie, la Syrie mandataire et le royaume d'Irak sous tutelle britannique. De ce fait, le territoire kurde sur lequel des nationalistes kurdes comptaient également instituer un État, se retrouva fractionné en quatre Kurdistan : un Kurdistan du Nord (*Bakûr* selon le terme kurde) en Turquie, un Kurdistan du Sud (Bashûr) en Irak, un Kurdistan de l'Est (*Rojhelat*) en Iran, un Kurdistan de l'Ouest (*Rojava*) en Syrie. Dans chacune de ces zones, les projets autonomistes ou indépendantistes rivalisèrent avec les États centraux pour le contrôle de ces territoires et l'établissement de frontières avec le reste du pays. En Irak et en Syrie où le nationalisme arabe domine dès les années 1960, les États centraux tentèrent de mettre en place « des ceintures arabes » afin d'installer des populations non-kurdes aux frontières des pays voisins. En Irak, la création d'une région autonome kurde au nord donna lieu à de vifs conflits quant à la définition de la frontière du Kurdistan. Tout le long de cette limite changeante, des « zones disputées » firent l'objet de négociations interminables et de coups de forces militaires.

Que représente Saladin pour les Kurdes ?

Salah al-dîn Yusuf bin Ayyûb, connu en Europe sous le nom de Saladin ou Saladino, fut l'un des souverains musulmans médiévaux les plus célèbres et les plus brillants. Ce Kurde, dont les origines caucasiennes sont clairement évoquées dans les sources arabes du XIII^e siècle, représente en son temps le type du sultan musulman universel par excellence. À l'apogée de son pouvoir à la fin du XII^e siècle, il impose sa domination sur l'Égypte, le Yémen, la Syrie-Palestine et la haute Mésopotamie. Il est surtout célébré pour la reprise de Jérusalem aux croisés en 1187. En parallèle, un mythe occidental le décrivant comme l'archétype du souverain chevaleresque se développe. Oublié un temps par le monde arabe, il devient au XX^e siècle la figure légendaire centrale du nationalisme arabe en but avec l'État d'Israël. La littérature kurdiste n'est, quant à elle, désormais plus en reste et l'histoire de Saladin fait partie intégrante de l'arsenal nationaliste kurde contemporain surtout comme symbole de la capacité des Kurdes à s'élever. Ce n'a pas toujours été le

cas et encore aujourd'hui de nombreux Kurdes blâment l'absence de volonté du sultan de créer un État kurde ou encore le fait qu'il ait mis de côté cet aspect de son identité.

Tout au long de son parcours, Saladin fut influencé par ce milieu kurde d'origine. Shâdî, son grand-père, faisait partie des Hadhbâniyya, membres de la tribu qui s'étaient mis au service de la dynastie kurde des Shaddâdites. Ces derniers régnèrent du x^e au xii^e siècle sur une région assez large de l'Arménie septentrionale. Plus tard, pour des raisons obscures, ils s'établirent en Irak à Takrit où Saladin naquit en 1138. Au lendemain de sa naissance, la famille en quête de nouveaux protecteurs se rendit à Mossoul pour se mettre au service des Zankides. Cette dynastie venait alors tout juste de faire la conquête de l'arrière-pays de sa capitale, peuplé en grande partie de Kurdes.

La famille de Saladin et les tribus kurdes jouèrent un rôle très important dans la campagne militaire zankide sur la Syrie. Saladin, son père Ayyûb et son oncle Shîrkûh s'emparèrent de postes majeurs au sein du pouvoir zankide. Saladin devint *shihna*, sorte de chef de la police, de Damas. En 1169, la dernière offensive sur l'Égypte du contingent syro-irakien mené par Shîrkûh fit mouche. Un an plus tard, Shîrkûh décéda cédant la place à son neveu Saladin qui s'empara de la fonction de vizir d'Égypte. Lors de cette passation de pouvoir, les forces militaires et politiques kurdes pesèrent de tout leur poids en sa faveur. Par la suite, il parvint à s'affranchir de la tutelle lointaine des Zankides, abolit le califat fatimide d'Égypte et commença à diriger son action militaire vers le sud,

le Maghreb et la Syrie-Palestine. Dans ces conquêtes, les forces tribales kurdes des Hakkariyya, des Zarzariyya, des Humaydiyya, etc. jouèrent un rôle déterminant jusqu'à ce que des esclaves militaires d'origine diverse, les mamelouks, prirent une place démographique majeure dans les armées du sultanat. Les militaires et les civils kurdes se maintinrent néanmoins à des positions politiques élevées tout au long du règne de Saladin et de ses successeurs.

En pointe de l'action de conquête se trouvaient les troupes hakkariyya dirigées par un certain Sayf al-dîn al-Mashtûb (« le balafre »). Plus proche de Saladin, Abû 'l-Hayjâ'al-Samîn (« le gros »), un membre de la tribu des Hadhbaniyya, créa et dirigea jusqu'à sa mort les Salahiyya, sorte de garde rapprochée composite au service du souverain. Quant à la sphère civile, dès l'arrivée au pouvoir de Saladin, les fonctions de grand cadî (juge suprême) et des principales directions de madrasas furent attribués à des Kurdes ou des Orientaux liés à la famille de Saladin et même des membres de leur propre tribu. Parmi eux se trouvaient les Banû Maran qui dominèrent la judicature égyptienne pendant environ un siècle.

Au moment de la chute des Ayyoubides, la dynastie de Saladin, en 1250, les historiens médiévaux notèrent l'arrivée au pouvoir du « régime des Turcs » (*Dawlat al-Atrâk*), le sultanat mamelouk. La dynastie de Saladin apparaît rétrospectivement comme le « régime des Kurdes ». Certes, le sultan n'a pas créé d'État-nation kurde, il n'a pas non plus été un promoteur de cette culture spécifique, mais en s'entourant de Kurdes et en les cooptant au sein de l'appareil d'État, il a grandement contribué à leur entrée dans l'Histoire.

Y a-t-il eu un âge d'or de principautés kurdes ?

La seconde moitié du x^e siècle, période où le califat islamique est grandement affaibli, est marquée par l'émergence de principautés kurdes florissantes soutenues par des confédérations tribales locales puissantes. Ce modèle parfois entretenu, parfois battu en brèche par les pouvoirs impériaux de la région, se maintient jusqu'à l'avènement de l'État moderne. À la période mamelouke (xiv^e siècle), des principautés kurdes furent appuyées militairement et politiquement, malgré leur présence en territoire mongol ennemi. Ce soutien, même lointain, semble avoir été efficace, les grandes familles reconnues par la chancellerie mamelouke (le *Dîwân al-Inshâ'*) sont encore évoquées deux siècles plus tard comme les plus éminentes parmi les Kurdes dans les ouvrages historiques ottomans.

Au début du xvi^e siècle, le sultan ottoman Selim I^{er} mena, depuis Istanbul, la capitale, une offensive vers l'est contre l'Iran safavide. Cette campagne militaire se conclut par une victoire ottomane lors de la bataille de Çaldıran en 1514. Les Ottomans bénéficièrent de l'appui militaire

et stratégique de ces grandes familles kurdes dont certaines se retournèrent contre les Safavides. Le Kurdistan ottoman qui s'établit en Anatolie de l'Est, de Malatya au Hakkari, mais également sur les franges nord et nord-est de l'Irak, avait une vocation essentiellement défensive et visait à contrer l'expansion vers l'ouest de la propagande chiite des affidés de l'Iran safavide, les Kizilbaş. Avant le ralliement massif des princes kurdes, plusieurs délégations à la tête desquelles se trouvait Idrîs Bidlisî, s'étaient rendues auprès du sultan afin de négocier les conditions avantageuses d'une soumission aux Ottomans. Tous les princes kurdes ne bénéficiaient pas des mêmes privilèges quant à l'hérédité des prébendes, la nécessité de participer aux campagnes militaires du sultan ou les ressources fiscales à reverser à l'État central. Octroyés par décret officiel (*berat*), les uns portaient le titre de *mîr* (prince), d'autres celui de *beg* (gouverneur) ou encore de *hakim* (dirigeant). Leurs principautés avaient des statuts différents allant de celui de Yurtluk-ocaklik à celui de Hükümet ou Beylik. Ces derniers, attribués à une dizaine d'émirats, correspondaient au niveau d'indépendance le plus élevé dans les domaines fiscaux, fonciers, judiciaires et politiques. Seule était requise une loyauté indéfectible à la maison ottomane. Au sein de la province du Kurdistan qui comprenait la plupart de ces principautés, nombre d'affaires étaient traitées entre notables kurdes et en dehors de l'intervention de la Sublime Porte.

À Bidlis, non loin du lac de Van, ville d'origine d'Idrîs Bidlisî, le célèbre émissaire ottoman, une principauté florissante se renforça sous l'égide de la famille de l'émir Sharaf Khan, prince issu de la famille Rojakî, et avec

le soutien du sultan. Le même Sharaf Khan, dans les dernières années de son règne à la fin du XVI^e siècle, se retira pour rédiger le *Sharafnameh*, une histoire des Kurdes et de leurs principautés. En langue persanne, ce premier ouvrage écrit par un Kurde relatant leur histoire connut une postérité singulière. Exemple parmi d'autres d'une littérature vernaculaire naissante, il fut au centre de l'activité culturelle des diverses cours princières qui firent l'acquisition de copies, en augmentaient les passages favorables à leurs dynasties locales. À plusieurs centaines de kilomètres au sud, les Baban, qui s'établirent au début du XVII^e siècle dans la localité de Qala Çolan, enrichirent le passage du *Sharafnameh* sur l'histoire de leur propre famille.

Sachant jouer des rivalités entre l'Iran safavide puis qājār et les Ottomans, cette dynastie parvint à régner de manière autonome jusqu'à la moitié du XIX^e siècle sur un territoire s'étendant autour de sa capitale Souleymaniyah, fondée à la fin du XVIII^e siècle. Un très grand nombre de principautés kurdes ottomanes connurent le même destin, affaiblies par des rivalités intra-kurdes et par la campagne de centralisation d'un Empire en phase de réforme, elles disparurent à la fin du XIX^e siècle. C'est sans surprise que des princes déshérités, à l'instar de la famille Bedir Khan de la principauté de Cezire Botan, se retrouvèrent à l'avant-garde du mouvement culturel et nationaliste kurdiste qui vit le jour au début du XX^e siècle.

Les Kurdes sont-ils seuls à habiter le Kurdistan ?

L'espace kurde est à la croisée de plusieurs mondes culturels et linguistiques, dont il est imprégné. D'autres populations peuvent ainsi considérer tout ou partie de ce territoire comme intrinsèquement lié à leur histoire. C'est le cas des Arméniens, leur récit dynastique et la représentation du territoire ancestrale incluent toute la zone septentrionale et occidentale de l'espace kurde. La région du lac Sevan, berceau de la famille de Saladin, située dans l'actuelle Arménie mais également au nord de La Djéziré (région des Diyar Bakr) ou encore au Vaspurakan (sud et est du lac de Van), au sud-est actuel de la Turquie, étaient non seulement habités par de très nombreux Arméniens, mais étaient aussi le lieu de l'exercice d'une souveraineté arménienne jusqu'au XIII^e siècle.

Les Baghratides et les Mamikonides, deux dynasties arméniennes, régnèrent en rivales sur différentes zones de l'Arménie, au nom du calife musulman, jusqu'à la fin du IX^e siècle. Plus tard, elles furent confrontées aux princes kurdes locaux. La souveraineté arménienne dis-

parut totalement des territoires du sud du lac de Van à partir de 1027, lorsque les Artsunides, une autre dynastie, les cédèrent aux Byzantins avant que les Turcs seljoukides n'en fassent aussi la conquête. La présence massive de populations arméniennes ne s'éteignit qu'au début du xx^e siècle lors du génocide de 1915. Certains habitants de la région ont pu dans les dernières années le commémorer ainsi que le passé caché de leur famille arménienne sans pour autant que l'on assiste à une renaissance de la culture arménienne.

Les conquêtes et autres opérations militaires eurent eu des effets importants sur eux. C'est pourquoi au moment de l'expansion musulmane du vii^e siècle, la Djéziré, zone de steppe se trouvant entre le Tigre et l'Euphrate au sud de l'espace kurde, fut occupée par des tribus arabes de pasteurs ou chameliers nomades qui firent souche et finirent par donner leur nom à ces territoires, tels les Diyar Bakr (en arabe, les contrées des Bakr). Ces tribus, parmi lesquelles les Shaybaniyya, contractèrent des mariages avec les Kurdes de la Djéziré et du Shahrazûr (région de l'actuelle Souleymaniyyeh au Kurdistan irakien). En dépit du fait que des régimes nationalistes ont pu dans la seconde moitié du xx^e siècle renforcer cette présence arabe par des politiques d'installation forcée, notamment à Kirkouk ou sur la frontière syro-turque, il s'agit bien là d'un phénomène transhistorique qui se perpétue jusqu'à nos jours essentiellement en haute Mésopotamie.

En parallèle de ce peuplement arabe, c'est au ix^e siècle que les premiers combattants turcs accompagnés parfois de populations civiles se rendirent dans les territoires

kurdes depuis l'Asie centrale. Les princes kurdes, qui les combattirent avec vigueur, durent finalement s'incliner face à des fédérations de plus en plus larges et puissantes. Les Oghuzz turkmènes dont les premières incursions au sud de l'Azerbaïdjan furent violemment contrées par les dynasties kurdes rawadites de Maragha, sur les bords du lac d'Ourmya, s'imposèrent sur l'ensemble du Moyen-Orient par l'entremise de la dynastie seldjoukide. En 1071, la bataille de Mantzikert, sur les bords du lac de Van, entre les Byzantins et les Seldjoukides, et la victoire de ces derniers marquent le début de la domination politique turque sur l'ensemble de l'Anatolie et l'installation importante de populations turkmènes. Malgré les vagues turkmènes successives (installation de populations et incursions militaires), celles-ci ne délogèrent jamais les populations kurdes agro-pastorales ancrées sur leur territoire. On trouve actuellement encore des populations turques ou turkmènes dans les zones à la marge de l'espace kurde, en République de Turquie bien sûr, mais également en Syrie (Tell Abyad par exemple) et en Irak (Erbil, Kirkouk, etc.). La diversité des Kurdistans ne s'arrête pas là, il est également à noter une présence chrétienne importante et une mémoire juive très ancienne¹.

1. Voir la question 19, « Y a-t-il des chrétiens et des juifs au Kurdistan ? », p. 73.

ORIGINES
DE LA QUESTION KURDE

Pourquoi les principautés kurdes ont-elles disparu au XIX^e siècle ?

Dès le début de leur expansion vers l'est, les Ottomans concédèrent aux principautés kurdes, situées aux frontières avec l'Iran safavide et dans la zone orientale de l'Anatolie, une assise politique importante. Du côté iranien, la maison des Ardalan régnant sur la région de Sinne (Sanandadj), Saqqiz et Baneh, jouit jusqu'à la moitié du XIX^e siècle d'une même indépendance, malgré le versement d'un tribut à la couronne d'Iran. C'est à cette période que la marge de manœuvre des principautés kurdes en vint à se réduire jusqu'à disparaître totalement à la fin du XIX^e siècle. Plusieurs facteurs ont présidé à ce déclin.

Les deux États se lancèrent alors dans des politiques de centralisation fermes et parfois violentes, qui devaient résulter dans la mise en place d'un contrôle direct du territoire par des agents formellement appointés et stipendiés par le centre. Disposant de forces militaires considérables, les gouverneurs des grandes villes attenantes au Kurdistan ottoman (Bagdad, Mossoul, Diyarbakir,

Trébizonde) se chargèrent de rompre le cycle de la transmission des charges princières héréditaires parfois par des campagnes militaires en arguant de la déloyauté de certains princes kurdes à la Sublime Porte. Le centre de l'État s'ingérait de plus en plus dans la vie politique et administrative des principautés kurdes en instaurant de nouvelles taxes, en modifiant le système foncier local, en établissant des formes de conscription directe et en reprenant la main dans la désignation des princes affublés de titres bureaucratiques non héréditaires liés à l'autorité centrale (*mütesellim*, *mutasarrif* ou *müdür*). À l'origine de ces politiques de centralisation, il y avait les réformes visant à la modernisation de l'État et donc la rationalisation militaire, fiscale et économique.

Le retour dans le giron de l'État central ottoman des provinces kurdes autonomes avait également pour but de contrer les menaces impériales, en particulier russes, et la tentation pour certaines communautés ethniques (arméniennes et kurdes) d'accompagner le printemps des nationalités qui avait éclos dans les Balkans au début du XIX^e siècle et qui vit la sécession de nombreux territoires.

La menace russe se matérialisa par une série de guerres avec l'Empire ottoman et l'Iran qājār, et eut finalement pour conséquence un rapprochement entre les deux puissances régionales. La dernière guerre irano-ottomane eut lieu en 1821-1822 et la suite du siècle fut marquée par une série de tentatives visant à contracter une paix durable et à établir une frontière solide entre Istanbul et Téhéran. Ce réchauffement affaiblit grandement les principautés kurdes qui savaient jouer de la rivalité entre les deux Empires. La neutralisation de la frontière allait

ORIGINES DE LA QUESTION KURDE

rendre obsolète le rôle fédérateur et protecteur des principautés kurdes.

Ainsi, on assista à cette période à une « retribalisation » dans les régions kurdes et à la montée en puissance de nouveaux acteurs kurdes charismatiques tels que les chefs de confréries soufies (*šuyūḥh*) face aux princes dont le prestige était largement érodé par l'interventionnisme ottoman et les querelles intestines.

Les Kurdes ont-ils participé au génocide arménien ?

Au cours du XIX^e siècle, les principautés kurdes furent éliminées par le sultan ottoman, tandis que la plupart des notables kurdes furent exilés dans d'autres provinces de l'Empire ou à l'étranger. Le vide de pouvoir laissé par les dynasties kurdes déchues provoqua le chaos, ce qui conduisit le sultan à s'appuyer sur de larges confédérations tribales kurdes, en échange de la fidélité à son égard.

C'est dans cette optique qu'Abdülhamid II créa les Hamidiye auxquels il accorda un statut privilégié (armement, exonération de l'impôt, quasi-immunité judiciaire). Ces régiments tribaux de cavalerie légère, en retour, devaient protéger l'Empire des dangers extérieurs (influence russe sur la frontière nord orientale de l'Empire) et intérieurs (nationalistes arméniens).

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les Hamidiye furent reconnus comme des « gens du Livre » ayant eu donc la révélation divine. Mais ces groupes « protégés » (*dhimmis*) étaient aussi assujettis. Avec les réformes administratives et politiques libérales (1839-1876), connues sous le nom

de *Tanzîmat* (réorganisation), tout changea. Dans la perspective de moderniser l'empire afin d'en assurer la survie, celles-ci introduisirent des changements qui remirent en question les rapports de domination séculiers entre les communautés. D'une part, elles visaient, sur le modèle occidental, à affirmer l'égalité des individus devant la loi, sans distinction ni de langue ni de religion. D'autre part, elles reconnaissaient des droits collectifs aux millets non-musulmans, s'exprimant dans une langue particulière – l'arménien, le grec, l'araméen –, renforçant ainsi leur sentiment d'être des « groupes » à part.

Ces réformes n'étaient guère appréciées par les élites musulmanes sunnites dont les Kurdes faisaient partie. Les choses s'aggravèrent avec l'ingérence croissante des puissances européennes à la périphérie de l'empire qui envenima les relations entre les Arméniens et les Kurdes en Anatolie orientale. En effet, la « question d'Orient », qui se trouve en partie à l'origine des *Tanzîmat*, était, en bordure de l'empire, une « question agraire ».

Le Code foncier de 1858, bien qu'il établisse la propriété individuelle sur la base de *tapu* (actes de propriété) imposables et transmissibles, manquait de dispositions à l'égard des agriculteurs travaillant les terres des grands propriétaires. Or, la fin des principautés kurdes permit à une série de notables urbains et de chefs tribaux de s'approprier indûment un grand nombre de terres, aux dépens des paysans et des petits propriétaires arméniens.

Face aux revendications arméniennes et aux pressions étrangères exprimées lors du Congrès de Berlin de 1878, des Kurdes saisirent les occasions se présentant pour « résoudre » la question à leur avantage. Ainsi, durant

ORIGINES DE LA QUESTION KURDE

l'automne 1895, les Hamidiye participèrent à d'amples massacres anti-arméniens dans les régions arméno-kurdes. En 1915, à nouveau, alors que l'Empire était entré en guerre au côté de l'Allemagne, des chefs tribaux et des notables kurdes s'allièrent aux autorités ottomanes, sous la bannière du « panislamisme », pour mener à bien la déportation et le génocide des Arméniens.

Quand sont nées les premières associations nationalistes kurdes ?

Le premier cercle d'intellectuels kurdes se constitue autour du journal *Kurdistan*¹ (1898) et de la famille Bedir Khan, héritière de la dernière principauté kurde éliminée par le pouvoir ottoman en 1847. Ce journal bilingue (kurde-ottoman), édité au Caire par Midhat Bedir Khan, défend à la fois l'opposition ottomane contre le despotisme du sultan et l'éveil des Kurdes face aux défis posés par la modernité. Au lendemain de la prise du pouvoir par les Jeunes-Turcs² à Constantinople en 1908, des notables kurdes fondèrent le premier club kurdiste, le *Kürt Teavün ve Terakki Cemiyeti* (« Comité d'entraide et

1. Voir la question 28, « Quand apparaît le premier journal kurde ? », p. 106.

2. Ce parti politique nationaliste révolutionnaire et réformateur ottoman était officiellement connu sous le nom de Comité Union et Progrès (CUP). Leurs chefs menèrent une rébellion contre le sultan Abdülhamid II qui fut renversé et exilé en 1909. Ils planifièrent le génocide arménien et mirent en œuvre la turquification de l'Anatolie.

progrès kurde ») et se dotèrent d'un organe de presse. Les objectifs de l'association sont modérés : appuyer le mouvement constitutionnel, assurer le progrès et l'instruction des Kurdes d'Istanbul, consolider les bonnes relations avec les autres peuples ottomans et, enfin, préserver l'Empire ottoman.

En 1912, la société secrète *Hêvî* (Espoir), considérée comme la première organisation kurde centralisée et structurée, est légalisée. Elle publie l'hebdomadaire *Roja Kurd* (*Le Jour kurde*), rebaptisé en 1914 *Hetawê Kurd* (*Le Soleil kurde*). Tout comme les Jeunes-Turcs, les dirigeants de *Hêvî* aspirent à conduire le peuple kurde vers le progrès, la science et la civilisation occidentale. C'est dans ce contexte que les élites s'intéressent à la situation des femmes occidentales et qu'elles comparent le statut des Européennes à celui des Kurdes.

Quant à la question kurde, la solution doit passer par le fédéralisme au sein de l'Empire ottoman. Cette position modérée n'est guère surprenante. D'une part, ces intellectuels appartiennent souvent aux anciennes familles de notables du Kurdistan. Bien qu'en conflit avec les autorités ottomanes de temps à autre, elles ont pour le moins une relation proche du pouvoir. D'autre part, leur intégration aux postes de cadres dans l'administration ottomane les rend plus proches des élites de la capitale que du reste de la population kurde habitant dans la périphérie de l'Empire. Si bien que, en dépit de leurs débats autour de l'identité kurde, elles restent attachées au cadre politique et social ottoman.

Bien que *Hêvî* réussisse à s'implanter dans les principales villes kurdes, les activités prometteuses de l'or-

ganisation se voient tronquées par la mobilisation de ses dirigeants lors de la Première Guerre mondiale. L'armistice entre les alliés et les Ottomans marque le réveil de l'activité kurde à Istanbul, cette fois à caractère ouvertement nationaliste, avec la fondation de *Kürdistan Teali Cemiyeti* (« Comité pour le relèvement du Kurdistan »), le 17 décembre 1918. En réalité, on y retrouve des intellectuels qui étaient déjà présents dans les anciennes organisations kurdes.

Le Comité se propose de faire bénéficier le peuple kurde du principe wilsonien d'autodétermination pour les nations « dominées ». Il publie le journal *Jîn (La Vie)* où les intellectuels kurdes posent les fondements du nationalisme kurde moderne. Devant la possibilité d'accéder à un État ou du moins à une autonomie, les Kurdes se voient confrontés à des questions essentielles auxquelles il faut rapidement apporter des réponses : Qui sont les Kurdes ? Combien sont-ils ? Quelles sont les « frontières » du Kurdistan ? Quels sont les critères qui déterminent l'identité kurde (langue, religion, appartenance tribale) ?

Les conflits personnels et les différentes visions sur le futur du Kurdistan eurent raison du Comité, éloignant toute perspective d'unité face à des puissances européennes à la recherche d'interlocuteurs solides.

Quelles sont les demandes des Kurdes lors de la Conférence de la paix de 1919 ?

On aurait pu croire, après le génocide, que les relations arméno-kurdes ne seraient plus possibles. Pourtant, l'exil et les liens créés dans les clubs ottomans vont permettre à l'élite des deux peuples de maintenir leur collaboration en vue d'obtenir chacun un État.

Dès 1917, des entretiens, sous le patronage de la France, entre l'émir kurde de la principauté de Botan Kiamil Bedir Khan et une délégation arménienne à Tbilissi rendent possible l'élaboration d'un plan de réconciliation entre les deux peuples. Parallèlement, les traités interalliés signés pendant la guerre, les *Quatorze Points* du président américain Wilson et la pression diplomatique des délégations arméniennes avaient préparé favorablement l'opinion publique occidentale à la création d'un État arménien et d'un État kurde. Les ambiguïtés, quant aux revendications et les ambitions de chaque groupe, ne disparaissent pas pour autant.

Lorsque les alliés occupent Istanbul, le 12 novembre 1918, le « Comité pour le relèvement du Kurdistan » (KTC)

entre en contact avec les Français et les Britanniques afin de défendre les aspirations de la « nation kurde ». Ses intentions ne sont toutefois pas forcément claires. La question de l'~~red~~ Kurdistan suscite des débats houleux au sein de l'association. Les partisans de l'indépendance totale, réunis autour du prince Emin Ali Bedir Khan, affrontent ceux qui, sous la houlette de Seyyid Abdulkadir, préconisent l'autonomie dans le cadre du nouvel État turc-ottoman. Ces derniers justifient leur position par les liens religieux des Kurdes avec les Turcs, garantis par l'institution du califat. En même temps, ils s'opposent violemment à la création d'un État arménien prévu par les négociations de paix à Paris.

Le général Chérif Pacha, ancien diplomate ottoman et représentant du KTC à Paris, revendique l'autonomie du Kurdistan sous l'égide de la France et se propose comme futur « émir du Kurdistan ». Le *Mémoire sur les revendications du peuple kurde* présenté par Pacha dessine les limites ethnographiques du Kurdistan ainsi : « Au Nord, par Ziven, sur la frontière du Caucase et continuant à l'ouest par Erzéroum, Erzindjan, Kémah, Arabkir, Behismi, Divik : au Sud, Harran, les collines de Sindjar, Tel Asfar, Erbil, Kerkuk, Sulémanié, Akk-el-man, Sinna ; à l'Est, par Rauandiz, Bach-Kalé, Vizir-Kalé, c'est-à-dire la frontière persane jusqu'au mont Ararat. » Le territoire envisagé par Chérif Pacha est extrêmement large, en particulier au nord, délégitimant de fait les revendications des nationalistes arméniens dans les provinces d'Erzurum, Bayazid et de Van.

La carte adjointe au *Mémoire* est moins ambitieuse. Elle laisse les provinces du nord aux Arméniens,

avec une issue sur lac de Van. En revanche, le Kurdistan représenté au sud (Irak actuel) est plus généreux, englobant des villes à majorité arabe comme Mossoul. En outre, bien que les revendications kurdes se portent sur le territoire ottoman, la carte dessine également les frontières du Kurdistan persan, affirmant ainsi l'existence d'un Kurdistan au-delà des frontières impériales.

Il est possible que la concession faite sur la carte par Chérif Pacha concernant la partie nord du Kurdistan soit un geste adressé aux chancelleries occidentales arméno-philés – telle la France – afin de les gagner à l'idée de la création d'un État kurde. Quoi qu'il en soit, prenant tout le monde de court, Chérif Pacha signe en 1919 un accord avec l'Arménien Boghos Noubar Pacha, prévoyant la création d'une Arménie et d'un Kurdistan indépendants, suivant *grosso modo* les limites ethnographiques arméno-kurdes telles qu'elles sont exposées sur la carte présentée par le délégué kurde à Paris.

Pourquoi le traité de Sèvres de 1920 est-il si important pour les Kurdes ?

À l'issue de maintes négociations sur la division de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale, la France et la Grande-Bretagne signent un accord de principe, dénommé Sykes-Picot, en 1916. Les provinces à majorité ou avec une forte présence kurde sont divisées de la manière suivante : le Nord-Est anatolien doit tomber sous l'administration directe russe ; le Sud-Est anatolien sous l'administration directe française ; enfin, le *vilayet* (province ottomane) de Mossoul est scindé en deux zones sous gestion économique respectivement française (Rowanduz et Erbil) et britannique (Kirkouk et Souleimaniye).

Le retrait de la Russie du conflit mondial après l'armistice de Brest-Litovsk en décembre 1917 change la donne. D'autant que, depuis avril 1917, les États-Unis sont aussi entrés dans le jeu. La Russie révolutionnaire dénonce les accords secrets passés pendant le conflit armé, ce qui conduit les Britanniques à réexaminer la politique alliée vis-à-vis des Ottomans. Le 8 janvier 1918, le président

américain Woodrow Wilson énonce devant le Congrès un programme en quatorze points. Le point 12 concerne les nationalités sous l'autorité ottomane. Il stipule : « La portion turque du présent Empire ottoman devrait assurer une souveraineté sûre, mais les autres nationalités qui sont maintenant sous l'autorité turque devraient se voir assurer une incontestable sécurité de vie et une opportunité [...] absolue de développement. » En 1919, les conditions semblent réunies pour l'émancipation des peuples non-turcs.

En effet, malgré les intérêts géostratégiques de la Grande-Bretagne et de la France dans la région, la création d'un État kurde, sous influence britannique, n'est pas pour autant complètement écartée. La France, malgré ses réticences initiales, notamment son souci de contrebalancer le rôle des Britanniques au Moyen-Orient, finit par approuver la création d'un État kurde dans une zone sur laquelle l'accord Sykes-Picot a reconnu sa souveraineté.

Durant la Conférence de la paix à Paris, le général Chérif Pacha, représentant du KTC, signe en 1919 un accord avec l'Arménien Boghos Nubar Pacha, prévoyant la création d'une Arménie et d'un Kurdistan indépendants. Alors que les délégations arménienne et kurde avaient présenté au préalable des revendications sur la totalité des provinces orientales de la Turquie actuelle, elles acceptent finalement l'une et l'autre un compromis sous la pression des Européens.

Cet accord est confirmé par le traité de Sèvres du 16 août 1920, traité de paix signé par le gouvernement ottoman et les alliés. Celui-ci prévoit dans son article 62 « l'autonomie locale pour les régions kurdes de l'Em-

pire ottoman où domine l'élément kurde » et, dans son article 64, parle d'un « État kurde indépendant ». Le sort des Kurdes habitant le vilayet de Mossoul doit se décider ultérieurement.

Le traité de Sèvres joue en ce sens le rôle d'un mythe politique puissant pour les divers mouvements kurdes depuis 1920. Son importance ne réside pas tant dans la reconnaissance d'un Kurdistan tel qu'il avait été imaginé par les comités kurdes en 1919, que dans celle d'un État kurde, même s'il devait se limiter à une petite partie du territoire revendiqué. En outre, la promesse faite aux Kurdes en 1920 sert à dénoncer le complot des puissances européennes qui, après avoir signé le traité, ne forcent pas la Turquie kémaliste à en accepter les conditions. Dès lors, les puissances européennes deviennent les responsables du malheur de la nation kurde, tandis que les divisions politiques et sociales, voire l'opposition d'une partie des tribus kurdes au traité de Sèvres, tombent dans les oubliettes.

Pourquoi les Anglais abandonnent-ils le projet de création d'un État kurde ?

En 1918, le gouvernement britannique, obéissant aux milieux pétroliers proches de la Turkish Petroleum Company (TPC) décide d'occuper la province de Mossoul riche en pétrole, située au nord de l'Irak, avant que la capitulation du gouvernement ottoman ne devienne effective. Mise devant le fait accompli, la France qui était censée obtenir des droits économiques sur le nord de l'Irak selon les accords secrets de Sykes-Picot signés en 1916 cède cette région aux Britanniques, obtenant en contrepartie la promesse d'une participation française dans la TPC.

La création d'un État kurde telle que prévue par le traité de Sèvres de 1920, mais sous influence britannique, n'est pas pour autant complètement écartée. En réalité, la politique britannique envers les Kurdes n'est pas univoque. Entre 1918 et 1923, deux systèmes parallèles sont mis en place au nord irakien. Le « Southern Kurdistan » – avec la ville de Souleimaniye comme capitale –, est administré par les Kurdes eux-mêmes sous la supervision

de conseillers britanniques. Le second est sous contrôle direct de la puissance mandataire touchant le reste des régions kurdes : du djébel Sinjar, à l'ouest, au Grand Zab, à l'est.

Le retrait du territoire turc des troupes italiennes, grecques et françaises, entre 1920 et 1921, met cependant la Grande-Bretagne dans une situation critique. Ainsi, entre 1920 et 1922, les Britanniques sont tiraillés entre des points de vue divergents sur le statut du Kurdistan. Alors que les officiers déployés sur place tendent à favoriser la création d'un Kurdistan indépendant sous l'influence de la Couronne, à l'instar du *Raj* (royaume) britannique en Inde (1858 jusqu'à l'indépendance du pays), le haut-commissaire britannique basé à Bagdad, Sir Percy Cox, prône l'annexion du Kurdistan à l'État irakien afin de garantir sa survie et la stabilité de la région. Enfin, le gouvernement dirigé par Lloyd George voit avec sympathie la cause kurde, tandis que des officiers britanniques basés au Caire – Winston Churchill, parmi d'autres – soutiennent également le détachement des régions kurdes de la Turquie et de l'Irak ; le Kurdistan étant appelé à jouer le rôle d'État tampon entre ces deux pays.

Or, le point de vue du haut-commissaire s'impose peu à peu. Aux défaites françaises et italiennes face aux kémalistes, il faut ajouter l'alliance de tribus kurdes situées sur la ligne frontière entre la Turquie et le nord de l'Irak, avec les rebelles turcs. Alliance qui semble donner raison à Sir Percy Cox : un Kurdistan indépendant serait ouvert à des ingérences de la Turquie, provoquant une instabilité aux portes de l'État irakien sous mandat britannique. Enfin, les élections de 1922 comportent la victoire du

ORIGINES DE LA QUESTION KURDE

conservateur Bonar Law qui met en question la politique étrangère menée jusqu'alors par Lloyd George.

Dès la fin 1922, les Anglais sont prêts à renégocier les termes de la paix avec le nouveau gouvernement de Mustafa Kemal.

Pourquoi les Kurdes s'opposent-ils au traité de Lausanne de 1923 ?

Le général Chérif Pacha, au nom du KTC, durant les négociations de paix à Paris, signe en 1919 un accord avec Boghos Nubar Pacha, prévoyant la création d'une Arménie et d'un Kurdistan indépendants. Alors que les délégations arménienne et kurde avaient présenté au préalable des revendications sur la totalité des provinces orientales de la Turquie actuelle, elles acceptent finalement l'une et l'autre un compromis sous la pression des Européens. Chérif Pacha espère qu'en consentant des « pertes » territoriales au bénéfice des Arméniens les chancelleries occidentales arménophiles – telle la France – accepteront le principe de la création d'un État kurde.

Cet accord est confirmé par le traité de Sèvres du 16 août 1920, traité de paix signé par le gouvernement ottoman et les alliés, prévoyant l'autonomie locale pour les régions kurdes de l'Empire ottoman. Les limites territoriales de cet État kurde dans l'est de la Turquie actuelle sont cependant modestes, le futur Kurdistan étant cir-

conscrit uniquement aux provinces de Diyarbakir et de Hakkari. Le sort des Kurdes habitant dans la province de Mossoul doit se décider ultérieurement.

En dépit de ce coup porté aux aspirations des nationalistes kurdes, le traité de Sèvres représente et légitime le droit des Kurdes à un État kurde, aussi modeste soit-il. Mais celui-ci ne sera pas appliqué. À l'ouest, l'armée grecque est défaite par les Turcs. À l'est, les soulèvements des Kurdes alévis sont réprimés par les forces loyales à Mustafa Kemal en mars 1921, tandis que les troupes françaises en Cilicie subissent d'importants revers face aux soldats turcs et milices kurdes. Le retrait du territoire turc des troupes italiennes, grecques et françaises, entre 1920 et 1921, met la Grande-Bretagne dans une situation critique. Ainsi, dès la fin 1922, les Anglais sont prêts à renégocier les termes de la paix avec le nouveau gouvernement de Mustafa Kemal.

Finalement, la délégation turque conclut le 24 juillet 1923 avec les alliés le traité de Lausanne. Plus favorable à la nouvelle Turquie, il rend caduc celui de Sèvres. Dans le nouvel accord, il n'est plus question d'un État kurde ou arménien. Si le traité garantit des droits, dans les domaines religieux et éducatif, aux communautés non musulmanes de la Turquie, l'application de ces clauses n'a jamais été réelle. Les Kurdes de Turquie ne sont pas reconnus comme une « minorité nationale » avec des droits particuliers, notamment linguistiques.

Le traité stipule par ailleurs que la frontière entre la Turquie et l'Irak sera déterminée à l'amiable entre les deux pays en litige dans un délai de neuf mois. À défaut d'accord dans le délai prévu, l'affaire devra être portée

devant le Conseil de la Société des Nations (SDN), ce qui sera d'ailleurs le cas.

Après moult négociations et une guerre par procuration entre la Turquie et la Grande-Bretagne, au cours de laquelle les tribus kurdes du nord irakien jouent un rôle important, la SDN décide finalement d'octroyer la province de Mossoul aux Britanniques, lesquels sont présents en Irak depuis 1918. Le traité de Lausanne de 1923 et le règlement postérieur de l'affaire de Mossoul représentent ainsi la culmination de la « trahison » des puissances européennes vis-à-vis du peuple kurde, désormais privé de toute entité territoriale où réaliser leurs aspirations nationales.

Qu'est-ce que « l'affaire de Mossoul » ?

Le gouvernement britannique, obéissant aux milieux pétroliers proches de la TPC (Turkish Petroleum Company) – avec un capital majoritairement anglais en dépit du nom –, décide d'occuper en 1918 la province de Mossoul, censée être riche en pétrole, avant que la capitulation du gouvernement ottoman ne devienne effective.

Si le traité de Sèvres du 16 août 1920 prévoit la création d'un État kurde dans la partie orientale de la Turquie actuelle, le sort des Kurdes dans la région de Mossoul doit se décider ultérieurement. L'incertitude concernant le statut final de cette province habitée majoritairement par les Kurdes, mais avec d'importantes communautés arabes, turkmènes et chrétiennes installées dans les plaines, ouvre la porte à un litige diplomatique entre la Grande-Bretagne et la Turquie entre 1923 et 1925.

Bien que le traité de Lausanne de juillet 1923 enterre la création d'un État kurde en Anatolie, pourtant prévue par le traité de Sèvres de 1920, le premier laisse ouverte la question relative au futur statut du vilayet de Mossoul. En ce sens, il stipule que la frontière entre la Turquie

et l'Irak sera déterminée à l'amiable entre les deux pays en litige dans un délai de neuf mois. À défaut d'accord entre les deux pays dans le délai prévu, l'affaire doit être portée devant le Conseil de la SDN, ce qui sera le cas.

Au-delà du pétrole, le vilayet montagneux de Mossoul est perçu par Londres comme un rempart physique pouvant protéger l'Irak face aux possibles attaques militaires de la Turquie. Dès lors, les autorités britanniques, alléguant des raisons géostratégiques, privilégient son annexion à l'Irak « arabe » sous mandat britannique. En outre, Londres affirme que les Kurdes ne veulent pas habiter sous le joug turc et rappelle que le haut-commissariat britannique et le gouvernement arabe de Bagdad se sont engagés en décembre 1922 à reconnaître les droits nationaux des Kurdes de coexister dans le cadre de l'État irakien et de former un gouvernement kurde autonome.

De son côté, le gouvernement turc guidé par Mustafa Kemal considère que les Kurdes et les Turcs vivent depuis des siècles « en parfaite harmonie », raison pour laquelle la souveraineté turque sur l'ancien vilayet de Mossoul est la meilleure option aussi bien pour les Kurdes que pour les autres populations de ce territoire. Leur divergence d'intérêts est reflétée dans un télégramme envoyé par le représentant d'Ankara, Ismet İnönü, au Premier ministre Hussein Rauf Bey, dans lequel il affirme : « Pour nous, Mossoul est une question [de sécurité] nationale ; pour eux [les Britanniques] c'est une question de pétrole. »

Défendant des positions non conciliables sur ce point, le Conseil de la SDN tranche « l'affaire de Mossoul » en décembre 1925, en rattachant le vilayet à l'Irak selon le

vœu britannique. Néanmoins, conformément aux conclusions de la commission d'enquête formée par la SDN, des mesures doivent être prises en faveur d'une autonomie administrative et culturelle des Kurdes d'Irak : nomination de fonctionnaires kurdes pour l'administration de leur territoire, dans la justice, dans l'enseignement des écoles, ainsi que l'usage du kurde comme langue officielle dans tous ces services.

Une fois l'annexion du vilayet de Mossoul à l'État irakien assurée en 1926, la « carte kurde » devient moins intéressante pour la Grande-Bretagne. En dépit des promesses britanniques sur l'autonomie du Kurdistan, le traité anglo-irakien de 1929, qui jette les bases de l'indépendance formelle de l'Irak, ne prévoit pas de mesures spécifiques pour les provinces kurdes.

RELIGION

À partir de quand les Kurdes ont-ils été islamisés ?

Le premier contact des Kurdes avec l'islam a eu lieu vers 640 après J.-C. lorsque les armées arabes investirent la région de la plaine de Ninive et firent la conquête des forteresses kurdes situées dans ou derrière les premières montagnes au nord (Bazabda, l'actuelle Cizre, Hibtûn, l'actuelle Harîr, etc.). Les groupes kurdes qui se trouvaient dans le Fars au cœur de l'Iran, sur la zone orientale du Zagros, furent délogés par les armées musulmanes pour ne revenir y transhumer que bien plus tard au x^e siècle. Rapportée plusieurs siècles après par les historiographes arabes des ix^e-x^e siècle, cette rencontre violente ne semble pas avoir eu de conséquences prolongées. Présentés comme l'avant-garde guerrière de l'armée sassanide défaite, les Kurdes, qui étaient à l'origine sans doute de confession zoroastrienne, semblent s'être rapidement convertis à l'islam. Ils intégrèrent quasiment immédiatement les armées du califat et les grandes villes du monde musulman. Une partie d'entre eux se tourna vers des formes islamiques hétérodoxes.

Certains sont décrits par les textes comme étant *shurat* ou *ghulat*, c'est-à-dire extrémistes et réfractaires à l'ordre califal. En effet, nombre d'entre eux se rallièrent à la cause kharidjite en Iran, à des groupes chiites rebelles ou encore à des confréries dissidentes et cela jusqu'à la période ottomane. L'existence et la persistance de groupes ethno-confessionnels kurdes (Alévis, Yarsan, Yézidis, Shabaks, etc.), qui se sont différenciés de l'islam, témoignent de cet attrait.

Les Kurdes furent à l'origine d'un nombre impressionnant de vocations professionnelles au sein de l'islam orthodoxe. Ils s'illustrèrent dans les domaines des sciences religieuses et du droit islamique. C'est à partir de la période seldjoukide, au XI^e siècle, qu'ils vinrent grossir les rangs des oulémas de Bagdad et d'Isfahan, et contribuèrent au développement du droit sunnite chafii au sein notamment des madrasas Nizamiyya créées par le vizir iranien Nizam al-Mulk. Parallèlement, l'Iran et la Mésopotamie virent l'essor d'un soufisme officiel évoluant dans des monastères citadins (Khangah) et visant à contrer la propagande chiite.

Le modèle développé par les Seldjoukides, qui se présentaient comme les garants du sunnisme, d'institutionnalisation des madrasas et du confrérisme soufi, se transmet de régime politique en régime politique, et les Kurdes y prirent une part importante. Au sein du régime zankide de Mossoul et Damas, les hommes de religion kurde jouèrent un rôle considérable, dans l'organisation de la judicature par exemple.

Après la conquête de l'Égypte et l'abolition du califat chiite, Saladin ne fit que perpétuer une tradition politique

RELIGION

en y implantant ce genre d'institutions tout en cooptant des congénères orientaux. De nos jours, la grande majorité des Kurdes restent musulmans sunnites chafiiites, contrairement aux Turcs plus attachés à l'école de droit hanafite.

Les Kurdes sont-ils tous musulmans ?

Depuis la conquête arabo-musulmane de leurs régions, les Kurdes sont associés à l'islam en tant que pouvoir politique, religion et civilisation. Jusqu'à nos jours, la plupart des Kurdes sont décrits comme étant musulmans sunnites de rite chafiite. L'adhésion à des confessions diverses est néanmoins assez répandue. Dans les textes médiévaux, des Kurdes ont pu être présentés comme étant chrétiens. Rare dans les textes médiévaux et modernes, une telle qualification est impossible, tant christianisme que judaïsme sont des facteurs de différenciation forts. En bref, il n'est pas impossible qu'un Kurde se convertisse au christianisme, mais au-delà des difficultés qu'il rencontrerait, il ne serait plus considéré aux yeux de la société même auprès des chrétiens comme un Kurde.

Pour le judaïsme, la chose est un peu différente car, en dépit du départ massif des juifs du Kurdistan dans les années 1950 et de la persistance d'un certain sentiment anti-juif, une sympathie réciproque récente a amené des juifs du Kurdistan émigrés en Israël à se proclamer juifs kurdes ou Kurdes juifs.

RELIGION

Par ailleurs, l'appartenance ethnique ou le nationalisme kurdes s'accommode tout à fait de l'affiliation à un certain nombre de confessions rarement diffusées en dehors du périmètre de la haute Mésopotamie et des contreforts occidentaux du Zagros. Ces groupes, souvent endogames et aujourd'hui non prosélytes, sont pour la plupart issus d'une déviation et d'une différenciation « hérétiques » de communautés musulmanes influencées par le confrérisme soufi ou le chiisme révolutionnaire d'une part et par un substrat religieux local plus ancien d'autre part.

C'est le cas des Ahl-e Haqq, également appelés Kakais ou Yarsan, dont les origines sont obscures. Originaires de la région frontalière entre l'Iran et l'Irak, ces derniers parlaient en majorité au départ la langue gourani ou hawramî. Leur religion, actuellement très différenciée de l'islam, donne à Alî, le gendre du Prophète, une place importante, comme dans le chiisme duodécimain. Celle-ci n'a cependant pas le même sens et d'autres figures tutélaires symboliques accompagnent Alî qui semble n'être qu'une manifestation parmi d'autres de la puissance divine sur terre.

Les Shabak présents dans la plaine de Ninive, qui n'acceptent pas toujours la dénomination de « kurdes », semblent issus de la même mouvance, bien que certains se soient rapprochés de l'islam chiite duodécimain dominant au cœur de l'État irakien. Tout comme l'alévisme en Turquie, qui a essaimé dans la région kurde zazaphone du Dersim, des chercheurs pensent que ces groupes ethno-confessionnels sont les reliquats de groupes militants pro-safavides issus des Kizilbash ayant survécu en contexte ottoman.

RELIGION

Le yézidisme quant à lui, est le résultat d'une dérive du confrérisme sunnite médiéval avec la réappropriation d'éléments locaux chrétiens, zoroastriens et gnostiques. Il est désormais totalement distinct de l'islam et ses membres pour la plupart kurdophones se définissent comme kurdes. D'aucuns cependant refusent cette qualification sous l'effet d'un nationalisme yézidi qui s'est développé en Arménie ou par rejet du traitement qu'ils reçoivent de la part de leurs congénères musulmans et des autorités de la région autonome du Kurdistan irakien.

Y a-t-il des chrétiens et des juifs au Kurdistan ?

Prêtant à des conséquences beaucoup moins politiques que les présences arabes, turques et arméniennes, les peuplements chrétiens et juifs du Kurdistan constituent néanmoins les plus anciens établissements de populations non-kurdes de la région. Le judaïsme s'est répandu dès l'Antiquité dans les zones aujourd'hui habitées par des Kurdes du fait notamment de l'installation de groupes venus de Palestine en Babylonie.

La famille régnante d'Adiabène dont la capitale se trouvait à Erbil (Arbela), située dorénavant au Kurdistan irakien, se convertit au I^{er} siècle au judaïsme. N'exerçant plus le pouvoir dès le II^e siècle, la conversion de la dynastie a néanmoins eu des répercussions sur l'ancrage d'un judaïsme local. Erbil eut jusque très tard au XX^e siècle une forte population juive installée dans le quartier de Taajil. Le judaïsme au Kurdistan était un phénomène citadin avec des communautés connues pour leur pratique de l'artisanat et du commerce à

RELIGION

Urfa, Diyarbakir, Kirkouk, Sanandaj, Kermanshah ou Souleymaniyeh.

Cette religion était également répandue dans les campagnes kurdes, à Amedî ou encore à Barzan, où les juifs participaient à l'activité agricole. Dans ces deux régions du Kurdistan irakien au Moyen Âge et à la période moderne, ils furent à l'origine d'une vie culturelle juive florissante qui essaima dans tout le Moyen-Orient. Au xvii^e, des figures religieuses issues de la famille Barzanî, parmi lesquelles une femme, s'illustrèrent dans le commentaire talmudique et la connaissance des textes. La création de l'État d'Israël en 1948 provoqua le départ des Juifs des régions kurdes. Malgré la présence d'un représentant officiel de la communauté au Kurdistan irakien, le judaïsme est désormais un phénomène ultra-minoritaire voire inexistant dans les zones kurdes.

Le christianisme araméo-syriaque est en revanche encore assez vivace au Kurdistan. Il est divisé en une multitude d'obédiences différentes, et sa présence remonte au i^{er} siècle de l'ère commune. Ces chrétiens de langue araméenne (le soureth et le syriaque actuels), tout comme le furent les juifs du Kurdistan, restèrent longtemps au centre de la rivalité entre le monde gréco-romain et l'Iran, prenant parti pour les uns ou les autres jusqu'au moment de la conquête musulmane de la région au vii^e siècle. Cette conquête marque à la fois leur libération de la tutelle des Empires byzantin d'un côté et sassanide de l'autre, et leur soumission à un nouveau pouvoir politique. Leur point d'ancrage fut pendant longtemps la plaine de Ninive et la ville de Mossoul ainsi que toute la région de la Djéziré entre Sinjar et Midyat. Localisés

RELIGION

dans les villes et les campagnes des marges méridionales du Kurdistan, ces chrétiens jouèrent un rôle culturel et social très important du temps des principautés kurdes de l'intermède iranien (x^e siècle), toutefois ils ne purent contester l'autorité kurde que lors de la conquête mongole de la région au xiii^e siècle.

À l'origine, ces chrétiens orientaux étaient rattachés à des confessions non reconnues par les centres romains et byzantins. Dans le cadre des querelles christiques, les uns se rapprochèrent des conceptions miaphysites syriaques (Jacobites) qui mettaient au centre l'unicité de Dieu. D'autres optèrent pour l'obédience nestorienne qui insistait sur la nature humaine du Christ (Assyrien, ou Église d'Orient). Entre les xvii^e et xx^e siècles, un grand nombre d'entre eux se rallièrent néanmoins à l'autorité des Églises catholique et orthodoxe. Ce fut le cas des Chaldéens et des Syriaques catholiques.

Bon an mal an, les chrétiens assyro-chaldéens et syriaques se maintinrent dans la région, subissant également les exactions ottomanes à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e siècle. On en compte actuellement dans l'ensemble de l'espace kurde plusieurs centaines de milliers, essentiellement installés au Kurdistan irakien, les autres, une bonne moitié, ayant immigré pour des raisons diverses en Europe et en Amérique au cours du xx^e siècle.

Les Kurdes sont-ils plus tolérants que leurs voisins musulmans ?

Parallèlement à l'idée d'un « féminisme kurde », la conception selon laquelle les Kurdes seraient un peuple pétri de tolérance a longtemps été véhiculée par les voyageurs et les orientalistes européens. À l'heure de l'émergence de mouvements islamistes et jihadistes intransigeants dont Daesh serait la manifestation la plus extrême, ce stéréotype attaché aux Kurdes prend une tout autre coloration. Il renvoie à la certitude que l'Occident pourra trouver auprès des Kurdes des alliés partageant des valeurs communes de respect des différences voire une inclination pour le sécularisme. Image en négatif de l'Arabe musulman islamiste rétif à la culture et à l'autorité politique occidentale, *la* femme kurde non voilée et émancipée est là pour nous rassurer. Au-delà de ces représentations relayées par la diffusion médiatique, il est possible d'interroger la notion de tolérance, dans les limites que ce concept assez peu objectif recouvre. Cette image chez les Kurdes trouve un fondement dans les textes les plus anciens, à la période médiévale, et dans

RELIGION

la recension qui y est faite des relations entre les Kurdes musulmans et leurs voisins.

Présentes dans le Caucase, sur les contreforts du Zagros ainsi qu'en Anatolie, en pays kurde, de fortes communautés chrétiennes (syriaques et arméniennes), juives ou appartenant à des formes hétérodoxes de l'islam, ont pu se maintenir durant des siècles aux côtés des Kurdes majoritairement musulmans sunnites. Les exemples de convivialité, d'hospitalité et d'intermariage voire d'acculturations ou de conversions volontaires réciproques, sont nombreux et sont souvent mis en avant pour rappeler l'ouverture d'esprit des Kurdes. Le sultan kurde Saladin que l'on évoque pour sa forte mansuétude à l'égard des chrétiens d'Orient, mais également envers certains Francs, pourtant en situation d'agresseurs dans la Syrie-Palestine en proie aux croisades, devait certainement à ses racines caucasiennes sa bienveillance. Régnant à une période de tension ethnique et confessionnelle, au sein d'une civilisation se sentant menacée et voyant l'émergence de courants intransigeants, il fit en sorte de faire épargner les non belligérants au sein de l'autre camp et se lia d'amitié avec nombre de princes croisés. Un de ses successeurs, Al-Malik al-Kamil, au nom aussi de l'amitié qu'il concevait pour Frédéric II, fit encore plus fort en accordant aux chrétiens d'Europe la souveraineté pleine et entière sur Jérusalem au début du XIII^e siècle.

La présence de la diversité confessionnelle au sein du peuple kurde est aujourd'hui également un signe de cet esprit de tolérance. On retient également les relations ténues qui lièrent nombre de personnalités politiques nationalistes kurdes à des membres des communautés

locales juives et chrétiennes. Prenons pour exemple Franso Hariri, cet Assyrien originaire de la ville de Harir au nord d'Erbil, membre du PDK et proche conseiller du mollah Mustafa Barzanî et de ses successeurs, avant d'être assassiné en 2001 par l'organisation Ansar al-Islam. Enfin, dans les deux régions kurdes du Moyen-Orient qui eurent la possibilité d'instaurer un système d'enseignement cohérent, il est frappant de constater l'intérêt des programmeurs pédagogiques pour la diversité linguistique et confessionnelle de leurs régions. Au Kurdistan irakien, l'enseignement est dispensé jusqu'au baccalauréat dans six langues différentes : kurdes badini et sorani, syriaque, turkmène, arabe et anglais.

Il ne faudrait pas tirer de conclusions trop hâtives de ces éléments probants. L'histoire de ces relations interconfessionnelles et interethniques est loin d'être irénique et les problèmes persistent. Les conflits avec les chrétiens du Kurdistan sont pléthoriques depuis les rapines kurdes du XI^e siècle contre les églises et couvents de la plaine de Ninive jusqu'aux affrontements nés du soutien russe ou britannique aux Assyriens d'Iran et d'Irak au début du XX^e siècle. Le sentiment généralisé que des chrétiens furent des soutiens importants du régime de Saddam Hussein les place aujourd'hui dans une situation délicate sous l'autorité des Kurdes du GRK. À l'inverse, la méfiance des Assyro-Chaldéens du Kurdistan irakien est forte à l'égard des Kurdes qu'ils perçoivent comme étant des musulmans inflexibles. Le contrôle sur la vente d'alcool, mais surtout l'absence de prise de ces minorités sur la situation politique est un motif important d'insatisfaction.

RELIGION

De 1980 à 2000, on assiste à une montée en puissance dans toutes les parties du Kurdistan de mouvements islamistes très attachés à la moralisation de la société et réprouvant toute déviance des règles de bienséance édictées par l'islam. Les formes les plus extrêmes ont vu le jour au sein d'organisations jihadistes kurdes prêtes à prendre les armes pour établir une société et un pouvoir islamique utopique. De nombreux Kurdes ont rejoint l'organisation de l'État islamique (EI), bien que ces aspirations restent minoritaires en pays kurde. Dans les communautés kurdes non-musulmanes (Yézidis et Kakais), l'endogamie et la fermeture du groupe ne sont pas moins porteuses d'intolérance. Le rejet discret de l'islam pour soi et pour les autres y est généralisé. Enfin, l'intolérance la plus notable au Kurdistan irakien est le racisme à l'encontre des Arabes victimes de vexations permanentes de la part des administrations et des services de sécurité locaux, cumulant le soupçon d'une proximité supposée avec Daesh et avec l'État central irakien arabe, ennemis honnis du GRK.

Les Yézidis sont-ils des « adorateurs du diable » ?

Les Yézidis (Ezîdî en kurde) sont un groupe ethno-confessionnel de plusieurs dizaines de milliers d'individus répartis entre les Kurdistans de Syrie, d'Irak, et de Turquie, l'Arménie, la Géorgie et l'Europe. Le centre spirituel de leur religion se trouve à Lalesh à l'ouest du Kurdistan irakien. Leurs implantations principales et les plus anciennes parsèment la zone qui s'étend depuis ce site jusqu'à la région d'Afrîn à l'est, jusqu'à Sinjar au sud-est, en passant par la plaine de Ninive et Mossoul, et jusqu'à Bitlis au nord. La société yézidi, bien que multiforme, est régie par une série de principes stricts en particulier dans le domaine matrimonial. L'endogamie y est très forte. La polygamie est tolérée mais l'obligation est faite de se marier en fonction de son appartenance à l'une des différentes castes yézidi (murîd, pîr, şex, mîr, etc.).

On ne peut devenir yézidi par conversion. Le chef spirituel suprême est le Babaşex qui tient cette charge de sa naissance, ses avis sont prescriptifs pour l'ensemble

RELIGION

de la communauté. La très grande majorité des Yézidis sont locuteurs d'une forme de kurde kurmanjî qui est également la langue liturgique, même si certains sont arabophones. La religion yézidi est tout à fait originale et n'est commune à aucune autre malgré des similitudes. Pour comprendre la lente maturation socio-culturelle de la communauté, il faut revenir à son histoire et au contenu connu de cette religion. Au centre du culte yézidi se trouve Şex Adî, personnage tutélaire dont les paroles et la famille sont révérees. Dans les hymnes yézidi, il est une figure angélique quasi divine. Ce Şex Adî ne serait autre que cheikh 'Adî Ibn Musafir, un mystique musulman syrien du XII^e siècle réfugié dans les montagnes kurdes au nord de Mossoul ou un de ses proches descendants. Le cheikh et sa famille, très vite glorifiés par les populations kurdes locales, s'établirent dans le sanctuaire de Lalesh et furent à l'origine d'une confrérie soufie musulmane prospère, la 'Adawiyya, qui essaima dans tout le Moyen-Orient (Mésopotamie, Syrie-Palestine, Égypte) et accompagna l'installation des Kurdes qui avaient suivi les Ayyoubides dans leur expansion.

En dehors d'une exaltation immodérée de la famille du cheikh et une sorte de fétichisme excessif du texte coranique, la confrérie parfaitement classique s'inscrit aux XIII^e et XIV^e siècles dans la mouvance musulmane sunnite proche du pouvoir sultanien, encline à combattre la progression des Mongols et souvent à une certaine intransigeance vis-à-vis des chrétiens et des juifs. La révérence envers les Ibn Musafir jusqu'à nos jours et la division de la société yézidi en castes, dont les noms ressemblent à ceux des différents degrés d'initiation confrérique musul-

man, nous pousse à croire qu'il s'agit bien là d'une origine plausible du yézidisme.

Ce n'est qu'à la fin du xvi^e siècle que les Yézidis furent rejetés dans une totale hétérodoxie par les pouvoirs musulmans environnants et combattus à ce titre. L'idée erronée selon laquelle ils seraient des « adorateurs du diable » vient à la fois de cette confrontation avec l'islam impérial ottoman et de l'organisation interne de la communauté. La nature extrêmement fermée de la société yézidi et de son contenu culturel accessible aux seuls initiés a maintenu le mythe d'un groupe porteur d'un secret inavouable tout en suscitant la fascination des orientalistes européens. Totalement absent des sources du xvi^e siècle, un des éléments présents dans le culte yézidi actuellement est l'adoration de l'Ange Paon, Tawuse Melek au même titre que Şex Adî et sultan Ezî, représentants d'une sorte de trinité yézidi. Pour certains savants musulmans, Iblîs, le diable, prendrait les traits d'un paon dont les attributs manifestes sont ceux de la beauté et donc de la séduction. Le rapprochement avec Lucifer (le porteur de lumière) est aisé.

Le serpent, notoirement assimilé au diable dans la Bible, a dans la mythologie (*çîrok*) yézidi une place positive. Un auteur français du début du xx^e siècle, Roger Lescot, a même suggéré que le yézidisme, du fait de l'absence de figure maléfique dans son culte, prônait une sorte de réhabilitation de Lucifer, l'ange préféré et déchu de Dieu, en la personne de Tawuse Melek. Encore faudrait-il que le yézidisme soit une forme de christianisme ou de judaïsme, ce qui est tout à fait improuvé et particulièrement ethnocentré.

RELIGION

Comme toute religion, le yézidisme est à la fois un syncrétisme et la modification de thèmes esthétiques, mythiques et idéologiques antérieurs. Et comme toute religion, elle ne se réduit pas à cela. La dissimulation d'une série de préceptes et de pratiques qui est le fait d'une culture religieuse variable et des prérogatives sociales que continuent à s'arroger les *šuyūhh* sur leurs « ouailles », n'a pas empêché, bien au contraire, la communauté yézidi de subir de plein fouet l'intransigeance de certains de leurs voisins musulmans. En juin 2014, l'offensive de l'organisation de l'État islamique sur le Sinjar et la plaine de Ninive fut à l'origine de massacres à l'encontre des Yézidis au titre de leur appartenance à un groupe hérétique. furent les femmes à être kidnappées et mariées de force à des combattants de Daesh.

Pourquoi les confréries soufies jouent-elles un rôle si important pour les Kurdes ?

Outre le sunnisme chafiite, ce qui caractérise la culture des Kurdes dans les grandes villes du Moyen-Orient médiéval est l'attrait pour les pratiques religieuses ésotériques et le soufisme. Populaire dès le XI^e siècle, la recrudescence des pratiques soufies parmi les populations kurdes est attestée aux périodes ayyoubide et mamelouke (XII^e-XV^e siècles). Séances de *dhikr* (psalmodie du nom de Dieu et transe) et visites aux *šuyūhh* faisaient partie intégrante de la vie religieuse des grandes cités de l'Empire islamique. Ces pratiques impliquaient aussi bien le petit peuple des villes que les élites lettrées et militaires, dont les grands émirs kurdes. Elles pouvaient s'exercer sous le patronage de *šuyūhh* isolés et reconnus pour leur charisme, ou d'autres maîtres, intégrés à une voie mystique, une *tarîqa* (confrérie). Comme pour la diffusion de la madrasa (école de sciences religieuses) en Syrie et en Égypte, la multiplication des *khangahs/ribâts* (couvents

soufis) allait de pair avec la mise en place d'un sunnisme chafite d'État par les Seldjoukides au XI^e siècle puis par les Zankides et les Ayyoubides dans leur droite lignée aux XII^e et XIII^e siècles.

Les *tariqas* soufies sont nées pour la plupart assez loin de l'Égypte et de la Syrie en Orient, Irak, Iran, Asie centrale. Leurs représentants au Moyen-Orient étaient souvent eux aussi originaires de l'est, c'est-à-dire de haute Mésopotamie et d'Iran. Louis Pouzet note dans les milieux mystiques de Damas au XIII^e siècle « l'influence de l'est » et surtout, pour ce qui nous concerne le « relais kurde » important sur le cheminement de cette émigration. Pratiques spirituelles par excellence, les exercices soufis permettaient aux fidèles de se rapprocher de Dieu par l'entremise des maîtres dépositaires de bienfaits (*karamât*) et de la bénédiction divine (*baraka*). Ces institutions revêtaient également une forte coloration politique. Ainsi, les *šuyūhh* par leur emprise charismatique exerçaient un pouvoir important sur certains hauts personnages de l'État et sur de nombreux fidèles tout dévoués à les servir. En territoire kurde, les confréries soufies étaient des catalyseurs capables de fédérer les tribus et les potentats locaux. Du fait d'une forte culture de la dissimulation, elles constituaient dans l'ensemble du Moyen-Orient des sociétés secrètes extrêmement puissantes. Ce fut le cas de la 'Adawiyya, une confrérie kurde, embryon du yézidisme qui, aux XII^e-XIII^e siècles, joua un rôle déterminant dans tous ces domaines. À l'instar de cette dernière, certaines confréries devinrent des groupes ethno-confessionnels fermés.

RELIGION

À partir du xvii^e siècle, une importante littérature mystique produite à l'instigation de *šuyūhh* locaux et des princes kurdes se développa dans tout le Kurdistan. On ne peut qu'être frappé par la perpétuation de nos jours, du lien entre les Kurdes et les pratiques soufies les plus excentriques, telles que le *darab shîsh* (le percement rituel de certaines parties du corps) revendiquées parfois comme élément intégrant de la culture religieuse kurde. La *tariqa kasnazaniyya*, une branche de la Qaderiyya kurde issue de la région d'Erbil est célèbre pour ce genre d'exercice. Le rôle politique que l'on connaissait aux confréries soufies se prolongea jusqu'au xx^e siècle.

L'exemple le plus marquant est celui des *šuyūhh* Barzanî, dont la branche de la naqshbendiyya-khalidiyya avait essaimé au xviii^e siècle jusqu'en Indonésie. Sa capacité à mobiliser au niveau local a fait de cette confrérie un acteur politique majeur du nationalisme kurde contemporain, de même que les *šuyūhh* Talabanî originaires de Kirkouk et issus de la Qaderiyya. S'il est indéniable que le poids des confréries soufies tend désormais à s'amoindrir au Kurdistan, leur rôle social (par la redistribution de subsides), de juges de paix dans les conflits et leur influence politique (par la mobilisation militaire ou électorale) se maintient. Le régime syrien n'a d'ailleurs pas manqué de se méfier de cette importance politique en faisant assassiner dans les années 2000 cheikh Ma'shûq al-Ghaznawî dont l'aura et les discours contestataires pro-kurdes dépassaient largement la petite communauté naqshbendî fondée à Tell Ma'rûf, dans la région kurde de Syrie.

Quels sont les mouvements islamistes et jihadistes kurdes ?

Il faut attendre la fin du xx^e siècle pour que l'association entre principes islamiques et revendications nationales kurdes se concrétise avec la création de partis politiques mettant en avant le référent religieux en priorité. Les manifestations les plus fortes de cette mouvance émergèrent dans les régions kurdes d'Irak et de Turquie. Dans les premières années de la révolution kémaliste modernisatrice et laïque, l'État fait face à des oppositions islamiques contestant la sécularisation de la société et l'exclusion du référent religieux de l'espace public. Saïd Nursî, un ouléma kurde originaire de Bitlis né à la fin du xix^e siècle, prône dans ses écrits et ses prêches l'intégration des préceptes islamiques dans le processus de modernisation de la société et de l'État. Réprimé par l'État kémaliste, le mouvement Nurcu Cemaati du nom de l'ouvrage principal du prédicateur (*Risaleh-î Nûr : Traité de la lumière*) a essaimé dans différents milieux en Turquie (cercles religieux, monde des affaires et de

l'éducation). Il est en partie à l'origine de la diffusion des conceptions islamistes dans les régions kurdes.

Le mouvement güleniste et la mouvance autour du Parti de la justice et du développement (AKP), parti majoritaire de Recep Tayyip Erdoğan s'en sont largement inspirés. Les Frères musulmans, dont les écrits furent largement diffusés dans les années 1970, eurent également un rôle déterminant. La révolution islamique d'Iran en 1979 fut en revanche le moment décisif du passage à l'action et d'organisation chez les Kurdes de Turquie. Bien que de tradition sunnite, les partis islamiques kurdes qui s'étaient formés pour la plupart dans les années 1970, bénéficièrent de l'aide financière et logistique, mais surtout de l'aura dont se parait l'Iran chiite et révolutionnaire triomphant. L'arrivée au pouvoir d'un mouvement islamiste redonnant une dignité aux *mostazafin* (les « défavorisés »), selon la synthèse marxisto-islamique des affidés de l'ayatollah Khomeyni reprise par les islamistes kurdes, apparaissait désormais comme possible. À la suite du coup d'État kémaliste de 1980 et malgré la répression féroce qui s'ensuivit, le Hizbullah, un parti kurde islamiste à distinguer des Hezbollah iranien et libanais, l'emporta sur les partis kurdes de Turquie rivaux issus de la même mouvance.

Créé à Batman, ville située à l'est de la Turquie sous l'impulsion d'un fonctionnaire des finances publiques, Hüseyin Velioglu, le Hizbullah est issu d'une multitude de petits groupes militants fondés autour de librairies ou de mosquées dont certains ont survécu jusque dans les années 1990. Se présentant comme une réplique de l'expérience révolutionnaire islamique iranienne

RELIGION

associant intellectuels universitaires et religieux formés dans les madrasas, le Hizbullah opte très tôt pour la violence et vise à l'établissement d'une République islamique kurde. À la fin des années 1980, son action paramilitaire conteste l'autorité de l'État, mais est surtout dirigée contre les autres groupes militants kurdes dont le PKK, ce qui soulève des soupçons de collusion avec l'État profond turc. En 2000, l'opération de police au nom de code « Beykoz » provoque la mort du chef du parti Hüseyin Velioglu et l'arrestation de milliers de militants. Le Hizbullah réapparaît vers 2004 sous la forme d'organisations caritatives et d'un parti politique légal assez influent, le Hüda-Par, parfois appelé Parti de Dieu.

De l'autre côté de la frontière, au Kurdistan irakien, la référence historique aux Frères musulmans et à l'Iran khomeyniste est constante. C'est le district de Halabja, zone défavorisée et sinistrée pendant la guerre Iran-Irak qui voit l'émergence de cette mouvance. Fortement réprimés par le régime de Saddam Hussein au début des années 1980, les Frères musulmans kurdes optent pour la rupture avec l'organisation internationale des Frères musulmans et pour l'action militaire contre le régime baathiste. En 1987, le Mouvement islamique du Kurdistan (Bzutnanwa) est créé sous l'égide du mollah 'Uthman Abdalaziz.

Prônant l'établissement d'un État islamique, il s'appuie sur le soutien de l'Iran. Intégrant le champ politique d'une région du Kurdistan *de facto* autonome à partir de 1991, il participe aux premières élections du Parlement kurde sans grand succès. Faible électurale-

ment, il garde cependant une forte influence au niveau local, dans les régions de Halabja, Penjwin et Tawela. C'est là qu'éclatèrent les premières hostilités de la guerre civile au Kurdistan. Celle-ci dura de 1992 à 1998 et mit aux prises les deux principaux partis du Kurdistan irakien, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Bzutnanwa prenant parti pour ce dernier. Juste après la conclusion d'une paix avec l'UPK et le décès de Jalal Talabani, le fondateur du mouvement, Bzutnanwa éclata en trois tendances. Celle de ses fils conserva le nom du parti. Alî Bapîr, un ancien cadre, fonda le Groupe Islamique du Kurdistan (GIK), mouvance plutôt influencée par la tendance salafiste quiétiste. La troisième tendance, elle, se concrétisa dans la création de Ansar al-Islam (AAI) en 2001 par le rassemblement de militants kurdes et arabes sous l'égide du *Mullah* Krekar. Celle-ci affiche des visées clairement jihadistes. Démantelée en 2003 lors de l'invasion américaine de l'Irak, ses militants sont désormais entrés dans la clandestinité. Certains furent tués, arrêtés, à l'instar du *Mullah* qui se trouve en prison en Norvège, d'autres rejoignirent Daesh ou les mouvements militaires clandestins qui harcèlent aujourd'hui l'armée irakienne et le Hachd al-Chaabi » (Mobilisation populaire) à Kirkouk ou Tuz Khurmato (les « Drapeaux blancs ») depuis 2017.

Des groupes islamistes kurdes se refusent cependant à la pratique des armes. C'est entre autres le cas du Yekgertu (Union islamique du Kurdistan) créée en 1994 par Bahaeddin Salaheddin, un professeur originaire de la

RELIGION

région de Halabja. Ses partisans, bien que parfois violents, n'ont jamais appelé à la lutte armée. Très puissant dans la région de Duhok, le Yekgertu intègre l'Organisation internationale des Frères musulmans en 2015 et entretient d'excellentes relations avec le pouvoir turc.

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Quelles sont les origines de la littérature en langue kurde ?

Le premier texte écrit en kurmandjî (langue kurde parlée dans la sphère occidentale du monde kurde) est un texte chrétien de liturgie miaphysite copié au début du xv^e siècle en alphabet arménien. Cette découverte n'a pas manqué de surprendre les chercheurs qui pour le moment n'ont pas trouvé d'explication crédible à ce qui semble une anomalie. Entre cette occurrence et les autres textes kurdes retrouvés à la période pré-moderne, il faut attendre près de trois siècles.

L'ère de l'émergence d'une littérature kurde se situe au moment de la consolidation des pouvoirs princiers kurdes d'Anatolie sous tutelle ottomane. Les constructions politiques locales s'appuient alors sur le développement d'un enseignement vernaculaire (en langue kurde) au sein des madrasas. Au-delà du commentaire coranique en kurde, c'est la poésie mystique, œuvres de maîtres soufis locaux, qui devient le genre littéraire le plus en vogue de la fin du xviii^e siècle que ce soit en kurmanjî ou en soranî. Feqê Teyran et Melaye Cezîrî pour les kurmanjophones, Nalî

et Hacî Qadrî Koy pour les soranophones font partie des plus connus. Quelques exceptions apparaissent à la fin du xix^e avec les poèmes épiques sur papier tels que le *Mem û Zîn* d'Ehmedê Khanî. La tradition poétique se perpétue de manière dominante pendant la première moitié du xx^e siècle en la personne de Cegerxwîn et Hejâr, poètes respectivement d'expression kurmanjî et soranî, et dont les œuvres sont totalement imprégnées de nationalisme kurde. Cette littérature kurde se développe dans trois contextes différents :

- L'État-nation irakien sous mandat britannique, puis indépendant, qui laisse une certaine latitude à l'expression littéraire en kurde soranî.

- Le mandat français en Syrie et au Liban qui accueille et soutient le mouvement national kurde de Turquie en exil, faisant ainsi la promotion d'une littérature en kurmanjî dans les pages des journaux.

- Le Kurdistan rouge situé dans le Caucase et les académies de langues orientales russes où le kurde, langue d'un des peuples de l'Union soviétique, de même que sa littérature doivent être promus au nom des idéaux socialistes.

Ce n'est qu'à la fin de la première moitié du xx^e siècle que le premier roman kurde apparaît en 1935, *Le Berger kurde* écrit par Ereb Shemo (1897-1978). Ce Yézidi originaire de Kars devint un universitaire de renom en Arménie soviétique et en Russie. Au-delà de l'expérience féconde des intellectuels kurdes d'Union soviétique, avant les années 2000, c'est essentiellement dans la diaspora, en Allemagne et en Suède, que la littérature kurde est produite. La véritable explosion de celle-ci, notamment du

CULTURE ET SOCIÉTÉ

roman, intervient dans les années 1990-2000 au sein de la région autonome du Kurdistan irakien et en Turquie, où les premières initiatives sont menées par l'éditeur Avesta suivi par pléthore de maisons kurdes profitant du vent de liberté relative soufflant sur le pays d'Erdoğan.

Comment est transcrite la langue kurde ?

La langue kurde s'écrit actuellement au moyen de trois alphabets différents : l'alphabet cyrillique (Kurdes d'Arménie), l'alphabet latin (Kurdes de Turquie et de Syrie), et l'alphabet arabe (Kurdes d'Irak et d'Iran). Les choix divers des intellectuels kurdes s'inscrivent dans une longue histoire de débats à la fois linguistiques, civilisationnels, politiques et religieux.

Traditionnellement, l'élite préfère écrire ses œuvres scientifiques et littéraires soit en arabe, langue du Coran, soit en persan. C'est au début du xx^e siècle qu'une nouvelle génération d'intellectuels kurdes, influencés par les courants modernistes de l'époque, s'efforce d'utiliser la langue des classiques dans l'écriture d'un kurde forcément modernisé.

Les premiers essais de modernisation de cette langue sont entrepris à Istanbul. Dans la capitale ottomane, le débat autour de la réforme de la grammaire et de l'alphabet le mieux adapté à ces fins est ouvert dès 1909. Tandis que les intellectuels occidentalisés prônent l'adoption de l'alphabet latin afin de s'aligner avec les peuples

« civilisés » (occidentaux), la majorité des efforts se font néanmoins dans le sens de l'emploi de caractères arabes séparés les uns des autres, et éventuellement quelque peu modifiés.

La division en 1920 des anciens territoires ottomans ayant réparti les populations kurdes entre plusieurs États, les efforts des intellectuels kurdes se poursuivent simultanément dans trois centres. En Arménie soviétique, les travaux menés par le professeur Marogulov aboutissent en 1927 à la mise en pratique d'un alphabet latin. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la politique de Staline d'imposition de l'alphabet cyrillique dans l'ensemble de l'Union soviétique fait de ce dernier le « choix » en Arménie également.

En Irak, placé sous mandat britannique dès 1920, le linguiste kurde Tawfiq Wahbi et le major Cecil J. Edmonds publient en 1931 un alphabet latin, remanié et simplifié en 1932. Or, celui-ci reste l'affaire d'une minorité lettrée. Selon Edmonds, les préjugés religieux des secteurs « conservateurs » et la nécessité d'intégrer les jeunes Kurdes au marché du travail en Irak, où l'alphabet arabe reste officiel, sont des obstacles majeurs au succès de ce nouvel alphabet.

C'est en Syrie, sous mandat français, où la consolidation de l'alphabet kurde en caractères latins a lieu. Descendants d'une famille de notables kurdes de la région du Botan et exilés en Syrie depuis les années 1920, Jaladat et Kamuran Bedir Khan mettent en œuvre la latinisation de l'alphabet kurde en 1932. Leur choix s'inscrit dans une double logique.

Les frères Bedir Khan se placent dans une position de continuité par rapport aux intellectuels ottomans occidentalisés. Ces derniers considèrent la transcription des langues orientales en caractères latins, marque distinctive des langues occidentales, comme l'objectif primordial à atteindre. La langue n'est, de fait, qu'un véhicule pour parvenir à la « modernité ».

En outre, le choix de l'alphabet latin doit permettre aux intellectuels kurdes exilés au Levant d'atteindre leurs « frères » kurdes de Turquie, où les autorités ont interdit la langue kurde en 1924 et adopté l'alphabet latin quatre ans plus tard. En suivant l'option prise par le gouvernement turc, les Bedir Khan espèrent que leurs activités culturelles (revues littéraires, recueils de contes, etc.) et politiques (pamphlets contraires aux autorités turques) prépareront le terrain à une « renaissance nationale » parmi les Kurdes de Turquie. Dès les années 1980, la diaspora kurde en Europe continuera la tâche de standardisation de l'alphabet latin en particulier pour le dialecte kurmandji.

Enfin, les Britanniques craignent que l'usage des caractères latins dans les écoles du Kurdistan ne creuse davantage le fossé entre les Kurdes et les Arabes. Face aux pressions des nationalistes arabes et d'une partie des officiers britanniques en poste en Irak, les planificateurs linguistiques kurdes doivent abandonner le projet de latinisation de l'alphabet kurde et se concentrer alors sur la réforme de l'alphabet arabe pour la langue kurde.

Les Kurdes ont-ils inventé le flamenco ?

L'histoire du flamenco demeure un mystère. Si diverses versions existent autour de cette musique, l'une d'elles conduit jusqu'au Kurdistan. Ou plus précisément de l'Irak vers l'Al-Andalus. Selon le texte de l'historien Al-Maqqarî, *Brisés de parfums de la tendre arborescente Andalousie*, édité au xvii^e siècle, le Kurde Abou al-Hassan Alî ben Nafi, *alias* Ziriab (L'Oiseau noir), serait à l'origine de l'invention du flamenco.

Né en 789 dans un village aux alentours de Mossoul, le jeune Ziriab étudie de bonne heure à Bagdad avant d'être présenté à la cour du calife Haroun al-Rachid, accompagné de son maître perse Ishak al-Mawsili. À 19 ans, il aurait transformé un instrument traditionnel, le *barbat*, en lui ajoutant une cinquième corde et des frettes, puis en décidant d'en jouer avec un plectre. C'est ainsi que le oud à manche court, sans touches, à la caisse en forme d'amande, l'instrument central de la musique andalouse serait né.

Selon ce texte, le succès rapide du jeune musicien-chanteur aurait éveillé des jalousies chez son propre

maître qui aurait craint d'être dépassé par lui. Les tensions entre Ishak et Ziriab auraient donc conduit le dernier à s'installer en Tunisie, puis dans la cour omeyyade d'Abdul Rahman II à Cordoue en 822, où il restera jusqu'à sa mort en 857. Selon d'autres sources, Ziriab aurait créé à Cordoue le premier conservatoire de musique d'Europe et surtout aurait établi les bases de la musique flamenco, en particulier les compositions connues comme les *noubas* qui Cordoue se répandirent d'abord vers Granada, puis vers Séville avant de devenir populaires au Maghreb.

L'héritage musical, voire culturel plus largement – le musicien également astronome et géographe kurde est crédité d'avoir introduit l'asperge ou encore le jeu d'échecs en Espagne – laissé par Ziriab est objet de certaines exagérations. Cependant, il est avéré qu'il avait accompli une révolution aux conséquences décisives : en enchaînant textes et mélodies, et en organisant la confrontation et la succession pour créer une seule pièce de musique ; c'est-à-dire, une suite, il créa la structure de base du flamenco.

D'autres musiciens tels qu'Ibn Baja, aussi connu sous le nom d'Avempace, auraient par la suite apporté de nouvelles évolutions importantes dans la musique andalouse jusqu'à sa forme contemporaine. De nos jours, divers musiciens kurdes tentent de récupérer cet héritage en proposant une fusion entre la musique kurde contemporaine et le flamenco.

Qui sont les *dengbêjs* ?

Le terme rude de *dengbêjs* désigne des chanteurs traditionnels se produisant lors de mariages et de veillées. *Deng* signifie la « voix » et *bêj* le « fait de dire ». Le *dengbêj* est donc celui qui donne de la voix pour dire quelque chose. Il existe des mots à peu près équivalents dans le folklore kurde tels que *çîrokbêj* (conteur) et *stranbêj* (chanteur), mais ils ne recouvrent pas tout à fait la même réalité. Cette tradition est répandue dans le monde kurmandjophone depuis des temps immémoriaux, de Diyarbakir à Erbil en passant par Ourmiye. D'après les travaux de Joyce Blau sur les parlers de Sinjar et d'Amedi, la pratique périclita au Kurdistan irakien à la fin des années 1960. Elle a quasiment disparu en Turquie dans les années 1980, mais connaît dans les années 2000 un renouveau inespéré avec la constitution d'associations promouvant le folklore kurde, la diffusion d'émissions télévisées et la création de maison des *dengbêjs* (*mala dengbêja*) dans les villes de Van et Diyarbakir.

Les *dengbêjs* sont à la fois des techniciens vocaux, des mémorisateurs et des improvisateurs. En effet, les per-

performances vocales, souvent tenues sur plusieurs dizaines de minutes, requièrent une excellente aptitude rythmique et mélodique ainsi que de grandes capacités respiratoires. Même si les performances de *dengbêj* tendent à se rapprocher de la chanson, elles sont à l'origine des discours mélodisés, les *kilam* (« parole » en arabe). La pratique reine était celle des *çîroks* ou contes qui sont en fait de longs poèmes épiques tel que celui de Mame Alan, d'où la nécessité de posséder une mémoire hors du commun et des talents d'improvisateur exceptionnel en cas de défaillance de celle-ci.

Une autre forme, celle des *heyranoks* que l'on pourrait traduire par « madrigaux », tire son nom du premier mot (*heyran* : admiration) de poèmes. Textes courts au contraire, ils expriment l'amour éperdu de deux jeunes gens. L'établissement de *mala denbêja* a permis de relancer la tradition et certaines municipalités financent les *dengbêjs* souvent isolés afin d'animer des centres culturels, de mettre en place des concours et de promouvoir la formation d'apprentis *dengbêj*.

Bien que n'ayant aucune vocation politique à l'origine, l'art des *dengbêjs* fait l'objet de nombreux débats. Alors que le PKK domine en sous-main le champ politique, ils ont été longtemps perçus comme les représentants d'un ordre social archaïque féodal soumis au colonisateur turc. Ils représentent également non seulement une garantie de la préservation d'une certaine culture kurde mais aussi, par leur apolitisme, une forme de mépris rural des autorités centrales. Cette dernière vision a été battue en brèche début 2018 lorsque des

CULTURE ET SOCIÉTÉ

dengbêjs de la mala denbêja de Diyabakir ont loué en rimes à la télévision officielle l'intervention militaire turque sur la ville kurde de 'Afrîn en Syrie, ce qui n'a pas manqué de susciter un scandale dans les milieux kurdes de la région.

Quand apparaît le premier journal kurde ?

Dans leurs efforts pour créer une entité kurde, soit autonome, soit indépendante, les membres des clubs kurdes créés au début du xx^e siècle se sont tournés vers le journalisme comme instrument effectif dans la construction nationale. Le poète Hacı Qadirî Koyî l'avait déjà compris à la fin des années 1890 quand il déclare que, dans l'ère de la modernité, seuls les journaux et les revues sont valables et respectés. En revanche, le « temps des odes » est révolu.

Le lien entre associations politiques et publications explique que les premiers périodiques apparaissent là où se trouvent les clubs, c'est-à-dire dans les grandes villes cosmopolites en dehors du Kurdistan, voire en Europe. Ainsi, en 1898, Midhat Bedir Khan, héritier de la dernière principauté kurde éliminée par le pouvoir ottoman en 1847, institue au Caire le premier journal kurde, *Kurdistan*. La publication de ce quotidien bilingue (kurde-turc ottoman) d'opposition est poursuivie par son frère, Abdulrahman, d'abord en Égypte, puis à Genève,

Londres et Folkestone. Lors de la proclamation de la Constitution ottomane de 1908, de tendance libérale, *Kurdistan* peut alors être édité à Istanbul sous la direction de Sureya Bedir Khan.

L'ouverture politique de la première période constitutionnelle permet l'éclosion des associations kurdes et de leurs organes de presse respectifs. Toutefois, la Première Guerre mondiale et la dérive autoritaire du régime unioniste mettent fin aux activités prometteuses des associations kurdes aussi bien à Istanbul que dans les principales villes kurdes. En 1917, Sureya Bedir Khan reprend, sous le pseudonyme d'Ahmed Azizi, la direction cairote du journal *Kurdistan* qui n'a qu'une durée éphémère. En 1919, les intellectuels kurdes d'Istanbul rédigent un hebdomadaire, *Jîn (La Vie)*. L'avènement du mandat britannique en Irak permet également à la presse kurde de s'épanouir au cours des années 1920.

Kurdistan garde toutefois une position particulière dans la presse kurde de la période ottomane non seulement parce qu'il est le premier à paraître, mais aussi parce que son discours ambivalent autour de l'identité à la fois ottomane et kurde est caractéristique de cette période. Ainsi, *Kurdistan* défend à la fois l'opposition ottomane, qu'elle soit kurde ou non, contre le despotisme du sultan Abdulhamid II et l'éveil des Kurdes face aux défis posés par la modernité.

Selon la ligne éditoriale, les Kurdes constituent un groupe à part, avec un passé héroïque. Ils possèdent une histoire ancienne avec de grands noms, Saladin par exemple. Les Kurdes peuvent devenir une nation à condition de suivre le chemin emprunté par les pays

européens. Les termes « patrie » et « nation » sont utilisés indifféremment pour se référer à l'Empire ottoman et parfois au Kurdistan. D'après le journal, une fois l'éviction d'Abdulhamid II réalisée, le « problème » sera résolu. Les membres de la famille Bedir Khan considèrent ainsi que les conflits qui ont éclaté avec les Arméniens entre 1894-1896 sont dus à la politique despotique du sultan et non pas à une inimitié séculaire entre Kurdes et Arméniens. L'objectif des Kurdes doit être à la fois l'entente avec les voisins arméniens et le sauvetage l'Empire de la tyrannie d'Abdulhamid II.

Enfin, *Kurdistan* pose également des bases du discours nationaliste kurde qui perdurent durant la première moitié du xx^e siècle, notamment l'importance de l'épopée « nationale », *Mem û Zîn*, écrite par Ahmed Khani en 1692.

Y a-t-il un cinéma kurde ?

La question de l'unité de la production cinématographique kurde est pertinente du fait de la division des régions kurdes en quatre États (Irak, Iran, Syrie et Turquie), mais également du fonctionnement de l'industrie cinématographique ainsi que du découpage des productions artistiques suivant une logique « nationale ». En effet, si on peut lire des ouvrages et des articles sur le cinéma « français », « italien », « iranien » ou « turc », qu'en est-il des films des réalisateurs s'identifiant avec un peuple – ici, le peuple kurde – sans État ?

Le cas kurde est plus complexe car, jusque dans les années 1990, les réalisateurs ne pouvant pas afficher explicitement d'identité culturelle particulière. Ainsi, chez Yılmaz Güney, auteur de films en langue turque (*Espoir*, *Élégie*, *Le Troupeau*, *Yol*), les protagonistes centraux et les régions de Turquie sont kurdes, mais la censure du gouvernement ne lui permet pas de mentionner explicitement la kurdicité de ses personnages.

L'absence d'une industrie cinématographique « nationale », avec des circuits stables de production, de distribu-

tion et d'exploitation sur le plan intérieur et international, rend également difficile la visibilité du cinéma kurde. Les projections se déroulent généralement dans des salles privées ou des festivals. Or, ces films sont présentés dans les programmations de festivals nationaux et internationaux selon la nationalité des sociétés productrices ou coproductrices. Là encore, le cinéma kurde, ne disposant pas d'un État pour le soutenir, peine à trouver sa place.

On peut affirmer que peu à peu le cinéma kurde – 500 films environ depuis 1915 – parvient toutefois à affirmer sa singularité dans sa diversité. Ainsi doit-on parler d'un cinéma d'auteur, ce qui interdit de chercher à présenter ces films comme étant le produit d'une cinématographie homogène et indivisible. Alors que Güney représente l'école néo-réaliste d'inspiration marxiste, les films réalisés à partir des années 1990 cultivent plutôt l'absurde, le symbolique, et les récits en formes de fables.

La diversité de styles, de formats et des histoires racontées, n'empêche pas pour autant d'identifier deux thèmes omniprésents. Tout d'abord, le corps et le déplacement de ce cinéma, autant sur les territoires que dans le cadre, interpellent le regard de manière à raconter un récit assignant une période historique, celle de l'espace kurde depuis 1915. Autrement dit, le traitement cinématographique du corps humain (invisible, mythifié, fabulé) serait révélateur de tensions et de dynamiques actionnant des problèmes politiques, sociaux, ethniques et/ou linguistiques de l'aire kurde.

Ensuite, la frontière est une référence incontournable, ce qui n'est guère surprenant. À travers l'histoire, les Kurdes ont été marqués par les frontières : d'abord en

tant que « peuple de frontière » à cheval entre l'Empire ottoman et l'Empire perse, puis, en tant que peuple divisé par les frontières étatiques créées à la suite de l'effondrement de l'Empire ottoman. Or, à la différence de leurs voisins – arabes, turcs, perses – les Kurdes ont passé à constituer une « minorité » dans chacun des nouveaux États-nations.

Quête de ses propres frontières, peur de celles-ci, zone refuge, lieu de passage vers un monde « meilleur », les films de Bahman Ghobadi (*Un temps pour l'ivresse des chevaux*, 2000 ; *Les tortues volent aussi*, 2004), de Samira Makthalbaf (*Le Tableau noir*, 2000) ou encore de Karzan Kader (*Les Orphelins*, 2012) les placent au cœur de leur récit.

Enfin, le nombre croissant de films produits au cours ces deux dernières décennies par des auteurs se définissant comme kurdes, ainsi que la réduction des coûts de réalisation (grâce aux nouvelles technologies dont le numérique) constituent deux bonnes raisons pour inscrire la consolidation de la marque « kurde » dans le panorama cinématographique.

La société kurde est-elle une société tribale ?

Le terme de « tribu » repris du latin par l'anthropologie sociale britannique est utilisé à la fin du XIX^e siècle pour désigner au sein de sociétés dites primitives des groupements plus ou moins isolés connaissant un phénomène de segmentation, à savoir des situations de fusions et de fissions de sous-groupes ou de groupes plus importants en fonction des conflits existants entre eux. L'organisation de la société en tribu renvoie en outre à l'idée selon laquelle les appartenances à des groupes sont régies par la place des uns et des autres dans un grand arbre généalogique. Chaque tribu serait ainsi composée de membres d'une même famille descendants d'un même ancêtre (le plus ancien) et chaque sous-groupe serait composé des enfants d'un ancêtre situé plus bas dans l'arbre généalogique. La société est donc organisée en fonction de la proximité supposée des uns et des autres au sein de cette généalogie.

Depuis que les Kurdes sont l'objet d'une littérature géographique et historique en arabe et en persan dans

les premiers temps, la représentation qu'on a donnée de leurs sociétés correspond bien à une forme de tribalisme. Il y a d'abord la terminologie : les Kurdes évoqués au Moyen Âge appartiennent à des groupes qu'on appelle *qabîla*, *'ashîra* ou *khayl*, que l'on peut traduire par « tribu », faute de mot idoine. On prétend aussi que leurs membres descendaient d'un ancêtre commun. Ces tribus étaient composées de sous-groupes s'alliant et se séparant bien souvent en fonction des conflits et de leur proximité généalogique supposée. Souvent fédérées par des catalyseurs extérieurs, les tribus se sont révélées des acteurs majeurs de la vie politique locale. Ce fonctionnement a perduré. Il est à l'origine des fameuses principautés kurdes des périodes médiévales et ottomane et des insurrections du début du xx^e siècle menées par des chefs de confréries musulmanes¹. Les grands États de la région ont tenté de réduire ce rôle des tribus en les intégrant dans les armées pour pouvoir leur retirer les droits qu'elles s'arrogeaient dans les domaines politiques et fiscaux. En dehors de ces grands mouvements politiques, le fonctionnement tribal semble se présenter à l'origine comme un fonctionnement aristocratique ou de caste. C'est-à-dire que seule une partie de la société, les pasteurs guerriers dominants appartiendraient à des tribus. Les populations locales d'agriculteurs, d'artisans et de commerçants, ne participent pas de ce système. De toute évidence, bien que pertinent, ce modèle est théorique et nombre d'exceptions se présentent aux périodes pré-modernes. On affirme sou-

1. Voir la question 22, « Pourquoi les confréries soufies jouent-elles un rôle si important pour les Kurdes ? », p. 84.

vent d'ailleurs que cette caractéristique fonctionnelle de la société kurde est encore très prégnante. On prétend même que le délitement de l'État central irakien et la situation conflictuelle sur le territoire ont provoqué une re-tribalisation, suggérant que l'État serait un adversaire farouche du tribalisme.

Qu'en est-il réellement ? Le Kurdistan turc est l'espace dans lequel l'importance politique et sociale des tribus kurde a le plus été battue en brèche. L'action combinée de l'État central et du PKK, sans parler de l'exode rural, ont eu tendance à démanteler les types de solidarité tribale. Seul le système des gardiens de villages et l'activité pastorale déclinante ont permis à la référence tribale de garder une certaine force. Au Kurdistan irakien, toutefois, bien que la société soit formée aux apparences du fonctionnement étatique mondialisé (élections, Parlement, services publics, etc.), l'appartenance à la tribu apparaît comme un moyen d'accéder à certaines ressources pour ses membres, un mode de mobilisation et un outil de négociation politique pour les chefs. Les *dîwankhanas*, sortes de salons mondains tenus par les chefs de tribus, sont des lieux de réclamation, d'arbitrage et de résolution des conflits, de même qu'ils peuvent être les théâtres de tractations politiques importantes. Loin d'être le ressort unique de la politique locale traversée par les alliances à l'international, l'adhésion à une vision idéologique, le rejet d'une région adverse ou le clientélisme, le tribalisme persistent tout en étant activés de manière diverse. La famille Barzanî est à la tête d'une confédération tribale, mais celle-ci est mouvante et le

CULTURE ET SOCIÉTÉ

PDK n'est pas régi exclusivement par cette logique. La famille Talabanî qui domine l'UPK, parti laïque et de gauche, se défend de toute exploitation de ses relations avec les tribus. Elle bénéficie cependant de l'appui des tribus hostiles aux Barzanî.

À quoi la jeunesse kurde aspire-t-elle ?

Il est difficile de prendre la jeunesse kurde en bloc, comme une entité à la fois distincte du reste de la société et un ensemble dépassant les frontières des États dans lesquels elle réside, en Syrie, en Irak, en Turquie et en Iran. Les jeunes entre 18 et 35 ans constituent une proportion importante de la population de ces zones kurdes (entre 40 et 55 %) et leurs aspirations comme leurs modes d'action politique se distinguent de ceux du reste de la société. Touchés par un chômage endémique, ils pâtissent également d'un manque de représentativité au sein des instances politiques locales et des vieux partis les plus puissants. En Syrie, les jeunes Kurdes s'engagent dès les années 2000 dans un activisme kurdiste culturel, humanitaire et politique novateur. Contestant subtilement l'autorité de la myriade de partis politiques kurdes issus du PDK de Syrie, ils sont à l'origine de nombreuses initiatives et associations clandestines allant de la mise en place de cours de kurde clandestin à l'organisation de nouvelles formes de contestation telles que des grèves au sein des universités et des *sit-in*, et permettent aux jeunes

isolés de s'organiser et de se fédérer en groupes épars. Issus de cette mouvance le parti Yekiti-Kurd (2001) et le mouvement du Şepêla Pêşeroja Kurdî li Sûriyê (2005) en Syrie sont en grande partie à l'origine respectivement des émeutes de 2004 et des manifestations massives contre le régime syrien en 2011.

Si la majorité de la jeunesse kurde syrienne reconnaît à la branche locale du PKK, le PYD, la vertu militaire d'avoir défendu le territoire du Rojava (le Kurdistan syrien) face aux diverses factions syriennes depuis 2013, elle garde cependant une grande défiance vis-à-vis de l'organisation du fait de son attitude plus qu'ambiguë à l'égard du régime de Bashar al-Assad. En Turquie, c'est l'inverse. La jeunesse déshéritée du sud-est, bien que critiquant certaines des tactiques employées par l'organisation, voit dans le PKK et sa mouvance l'unique réceptacle de ses revendications radicales. Souhaitant tirer profit de cette vitalité tout en anticipant d'éventuels hiatus, le PKK met en place le YDG-H (Mouvement de jeunesse révolutionnaire patriote) qui s'illustre en 2013 en menant une véritable guérilla urbaine contre les forces de sécurité turques dans des grandes villes du Kurdistan turc. Cette opération se solde par un échec cuisant et sanglant et est *a posteriori* très critiquée par les sympathisants du PKK. Au Kurdistan, la radicalité qui prend de court les partis politiques nationalistes caractérise l'engagement politique de la jeunesse. En Iran, le vieux PDK et les autres partis politiques classiques coupés de la base, de même que la branche locale du PKK, le PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan), dont l'action se concentre sur la mobilisation purement

militaire, ne jouent qu'un rôle limité dans les manifestations et les émeutes qui ont émaillé les dernières années souvent en lien avec des vexations concrètes de la part de l'État central iranien.

Ces dernières en raison des stratégies de partis et de leur spontanéité n'ont pu se traduire en avancées politiques, en dépit d'une contestation du pouvoir du régime iranien par la jeunesse de plus en plus manifeste. La jeunesse kurde d'Irak vit depuis au moins 2005 sous l'autorité d'une classe politique kurde voire nationaliste kurde. La question des droits culturels ou de la souveraineté kurde des régions qu'elle habite est de plus en plus marginalisée, bien que l'indépendance reste une thématique fédératrice pour les jeunes. Cette situation a entraîné des transformations importantes au sein du paysage partisan au Kurdistan. C'est en partie sous l'impulsion d'une jeunesse kurde d'Irak active que l'hégémonie à Souleymaniyyeh de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), deuxième parti le plus puissant de la région, a été contestée. Depuis 2009, il fait face à de nombreuses défections critiquant l'autoritarisme et la corruption de la vieille garde. Un parti transfuge, le Mouvement du changement (Gorran, le « Changement » en kurde), incarne cette opposition et, à partir de 2011, des manifestations inspirées des printemps arabes la cristallisent à Souleymaniyyeh, Ranya et Qaladize. Dans les zones plus conservatrices sous contrôle du PDK, une telle jeunesse contestataire ne trouve pas encore de lieu d'expression en raison de l'existence de modes de sociabilité politique différents. À Erbil, le chômage semble un

CULTURE ET SOCIÉTÉ

peu moins toucher les jeunes qui se lancent à corps perdu dans une forme de consumérisme forcené, mais surtout la structure de la ville peuplée d'habitants fraîchement débarqués et souvent isolés ne permet pas d'organiser des manifestations d'envergure.

Les femmes kurdes sont-elles plus libres qu'ailleurs au Moyen-Orient ?

L'idée selon laquelle les Kurdes réserveraient un sort plus enviable aux femmes que leurs voisins arabes ou turcs ne date pas d'hier. Elle a d'ailleurs plusieurs origines. L'une renvoie à l'image de mauvais musulmans dont certains groupes kurdes ont pu être affublés dans une certaine littérature arabe et turque, qui impliquait qu'ils ne respectaient pas les préceptes de l'islam et pouvaient avoir des mœurs légères, l'égalitarisme hommes-femmes en étant une caractéristique.

Ce défaut moral s'est finalement mué en une vertu sous la plume des voyageurs européens qui, à travers la narration de rencontres de femmes charismatiques, ont perpétué le stéréotype. Dans la première moitié du xx^e siècle, les orientalistes français et russes renforcent cette idée en lui donnant une coloration scientifique et immuable. Basile Nikitine par exemple suggère que le fait pour les femmes de recevoir des hommes en l'absence de leur mari ou d'accomplir certaines tâches

seraient la manifestation du « “féminisme” chez les Kurdes ».

La présence plus ou moins récente de militantes au sein des mouvements de libération nationale clandestins ou officiels même à des échelons de direction a pu accréditer cette idée. Dès 1979, les Komala d'Iran, deux groupes insurgés kurdes marxistes-léninistes ont intégré des femmes. En 1986, le PKK érige la lutte pour la libération des femmes en cause nationale. La présence féminine, la possibilité d'accéder à des postes de direction et l'établissement d'unités non mixtes ont néanmoins été le fruit d'un long processus et d'un combat interne pas encore abouti dans ces organisations. Depuis, ce tropisme « féministe » a auréolé le PKK d'une aura positive en Occident. Cette réputation et ce fantasme renforcés par la guerre contre l'organisation de l'État islamique (EI) dès 2013, lors de laquelle les combattantes se sont illustrées, sont loin de restituer les réalités des rapports de genre au sein de l'organisation, de sa mouvance et de l'ensemble des sociétés kurdes qui restent massivement patriarcales. Bien que faisant la promotion d'une forme de parité dans l'ensemble des organisations ou avec l'élection de co-maires féminines au Kurdistan turc, les figures masculines restent dominantes au sein de la mouvance PKK. Tentant de produire une culture de l'émancipation avec la création d'associations et de coopératives féminines, on est loin d'être venu à bout de la situation de subalternité vécue par les femmes dans les Kurdistans. Les crimes d'honneur restent encore importants au Kurdistan turc en dépit de l'action positive des ONG locales.

Au Kurdistan irakien, la situation est beaucoup plus préoccupante. Surfant sur la vague de sympathie prokurde produite en Europe, les autorités d'Erbil mettent en avant l'intérêt pour l'émancipation des femmes en formant quelques bataillons féminins de peshmergas et en promouvant quelques personnalités politiques.

La classe politique dominante demeure cependant quasiment exclusivement composée d'hommes âgés, un peu moins peut-être à Souleymaniyyeh. Encore plus inquiétantes sont l'invisibilité des femmes dans l'espace public, leur absence aux postes de décision même non politiques, la banalité et l'impunité des persécutions et crimes domestiques au sein de la société kurde d'Irak. Malgré l'abrogation de la circonstance atténuante pour les crimes d'honneur et l'interdiction des mutilations génitales, les assassinats de femmes par des membres de la famille sont monnaie courante et l'excision des fillettes entre 4 et 9 ans atteint dans les années 2010 jusqu'à 70 % dans les gouvernorats d'Erbil et Souleymaniyyeh.

Existe-t-il une société civile au Kurdistan ?

Traditionnellement, afin de savoir s'il y a une société civile « réelle » dans un pays donné, l'on observe les relations développées par les groupes se réclamant de ladite société avec le pouvoir politique. Deux points de vue s'opposent sur la nature de ces relations. D'une part, la vision « continentale » (France, Italie, Allemagne) admet des liens quasi organiques de la société civile avec l'État ; celle-ci exerce un rôle de pont entre la société au sens large et l'État. D'autre part, il existe une vision « anglo-saxonne » dans laquelle elle est pensée dans une relation « antagoniste » avec l'État, une sorte de contrepoids aux tendances « naturellement » autoritaires du pouvoir, le « chien de garde ».

Cette opposition fait-elle sens au Kurdistan ? Des auteurs ont montré le côté souvent artificiel et stérile de l'opposition entre État et société civile, car elle entretient l'idée d'une séparation rigide entre la sphère étatique et celle du non étatique. Or, les modes de légitimation et d'exercice du pouvoir traversent la société. De plus, la

société civile « kurde » garde des liens ténus avec non pas les États de la région, mais plutôt avec les partis kurdes, eux-mêmes représentants de l'opposition, à l'exception du Kurdistan irakien depuis 1992 et de la Syrie depuis 2012.

La question « nationale » étant au centre du conflit entre le mouvement kurde et les divers États de la région, depuis la période ottomane finissante, la plupart des associations kurdes se sont constituées autour des comités et des partis politiques kurdes. Ainsi, en 1908, des notables kurdes ont fondé le premier club kurdiste, le « Comité d'entraide et progrès kurde » (KTTC) à Istanbul, et se sont dotés d'un organe de presse. Très vite, cependant, le comité a établi une filiale éducative, la « Société kurde pour la diffusion de l'instruction ». De même, la « question féminine » est débattue dès 1913 dans les cercles kurdes de la capitale ottomane et, en 1919, le KTTC créé une branche féminine avec l'objectif d'offrir une éducation moderne aux femmes, les « mères » de la nation.

Après la Seconde Guerre mondiale, les associations d'étudiants jouent un rôle important dans le travail de sensibilisation à la « question kurde » à l'étranger, mais aussi dans les campagnes du Kurdistan ; la jeunesse kurde s'érigeant en avant-garde de la « révolution ». Dès les années 1990, aux questions traditionnelles de la défense de la langue et des droits humains, on voit émerger des ONG qui s'occupent de problématiques « universelles » : la protection de l'environnement (notamment en Turquie), la lutte contre les violences faites aux femmes (viol, crimes d'honneur, excision), la formation à des métiers variés.

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Malgré cette éclosion de la société civile kurde, au Kurdistan irakien, le gouvernement autonome tend à reproduire les politiques de cooptation des régimes de la région envers les associations au moyen de subventions et autres aides. Le soutien d'un financement étranger devient alors la seule garantie d'une certaine autonomie. En Turquie, le PKK tente d'infiltrer les organisations afin d'assurer son emprise sur la « société civile ». En Syrie, où une région autonome *de facto* a vu le jour en 2012, les relations entre les comités de jeunesse formés dans l'élan révolutionnaire de 2011 rencontrent également des obstacles face aux autorités kurdes.

LA QUESTION KURDE
EN TURQUIE

Pourquoi Mustafa Kemal s'en prit-il aux Kurdes ?

La fin de la guerre d'indépendance turque en 1922 marque un tournant dans les relations entre les Kurdes et le chef de la résistance turque Mustafa Kemal. En effet, entre 1919 et 1922, bon nombre de tribus kurdes s'allient aux milices turques afin de déloger les troupes alliées basées en Anatolie orientale, au nom de la fraternité musulmane et l'identité « ottomane » face aux « puissances impérialistes ». En réponse à ces services rendus par celles-ci, Mustafa Kemal s'engage à octroyer une sorte d'autonomie aux Kurdes de Turquie.

Cependant, une fois renégocié le traité de Sèvres en des termes favorables aux nationalistes turcs (notamment la fin des ambitions territoriales de la Grèce sur la Turquie ainsi que l'abandon des projets de création d'un État arménien et d'un État kurde dans l'est de la Turquie actuelle), les priorités du gouvernement turc changent. Conscients de la fragilité des frontières étatiques dans l'est du pays, les partisans de Mustafa Kemal veulent désormais assurer un contrôle militaire et politique dans

les régions à majorité kurde. Pour le courant turquiste à Ankara, le problème kurde est le dernier obstacle à l'homogénéisation ethnique du pays, après le « règlement » de la question arménienne et grecque. Pour atteindre cet objectif, les dirigeants kémalistes lancent une politique de turquification qui, dans un premier temps, a pour cible les cadres et l'administration de l'État.

Lors des élections à l'Assemblée nationale en été 1923, les anciens députés kurdes sont écartés de la nouvelle Constituante, tandis que les nouveaux élus sont choisis directement par le gouvernement. Les dissidents, quant à eux, prennent le chemin de l'exil. La seule possibilité de rester dans la hiérarchie administrative est de renier toute identité kurde. En 1924, les autorités élargissent les mesures de turquification au domaine culturel. Le turc devient la seule langue officielle dans la magistrature, alors que l'usage du kurde est interdit dans les écoles. Dès 1925, le gouvernement prévoit des amendes pour les citoyens qui parleraient une autre langue que le turc. La dernière étape de cette dérive assimilationniste de la République turque est le passage dans les années 1930 à un nationalisme basé sur le sang et la race, et non plus sur la citoyenneté, comme Mustafa Kemal, lui-même, l'avait définie auparavant.

Le régime kémaliste et la kurdicité ou identité kurde entrent en collision, car ils reposent sur des bases contradictoires. Pour les kémalistes, la création d'une culture et d'une identité partagées par tous les « Turcs » est la condition *sine qua non* à la formation et à la consolidation de la citoyenneté turque. La Turquie est en effet le premier État issu de la Première Guerre mondiale à asseoir

LA QUESTION KURDE EN TURQUIE

sa légitimité sur une idéologie exclusivement nationaliste et à mettre en pratique la politique de « minorisation » des Kurdes.

Mais le citoyen turc, non content d'adhérer à la turcité, doit aussi devenir « moderne », « civilisé ». Or, la mise en application des réformes « civilisatrices » implique une confrontation violente avec le passé et les structures traditionnelles. En abolissant le califat en 1924 et en attaquant les confréries religieuses, Mustafa Kemal détruit une des bases fondamentales sur laquelle reposait l'unité kurdo-turque. L'Islam officiel constituait en effet le lien qui justifiait l'union de tous les peuples musulmans sous l'Empire ottoman en dépit des différences ethniques. Se sentant marginalisés, les chefs de tribus et de confréries kurdes sont les premiers à s'insurger.

Quelles sont les origines de la langue kurde selon la version nationaliste turque ?

La Turquie est le premier État issu de la Première Guerre mondiale à asseoir sa légitimité sur une idéologie exclusivement nationaliste et à mettre en pratique la politique de « minorisation » des Kurdes. Mais, étant donné que la réalité sociale du pays va à l'encontre de l'aspiration de ses élites, il faut transformer son visage ethnolinguistique et prouver par différents moyens que les Turcs forment le seul groupe ethnique habitant en Turquie. Tout ce que l'État demande aux Kurdes, et aux autres groupes ethniques non turcs, est d'accepter l'assimilation ou du moins de faire preuve d'obéissance passive, ainsi qu'un ministre turc le suggère en 1930 : « Ceux qui ne sont pas de purs Turcs n'ont qu'un seul droit dans la patrie turque : c'est le droit d'être le serviteur, c'est le droit à l'esclavage. »

La répression de la langue (interdiction de son enseignement dans les écoles, amendes prévues afin de dissuader son usage dans la place publique) en 1924 est couronnée par des essais « scientifiques » dans le but de

prouver l'origine turque de la langue kurde et au passage de toutes les langues et civilisations du monde.

Devant l'impossibilité de faire disparaître l'ensemble du groupe kurde, comme le suggèrent certains cadres kémalistes, la politique assimilationniste visant à faire disparaître la langue kurde apparaît comme une alternative réaliste. Mais la politique assimilationniste doit être légitimée par un discours « scientifique ». Les premiers congrès sur la langue turque, tenus à Istanbul au cours des années 1930, posent les jalons de la supériorité de cette langue. Tout d'abord, grâce à la « thèse turque de l'Histoire » (1932) et ensuite par l'élaboration de la « théorie de la langue-soleil » (1936), visant toutes les deux à prouver l'origine de toutes les langues et de toutes les civilisations du monde.

L'argument de la théorie de la langue-soleil peut se résumer ainsi : une langue naturelle, primitive, serait née des onomatopées des premiers hommes ; parmi eux, ceux qui ressentirent la nécessité d'un langage furent les Turcs, qui auraient formé leur premier mot pour désigner le soleil. Enfin, toutes les langues proviendraient de cette langue mère, grâce aux migrations des premiers Turcs d'Asie centrale vers le reste du monde.

Les avantages directs de cette théorie pour les réformateurs turcs sont évidents. En faisant dériver du turc toutes les langues existantes, l'utilisation de mots persans et arabes par les Turcs, malgré la « purification » de la langue kurde entreprise pendant ces années, est justifiée. En outre, puisque toutes les langues parlées en Turquie (kurde, arabe, arménien, etc.) trouvent leur origine dans

la langue turque, il n'y a pas à proprement parler d'autres langues en Turquie.

D'après les linguistes turcs, soutenus dans leur démarche par Mustafa Kemal, le kurde n'est donc qu'un mélange de différentes langues ou carrément une déformation de la langue turque due à l'isolement géographique des montagnards habitant dans l'Est anatolien. C'est en effet à partir de ce moment que les Kurdes de Turquie sont appelés « Turcs des montagnes » et que l'utilisation du mot « kurde » dans les publications scientifiques ainsi que dans la presse du pays est bannie.

Malgré le caractère ascientifique de ce discours, la théorie de la langue-soleil est adoptée officiellement et enseignée à l'université d'Ankara au lendemain du troisième congrès sur la langue turque de 1936.

Pourquoi la langue kurde est-elle en danger de disparition en Turquie ?

L'État kémaliste turc qui sort de la Seconde Guerre mondiale « par le haut » est aussi celui qui perçoit de la plus vive des manières la différence kurde comme une menace existentielle. Pour consolider son pouvoir Mustafa Kemal impose une modernisation de l'État et de la société à marche forcée. La purification (suppression des éléments « étrangers ») et la centralité de la langue turque sont la clé de voute de ce processus. L'État et le peuple doivent parler d'une voix et dans une même langue que ce soit en public ou en privé. La langue kurde, langue maternelle et véhiculaire, d'un peu moins d'un quart de la société de la République de Turquie est interdite de fait.

En 1924, le turc est institué comme la langue officielle et comme langue exclusive d'enseignement et d'administration. En 1984, « la loi d'établissement », qui n'est appliquée que partiellement, prévoit des politiques d'assimilation culturelle et linguistique par des déplacements de populations. Après une longue phase de répression

dans des années 1930 à 1960, les revendications kurdes proprement culturelles font leur apparition sur la scène publique à la faveur d'une phase politique libérale. La succession de deux coups d'État militaire à dix ans d'intervalle met un coup d'arrêt aux éventuelles avancées de cette période. La Constitution de 1980 durcit les lois à l'encontre de l'expression en kurde. Elle prévoit en outre de turciser tout nom de lieu ou de personne « kurde », adjectif n'apparaissant d'ailleurs jamais dans les textes de loi. L'expression privée et publique en langue kurde est criminalisée par la loi et taxée de séparatisme. Ces politiques extrêmement dures ont pour conséquences paradoxales à la fois d'inhiber les locuteurs, et de stimuler la diffusion sous le manteau de productions intellectuelles en kurde apparaissant en soi comme un activisme politique. Par ailleurs, l'attitude de la junte militaire à l'égard de la langue kurde accélère les initiatives littéraires kurdes en Europe, notamment la standardisation du kurmanjî.

En 1991, sous l'impulsion du Premier ministre Turgut Özal, on autorise l'usage de la langue kurde, sans la nommer, en privé et on se met à la tolérer en public. En revanche, l'interdit et la répression se maintiennent dans le cadre éducatif et la sphère politique. Les nombreuses arrestations d'hommes politiques kurdes ayant osé prononcer un discours en kurde ou prêter serment dans cette langue dans l'enceinte du Parlement en témoignent¹. 1999 marque une vraie détente sur la question de l'usage de la langue. Il s'agit du début du processus conditionnel

1. Voir la question 39, « Qui est Leyla Zana ? », p. 145.

d'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et de l'adaptation de la loi turque aux critères de Copenhague. Sur le papier, les cours et les émissions radio et télé en kurde sont non seulement autorisés, mais également encouragés, pour satisfaire à ces standards.

Dans la pratique, le processus de mise en place laborieux est freiné par une classe politique et un appareil administratif rétif à ces nouvelles mesures. L'installation pérenne de l'AKP au pouvoir permet néanmoins de les faire évoluer. Ce parti donne à partir une impulsion majeure dans les domaines des droits culturels et linguistiques sur le mode de la fraternité entre les différentes composantes de la société turque. Cette ouverture se traduit par la création de chaînes de télé et de radio d'État en kurde, telles que la TRT 6, par l'autorisation de l'enseignement kurde à l'université avec l'ouverture à l'est de départements de littérature kurde, ainsi que la possibilité de tenir des meetings politiques en kurde. La pierre d'achoppement reste la question de l'enseignement à l'école dans la langue maternelle et l'expression en kurde au sein des administrations ou institutions d'État (Parlement ou tribunaux).

La mouvance kurde s'engouffre dans cette brèche. Les publications explosent et les municipalités pro-kurdes du BDP multiplient les initiatives pour la promotion de la langue kurde avec la création de centres culturels en langue kurde. Ces évolutions positives et probablement irréversibles sont cependant à nuancer. En effet, il n'est pas certain qu'elles parviennent à contrebalancer la lame de fond de la marginalisation du kurde. La culture turque reste largement dominante. N'étant ni langue de l'écono-

LA QUESTION KURDE EN TURQUIE

mie, ni celle de l'administration, ni de la vie politique, l'attractivité de la langue kurde est faible. Même le PKK, le parti nationaliste kurde par excellence, a bien plus utilisé la langue turque que le kurde comme outil de diffusion de sa pensée.

De manière générale, les locuteurs vernaculaires de kurde souffrent au mieux d'un faible niveau d'éducation, toujours inférieur à la moyenne nationale, au pire d'un fort illettrisme. Ainsi, en dépit du nouvel engouement des jeunes Kurdes pour la langue de leurs parents depuis quinze ans, sur la séquence des trente dernières années, le ratio des individus de langue maternelle kurde connaît un recul qu'il est difficile de contrer.

Quelles sont les origines du PKK ?

La répression du régime kémaliste a réduit au silence la contestation kurde dès la fin des années 1930. C'est seulement à partir des années 1960 que se produit un réveil culturel et politique parmi les Kurdes, notamment dans les universités d'Istanbul et d'Ankara. Ces petits groupes d'étudiants ont cependant réussi à mobiliser des milliers de Kurdes entre 1967 et 1969 dans le cadre desdits « meetings de l'Est » (~~Doğru~~ *Mitingleri*), ces manifestations pacifiques où la kurdicité des habitants d'Anatolie orientale est affirmée et la marginalisation sociale et économique de cette région est dénoncée.

Si cette mobilisation prépare le terrain à la prise de conscience politique d'une nouvelle génération de militants kurdes, l'émergence du PKK dans les années 1970 est davantage en lien direct avec l'évolution de la gauche radicale turque. Lorsque des organisations turques d'extrême gauche décident de prôner la lutte armée en vue de mener la révolution socialiste en Turquie, les provinces orientales sont désignées comme le centre névralgique du futur soulèvement populaire. Influencées

par l'expérience dans les pays du tiers-monde, ces organisations considèrent que le mouvement socialiste doit émerger au sein des populations les plus « exploitées » ; c'est-à-dire les paysans kurdes de l'est de la Turquie.

Le coup d'État de 1971 et l'exécution des principaux leaders révolutionnaires ne changent pas la donne. Dans un contexte marqué par la convergence entre l'intérêt de la gauche pour les Kurdes comme avant-garde de la révolution et pour la lutte armée comme seul moyen possible d'y parvenir, le noyau du PKK commence à se former de manière informelle en 1973 autour d'un groupe d'étudiants à l'université d'Ankara. Si la plupart des membres fondateurs sont kurdes, comme Abdullah Öcalan, étudiant en sciences politiques, il y a aussi des Turcs dont Haki Karer et Kemal Pir, futur responsable militaire de l'organisation.

Ils ne sont cependant pas pressés de passer à l'action. Selon Abdullah Öcalan, le nouveau mouvement se donne le temps de s'organiser et d'agir uniquement lorsque ses membres seront prêts afin d'éviter les erreurs des autres organisations qui ont cherché prématurément la confrontation avec l'État turc. En 1977, Öcalan et ses compagnons décident de créer formellement le PKK, mouvement marxiste-léniniste et partisan de la lutte armée comme mode d'action pour parvenir à la libération du Kurdistan.

Paradoxalement, la première cible des actions armées du PKK n'est pas l'État turc, mais les autres organisations kurdes révolutionnaires et les « collaborateurs » kurdes (chefs tribaux et grands propriétaires terriens) du gouvernement turc. Ce faisant, le parti gagne du terrain au sein du champ révolutionnaire kurde. Alors que le coup

LA QUESTION KURDE EN TURQUIE

d'État du 12 septembre 1980 porte un coup fatal sur l'ensemble des organisations de gauche turques et kurdes, la plupart des cadres du PKK évitent la répression brutale des militaires. Ils ont « senti venir » le putsch de 1980 et se sont réfugiés en Syrie, en conflit avec la Turquie, puis au Liban où ils vont réorganiser le parti, avec le soutien des organisations radicales palestiniennes basées dans la vallée libanaise de la Bekaa.

Pourquoi le PKK est-il populaire ?

Lorsque le PKK lance officiellement la lutte armée contre l'État turc en 1984, ce groupe n'est de loin pas le mouvement politique hégémonique au Kurdistan turc que l'on connaît de nos jours. Il a certes construit les bases de son influence sur les groupuscules armés grâce à une violence endogène avant le coup d'État de septembre 1980, mais il ne peut pas se targuer de contrôler les diverses arènes – politique, culturelle, religieuse, tribale, etc. – de l'espace kurde.

Avec le retour du système parlementaire en Turquie en 1983 et la normalisation progressive de la vie politique, les associations kurdistes – dans toute leur diversité – réapparaissent peu à peu dans les lycées des principales villes kurdes et à l'université de Diyarbakir entre 1986 et 1987. Par ailleurs, le PKK ne commence à s'imposer dans l'enceinte du campus universitaire qu'à partir de 1989 ; jusque-là, ses activités se limitent à encourager le recrutement de jeunes combattants pour la guérilla. En outre, l'absence de cadres du PKK dans les principales villes du Kurdistan conduit cette organisation à s'appuyer

même sur des sympathisants pour des missions de coordination et de propagande, voire des actions à haut risque.

L'émergence du PKK comme force de l'espace kurde en Turquie au cours des années 1990 ne peut pas s'expliquer uniquement en prenant en considération les caractéristiques de l'organisation : sa forte discipline interne, le charisme reconnu d'Abdullah Öcalan, son programme politique, etc. Il faut en outre s'intéresser aux interactions du PKK avec les autres acteurs du conflit kurde – les formations légales kurdes, l'État turc et les États voisins, entre autres – ainsi qu'aux contingences historiques.

En ce sens, la sortie de prison d'une partie des activistes du mouvement kurde des années 1970 permet la rencontre entre les « anciens » et une nouvelle génération constituée essentiellement d'étudiants en droit. Ces derniers mettent en avant la légalité afin de faire avancer les droits des Kurdes et de défendre ceux d'un nouveau type de détenus : des jeunes Kurdes partis dans les montagnes rejoindre les rangs de la guérilla du PKK ou tout simplement accusés d'être des sympathisants de ce mouvement. Bien que les partisans de la voie pacifique ne partagent pas les méthodes utilisées par la guérilla, la mise en place d'un régime d'exception au Kurdistan à partir de 1987 et la répression indiscriminée des forces de sécurité sur les civils, proches ou pas du PKK, créent un lien de solidarité entre les divers secteurs du mouvement kurde face à une « menace commune ».

Dans les zones rurales, si au début la violence du PKK est condamnée par la majorité de la population craignant la main de fer du gouvernement turc, le cycle de « violence-répression-violence » qui se met en place entre

LA QUESTION KURDE EN TURQUIE

1984 et 1993 conduit également bon nombre de jeunes, voire des tribus, à soutenir le PKK. Le bilan humain et matériel de ce processus est lourd. Des milliers de Kurdes sont emprisonnés et torturés. Les exécutions extrajudiciaires deviennent monnaie courante. Après deux décennies de lutte armée, le conflit emporte 40 000 vies dont environ 30 000 des combattants du PKK.

En dépit de ces conséquences négatives pour la population civile, ou probablement à cause d'elles, le soutien populaire au PKK et à la cause kurde ne cesse de croître jusqu'à nos jours. Au Kurdistan, comme ailleurs, la violence dans laquelle les Kurdes ont plongé depuis 1984 s'avère productrice de sens et d'identités et, finalement, transforme la « communauté de destin » en communauté politique.

Qui est Leyla Zana ?

Les images diffusées par les médias de femmes combattantes dans les rangs de la guérilla kurde en guerre contre l'État islamique au nord de la Syrie ont fait découvrir au public occidental le rôle actif des femmes dans la lutte politique des Kurdes. Or, l'engagement des femmes dans le mouvement kurde n'est pas un fait nouveau. Parmi ces figures féminines kurdes, Leyla Zana occupe une place importante.

Née le 3 mai 1961, celle-ci grandit dans une famille modeste dans la ville de Silvan (à l'est de la Turquie) avec quatre sœurs et un frère. Le père, conservateur et traditionnel, l'oblige à arrêter les études et à se marier à 14 ans avec Mehdi, un cousin de 20 ans, plus âgé qu'elle et activiste au Parti ouvrier turc (HP). Ce mariage arrangé change complètement la vie de la jeune fille.

En 1977, Mehdi Zana se présente aux élections municipales à Diyarbakir comme candidat indépendant, mais avec un programme à la fois social et de défense de l'identité kurde. À la surprise générale, le jeune tailleur de formation devient le premier maire kurdiste en Turquie.

Toutefois, après le coup d'État du 12 septembre 1980, il est arrêté et condamné à trente-cinq ans de prison. Avec lui, des milliers de Kurdes sont emprisonnés et torturés à Diyarbakir entre 1980-1983.

Ses visites à la prison et les contacts réguliers avec les familles des prisonniers préparent l'entrée de Leyla Zana dans le combat politique. En 1984, elle commence à participer à des activités politiques : elle fait la grève devant la prison, participe à des manifestations pour demander des améliorations dans les conditions de vie des prisonniers. En 1988, lors d'une des visites, la jeune femme assiste à des scènes de violence contre les prisonniers et proteste vivement avec d'autres parents de détenus. Elle est arrêtée, avec 83 autres personnes, accusée d'avoir incité « le peuple à la révolte ». Pendant les sept jours de garde à vue, elle est torturée à son tour.

Le mariage avec Mehdi Zana, sa participation aux grèves devant la prison et son arrestation transforment Leyla Zana en une personnalité populaire. Les élections législatives de 1991 lui permettent de faire un passage de courte durée dans la vie parlementaire. Éluë à côté d'autres 21 députés kurdes du Parti travailliste du peuple (HEP) inscrits sur la liste électorale du Parti social-démocrate populaire turc (SHP), elle devient ainsi la première députée femme et kurde en Turquie. Sa prise de possession de son siège ne passe pas inaperçu. En effet, elle fait scandale au Parlement en prêtant serment en langue kurde avec la formule : « Moi, j'accepte cette cérémonie constitutionnelle au nom de la fraternité des peuples kurde et turc. »

Taxée par les députés turcs de « terroriste », Leyla Zana est rapidement marginalisée au Parlement. En outre, l'accord entre le HEP et le SHP ne survit pas aux événements dramatiques qui se déroulent lors de la célébration du *Newroz* (nouvel an kurde), le 21 mars 1992. La répression policière lors de ces festivités à forte connotation nationaliste kurde fait plus d'une centaine de victimes civiles. Loin de condamner ces événements, les sociaux-démocrates accusent Leyla Zana et les autres députés du HEP d'inciter les Kurdes à se révolter contre l'État. Le parti est finalement interdit, ce qui déclenche une longue série d'actions légales contre le HEP et ses divers avatars.

En décembre 1994, Leyla Zana est arrêtée, en même temps que trois autres députés, et accusée de trahison. Elle passe dix ans dans les geôles turques pendant lesquels elle écrit ses *Écrits de prison* et des articles publiés dans la presse kurde. Symbole de la résistance kurde, elle reçoit plusieurs prix internationaux, dont le prix Sakharov décerné par le Parlement européen pour honorer sa « liberté d'esprit ».

Libérée en 2004, Leyla Zana poursuit son combat politique de défense des droits humains, ce qui lui permet de remporter un siège au Parlement turc aux élections législatives de 2011 et de 2015. Accusée de soutenir le PKK, organisation considérée comme terroriste par le gouvernement turc, celle-ci voit son immunité levée, comme celle de 135 autres parlementaires, en 2016. Elle risque depuis la prison.

Pourquoi la Syrie soutient-elle le PKK entre 1980 et 1999 ?

Le contentieux entre la Syrie et la Turquie prend ses racines historiques dans le transfert de souveraineté du *sandjak* (province) d'Alexandrette (Hatay en arabe) au profit de la Turquie, opéré avec l'accord de la France mandataire en 1939. Même si la Syrie n'a jamais attaqué militairement la Turquie afin de récupérer ce territoire, le discours politique des dirigeants syriens insiste traditionnellement sur la « syriannité » de la province de Hatay. Les cartes géographiques des livres scolaires syriens continuent par ailleurs de l'inclure dans le territoire « national » syrien.

Outre ce différend territorial, la Turquie accuse régulièrement la Syrie de fermer les yeux sur les activités de contrebande à la frontière turco-syrienne, au détriment de l'économie turque. À la suite de fortes tensions diplomatiques au cours des années 1950, elle décide unilatéralement de planter des mines anti-personnelles le long de la frontière commune entre les deux pays. Enfin, dans les années 1970, l'approbation d'un vaste projet

d'aménagement du Tigre et de l'Euphrate, le GAP (Projet d'Anatolie du Sud-Est) déclenche l'alarme à Damas. En effet, ce plan prévoit la construction de barrages et voies d'irrigation sur le bassin de l'Euphrate, privant la Syrie d'importantes quantités d'eau dans un futur proche, et assure ainsi une position de force à la Turquie, car les deux fleuves prennent leur source au Kurdistan turc.

Alors que le régime de Hafez al-Assad (1971-2000) soutient déjà des groupes révolutionnaires palestiniens, la création du PKK en 1978 est perçue comme une opportunité unique afin d'affaiblir la Turquie. Paradoxalement, si le régime d'Assad continue à ne pas reconnaître officiellement les Kurdes comme une composante de la société syrienne et à ne pas leur accorder de droits culturels, il établit des relations privilégiées avec le parti, grâce auxquelles ce mouvement politique peut trouver une base arrière pour ses activités de propagande, voire pour former des combattants.

En effet, en échange des efforts du PKK pour canaliser les activités politiques et militaires du mouvement vers la Turquie, le régime lui permet de s'installer durablement dans la vallée de la Bekaa libanaise, sous contrôle du gouvernement syrien, tandis que Damas refuse à la Turquie l'extradition du dirigeant du PKK Abdullah Öcalan. En 1984, la Syrie lance sa première action armée contre l'armée turque, quelques mois après le début de la construction du barrage Atatürk sur le bassin de l'Euphrate.

En outre, les enclaves kurdes du Nord syrien (Kurd Dagh et Jazira) deviennent des viviers de militants du PKK avec la complicité du régime de Damas. Le PKK y ouvre des agences de propagande et de recrutement afin

d'attirer des jeunes préférant joindre la guérilla du PKK au service militaire obligatoire sous le drapeau syrien. Qui plus est, des candidats, se présentant ouvertement comme proches du parti, ont pu concourir aux élections syriennes au début des années 1990.

Ce *statu quo*, qui perdure pratiquement sans failles jusqu'à la fin des années 1990, se voit bouleversé par les pressions grandissantes de la Turquie. Ainsi, Abdullah Öcalan se voit contraint de quitter la Syrie le 9 octobre 1998, sous le coup des menaces d'une intervention militaire dans le cas échéant. Après un long périple, il est arrêté au Kenya en 1999 et transféré en Turquie où il est condamné à perpétuité. L'arrestation d'Öcalan aura des conséquences importantes pour le PKK dans son ensemble, notamment sur sa restructuration et son évolution idéologique.

Qu'est-ce que le « scandale de Susurluk » ?

Jusqu'au 3 novembre 1996, Susurluk, cette bourgade moyenne de quelques dizaines de milliers d'habitants située au sud de la mer de Marmara, était réputée pour son ayran, boisson traditionnelle turque légèrement pétillante faite à base de yaourt battu et d'eau salée. Depuis, elle est aussi connue pour avoir été le théâtre d'un accident de la route assez banal qui révéla cependant au grand jour la collusion entre les différents pans de ce que l'on appelle désormais en Turquie « l'État profond » (*Derin Devlet*).

Une Mercedes noire percuta de plein fouet un poids lourd. La plupart des passagers qui avaient une certaine notoriété périrent dans l'accident et on s'étonna de les voir associés dans de telles circonstances. Parmi eux, se trouvaient Abdullah çatlı, un criminel proche de l'extrême droite turque, ainsi que sa compagne, l'adjoint du chef du bureau de la police stambouliote Hüseyin Kocadag et Sedat Bucak, un homme politique proche du Parti de la juste voie (DYP) et chef d'une puissante milice kurde de gardiens de village dans la région de

Şanlıurfa. Le coffre de la voiture retrouvée sur place contenait des armes (pistolets et mitrailleuses), plusieurs milliers de dollars et un passeport vert réservé aux agents de l'État au nom d'Abdullah çatlı, alors qu'il était officiellement recherché par la police turque et Interpol, pour meurtre, trafic de drogue et évasion d'une prison suisse. Que faisaient-ils ensemble ? Difficile de le savoir. Le contexte politique permit cependant de déduire les intérêts partagés et la stratégie commune des différents cercles représentés par chacune des victimes de l'accident de Susurluk.

Cet événement intervint au cœur de la guerre sanglante que se livraient le PKK et l'État central turc depuis 1978. Après une période d'accalmie à la fin des années 1980, la Turquie sombra de nouveau dans une violence ouverte, faite de confrontations explicites. Il s'agissait également d'une guerre de guérilla et de contre-insurrection, avec leur lot de méthodes clandestines et de manipulation. Les assassinats ciblés, les extorsions de fonds, les meurtres crapuleux et autres exécutions extra-judiciaires d'opposants non belligérants directs étaient monnaie courante. Les infiltrations d'organisations officielles ou souterraines étaient également répandues.

Cependant, ces méthodes déployées par l'État turc ne pouvaient ni figurer à l'agenda officiel des forces armées ni bénéficier d'argent public. Se développa donc une collaboration intensive entre divers acteurs bénéficiant de rentes de position dans cette économie de guerre secrète et partageant très vaguement la même vision idéologique anti-communiste, anti-PKK voire anti-kurde et anti-

islamiste. Les membres des forces armées et de police, partisans de la méthode forte envers le PKK, en faisaient partie, mais également des hommes politiques au sein de la droite républicaine nationaliste ou de l'extrême droite, les notables locaux et chefs de tribus kurdes souvent mis à la tête de milices armées légales¹ et des mafias prospérant sur divers trafics.

On peut par ailleurs se demander si cet « État profond » n'est pas un héritage des réseaux clandestins développés au sein de l'Alliance atlantique afin de parer toute tentative de prise de pouvoir par les Soviétiques pendant la guerre froide, à l'instar du réseau Gladio. L'implication dans le scandale de Susurluk du DYP, une des deux formations de la coalition au pouvoir à l'époque, eut pour conséquence indirecte de provoquer la chute du gouvernement dont la vice-Premier ministre Tansu Çiller et le ministre de l'Intérieur Mehmet Agar étaient membres de ce mouvement politique. Bien que peu inquiétés du point de vue pénal, les critiques de la société civile les discréditèrent et hâtèrent la fin de leur carrière. Bien que particulièrement marquant, l'accident de Susurluk n'était, semble-t-il, que l'un des soubresauts d'un type de fonctionnement clandestin de l'État sécuritaire hérité de l'époque violente des années 1980-1990. Son érosion fut manifeste avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP de Recep Tayyip Erdoğan en 2002. Ce dernier se lança dans une lutte sans merci contre ces réseaux cachés du pouvoir par des arrestations massives et des purges de l'appareil

1. Voir la question 42, « Qui sont les “gardiens de villages” ? », p. 155.

LA QUESTION KURDE EN TURQUIE

sécuritaire et militaire. Une faction de ce dernier participa même sous l'impulsion du Premier ministre à une tentative sincère de conciliation avec le PKK au milieu des années 2000. La répression et l'économie de guerre, n'en reprirent pas moins de plus belle vers 2010.

Qui sont les « gardiens de village » ?

Au milieu des années 1980, alors que la guerre entre l'État central turc et le PKK faisait rage, le gouvernement recourut massivement à un système connu depuis les années 1920 : l'armement de milices locales kurdes, les gardiens de villages (*korucular*).

Nombre d'observateurs situent son origine historique à la fin du XIX^e siècle avec l'établissement des unités de cavalerie légère kurde, dits *Hamidiyyeh*, créées par le sultan ottoman Abdulhamid II. L'adaptation du système militaire tribal à l'armée impériale impliquait une relation particulière des tribus avec le centre de l'État : la sécurisation des régions frontalières de l'Empire, la participation à diverses campagnes militaires, la formation des enfants dans les écoles impériales, la captation de ressources locales par les *Hamidiyyeh* et une forme d'impunité pénale à leur égard.

Tout comme les gardiens de village, la création de ces régiments, sorte de pis-aller à une intervention directe, avait pour but d'instituer la souveraineté de l'État central dans des régions peu contrôlables. La comparaison

s'arrête cependant ici. La situation différait suivant le lieu, alors que les *Hamidiyyeh* disposaient d'une marge de manœuvre assez importante, les gardiens de village, eux, dépendaient totalement de l'État et de ses officines sécuritaires. La loi 442 sur les villages de 1924 avait pour but de permettre la formation rapide par un conseil de village d'une garde de volontaires pour éviter les pillages au moment des moissons. En 1985, celle-ci fut amendée pour répondre à la menace que constituaient les actions militaires, les rapines et autres rackets du PKK. Il fallait armer, rémunérer et investir d'un pouvoir policier des groupes dans chaque village afin de se défendre de la guérilla.

Bien que légalement limitée dans le temps et l'espace, l'action des gardiens de villages, souvent recrutés dans les tribus les plus puissantes, dépassait largement leurs prérogatives officielles. Vers 1995, au plus fort de la guerre avec le PKK, estimés à environ 80 000 hommes, les *korucular* étaient de véritables supplétifs de l'armée. Beaucoup participèrent à des opérations militaires transfrontalières. D'autres se rendirent coupables d'arrestations arbitraires, de tortures, d'exécutions sommaires voire de massacres. Certains furent mêlés à des activités criminelles telles que le trafic de drogue.

Après avoir connu une phase de faible engagement par peur du PKK, de sur-engagement en raison des pressions de la police, puis les premiers retournements en faveur du PKK, le système des gardiens de villages est aujourd'hui à la croisée des chemins, alors que la guerre de basse intensité continue à faire rage au Kurdistan turc. Connaîtra-t-il un processus de désarmement efficace et

LA QUESTION KURDE EN TURQUIE

de réconciliation établissant et reconnaissant l'ensemble des violations des droits de l'homme commises de part et d'autre, ou sera-t-il l'instrument d'une guerre sans fin de l'État central contre un mouvement national qu'il traite en brigand ?

Existe-t-il un mouvement kurde non armé en Turquie ?

Alors que le stéréotype de la militance kurde en Turquie renvoie à l'image d'un mouvement de guérilla terré dans les maquis du sud-est, prêt à faire le coup de feu contre les représentants des forces de police ou les casernes, une longue histoire de l'activisme kurde pacifique (et pas forcément pacifiste) est à reporter en Turquie. L'existence d'un travail politique de propagande pro-kurde non armé remonte à la fin de l'Empire ottoman dans les clubs intellectuels de la capitale, Istanbul. Après l'avènement de la République, en raison de la sévère répression contre les activités politiques différentialistes, seules les révoltes kurdistes armées à l'est donnent une visibilité à la question kurde. Il faut attendre les années 1960 pour que les nationalistes kurdes trouvent une place à leurs revendications au sein du Parti travailliste turc (TIP). Par ailleurs, des partisans de la mouvance kurde barzaniste se retrouvent dans l'activisme culturel et autonomiste du PDK de Turquie fondé en 1965. À la fin des années 1960, les discours racistes anti-kurdes de l'extrême droite

turque suscitent des manifestations pacifiques dans les grandes villes kurdes. violemment réprimées, elles permettent tout de même la création d'organisations culturelles kurdes, les « foyers révolutionnaires culturels de l'Est » (DDKO) autour d'anciens du TIP. Décimé à la suite des coups d'État de 1971 et de 1980, cet activisme pro-kurde accompagne en partie la création et la montée en puissance dans la clandestinité du PKK. Autour de 1986, alors que les tensions consécutives au coup d'État s'estompent un peu, le SHP, parti turc officiel, remet en avant un agenda pro-kurde. Les membres kurdes de cette formation, bénéficiant de l'attitude conciliante du Premier ministre turc Turgut Özal, tentent avec prudence d'inclure le PKK dans un processus de réconciliation et n'hésitent pas à rencontrer ses membres en Europe. En 1989, une conférence à l'Institut kurde à Paris sur la question kurde crée la rupture. Exclut du parti, les membres du SHP qui y assistent deviendront le fer de lance d'un parti totalement orienté vers la résolution du conflit kurde en Turquie et la défense des droits des Kurdes, le HEP, parti travailliste qui parvient à faire entrer vingt-deux députés au Parlement en 1991.

À la suite du HEP une série de partis politiques pro-kurdes légaux successifs apparaissent : DEP, HADEP, DEHAP, DTP et BDP. Ils connaissent des succès mitigés en raison du seuil légal de 10 % à atteindre au niveau national pour avoir des représentants au Parlement. Très populaires localement, les députés doivent se présenter en indépendant pour pouvoir siéger. Se refusant à reprendre la rhétorique anti-kurde et anti-PKK en vogue des années 1990, ces derniers se retrouvent souvent condamnés à

de la prison ferme et leurs mouvements accusés d'être la vitrine légale de l'organisation militaire et dissous.

Petit à petit, bien qu'il soit autonome au départ, le PKK montre sa capacité à régenter cette mouvance non armée active dans divers domaines (la politique, les arts, la culture, l'action sociale et humanitaire, etc.), et met en avant notamment les préceptes de « l'autonomie démocratique » chers à Abdullah Öcalan dès les années 2000. Le BDP (Parti de la paix et de la démocratie) remporte jusqu'à 36 sièges d'indépendants en 2011. Quant au HDP (Parti démocratique des peuples), il s'agit en revanche d'une coalition de partis associant à partir de 2012 le BDP et plusieurs partis issus de la gauche anti-autoritaire turque.

Entre 2015 et 2018, dans un climat trouble, le HDP obtient à trois reprises plus de 10 % des votes aux élections législatives et parvient à faire siéger entre 50 et 80 députés au Parlement. Dès 2015, il subit la répression du pouvoir en place et les attaques de ses partisans. Des personnalités politiques de cette formation, parmi lesquels des députés sont emprisonnés, et les militants sont attaqués. Plusieurs attentats font des centaines de morts dans les rangs des sympathisants du HDP. En juillet 2016, la tentative de coup d'État contre le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, condamné fermement par le parti pro-kurde, entraîne pourtant une répression féroce contre les opposants au pouvoir de l'AKP. Dans le lot figurent des milliers de membres du HDP dont des députés, bien que le parti garde une existence légale et réalise un score honorable aux législatives de juin 2018.

Pourquoi le processus de paix (2012-2015) a-t-il échoué en Turquie ?

Les négociations entre Bruxelles et Ankara autour de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, l'arrestation d'Abdullah Öcalan en 1999 et la victoire électorale d'AKP, formation islamiste et néolibérale dirigée par Recep Tayyip Erdoğan, en 2002, créent les conditions favorables à l'instauration d'un dialogue entre le gouvernement turc et le PKK.

D'une part, Abdullah Öcalan tient des propos conciliants quant aux objectifs politiques des Kurdes de Turquie (droits culturels), ce qui conforte la position de l'Union européenne à propos des réformes demandées par Bruxelles à Ankara depuis des années. D'autre part, une fois au gouvernement, l'AKP met en avant un discours favorable à la démocratisation de la vie politique en Turquie et aux droits des « minorités » comme les Kurdes. La nouvelle victoire électorale de l'AKP en 2005 prépare par ailleurs le terrain à un véritable changement des élites dirigeantes aussi bien dans l'armée que dans la magistrature.

Après quelques promesses vagues, entre 2008 et 2009, le gouvernement de l'AKP ouvre des négociations secrètes avec la direction du PKK, sans passer par Öcalan, emprisonné dans l'île d'Imrali. Ces conversations ouvrent la porte à une « ouverture démocratique », annoncée par Erdoğan en octobre 2009 avec le slogan « Tous ensemble pour la Turquie ». Néanmoins, le gouvernement n'annonce aucune mesure concrète. De plus, les conversations d'Oslo sont filtrées par les médias turcs contraires aux négociations. Face au « scandale » public, le gouvernement coupe court et, au cours de l'été 2010, la violence fait son retour en Turquie.

Une nouvelle phase de dialogue s'ouvre en 2012, lorsque le directeur des services secrets (MIT), Hakan Fidan propose au gouvernement de nouvelles tentatives de négociations, en passant cette fois par Öcalan, élément incontournable désormais pour parvenir à une paix durable. Le « processus de paix » comporte divers volets : dialogue direct avec Öcalan, reconnaissance du PKK comme acteur central de la question kurde, retrait des forces du PKK de la Turquie, cessez-le-feu immédiat et indéterminé. De son côté, et afin de légitimer le processus aux yeux de l'opinion publique, le gouvernement crée un comité de sages (intellectuels et politiciens) choisis par Erdoğan qui sont censés aller à l'encontre de la population pour expliquer le processus et récolter les opinions de la société, les peurs et les attentes.

Les visions de l'AKP et du mouvement kurde demeurent cependant éloignées. Pour Erdoğan, reconnaître l'existence de l'identité kurde en Turquie doit aller de pair avec l'acceptation tacite de la part des Kurdes de l'identité

turque et sunnite de la Turquie. Ce faisant, le dirigeant turc veut se présenter comme le protecteur des « Kurdes sunnites », les condamnant à un statut de « minoritaires », dépendants de la « majorité » turque sunnite.

Alors que les principaux acteurs kurdes demandent la reconnaissance officielle de leur « groupe national » dans une éventuelle nouvelle Constitution, d'être à pied d'égalité avec les Turcs et d'avoir les droits qui en découlent dans les secteurs éducatifs (enseignement en langue maternelle dans les écoles publiques) et administratifs (autonomie dans le sud-est de la Turquie), Erdoğan, lui, semble chercher avant tout la fin du PKK. En septembre 2013, le parti annonce la suspension du retrait de ses combattants du territoire turc. Mais les plus grands obstacles sont à venir.

Les révoltes arabes et, en particulier, la crise syrienne perturbent l'espace kurde confirmant le caractère transfrontalier de la question kurde. En juillet 2012, le gouvernement syrien se retire partiellement du Nord syrien, permettant au PYD – organisation sœur du PKK –, de contrôler les régions kurdes du pays, il y crée des écoles « kurdes », des milices armées et des comités locaux autonomes, selon son nouveau mot d'ordre : « l'autonomie démocratique ». En 2014, il annonce la création de trois cantons autonomes dans le Nord syrien, ce qui est perçu en Turquie comme une menace pour la sécurité nationale.

La prise de la ville frontalière de Kobané par l'État islamique et l'élan de solidarité des Kurdes de Turquie durant la « bataille de Kobané » (septembre 2014 – janvier 2015) ne fait qu'augmenter les craintes d'une effer-

LA QUESTION KURDE EN TURQUIE

vescence kurde en Turquie. Enfin, l'attentat de Suruç de juillet 2015, attribué aux groupes armés islamistes proches d'Ankara, contre un groupe de membres du parti pro-kurde en Turquie et les manifestations violentes postérieures portent un coup fatal au processus de paix.

Les Kurdes reconnaissent-ils le génocide arménien ?

L'histoire et la mémoire contemporaine des Arméniens d'Anatolie s'articulent autour d'une date charnière : 1915. Des centaines de milliers d'Arméniens furent soit exterminés, soit déplacés vers la Syrie actuelle¹. 2015, année du centenaire, a été l'occasion de remémorer ces événements tragiques. Des manifestations à travers le monde ont eu lieu : des messes en mémoire des victimes, des débats ainsi que des colloques académiques. Le résultat de cette commémoration est ambivalent. L'État turc maintient sa position officielle : le déplacement et le massacre des Arméniens sont le fruit d'une réaction naturelle des autorités ottomanes face au défi posé par des milices arméniennes soutenues par la Russie. Il n'y a donc pas de génocide organisé contre le peuple arménien. La diaspora arménienne, quant à elle, réclame toujours la reconnaissance de la part des autorités turques.

1. Voir la question 10, « Les Kurdes ont-ils participé au génocide arménien ? », p. 44.

Rien ne semble avoir changé de ce côté-là. Pourtant, Turquie même, des évolutions en marche semblent offrir de nouvelles perspectives. En effet, diverses universités turques ont organisé des colloques ou des séminaires de manière non officielle au cours desquels la question arménienne a été librement débattue.

Dans les régions à majorité kurde de la Turquie, un processus entamé depuis une dizaine d'années permet d'aborder ouvertement la question du génocide arménien que ce soit par des autorités locales ou dans les universités de Diyarbakir, par exemple. Des évolutions auxquelles il faut ajouter bien sûr des dynamiques plus anciennes comme l'affranchissement des « crypto-arméniens », un peu partout en Turquie, mais particulièrement au Kurdistan.

Paradoxalement, le discours officiel turc de l'État et de la presse, qui vise dans les années 1980 à présenter Kurdes et Arméniens comme étant la « même chose » – des terroristes – contribue aussi à un rapprochement symbolique entre les deux peuples victimes du même « bourreau ». En outre, depuis les années 2000, les partis pro-kurdes sont parvenus à assurer leur hégémonie dans des villes importantes telles Diyarbakir. Une de leurs batailles importantes a été de récupérer l'héritage culturel local. Cette entreprise se reflète dans la mise en valeur des murailles de la ville, du patrimoine architectural des églises chrétiennes : assyriennes et arméniennes, mais aussi dans la pratique des langues locales. La restauration de l'église Sourp Guiragos à Diyarbakir est peut-être l'exemple le plus visible de la récupération du patrimoine arménien dans les régions aujourd'hui à majorité kurde.

LA QUESTION KURDE EN TURQUIE

Dernier chapitre de ce rapprochement, le 24 avril 2015, les autorités locales en accord avec des représentants arméniens organisent un acte de commémoration, le terme de « génocide » est alors employé.

La dynamique arméno-kurde en Turquie est en somme encourageante. Toutefois, et même si certains dirigeants du parti pro-kurde sont sincères, il ne faut pas négliger le caractère stratégique de cette politique de rapprochement vis-à-vis des Arméniens. On peut penser que derrière la mise en valeur de la pluralité ethno-religieuse du sud-est de la Turquie, il y a une volonté de s'attirer les sympathies de l'Union européenne, sensible au sort des populations chrétiennes au Moyen-Orient. En outre, on peut voir dans la politique de promotion de toutes les langues locales (le syriaque, l'arménien, le zaza), à côté du kurmandji, une manière de lever la pression politique et judiciaire sur la langue kurde. En d'autres termes, en récupérant l'héritage culturel et religieux d'autres minorités, les Kurdes font avancer aussi leur cause.

Que veut le PKK ?

En 1977, un groupe d'étudiants kurdes et turcs de l'université d'Ankara réunis autour d'Abdullah Öcalan décident de créer formellement un mouvement marxiste-léniniste, partisan de la lutte armée comme mode d'action pour parvenir à la libération d'un Kurdistan unifié : le Parti des travailleurs du Kurdistan. Après quelques conflits avec d'autres organisations kurdes de Turquie et le départ de ses cadres en Syrie, le 15 août 1984, le PKK lance sa première action armée contre l'État turc en attaquant des postes de gendarmerie au Kurdistan turc.

L'idéologie et les objectifs politiques de ce mouvement ont évolué à la fois pour des raisons internes et externes. Après une décennie de violence inouïe au Kurdistan turc, le PKK déclare en 1993 une trêve unilatérale, avec une volonté claire d'entreprendre des négociations avec le gouvernement turc. La voie autonomiste est désormais ouverte.

Par ailleurs, la fin de l'Union soviétique et la chute du mur de Berlin ont des conséquences sur le programme

et les symboles du parti : la faucille et le marteau disparaissent du drapeau du, tandis que les références à un socialisme humain se multiplient. En outre, après avoir déclaré la « guerre » aux secteurs traditionnels de la société kurde (chefs tribaux, grands propriétaires), dans les années 1990, le PKK se doit de trouver un *modus vivendi* avec eux afin d'assurer son hégémonie dans les régions rurales.

L'arrestation d'Abdullah Öcalan en 1999 provoque des changements idéologiques et organisationnels. Pendant ses premières années d'incarcération, le dirigeant du PKK lit des ouvrages portant sur des thématiques et des approches diverses ; de l'histoire-monde au féminisme, en passant par l'écologie, le marxisme et l'anarchisme. Le résultat de ces lectures éclectiques donne lieu à une série d'écrits tout aussi disparates qui ne constituent pas un corpus théorique cohérent : la solution au problème kurde, l'histoire des civilisations de la Mésopotamie, le rôle de la femme dans l'histoire des civilisations, etc.

S'il s'inspire de nombreux auteurs et philosophes politiques classiques (Marx, Hegel, Gramsci, etc.), il semble que les textes de l'auteur nord-américain Murray Bookchin, autour du « communalisme libertaire », ont eu un impact déterminant sur le nouveau tournant idéologique du PKK au milieu des années 2000. S'inspirant de cette pensée libertaire, Öcalan propose « l'autonomie démocratique » comme la solution au problème kurde. Cette approche représente la capacité de la société à s'auto-organiser et à s'autogérer à travers la participation

des individus au niveau des quartiers, des conseils et des Parlements locaux.

Le leader kurde, cependant, utilise le concept du « confédéralisme démocratique », c'est-à-dire la coordination et la mise en œuvre de la volonté des communautés de base à travers des structures non étatiques. Les Kurdes, comme les autres peuples du Moyen-Orient, pourraient s'auto-organiser et être véritablement autonomes sans créer un État kurde. Cette approche du PKK se démarque de celle défendue par les autres mouvements kurdes, que Öcalan considère conservatrice, car elles donnent une place trop importante aux institutions « bourgeoises » des États et ne réservent pas de place particulière aux femmes.

D'un point de vue stratégique, le « confédéralisme démocratique » permet au PKK et à ses organisations satellites de proposer un objectif politique qui ne menace pas les frontières internationales des États de la région (et donc plus acceptable par les puissances régionales et mondiales), et d'aspirer à étendre son influence au-delà de sa sphère traditionnelle d'influence – le Kurdistan turc – grâce à la flexibilité des structures créées.

Cette flexibilité fait du parti un acteur transnational capable désormais de jouer un rôle politique et militaire certain dans des contextes géographiques divers – Rojava, Shingal, Halabja, Makhmur – à l'image du Hezbollah libanais.

L'évolution du PKK n'est pas pour autant autonome des facteurs extérieurs. La dérive autoritaire du gouver-

LA QUESTION KURDE EN TURQUIE

nement de l'AKP en Turquie et la guerre civile en Syrie influent la concrétisation de ce projet politique en construction. Sommes-nous dès lors devant la dernière inflexion idéologique et programmatique du PKK ? Rien n'est moins sûr.

LA QUESTION KURDE EN IRAK

Qui est cheikh Mahmoud Barzinî, le « roi du Kurdistan » ?

Les Britanniques occupent la Mésopotamie dès 1914. Après des difficultés rencontrées dans le sud du pays, l'armée britannique occupe le *vilayet* de Mossoul (habité majoritairement par les Kurdes) en 1918, censé être riche en pétrole. Les officiers britanniques organisent une rencontre avec les notables du district de Sulaimaniya afin de décider de l'orientation à donner à la politique kurde. En accord avec le principe wilsonien d'autodétermination des peuples et en attendant une décision des puissances occidentales sur le futur du Kurdistan, il est décidé d'établir un gouvernement provisoire kurde avec, à sa tête, cheikh Mahmoud Barzinji (1878-1956), considéré comme la personnalité kurde la plus influente du nord irakien grâce à sa position de grand propriétaire foncier et de chef de la confrérie soufie qadiri.

Cheikh Mahmoud est désigné *hukumdar*. Ce terme polysémique correspondant tantôt à la fonction de gouverneur, tantôt à un titre proche « d'émir », provoque sans doute des malentendus entre lui et les Britanniques.

Le cheikh est à la tête d'un vaste territoire situé entre deux fleuves, le Grand Zab et le Diyala. Pour chacune de ces subdivisions, des *Political Officers* britanniques sont attachés aux administrateurs kurdes.

Après avoir été successivement encouragé puis découragé par des agents coloniaux britanniques, cheikh Mahmoud se révolte contre les Britanniques en 1919 et en 1922, puis s'autoproclame gouverneur général du Kurdistan. Les forces aériennes à l'appui, les troupes britanniques réduisent à néant les armées kurdes trois mois plus tard. Après une courte période d'exil en Inde, cheikh Mahmoud est de nouveau nommé gouverneur du « Kurdistan », territoire limité à la région de Sulaimaniya et de ses environs. Le revirement de la politique mandataire en Irak s'explique aisément. Les Britanniques doivent faire face à de multiples attaques de milices turques, avec l'aide de certaines tribus kurdes de la région, alors que la Grande-Bretagne et la Turquie se disputent sur le tracé définitif de la frontière turco-irakienne. Le cheikh apparaît comme le seul rempart solide face aux ambitions turques sur le *vilayet* de Mossoul.

Mais cheikh Mahmoud a aussi ses propres ambitions. En novembre 1922, profitant du soutien britannique, il se proclame « roi du Kurdistan ». Il favorise la publication d'un journal *Rojî kurd* (« *Le Soleil kurde* ») avec des intellectuels et poètes locaux et encourage la mise en scène de symboles « nationaux » : le drapeau kurde est présent dans les édifices officiels, des timbres « kurdes » sont imprimés et des parades « patriotiques » sont organisées dans la ville.

LA QUESTION KURDE EN IRAK

L'administration britannique, avec la complicité du gouvernement irakien, déclare le 22 décembre 1922 que : « Le gouvernement irakien reconnaît les droits nationaux des Kurdes de coexister dans le cadre de l'État irakien et de former un gouvernement kurde autonome au Kurdistan. »

Cependant, le haut-commissaire britannique en Irak fait bombarder la ville de Suleimaniya. Les quartiers généraux du cheikh Mahmoud ainsi que les quartiers adjacents sont détruits et la plupart des habitants quittent la ville pendant des mois.

Dès 1924, la région est intégrée au giron irakien. Le cheikh Mahmoud tente une ultime révolte en 1931. Celle-ci est réprimée sans trop de difficultés. Sans soutien populaire et face à une autorité irakienne de plus en plus affirmée, il se retire dans la campagne environnante où il devient une figure vénérable, mais ne joue pas de vrai rôle politique pour autant.

Y a-t-il eu un « Lawrence d'Arabie » pro-kurde ?

Automne 1915, Thomas Edward Lawrence, un officier de liaison britannique, arrive au Caire pour organiser la révolte arabe contre le pouvoir ottoman en Arabie. Plus connu comme « Lawrence d'Arabie », l'officier britannique construit la légende la grande révolte arabe et la sienne dans le récit épique *Les Sept Piliers de la sagesse*, publié en 1922. S'il n'y a pas d'équivalent au Kurdistan, des officiers britanniques et français travaillent aux côtés de personnalités kurdes (tribus et notables) afin de mobiliser les tribus kurdes contre le pouvoir kémaliste au cours des années 1920. Faute de succès militaires cependant, leurs aventures sont restées pour la plupart secrètes.

Parmi ces officiers, le major britannique Edward M. Noël occupe une place particulière. Il écrit un long rapport sur ses activités et ses observations au Kurdistan entre 1918 et 1919 dans *Journal du major E.M. Noël en mission spéciale au Kurdistan* (1919). Puis, il devient le plus ardent défenseur de l'indépendance des Kurdes parmi tous les officiers anglais et français de l'entre-deux-

guerres. Finalement, c'est le seul officier de liaison à avoir entrepris des missions à haut risque aux côtés de ses « amis » kurdes.

En 1918, après avoir servi sur le front persan durant la Première Guerre mondiale, Noël arrive à Sulaimaniya, au nord de l'Irak actuel, pour négocier avec les tribus et les notables kurdes leur loyauté aux troupes britanniques qui occupent le *vilayet* de Mossoul. Il finit par désigner cheikh Mahmoud Barzinji comme gouverneur du « Kurdistan du Sud », vaste territoire situé entre deux fleuves. Or, les officiers et les décideurs anglais ne partagent pas forcément les mêmes visions sur la mission de la Grande-Bretagne dans le nord de l'Irak. Certains responsables défendent la mise en place d'une administration indirecte, tandis que d'autres sont partisans du « modèle indien », c'est-à-dire la création d'une entité autochtone kurde placée sous contrôle direct des officiers britanniques.

Les positions se maintiennent irréconciliables et Noël reçoit une nouvelle mission. En juin 1919, il est envoyé au Kurdistan turc afin de mobiliser les Kurdes contre les rebelles turcs, dirigés par Mustafa Kemal qui se trouve à l'est de la Turquie avec l'objectif de gagner le soutien des tribus kurdes contre la présence de troupes alliées en Cilicie et le projet de création d'un État arménien. Le 3 septembre 1919, le major Noël arrive à Malatya en compagnie de trois nationalistes kurdes notoires.

Noël et ses compagnons kurdes doivent se rendre à l'évidence. Malatya et ses environs sont habités majoritairement par des Kurdes alévis (chiites duodécimains), alors que la plupart des Kurdes sont des musulmans sunnites. Les premiers ne veulent pas se confronter aux

seconds, parmi lesquels bon nombre de tribus se sont ralliées à Mustafa Kemal. De plus, les Britanniques envoient un message au major Noël en lui demandant de cesser d'organiser une révolte armée.

Désormais, la Grande-Bretagne préfère régler la question kurde par la voie diplomatique et éviter toute confrontation directe avec le nouveau pouvoir en Turquie. Après cet échec, le major Noël se retire du Kurdistan, mais il nous laisse dans son *Journal* la preuve de son amitié et de son admiration sans bornes pour le peuple kurde.

Pourquoi les Kurdes d'Irak ont-ils pu apprendre le kurde à l'école ?

Alors que l'Iran, la Syrie et la Turquie n'ont jamais accepté l'existence d'un groupe « national » kurde au sein de leurs frontières respectives, l'Irak l'a fait et a permis l'enseignement de la langue kurde, à différents niveaux, dans ses écoles publiques. Les conséquences de cette « exceptionnalité irakienne » sont aujourd'hui visibles : le kurde est la langue véhiculaire au Kurdistan irakien et le dialecte sorani est pleinement standardisé, ce qui explique son usage aussi bien dans les écoles que dans les médias écrits et la littérature.

L'« exceptionnalité irakienne » est due toutefois à la formation de l'État irakien sous mandat britannique et au rôle de la Société des Nations (SDN), créée en 1920. En Irak, la Grande-Bretagne vise à contrôler le Golfe persique et la route des Indes, puis après leur découverte, les gisements pétroliers. Toutefois, les formes anciennes de colonialisme ne sont plus légitimes auprès de l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres. Ainsi, les Britanniques doivent justifier leur présence au Moyen-

Orient en avançant de nouveaux arguments. La protection des « minorités » offre en ce sens un atout pour se placer du côté de la « civilisation » et du « droit international ».

Les Britanniques déclarent le 22 décembre 1922 que : « Le gouvernement irakien reconnaît les droits nationaux des Kurdes de coexister dans le cadre de l'État irakien et de former un gouvernement autonome au Kurdistan. » Suite à cette déclaration officielle, des manuels scolaires en langue kurde commencent à être imprimés et utilisés dans la région de Sulaimaniya.

Lorsque la SDN décide d'octroyer définitivement le vilayet de Mossoul aux Britanniques le 16 décembre 1925, l'organisation internationale prévoit des dispositions spécifiques pour la protection des droits linguistiques des Kurdes. En particulier, il est stipulé que « des fonctionnaires de race kurde soient désignés pour l'administration de leur pays, pour l'exercice de la justice et pour l'instruction dans les écoles, et que la langue kurde soit la langue officielle de tous ces services ». À partir de ce moment, la « singularité » kurde est inscrite dans la culture politique irakienne. En dépit d'épisodes de violence extrême des régimes irakiens contre les rebelles kurdes au cours de la seconde moitié du xx^e siècle, l'existence des Kurdes comme un groupe à part est acquise par tous les gouvernements irakiens, à des degrés variables, et les partis de l'opposition irakienne dont le Parti communiste.

Pourtant, le développement de la langue kurde au nord de l'Irak ne va pas de soi. Les différents gouvernements irakiens ont tenté de limiter l'usage de la langue à l'enseignement primaire et aux seules administrations

LA QUESTION KURDE EN IRAK

locales. Malgré ces restrictions, les intellectuels kurdes ont pu travailler sur la consolidation de l'alphabet arabe en langue kurde, publier des revues culturelles et des manuels scolaires, bien que de manière intermittente, à cause des aléas politiques du pays : coups d'État, dictatures et conflits armés.

Ce n'est qu'à partir de 1992, avec la création d'une région kurde autonome, que la langue kurde est enseignée à tous les niveaux dans les écoles du Kurdistan et qu'elle est en passe d'être la langue d'enseignement, y compris dans les universités de la région.

Qui est le légendaire mollah Mustafa Barzanî ?

Mustafa Barzanî, comme son titre de mollah le suggère et à l'instar de ses ancêtres, revendique à la fois une autorité politique sur l'ensemble du peuple kurde et un charisme religieux sur ses affidés pendant une grande partie du XX^e siècle. Les *şuyûh* de la famille se sont installés au XIX^e siècle à Barzan dans une région située sur le cours septentrional du Grand Zab au Kurdistan irakien. Les populations locales tribales et non tribales, dont on dit qu'elles furent à l'origine juives et chrétiennes, se rallièrent à la prédication de la famille qui propageait les préceptes de la confrérie naqshbandî. À l'instar d'un grand nombre de *şuyûh* soufis kurdes, les Barzanî furent soupçonnés de diffuser une doctrine hérétique. Les règles que les Barzanî édictent localement, teintées d'un relatif égalitarisme, ont pour conséquence de constituer Barzan et sa région en une sorte de sanctuaire social, religieux et politique.

Les Barzanî sont à la fois une famille de religieux extrêmement solidaire et fermée conçue comme une quasi-

aristocratie et une confédération large de tribus locales partageant une même cause. Au début du xx^e siècle, ce conglomérat devient puissant du fait de l'affaiblissement des principautés kurdes anciennes, de l'essor du commerce du tabac et de la montée en puissance du nationalisme kurde. Mustafa Barzanî naît dans ce milieu et accompagne ses pairs dans leurs premières révoltes contre les Ottomans, puis l'État central irakien sous protectorat britannique et gouverné officiellement par les souverains arabes hashémites.

Soulevés à plusieurs reprises au début du xx^e siècle puis fortement réprimés, ralliés un temps à cheykh Mahmoud Barzini de Souleimaniyyeh, les Barzanî mènent leur révolte majeure en 1931. Sous l'égide de cheykh Ahmad, l'homme à la tête de la hiérarchie de la famille, et de son cadet Mustafa, les Barzanî tentent de s'opposer aux tentatives de l'État central irakien de réduire l'autonomie des chefs locaux garantie auparavant par les politiques ambiguës des Britanniques. L'aventure se solde par un échec. Maintenus sous étroit contrôle par les Irakiens, les forces barzanistes finissent par traverser la frontière iranienne et s'installer dans la région d'Ourmya à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Depuis cette région, ils apportent leur soutien militaire à l'éphémère République kurde de Mahabad¹. Cette dernière voit se rassembler beaucoup de partisans du nationalisme kurde naissant sous la direction de Qazî Muhammad, un notable lettré de la ville.

1. Voir la question 61, « Qu'est-ce que la République kurde de Mahabad (1946) ? », p. 221.

En dépit de sa courte durée, l'expérience de Mahabad contribue à politiser efficacement les partisans de Barzanî, avec la création du PDK à l'image du parti du même nom fondé par les Kurdes d'Iran et qui fédère par la suite tout un pan de la société kurde d'Irak au-delà des simples partisans de la famille Barzanî, notamment les intellectuels citadins. À la chute de la République en 1947, les forces barzanistes à la tête desquels Mullah Mustafa s'impose comme l'homme fort, doivent fuir vers l'Union soviétique où elles restent jusqu'à l'avènement du régime pro-soviétique d'Abdal-Karim Qassem en 1958. Qassem rompt avec la rhétorique unanimiste des royalistes et pro-meut l'idée d'une région kurde autonome. Aussi bien Mustafa Barzanî rentré au pays que les membres du PDK influencé par la gauche, le soutiennent dans les premiers temps. À partir de 1959, sous la pression des nationalistes arabes, Qassem revient sur ses positions conciliantes et met en place des politiques vexatoires envers les Kurdes. À partir de septembre 1961 les partisans du mollah Mustafa Barzanî se soulèvent contre l'État central.

En 1963, Barzanî n'oppose aucune résistance au coup d'État nationaliste arabe qui renverse le président irakien. Puis, les hostilités entrecoupées de trêves se poursuivent jusqu'en 1970, sur fond de rivalité entre baathistes et nasseriens à Bagdad. Bien que l'avènement d'un nationalisme arabe triomphant mette Mustafa Barzanî en position de leader incontesté des Kurdes d'Irak et même au-delà, la guerre des années 1960 révèle une rupture dans le camp kurde entre les partisans du chef charismatique et la gauche intellectuelle réticente à s'allier avec des forces occidentales et défendant une conception laïque et anti-

aristocratique de la société kurde. Ils vont jusqu'à prendre les armes du côté irakien pour s'opposer à Barzanî vers 1966. C'est pourtant lui qui parvient, à la faveur de la prise de pouvoir total des baathistes en 1968, à imposer des négociations traitant du statut d'autonomie des régions kurdes.

Une loi est promulguée à ce sujet en 1974 par l'État central, mais Mustafa Barzanî intransigeant la rejette en raison du fait qu'elle n'inclue pas le statut de Kirkouk. Subissant de plein fouet le retrait du soutien iranien après les accords d'Alger entre le shah et Saddam Hussein, ainsi qu'une série de défections au sein du PDK, Les forces barzanistes s'écroulent. Mullah Mustafa et ses partisans trouvent refuge en Iran. Quant à Ibrahim Ahmad et Jalal Talabanî, ils se tournent vers la Syrie où en compagnie d'autres membres du PDK, ils forment un autre parti, l'UPK.

Alors que le PDK traverse une longue période de reconfiguration, l'épisode des accords d'Alger marque la fin de la carrière de mollah Mustafa Barzanî. Atteint d'un cancer du poumon, il disparaît en 1979 dans un hôpital de Washington D.C. Ironie du sort, il s'éteint à quelques encablures des quartiers généraux de la CIA, l'institution de renseignement américaine qui avait reconnu dans un rapport confidentiel n'avoir jamais misé sur la réussite du soulèvement barzaniste, mais s'en être servi afin d'affaiblir l'Irak. Quels que soient les choix tactiques hasardeux qu'on peut lui imputer, mollah Mustafa Barzanî garde à jusqu'à aujourd'hui une aura particulière. Évidemment au sein de la région autonome du Kurdistan irakien où le parti qu'il a co-fondé domine, appelé « l'Éternel » (*namir*),

LA QUESTION KURDE EN IRAK

il est considéré comme le père de la nation. Son portrait figure dans les administrations. On commémore le soulèvement de 1961 et sa mort. Son action politique et militaire est retracée dans les livres scolaires. Les mouvements rivaux continuent néanmoins également à saluer sa constance et son apport à la cause nationale.

Qui sont les peshmergas ?

Bien que faisant référence à quelque chose de précis à l'origine, les peshmergas renvoient dans la durée à des réalités multiformes. Le terme de « peshmerga » dont on dit qu'il fut créé par le poète kurde Hajar vers 1945, désigne les combattants engagés volontaires soutenant la création de la République de Mahabad. En bon propagandiste du nationalisme kurde – il a également créé un hymne national, *Hey Raqîb ! (Ô ennemi !)* et un drapeau pour son peuple – Hajar donne grâce à ce nom une coloration héroïque à la lutte des soldats kurdes. En effet, « peshmerga » signifie « ceux qui vont au-devant (*pesh*) de la mort (*merga*) ».

Ils étaient environ 10 000 à Mahabad, en Iran, venant pour la plupart de l'autre côté de la frontière pour suivre leurs chefs issus de la famille Barzanî. Depuis, la très grande majorité des combattants appartenant à des mouvements nationaux kurdes d'Iran et d'Irak sont affublés de ce nom. Les combattants du PKK, créé en Turquie au début des années 1980, étaient des sortes de guérilleros,

référence renvoyant à la culture des gauches révolutionnaires sud-américaines.

En dehors de la République de Mahabad, les peshmergas s'illustrèrent au cours la révolution de septembre 1961 (*Shoreshî eylûl*) qui vit pendant presque dix ans l'affrontement asymétrique entre les forces du PDK sous la houlette du mollah Mustafa Barzanî et l'État central irakien influencé ou dirigé par les nationalistes arabes. Après des interruptions, les peshmergas reprirent du service dans les années 1980 contre le régime de Saddam Hussein. Dans la geste nationale kurde, on trouve le pendant symbolique négatif des peshmergas en la personne des *djahshs* (les ânon), à savoir les forces militaires kurdes qui se sont alliées pour des raisons idéologiques ou d'intérêt avec l'État central irakien. Ces derniers sont considérés comme des traîtres.

Bien que très efficace pour disqualifier et glorifier des acteurs politiques dans la phase suivant leur engagement militaire, cette dichotomie est assez peu tangible. En effet, les forces militaires tribales qui s'engagèrent dans les bataillons des « Cavaliers de Saladin » pro-baathistes de même que les forces de gauche qui firent défection du PDK sous la direction d'Ibrahim Ahmed pour s'allier un temps à l'État central contre Barzanî, n'avaient aucune accointance avec le régime qui ne les contrôlait pas et gardaient souvent un contact ténu avec leurs frères ennemis. Par ailleurs, les forces barzanistes bien souvent parées des atours du martyr et de l'héroïsme n'ont jamais rechargé à négocier avec l'État central irakien ou à lui demander de prêter main-forte pour écarter des rivaux.

En 1998, après l'établissement pérenne d'une région autonome du Kurdistan irakien et la fin des hostilités entre les différents partis et avec l'État central, le rôle des peshmergas change. Bien que souvent liés aux deux formations principales du Kurdistan, ils cessent en apparence de représenter des forces miliciennes pour prendre les attributs d'une armée à part entière, surtout du point de vue de l'armement et des techniques de combat. Alors que les premiers d'entre eux combattent au poignard et au Brno, le légendaire fusil venu de Tchécoslovaquie, blindés et armements lourds font leur apparition. Un ministère dédié est créé, tandis que les anciens combattants, les orphelins et les veuves de guerres, même ceux de l'UPK, sont pensionnés.

Le fonctionnement de ces forces ressemble cependant de très loin à celui d'une armée conventionnelle, la coordination et la formation laissant à désirer. En parallèle, le déficit d'engagement de nouvelles recrues et le vieillissement des anciennes sont criants après plusieurs années de développement économique consumériste. Selon des estimations, sur un total de 200 000 peshmergas, seul environ 1 % est réellement opérationnel. En dépit du courage des quinquagénaires réservistes remobilisés et de quelques forces spéciales, la confrontation avec l'État islamique en 2014 et avec l'État central en 2017 laisse un bilan mitigé sur l'efficacité de ces troupes. Subissant de plein fouet la crise économique et budgétaire des années 2014-2018, les peshmergas lambda, héros d'hier, sont en passe de devenir des déclassés, devant parfois cumuler différents métiers pour survivre (taxi et même éboueurs).

Le mouvement kurde en Irak est-il divisé ?

Depuis sa création, le mouvement national kurde en Irak connaît des tendances divergentes voire des dissensions. Tout d'abord influencé et renforcé par l'impulsion donnée par la mouvance barzaniste, il s'est diversifié dans son offre en se cristallisant sur d'autres figures tutélaires et en élargissant le spectre des propositions idéologiques. En dépit de son association avec l'Union soviétique dans les années 1940-1950 et d'un programme officiellement socialisant, le cœur du PDK des premiers temps est clairement social-conservateur. Ce n'est qu'à partir des années 1960 que les partisans nationalistes kurdes de gauche se rallient à Ibrahim Ahmad et à son gendre, Jalal Talabanî, deux intellectuels marxistes dissidents originaires de la région de Souleymaniyyeh à l'est du Kurdistan irakien. Les défecteurs auront du mal à trouver une place dans les premières années.

Sur la durée, cette scission a pour conséquence la constitution de deux pôles politiques, militaires, géographiques et même électoraux, la famille Barzanî éten-

dant son influence sur l'ouest du Kurdistan irakien (Erbil, Akre, Duhok) et les partisans de Jalal Talabani, dit « Mam Jalal », sur l'est et le sud de la région (Koya, Suleymanniyyeh, Kirkouk). Bien que très critiques vis-à-vis de l'inscription à la fois « tribale » (Barzani) et confrérique (Naqshbendiyya) du mouvement barzaniste, les Talabani font également appel à ce même ressort politique pour mobiliser leurs affidés. Après leur défection, les membres de la gauche du PDK, mirent près de quinze ans à recréer un nouveau parti nationaliste kurde, l'UPK.

Cette dichotomie est à l'origine d'une compétition permanente pour le pouvoir et de nombreux conflits : une confrontation militaire dans les années 1960 et une guerre civile d'un peu moins de dix ans dans les années 1990, alors que la région était en situation d'autonomie *de facto*. Le conflit ouvert a trouvé sa résolution dans une forme de partage du pouvoir et du territoire, chacune des deux parties exerçant une souveraineté sur sa zone et se voyant attribuer des portefeuilles ministériels à égalité. Il faudrait ajouter à ces dissensions la montée en puissance des partis islamistes depuis les années 1990 qui s'allièrent et s'opposèrent à ce duopole de diverses manières. Alors que le PDK de Barzani, bien qu'affaibli depuis 2017, maintient sa position à Erbil, on assiste à un délitement total de l'UPK. Depuis 2009, date de la création de Gorran, il a subi face à celui-ci des défaites électorales aussi bien aux élections du Parlement irakien que de celui de la région autonome. Depuis son émergence, une multitude d'autres formations politiques et mouvances viennent contester la direction du parti. Par ailleurs, l'UPK, qui est aussi un mouvement militaire,

LA QUESTION KURDE EN IRAK

voit son appareil sécuritaire fragmenté et disputé entre différentes factions dont d'éminents généraux (Kosrat Rasul ou cheikh Jaafar) parfois séduits par les appels des barzanistes et les membres de la famille Talabani irréductiblement attachés à l'héritage de Mam Jalal et à leurs privilèges.

Qu'est-ce la campagne Anfal ?

Alors que l'Iran, la Syrie et la Turquie n'ont jamais accepté l'existence d'un groupe « national » kurde au sein de leurs frontières respectives, ces trois États n'ont toutefois pas entrepris de campagne d'extermination massive comparable à celle de l'opération Anfal à l'encontre des Kurdes d'Irak dans les années 1980 et responsable de plus de 100 000 victimes, la plupart des civils.

En effet, l'arrivée à la présidence de Saddam Hussein en 1979, allant de pair avec de grandes purges au sein de l'ancienne élite du parti Baath, est le point de démarrage d'une longue décennie ponctuée de chapitres belliqueux – la guerre Iran-Irak (1980-1989), l'invasion du Koweït (1990) et la seconde guerre du Golfe (1991) – et d'une violence inouïe envers les « ennemis intérieurs » : le mouvement kurde au nord et les milices chiites au sud du pays.

Or, la classification des populations irakiennes entre « amis » et « ennemis » et leur recensement, grâce à l'intervention des divers corps de renseignement, trouveront un usage macabre à une plus grande échelle. Alors que

les partis kurdes scellent une nouvelle alliance avec le régime iranien contre Bagdad, symbolisée par la conférence de solidarité de l'opposition irakienne tenue à Téhéran en 1986 et la formation du front du Kurdistan (1987), Saddam Hussein envisage d'y donner une réponse définitive.

Le décret n° 160 du 29 mars 1987 donne à Hassan Ali al Majid, cousin de Saddam Hussein, les pleins pouvoirs pour mettre en œuvre la « solution finale » au problème kurde, que ni la politique d'arabisation intensive, ni les déplacements de populations, ni les exécutions, ni une guerre qui dure par intermittence depuis 1961 n'ont pu résoudre.

Le décret divise le Kurdistan irakien en des zones « sûres » et « interdites », ces dernières subdivisées en six régions. Si les attaques chimiques contre les civils kurdes débutent déjà en 1987, c'est entre février et septembre 1988 que l'armée irakienne aidée de supplétifs kurdes lance les plus grandes opérations militaires et de rasage des villages des « zones interdites » comptant plus de 1 000 villages kurdes où toute vie humaine ou animale devait être éliminée.

Mais c'est probablement l'attaque sur la ville de Halabja (60 000 habitants) le 16 mars 1988 qui est l'épisode de destruction massive le plus connu sur le plan international au cours duquel plus de 5 000 civils périrent sous l'effet des armes chimiques.

Au total, en l'espace d'une année, ce sont entre 50 000 et 100 000 personnes – pour la plupart des civils – qui trouvent la mort sous l'effet de bombes chimiques ou d'exécutions en masse, tandis que plus de 4 000 villages

LA QUESTION KURDE EN IRAK

sont détruits. En outre, vers la fin des années 1980, les campagnes du Kurdistan se retrouvent truffées d'environ 15 millions de mines anti-personnelles afin de les rendre impropres à l'agriculture et à l'élevage, tandis que 1,5 million de paysans kurdes sont internés dans des camps d'internement.

En 1988, les combattants kurdes, conscients de leur incapacité à protéger la population et sans l'appui logistique d'une campagne désormais « morte », décident d'arrêter leurs opérations et de proposer de nouvelles négociations avec le régime de Saddam Hussein.

Pourquoi les Kurdes sont-ils autonomes en Irak depuis 1992 ?

La décision de Saddam Hussein d'envahir le Koweït en août 1990 a eu un impact durable à la fois sur les Kurdes d'Irak et sur l'ensemble de l'espace kurde. Une coalition internationale dirigée par les États-Unis, avec l'aval de l'ONU, s'attaque aux troupes irakiennes déployées dans le petit émirat koweïtien entre le 17 janvier et le 28 février 1991 leur infligeant une défaite militaire sans appel. Encouragés par les propos ambigus du président américain George Bush sur le rôle des Irakiens dans le renversement de Saddam Hussein, des milliers de Kurdes dans le nord et de chiïtes dans le sud se soulèvent croyant pouvoir compter sur le soutien militaire des États-Unis. Toutes les villes du Kurdistan tombent entre les mains du PDK et de l'UPK en février 1991.

Mais dès mars, les unités de la Garde républicaine, restées loyales au régime, commencent à regagner de leur terrain perdu et les souvenirs de la campagne Anfal poussent près de 2 millions de Kurdes à un exode sans précédent vers les frontières iraniennes et turques. Les

deux dirigeants kurdes, Massoud Barzanî du PDK et Jalal Talabanî de l'UPK, n'ont d'autre issue que de se rendre à Bagdad pour négocier un hypothétique arrangement. Toutefois, devant le drame humain des réfugiés kurdes, les puissances occidentales, s'appuyant sur la résolution 699 du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'ingérence humanitaire, décident de créer une « zone de protection » (*safe haven*) afin de leur permettre de regagner leurs foyers. Dès ce moment, la protection internationale se fait effective sur un territoire d'environ 40 000 km² peuplé par 3,5 millions de Kurdes. Le reste des provinces à majorité kurde (Kirkouk, Sindjar, Khaniqin) reste cependant sous le contrôle de Saddam Hussein qui y poursuit sa politique d'arabisation forcée.

L'objectif initial des Occidentaux est de soulager leur allié turc confronté à l'afflux déstabilisateur d'un nombre trop important de réfugiés kurdes vers les provinces du Kurdistan turc. Or, cette résolution ouvre le chemin à l'établissement d'une région kurde *de facto* indépendante de Bagdad. En effet, le gouvernement irakien retire son administration civile des trois gouvernorats – Dohuk, Erbil et Sulaymaniya – soit de la zone protégée et cesse le paiement des salaires et des pensions des fonctionnaires ayant décidé d'y rester. Par conséquent, les Kurdes se trouvent devant le défi de gérer une région dévastée, sans ressources économiques, où le chômage touche près de 80 % de la population active. De plus, si la communauté internationale a imposé un embargo économique sur le régime de Saddam Hussein, Bagdad en fait de même sur la région kurde autonome.

LA QUESTION KURDE EN IRAK

Dans ce contexte d'asphyxie économique et politique, les membres du Front uni du Kurdistan assurent le pouvoir local et préparent des élections pour la mise en place d'un Parlement régional. Celles-ci ont lieu le 18 mai 1992 : le PDK et l'UPK obtiennent respectivement 51 et 49 sièges, tandis que la minorité chrétienne place cinq députés. Le reste des formations politiques kurdes (communistes, islamistes, socialistes, etc.) sont associées au gouvernement d'union nationale formé en juillet 1992, lequel adopte unilatéralement, en octobre de la même année, une « déclaration d'union fédérale » avec l'Irak. En dépit des difficultés que le gouvernement autonome kurde traverse au cours des années 1990, celui-ci réussit à s'imposer comme une référence incontournable dans l'ensemble de l'espace kurde et à assurer sa survie jusqu'à aujourd'hui.

Comment l'autonomie kurde a-t-elle pu survivre ?

Bien que les États-Unis et ses alliés occidentaux se gardent d'encourager l'indépendance du Kurdistan au cours des années 1990, ils créent les conditions nécessaires pour que la consolidation de l'autonomie kurde soit une réalité. Pourtant, le chemin n'a pas été facile.

En effet, le gouvernement kurde formé en 1992 est victime d'un double ostracisme international. ~~En effet,~~ il n'est reconnu par aucune puissance occidentale, mais, plus important encore, il n'obtient aucun soutien financier international. Très vite, l'expérience démocratique kurde tourne à l'échec car les deux principales formations kurdes – le PDK et l'UPK – se sont mises d'accord sur le principe d'un partage politique dans les institutions kurdes, mais pas sur celui des ressources.

Le double embargo auquel le Kurdistan irakien est soumis dès 1992 – résultat des sanctions internationales imposées au régime irakien après avoir envahi le Koweït et de l'embargo intérieur imposé par Bagdad au Nord irakien – conduit les Kurdes à dépendre quasi exclusivement

des rentes obtenues grâce à la vente de pétrole acheminé vers la Turquie par voie terrestre. Ainsi, des milliers de camions transportent des barils de pétrole à travers le seul poste frontalier entre la Turquie et l'Irak, porte d'Ibrahim Khalil, contrôlée par le PDK. Or, l'UPK, formation qui contrôle la frontière irano-irakienne, dénonce sa marginalisation et l'absence d'un partage équitable des revenus obtenus par le PDK à Ibrahim Khalil.

Ce faisant, la région autonome kurde entre dans une phase de conflit sur le partage des ressources douanières dégénéralant, en mai 1994, en affrontements armés entre le PDK et l'UPK. Incapables d'atténuer leurs différences, alimentées par ailleurs par les pays voisins – en particulier l'Iran et la Turquie –, les deux partis mènent la région à une guerre civile qui dure jusqu'en 1997 et qui provoque près de 3 000 morts ainsi que des dizaines de milliers de déplacés internes. Le Kurdistan autonome est alors divisé en de véritables zones d'influence relevant de l'un ou l'autre parti. Ainsi, le PDK contrôle la partie septentrionale du Kurdistan irakien, avec pour « capitale » la ville d'Erbil. De son côté, l'UPK forme également un gouvernement de coalition, basé à Sulaymaniya, avec Jalal Talabani comme président.

La dérive guerrière des deux principaux partis kurdes arrive à son apogée en août 1996, lorsque le PDK demande au gouvernement de Bagdad d'intervenir à ses côtés afin de reprendre le contrôle de la ville d'Erbil, « occupée » par l'UPK depuis 1994. Alors que le Kurdistan irakien s'engouffre dans une guerre suicidaire, l'intervention des États-Unis permet aux deux blocs de parvenir à un accord global sur les questions financières et politiques.

LA QUESTION KURDE EN IRAK

Le « miracle kurde » (1997-2003) est en grande partie dû à l'injection dans l'économie kurde de 13 % du produit de la vente du pétrole irakien, dont une part substantielle provient du sous-sol kurde, dans le cadre de la résolution 986 de l'ONU de 1996, dite « pétrole contre nourriture ». L'argent affecté à la région kurde est utilisé par une dizaine d'agences de l'ONU pour nourrir la population et pour financer les projets de réhabilitation et de construction d'infrastructures et de villages afin d'y reloger les populations déplacées.

Sur le plan politique, l'administration américaine déploie d'importants efforts pour ramener le calme au Kurdistan et créer les bases d'une possible alternative politique et militaire au régime de Saddam Hussein. Le fruit des négociations avec les deux formations kurdes est la signature des « accords de Washington » en septembre 1998, entre le PDK et l'UPK, prévoyant la formation d'un gouvernement intérimaire kurde.

Depuis quand l'Irak est-il un État fédéral ?

La question du fédéralisme en Irak concerne essentiellement la place des Kurdes et des territoires qu'ils habitent au sein de cet État-nation. Dès les prémices de l'entité formée dans les années 1920 sous l'égide des Britanniques, l'un des défis politiques consiste surtout à faire entrer les Kurdes sous « l'autorité irakienne », comme l'indique Wallace Lyon, un des officiers en charge du contrôle de la province de Mossoul, dans ses Mémoires concernant les insurgés kurdes de Souleymaniyyeh. Les Anglais n'ont d'ailleurs montré aucune intention d'établir une autonomie kurde dans la zone, se sentant totalement désengagés des vagues promesses qu'ils avaient formulées en raison des fortes divisions entre les chefs kurdes. Ces derniers ont cependant très tôt à l'instar de cheykh Mahmoud Barzinji montré une volonté de distinguer le territoire sur lequel ils exercent une autorité officielle ou officieuse du reste de l'Irak arabe. C'est sans surprise que, dans le cadre de la monarchie irakienne des premiers temps,

cheykh Mahmoud, le Kurde, revendique la royauté sur le Kurdistan irakien. C'est un échec, mais son action fait avancer l'idée d'une séparation ou tout au moins d'une dissociation avec le reste de l'Irak.

Ce sont donc les Kurdes qui imposent au fil des ans à l'Irak central la question de l'autonomie et du fédéralisme. Lors des premières années du mandat du général Abdel Karim Qassem qui est bien disposé envers eux, la question de l'autonomie kurde ne se pose pourtant jamais. Seuls les droits culturels sont à l'ordre du jour. Ce sont les nationalistes arabes (nassériens puis baathistes) qui paradoxalement et peut-être seulement en apparence, acceptent de discuter d'un fédéralisme irakien et d'une autonomie pour le Kurdistan, donnant à mollah Mustafa Barzanî, figure tutélaire du nationalisme kurde, l'occasion qu'il attendait. Pendant la décennie 1970-1980, la thématique est sur le tapis et au grand jour. Cependant, en 1974, une décevante loi de décentralisation est unilatéralement promulguée par les baathistes. Ces négociations n'aboutissent pas et ce n'est que plus tard que les Kurdes aidés par le destin et les avions de la coalition, imposent la formation d'un Irak fédéral.

En 1991, la résolution 699 de l'ONU établit une zone de non-survol aérien en Irak au nord du 36^e parallèle empêchant ainsi l'intervention du gouvernement central irakien au Kurdistan et provoquant la création d'une région autonome. Après quinze ans d'autonomie de fait, la Constitution irakienne née de l'invasion américaine et du renversement de Saddam Hussein, entérine la création d'une région autonome du Kurdistan en inscrivant le

LA QUESTION KURDE EN IRAK

fédéralisme comme principe constitutif de l'État. Alors que la Constitution stipule la possibilité pour tout gouvernorat ou association de gouvernorats de se constituer en région autonome, aucune autre n'a vu le jour depuis treize ans.

Qu'est-ce que la « question de Kirkouk » ?

La ville de Kirkouk en Irak est située à environ 80 km à l'ouest de Souleymaniyyeh, à 70 km au sud-est d'Erbil et à 110 km au nord de Takrit. Lieu d'importantes ressources pétrolières et gazières, elle est à l'entrée d'une vaste zone de steppe qui s'étend du sud à l'ouest. Depuis l'avènement de la monarchie irakienne dans les années 1920, Kirkouk constitue l'une des pommes de discorde les plus problématiques entre au moins trois acteurs majeurs de la politique régionale : l'État central irakien, les factions kurdes d'Irak et l'État turc. La première friction intervient avec le rattachement de la province de Mossoul dont Kirkouk fait partie, à l'Irak nouvellement créé dans les années 1920 sous le parrainage des Britanniques. L'ancienne appartenance du Kirkouk à l'Empire ottoman de même que la très forte présence turkmène dans la ville et nombre de localités alentour ont eu pour conséquence la revendication durant de longues années par la République de Turquie d'une souveraineté sur cette zone. Pendant les années 1980-1990, l'armée turque se servant de relais turkmènes locaux a tenté en vain de jouer un

rôle dans la configuration politique locale. Avec l'avènement au pouvoir en Turquie de Recep Tayyip Erdoğan en 2002, ces réseaux d'influence devenaient obsolètes et la stratégie de la Turquie prenait un tournant allant dans le sens d'un rapprochement avec les autorités de la région autonome du Kurdistan irakien.

Parallèlement, le face-à-face auquel se livrent les autorités de l'État central irakien et les partis kurdes est beaucoup plus ardent. Tout commence dans les années 1960-1970, lorsqu'à plusieurs reprises le mouvement kurde et l'État central négocient la mise en place d'une région autonome kurde. Quasiment systématiquement, les discussions achoppent sur la question du rattachement de Kirkouk à la zone. Par deux fois (1961 et 1974), c'est la raison ou le prétexte de la reprise de la lutte armée pour Mustafa Barzanî. Dans les années 1980, alors que le mouvement kurde est affaibli, l'État central contrôlé par Saddam Hussein met en place des politiques d'arabisation de la ville avec l'installation de populations arabes et le déplacement de populations kurdes vers le sud du pays. En 1991, profitant de la contre-offensive occidentale contre le régime, les Kurdes de Kirkouk se soulèvent pour mettre en échec l'armée irakienne. Cette initiative n'est pas soutenue par la coalition comme dans le reste du Kurdistan par l'établissement d'une zone de non-survol couvrant la région de Kirkouk et les Kurdes doivent renoncer à administrer la ville au sein de leur région autonome.

L'UPK de Jalal Talabanî avance néanmoins ses pions en sous-marin et, lors du renversement du régime de Saddam Hussein en 2003, le parti devient hégémonique.

LA QUESTION KURDE EN IRAK

Bien que Kirkouk n'intègre pas le territoire de la région autonome, le parti emporte les élections depuis 1992, il y contrôle les instances administratives, la police et les services de sécurité. La question du statut de la ville reste cependant en suspens. Désignée comme une des zones disputées, un référendum n'impliquant pas les Arabes installés lors des politiques d'arabisation des années 1980 devrait, selon l'article 140 de la nouvelle Constitution irakienne, permettre de statuer sur son rattachement à la région autonome. Or, le référendum n'a jamais eu lieu et depuis les événements se sont enchaînés : En 2014, Daesh s'est emparé de la ville de manière temporaire ; elle a été reprise par les peshmergas et intégrée *de facto* à la région autonome sans l'accord de l'État central ; ce dernier prétextant de représailles après la mise en place d'un référendum d'indépendance dans Kirkouk s'est à nouveau emparé de la ville. Tous ces faits se sont déroulés sur fond d'imbroglio quant à la redistribution de la manne pétrolière et de rivalité entre le PDK et l'UPK qui chacun se renvoie la responsabilité du fiasco.

Pourquoi les Kurdes d'Irak sont-ils les principaux alliés des États-Unis contre « l'État islamique » ?

Les relations entre les États-Unis et les forces politiques du Kurdistan irakien sont à la fois bonnes et assez anciennes. Pour le PDK de Barzanî, elles datent des années 1960 et se traduisent par un fort investissement financier et économique de la part de Washington. Cette alliance en partie subordonnée au grand jeu géostratégique de la guerre froide n'a pourtant pas toujours été au beau fixe. Le choix que l'on attribue souvent à Henry Kissinger, le secrétaire d'État américain sous l'administration Nixon, d'avoir soutenu l'accord de 1975 entre l'Irak et l'Iran et, par conséquent, d'avoir abandonné à leur sort les révoltés kurdes, puis le soutien américain à Saddam Hussein face à l'Iran khomeyniste ont constitué pour les Kurdes d'Irak un traumatisme. La création d'une zone kurde autonome en 1991 et la réconciliation des factions kurdes d'Irak à la fin des années 1990 n'auraient cependant pas été possibles sans l'intervention et le soutien déterminant des États-Unis.

L'invasion américaine de 2003, qui a eu pour conséquence la chute de Saddam Hussein, renforce de manière pérenne la région autonome. Les Kurdes ont grandement bénéficié de l'établissement de la nouvelle Constitution irakienne qui octroie des compétences très larges au gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Pour les États-Unis et son représentant sur place Paul Bremer, la condition nécessaire reste le respect de l'intégrité territoriale de l'Irak. C'est pourquoi la question de l'indépendance du Kurdistan est devenue la seule pomme de discorde, et non des moindres, entre les Kurdes d'Irak et les États-Unis. La position de l'entité kurde située au cœur de l'Irak fédéral tout en étant à part devient un levier majeur de puissance pour le GRK et les États-Unis. Les Kurdes se font faiseurs de roi à Bagdad, négociateurs autonomes d'énormes contrats de pétrole à Erbil, notamment avec Exxon Mobil, et deviennent maîtres incontestés sur leur territoire qui s'étend sur environ 150 000 km².

Lorsqu'en juin 2014, l'organisation de l'État islamique (EI), force militaire et politique composée de transfuges d'Al-Qaïda ainsi que d'anciens membres de l'armée et des services de sécurité baathistes, s'empare de Mossoul, situé à environ 80 km d'Erbil, les autorités locales peuvent craindre pour la construction du GRK. L'EI avait d'ailleurs raflé au passage la zone de Sinjar sous administration kurde, bien que zone disputée. Les peshmergas, célèbres combattants kurdes irakiens, avaient alors débandé sans coup férir. Après avoir tenté de progresser vers le centre et le sud de l'Irak pour s'emparer de la capitale irakienne, les jihadistes stoppés par l'armée irakienne et les milices

chiites de la mobilisation populaire tournent bride en direction d'Erbil, pénétrant dans la zone du GRK jusqu'à environ 30 km de la capitale kurde. Cette avancée provoque la panique dans la région autonome où les habitants des grandes villes se réfugient dans les premières montagnes. Le président du GRK Massoud Barzanî fait alors des pieds et des mains auprès de ses alliés, notamment la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan qui bien qu'étant un partenaire économique et stratégique fidèle reste de marbre face à la menace. Après quelques jours de flottement, sur décision du président Obama, l'aviation américaine appuie la contre-offensive menée par les *peshmergas* et les combattants du PKK à Makhmour. Par cette initiative, les États-Unis décident de maintenir les acquis de la construction du GRK et de protéger à la fois les intérêts occidentaux qui s'y étaient développés et les milliers de ressortissants de pays alliés. Ils ouvrent ainsi une nouvelle ère de coopération politique et militaire avec l'installation à Erbil, Souleymaniyyeh et la ligne de front avec l'EI, de milliers de soldats et officiers occidentaux, instructeurs et forces spéciales, de même que la fourniture massive de matériel militaire et de technologie de renseignement.

Fortes de ce soutien, les forces kurdes s'emparent de nombre de zones disputées, en les reprenant des mains de Daesh. Le GRK les administre de fait au grand damne de l'État central irakien. En dépit de l'éradication apparente de l'EI et des difficultés dans les relations GRK-États-Unis après la mise en place d'un référendum d'indépendance en 2017, le soutien américain perçu comme presque naturel se maintient.

Comment sont traitées les minorités religieuses et ethniques au Kurdistan irakien ?

Depuis la création du Parlement régional du Kurdistan, les principales forces politiques kurdes tiennent un discours de tolérance et de respect de la diversité ethnique et religieuse. Sur le plan politique, la minorité chrétienne a vu comment sa présence au Parlement était assurée. Chaque parti a son journal, sa radio, voire sa télévision locale. Sur le plan éducatif et culturel, les minorités assyro-chaldéenne, turcomane et arabe, disposent d'écoles publiques enseignant dans leurs langues respectives. Des Yézidis aux Turcomans et aux Assyro-chaldéens, chaque minorité possède des revues, des associations et des centres culturels ainsi que des émissions à la radio et à la télévision. Les différentes dénominations chrétiennes ont pu ériger leurs lieux de culte dans les principales villes du Kurdistan.

De plus, les deux principaux partis kurdes de la région, le PDK et l'UPK, se sont efforcés de cultiver une identité

kurdistanî ; c'est-à-dire une identité citoyenne qui s'identifie avec un territoire (le Kurdistan irakien) et non pas avec une ethnie ou religion. Le PDK et l'UPK tentent d'ouvrir l'adhésion au projet politique du Kurdistan à tous les groupes linguistiques et religieux. Par ailleurs, jusqu'en 2014, le Kurdistan irakien est un choix privilégié des réfugiés chrétiens fuyant la violence de groupes extrémistes sunnites dans des villes comme Mossoul.

Ce tableau idyllique est cependant terni par les tensions politiques dans lesquelles l'Irak et les pays voisins se sont vus plonger ces deux dernières décennies. Au cours des années 1990, le gouvernement turc, bien qu'il ait permis le passage de pétrole irakien à travers la frontière entre la Turquie et le Kurdistan irakien, essaie de déstabiliser la région autonome kurde en instrumentalisant la minorité turcomane. Parmi les divers partis politiques que représentent cette communauté surtout à Kirkouk et à Erbil, le front Turcoman d'Irak est directement financé par Ankara et s'oppose à l'indépendance du Kurdistan. De plus, il joue un rôle de renseignement pour le gouvernement turc.

Les difficultés apparaissent également dans les territoires dits « disputés », notamment au mont Sindjar, foyer des Yézidis – minorité religieuse kurdophone –, et dans la ville de Kirkouk et ses environs, région riche en pétrole et habitée par des Turcomans, des Arabes, des chrétiens et des Kurdes. Alors que le statut final de ces régions – sous autorité du GRK ou du gouvernement central à Bagdad – n'est pas encore déterminé, tous les partis politiques et camps cherchent à s'imposer en réalité. Dans

ce contexte tendu, les identités ethniques et religieuses sont instrumentalisées de part et d'autre.

Enfin, lorsqu'en août 2014, les milices de l'EI s'attaquent aux villages à majorité chrétienne au nord-ouest de Mossoul et au mont Sindjar, les peshmergas se retirent, laissant chrétiens et Yézidis à la merci des combattants islamistes.

Des centaines de Yézidis sont exécutés sur-le-champ, tandis que des milliers de fillettes et de femmes sont emmenées de force et condamnées à devenir des esclaves sexuelles. L'échec des peshmergas face à l'EI provoque non seulement les premières critiques sur la capacité des autorités kurdes à assurer la sécurité de sa population, mais également sur l'égalité entre les différentes composantes de la société du Kurdistan.

Des voix se lèvent pour dénoncer les partis kurdes qui, selon les critiques, verraient les chrétiens et les Yézidis comme des citoyens de seconde classe, en flagrante contradiction avec le discours *kurdistani* des autorités kurdes.

LA QUESTION KURDE EN IRAN

Pourquoi Reza Khan (1925-1941) s'en est-il pris aux Kurdes ?

Au début du xx^e siècle, l'Iran impérial se trouve dans une situation difficile. Dans la configuration géostratégique quadrilatérale impliquant l'Iran, l'Empire ottoman, la Russie et le Royaume-Uni, l'Iran apparaît comme l'acteur le plus faible de la région à cette époque. C'est pourquoi son territoire tend alors à devenir une sorte de condominium russo-britannique. La monarchie qājār est moribonde. Elle doit résister à des contestations internes venant de toutes parts, la plus forte, de mouvement constitutionnaliste, appelle à limiter le pouvoir du souverain par l'établissement d'un Parlement. Ce dernier l'emporte dans un premier temps, mais doit par la suite faire face aux ingérences étrangères qui renforcent artificiellement le pouvoir du souverain qājār.

La Première Guerre mondiale provoque l'occupation successive de l'Iran par les Ottomans, les Russes et les Britanniques, ce qui entraîne une perte totale de contrôle des territoires frontaliers par la monarchie. Au sortir de la guerre, le vide politique dans les zones kurdes est tel que

des rébellions éclatent. Entre 1918 et 1922, Ismaïl Agha dit « Simko », chef tribal shikak influencé par les idées nationalistes kurdes, se révolte contre l'État central et parvient à établir sa domination sur une région s'étendant de l'ouest du lac d'Ourmya aux alentours de Mahabad plus au sud. Sa confrontation avec les Assyriens, alliés stratégiques des Britanniques, qui tourne à l'exaction, lui vaut une assez mauvaise réputation en dehors des cercles kurdes.

En 1922, il est défait par une armée iranienne dix fois plus nombreuse et doit se résoudre à fuir vers la Turquie où il est désarmé, n'attendant cependant que la moindre occasion pour reprendre du service de l'autre côté de la frontière. Reza Khan, l'ancien Premier ministre du dernier souverain qājār, ne le lui permet pas. Accédant au trône d'Iran en 1925, il mène une politique féroce de centralisation alliant opérations militaires et campagne de propagande nationaliste.

Sous l'impulsion modernisatrice et autoritaire de la nouvelle dynastie Pahlavi, le nationalisme iranien s'apparente à un processus unanimiste de persianisation et de chiisation de la société, excluant évidemment tout différentialisme kurde et chiite. Trompé par une ruse, Simko est tué en 1930 dans une embuscade alors que l'État central fait mine de négocier avec lui. Son expérience bien qu'avortée, fait quelque quinze en plus tard des émules avec la création de la République kurde de Mahabad.

Qu'est-ce que la République kurde de Mahabad (1946) ?

Malgré les réformes importantes introduites par le shah Reza Khan dès les années 1920, l'Iran reste un pays militairement faible, soumis aux pressions des puissances mondiales, notamment de la Grande-Bretagne et de l'Union soviétique, lesquelles se disputent des zones d'influence en Asie centrale. C'est dans le cadre de cette concurrence que les Kurdes d'Iran disposent d'une opportunité unique pour créer une administration autonome : la République kurde de Mahabad.

La présence de centaines de conseillers allemands constitue le prétexte nécessaire à la Grande-Bretagne et à l'Union soviétique pour occuper l'Iran en 1941. Alors que la partie sud-ouest de l'Iran, avec ses puits de pétrole, est occupée par les Britanniques, le nord-ouest comprenant la plupart des régions kurdes de l'Iran se trouve sous influence soviétique. La ville de Mahabad et les régions environnantes deviennent une sorte de zone tampon entre les territoires occupés par les deux alliés. Les tribus kurdes ayant subi les pressions du gouvernement central

saisissent l'occasion pour libérer leurs chefs incarcérés et reprendre le contrôle sur leur territoire.

Sous l'influence soviétique autour des droits des « nationalités » en Union soviétique, des éléments créent à Mahabad la première association nationaliste au sens moderne du terme, Komala Jiyanewey Kurd (Association pour la renaissance kurde) ou Komala, en septembre 1942. Le Komala revendique l'utilisation de la langue kurde dans l'éducation et l'administration et laisse la porte ouverte à toute éventualité concernant le statut politique du Kurdistan d'après-guerre.

À la fin de la guerre, le Komala se dissout pour laisser la place au Parti démocrate du Kurdistan iranien (PDKI) et à un notable local, Qazi Mohammed. Celui-ci réunit deux qualités : il appartient au milieu citadin lettré et jouit d'une notoriété religieuse auprès des populations urbaines et rurales. Alors qu'en décembre 1945, les Soviétiques encouragent la création d'une République en Azerbaïdjan-Occidental avec comme capitale Tabriz, Qazi Mohammed proclame la République kurde de Mahabad le 22 janvier 1946 ; des « ministres » sont nommés, la formation d'une armée kurde est prévue.

Grâce à une presse fournie par les Soviétiques, le journal *Kurdistan* et divers mensuels et hebdomadaires sont imprimés à Mahabad. De même, la station de radio fournie par l'Armée rouge émet dans toute la région autonome. L'arrivée à Mahabad de 5 000 membres du clan Barzanî, ayant fui la répression du gouvernement irakien, donne des espoirs à la jeune « République » de pouvoir se défendre face aux menaces de Téhéran. Cependant, les différends territoriaux entre les deux jeunes Républiques

et les divisions entre les tribus kurdes, ainsi que le contexte international changeant provoquent la chute de la République kurde en décembre 1946.

Conscients du changement de politique à Moscou, dû à de fortes pressions diplomatiques des « alliés » américains et britanniques peu désireux de voir croître l'influence soviétique dans le golfe Persique, riche en pétrole –, les dirigeants kurdes n'offrent aucune résistance à l'entrée de l'armée iranienne à Mahabad.

Malgré cette attitude modérée, les responsables ~~du~~ ~~GRK~~ sont incarcérés, puis exécutés le 31 mars 1947. Les forces de Barzanî, quant à elles, trouvent exil en Union soviétique où leur chef, Mustafa Barzanî, restera jusqu'en 1958. Même si la République de Mahabad fut de courte durée, elle viendra nourrir l'imaginaire national kurde en Iran comme dans les autres pays.

Pourquoi les Kurdes se sont alliés à Khomeyni contre le shah d'Iran en 1979 ?

À partir des années 1950, le pouvoir du shah d'Iran fut largement renforcé par les États-Unis. La monarchie perse devint une des pièces maîtresses de l'architecture atlantiste au Moyen-Orient au moment où la guerre froide battait son plein. De leur côté, les nationalistes et les autonomistes kurdes associés à la gauche iranienne et internationale étaient suspectés d'être un relais de la puissance soviétique voisine alors en pleine expansion. La République kurde de Mahabad en 1946 avait en effet été soutenue par l'Union soviétique, même si son appui avait fait long feu à la fin de cette même année. Pour ces raisons, les organisations kurdes, dont la principale, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), furent la cible d'une forte répression de la part de la monarchie iranienne. Mohammad Reza Pahlavî, au pouvoir en Iran depuis 1941, tout comme son père Reza Khan menait une politique centraliste mettant en avant l'unité politique, culturelle et linguistique du pays, le persan devant être la langue unique d'éducation et d'administration.

Ces politiques n'allaient pas sans une certaine ambiguïté vis-à-vis des groupes minoritaires et de l'usage de leurs langues qui jouissaient d'une certaine tolérance. En effet, la radio et la télévision iraniennes diffusaient des programmes en kurde et la littérature dans cette langue circulait de manière assez libre. Maniant avec brio la carotte et le bâton, le shah réprimait avec force la moindre velléité d'auto-organisation locale tout en cooptant des personnalités kurdes au sein de l'appareil administratif et militaire iranien. Les vieilles familles tribales et princières kurdes furent gratifiées de prébendes, à l'instar de la famille des Ardalan célèbre depuis le XVIII^e siècle.

Dans la seconde moitié des années 1960, faisant d'une pierre deux coups le shah intensifia son soutien à l'insurrection kurde irakienne de Mustafa Barzanî, afin d'affaiblir les liens de celui-ci avec les Kurdes iraniens du PDKI tout en déstabilisant son voisin rival irakien. En 1966, fort de ses avancées stratégiques en Irak, Mustafa Barzanî appela les Kurdes d'Iran à cesser toute activité politique contre le shah. Décrites comme ennemies de la « révolution kurde » dont la priorité serait l'établissement d'une souveraineté sur le Kurdistan irakien, les organisations kurdes d'Iran furent la cible d'attaques de la part du PDKI. Un nombre important de Kurdes d'Iran qui avaient rejoint les forces barzanistes firent alors défection et tentèrent de traverser la frontière. Ils furent pris en étau entre le PDKI et l'armée iranienne et subirent de lourdes pertes.

Ces circonstances sont également à l'origine des excellentes relations entretenues par le PDKI et la gauche du mouvement kurde d'Irak, menée par Ibrahim Ahmad et

Jalal Talabani opposé à Barzani qui devint par la suite l'UPK. Alors qu'il ne fut pendant longtemps qu'un satellite du PDK d'Irak et après une traversée du désert douloureuse, le PDKI trouva un nouveau souffle avec l'élection au poste de secrétaire général en 1973 d'Abdul Rahman Ghassemlou. Cet intellectuel polyglotte, ancien étudiant de la Sorbonne, leader atypique et charismatique était à la fois inséré dans les milieux traditionnels kurdes et non-kurdes de l'Iran monarchique et au sein des chancelleries européennes. Après avoir servi le mouvement kurde d'Irak, Ghassemlou réorganisa de manière efficace sa formation politique pour en faire l'une des principales forces d'opposition clandestines au shah.

Alors que la monarchie vacille en 1978, celui-ci rentre en secret en Iran et joue en zone kurde un rôle déterminant dans la chute du régime. Se fondant sur ces acquis, le PDKI tente en vain de négocier avec l'ayatollah Khomeyni la mise en place d'un « Kurdistan autonome au sein d'un Iran démocratique » à l'instar du slogan du parti.

Pourquoi Khomeyni réprime-t-il les Kurdes après la Révolution iranienne ?

Après avoir été lors de la révolution de 1979, des partenaires efficaces de l'ayatollah Ruhollah Khomeyni à la tête d'une coalition hétéroclite d'opposants au shah, les organisations kurdes d'Iran sortent de la clandestinité et occupent au grand jour des zones du Kurdistan iranien. Dès lors le PDKI et ses alliés, conscients de la supériorité politique et militaire des khomeynistes et du Parti communiste iranien, le Tudeh, tentent de négocier des conditions avantageuses pour les droits des Kurdes et mettent en avant l'idée d'un Kurdistan autonome au sein d'un Iran démocratique. Les différentes forces révolutionnaires font mine de parlementer pendant plusieurs mois au sujet de sa délimitation : devrait-il ne comprendre que la province administrative de Kurdistan dont la ville de Sanandaj est la capitale ou pourrait-il inclure les provinces d'Elam et d'Azerbaïdjan occidental comportant une population kurde importante ? Le projet autonomiste kurde apparaît pourtant comme totalement antagonique des visées centralistes des islamistes chiïtes et des commu-

nistes du Tudeh. Ces derniers ayant pour objectif principal l'émancipation socialiste du prolétariat iranien dans son ensemble ne sauraient établir des différences entre les travailleurs au nom de quelconques droits culturels.

Quant à l'ayatollah Khomeyni, son but est dès le départ d'établir une République islamique pour laquelle seules les minorités religieuses, dont les Kurdes bien que d'obédience sunnite sont exclus, peuvent revendiquer un droit à la différence. Ce dernier courant l'emporte et les politiques kurdes qu'il met en place sont foncièrement similaires à celles instituées par le régime du shah : centralisme administratif, unanimisme culturel persan, etc. À cela s'ajoute une hégémonie totale du clergé et de la classe politique chiites sur l'État iranien exclusif des minorités ethniques et religieuses.

Dès 1979, les relations entre partis kurdes et Khomeyni se détériorent. Des combats éclatent avec les Gardiens de la révolution (*pasdaran*), corps nouvellement créé. Khomeyni reste ambigu sur ses intentions quant au sort promis aux régions kurdes, rappelant la cause commune qui a uni les Iraniens dans la lutte contre la dictature du shah. Il craint que le conflit au Kurdistan ne fragilise les acquis de la révolution.

Fin 1979, le sort en est jeté et le PDKI est interdit, alors que la victoire militaire de l'État central iranien est totale. Le conflit Iran-Irak, qui éclate en septembre 1980, met en position délicate les partis kurdes d'Iran qui mènent alors une guerre de guérilla contre l'État central iranien. Ils deviennent malgré eux les alliés de circonstance de l'envahisseur irakien. Jamais, cependant, le PDKI ne bénéficia de la part de l'Irak d'un appui semblable à celui reçu par

LA QUESTION KURDE EN IRAN

Mustafa Barzanî de la part de l'Iran. Alors que la répression fut féroce tout au long de la période 1980-1990, il ne put compter que sur un lointain soutien de ses collègues de l'Internationale socialiste et sur son alliance avec l'UPK dont les accointances avec l'Iran allaient se révéler problématiques.

Qu'est-ce que l'affaire *Mykonos* ?

À la suite de l'effondrement de la République de Mahabad en 1946, le PDKI vit un processus de restructuration interne, accompagné d'importants débats idéologiques. L'influence des tendances marxistes se fit sentir sur ce parti à l'instar de la plupart des mouvements de libération nationale de l'époque. Parmi les figures du « nouveau » PDKI se distingue Abdul Rahman Ghassemlou, qui devient le secrétaire général du parti entre 1973 et 1989. Influencé durant un séjour en Tchécoslovaquie par le « socialisme à visage humain » d'Alexander Dubček, Ghassemlou n'est pas un marxiste orthodoxe. Sur le terrain des revendications nationales, il n'est pas non plus un extrémiste. Il se conforme avec une autonomie administrative dans le cadre de l'État iranien.

La révolution iranienne (janvier 1978-février 1979) offre une opportunité unique au mouvement kurde de négocier une sorte d'autonomie avec le nouveau régime dirigé par l'ayatollah Khomeyni. Les Kurdes s'emparent de certaines villes du Kurdistan iranien en mars 1979. Mais très vite, il apparaît que le nouveau régime n'est

pas prêt à entendre leurs revendications – un Parlement régional, le kurde comme langue d'apprentissage à l'école et comme langue officielle du Gouvernement provincial – considérées comme une trahison.

La victoire militaire de Téhéran en 1982 amène la direction du PDKI à se replier dans les montagnes du Kurdistan irakien, voire en Europe. En 1988, de nouveaux contacts entre le régime iranien et le PDKI ont lieu dans le plus grand secret en Autriche. Mais c'est un piège. Le 12 juillet 1989, Ghassemlou et deux autres membres du parti sont assassinés à Vienne, tandis qu'ils se rendaient à une nouvelle rencontre avec la délégation iranienne.

Said Charafkandi est élu nouveau secrétaire général du parti. Mais, comme Ghassemlou, il trouve la mort en Europe. Alors qu'il assiste à Berlin au congrès de l'International socialiste, il est assassiné dans un restaurant grec, le *Mykonos*, le 17 septembre 1992, avec trois autres Kurdes. Sa mort porte un nouveau coup au PDKI qui, en trois ans, a perdu deux chefs.

Au-delà de l'impact de ces assassinats politiques sur le mouvement kurde en Iran, l'affaire *Mykonos* a des retentissements diplomatiques. En effet, des suspects sont arrêtés et tout confirme la piste iranienne. Après plusieurs reports du procès, en 1997, l'Iran, « au plus haut sommet de l'État », est accusé de terrorisme par un tribunal allemand. Cette première mondiale provoque une tension extrême avec l'Europe ; Téhéran expulse aussitôt quatre diplomates et rappelle son ambassadeur à Bonn. L'assassinat aurait en effet été décidé dans la capitale iranienne par un « comité des affaires spéciales », où sié-

geraient le chef de l'État iranien, Alî Akhar Hachemi Rafsandjani, et le guide spirituel de l'Iran, Alî Khamenei.

De son côté, l'Union européenne annonce la suspension du « dialogue critique » décidé par Bruxelles en 1992 pour protester contre le manque de progrès de la part de l'Iran dans l'affaire de la *fatwa* (décret religieux) par laquelle l'imam Khomeyni avait condamné à mort Salman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*, ouvrage jugé blasphématoire.

Cependant, après de longues négociations entre les deux parties, les suspects sont relâchés par Bonn le 10 décembre 2007 malgré les protestations des opposants iraniens et des défenseurs des droits humains.

Où se cache l'opposition kurde iranienne ?

Le mouvement kurde d'Iran est celui qui connaît depuis les années 1980 le plus de difficultés. Cette opposition est à la fois caractérisée par une forte fragmentation et a été frappée et par répression la plus dure de ses adversaires. Mis en sourdine par l'autorité du grand frère kurde d'Irak, le mouvement kurde d'Iran connaît dès les années 1960 une opposition d'extrême gauche qui lui reproche sa propension à la négociation avec le régime du shah.

À partir de 1969, le Komala ou Comité révolutionnaire du Kurdistan, organisation marxiste-léniniste, s'oppose à la monarchie autoritaire tout autant qu'à la bourgeoisie kurde que représenterait le PDKI. Après avoir connu un certain essor, ce dernier retourne dans la clandestinité et vit des heures sombres dans les années 1980, essuyant défaites sur défaites et subissant de multiples assassinats dans les rangs de ses plus hauts cadres.

Dans les années 1990, l'ensemble des partis kurdes d'Iran réfugiés au Kurdistan irakien survit sous la coupe de l'UPK et participe aux côtés de cette formation à la

guerre civile kurde qui fait rage de 1992 à 1998 entre PDK et UPK. Depuis lors, les partis kurdes d'Iran s'établissent entre la frontière irako-iranienne et les zones de l'intérieur sous contrôle de l'UPK (Koya, Souleymaniyyeh). Après la chute de Saddam Hussein, alors que le gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK) se renforce sous l'égide de l'UPK et du PDK, les formations kurdes d'Iran sont contraintes à cesser toute opération même non armées à l'encontre de l'Iran depuis ce territoire et doivent quitter leurs bases avancées sur la frontière à partir de 2005.

En 2006, le PDKI subit un schisme minoritaire d'une partie de ses cadres qui lui reprochent son attitude sivististe face aux États-Unis, ce qui contribue à l'affaiblir de nouveau. Coupés en partie de leurs bases iraniennes, les deux PDKI, tout comme le Komala, lui-même scindé en deux, éprouvent de plus en plus de difficultés à recruter cadres et combattants, tandis que les services iraniens infiltrent de manière continue leurs structures et que les partis kurdes d'Irak font pression sur eux pour les neutraliser. Dépassés par l'actualité politique iranienne, ils ne peuvent participer au mouvement vert de 2009 et se contentent de s'allier avec des partis autonomistes baloutches et azéris à l'audience limitée pour revendiquer l'établissement d'un Iran fédéral.

Les assassinats ciblés contre les cadres des partis kurdes iraniens se poursuivent sur le territoire du GRK. Parallèlement, la relative paralysie du PDKI et du Komala en Iran permet à partir de 2004 un développement important des activités militaires et de propagande du Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK),

LA QUESTION KURDE EN IRAN

organisation sœur du PKK en Iran, bénéficiant depuis 2012 de mansuétude de la part des autorités iraniennes. Ce qui explique probablement la reprise laborieuse par le PDKI de Mustafa Hijrî des opérations militaires contre le régime iranien en 2016.

Comment peut-on expliquer la naissance du PJAK ?

Au début des années 2000, les partis kurdes d'Iran réfugiés dans les montagnes du côté irakien modèrent leurs actions en direction du Kurdistan iranien pour des raisons tactiques et logistiques. La répression des années 1980 et 1990 a largement usé leurs capacités opérationnelles. Ils doivent en partie se faire oublier de l'ennemi iranien et des partis kurdes irakiens qui leur offrent l'hospitalité, afin de recomposer leurs forces. C'est dans cette phase qu'une nouvelle organisation militaire kurde émerge, le PJAK ou Parti de la vie libre du Kurdistan (Partî Jiyani Azadî Kurdistan) en 2004. Ce mouvement est issu de la recomposition idéologique et organisationnelle du PKK. Après l'arrestation de son chef, Abdullah Öcalan, en 1998, cette organisation formée en Turquie en 1978 promeut la création de branches militantes autonomes dans chacun des Kurdistans sous l'égide du Koma Civakên Kurdistan (KCK), l'Union des communautés du Kurdistan (KCK).

Bien qu'il soit basé comme le PKK dans les montagnes de Qandîl au Kurdistan irakien, l'action du PJAK est en théorie exclusivement dirigée vers le terrain iranien. En dépit d'une plateforme idéologique similaire au PKK revendiquant l'instauration dans les communautés kurdes d'Iran d'un confédéralisme démocratique, autogestionnaire, anticapitaliste, féministe et écologiste, le PJAK s'illustre surtout depuis sa création par une forte activité militaire en direction des forces armées iraniennes. Dès 2005, l'organisation multiplie les opérations contre les *pasdaran*, ce qui contribue à la mettre en porte-à-faux vis-à-vis des autres partis kurdes iraniens. Les représailles de l'armée iranienne sont extrêmement brutales à l'encontre de ses militants, mais également des autres organisations kurdes iraniennes pourchassés au-delà de la frontière irakienne.

Bien que décrite de manière cohérente par une histoire interne du KCK, les modalités de la création du PJAK de même que la nature de ses soutiens extérieurs restent obscures. Avant l'arrestation d'Abdullah Öcalan en 1998, le mouvement connu sous le nom de PKK opérait au Moyen-Orient dans les zones kurdes. Ses relations avec l'Iran étaient excellentes tout comme avec la Syrie un de ses alliés récurrents. Ce n'est qu'après l'invasion américaine de l'Irak qu'une branche de cette mouvance orientée dans la lutte contre Téhéran vit son apparition sous la forme du PJAK.

Ajoutons à cela le fait qu'il est assez difficile de distinguer le PJAK du PKK avec lequel il se coordonne et partage idéologie, lieux d'installation, de ressources logistiques et autres. On peut alors, à l'instar de moult obser-

vateurs, supposer que la création du PJAK, loin d'être un phénomène spontané autogéré, avait pour but de réorienter une partie des activités du PKK afin de capter les dividendes d'un éventuel soutien américain dans la lutte contre l'adversaire principal des États-Unis dans la région à savoir l'Iran. La situation émergeant des débuts de la crise syrienne en 2012 montre comment la mouvance du PKK a su jouer subtilement de la modulation de ces différentes alliances à son profit.

Il semblerait en effet que par une logique triangulaire les autorités iraniennes aient vu d'un bon œil les activités de recrutements de jeunes Kurdes iraniens par le PJAK servant à alimenter les forces militaires kurdes en Syrie, afin de soutenir par ricochet son allié Bashar al-Assad et d'affaiblir l'activisme autonomiste kurde en Iran.

**Pourquoi le mouvement kurde
n'a pas participé
au mouvement vert de 2009 ?**

Le mouvement vert émerge le 13 juin 2009 lorsque les résultats des élections présidentielles sont annoncés par les autorités iraniennes. Selon les résultats officiels, le président en fonction, le conservateur Mahmoud Ahmadinejad, est reconduit au poste. Cependant, des milliers de partisans du candidat réformateur Hossein Mousavi protestent dans les rues de Téhéran pour dénoncer, à leurs yeux, une fraude électorale scandaleuse. Très vite, les manifestations se répandent à d'autres villes grâce notamment à l'utilisation des réseaux sociaux. Néanmoins, le mouvement et les villes kurdes du pays restent, de manière générale, calmes, durant ces fortes mobilisations.

Plus de 150 personnes sont tuées et des milliers d'opposants sont arrêtés et torturés. Comment expliquer le silence d'une région traditionnellement rebelle en Iran ?

Entre 1980 et 1983, le mouvement kurde avait opposé une forte résistance au régime résultant de la révolution iranienne. Battu militairement et frappé par des assassinats politiques sur des figures importantes du mouvement, dès les années 1990, il vit une crise importante avec des scissions sans fin et un processus de démobilisation.

Toutefois, les provinces kurdes soutiennent largement le Muhammad Khatami lors des élections présidentielles de 1997. Le candidat réformiste reçoit jusqu'au 70 % des voix dans les régions kurdes. Mais, si le nouveau président introduit des mesures surtout symboliques en faveur des Kurdes (l'enseignement de la langue à l'université de Sanandaj et la nomination d'un gouverneur kurde pour la province du Kordestan), les réalisations des deux mandats consécutifs de Khatami restent en deçà de leurs attentes. En 2005, le candidat conservateur Mahmoud Ahmadinejad remporte les élections présidentielles en partie du fait de l'abstention des régions qui avaient soutenu Khatami auparavant.

En 2009, aucun candidat à la présidence du pays ne s'engage à introduire des réformes concernant les minorités ethniques ou religieuses du pays. En outre, les promesses sur la réforme du système de la République islamique ne sont pas crédibles aux yeux des Kurdes. Lorsque la mobilisation commence dans la capitale ainsi que dans d'autres villes du pays, aucune déclaration ne fait référence à la question kurde ou à d'autres groupes traditionnellement marginalisés par le pouvoir iranien. Les vagues promesses de réforme ne convainquent ni le mouvement kurde, lequel continue de demander l'au-

LA QUESTION KURDE EN IRAN

tonomie, voire une réforme fédérale de l'État iranien, ni la population kurde qui se montre déçue des candidats réformistes. Les régions kurdes d'Iran, en dépit des richesses en pétrole et en eau, restent des régions pauvres, oubliées des investissements de la part de l'État.

Ce faisant, le mouvement vert reste surtout un mouvement urbain, déconnecté des périphéries du pays. Et c'est bien cette lacune qui peut aider à expliquer, du moins en partie, son échec.

LES KURDES DE SYRIE

**Est-ce que la France a encouragé
le nationalisme kurde
pendant le mandat (1920-1946) ?**

Le mandat français sur la Syrie et le Liban a été institué par la Société des Nations (SDN) le 25 avril 1920. Parmi les points les plus contestés de la charte du mandat de la Syrie et du Liban se trouvent les articles relatifs à la protection des minorités ethniques et/ou religieuses. Ceux-ci sont considérés par les nationalistes syriens comme des atteintes à la souveraineté de leur État ainsi que des obstacles à la construction nationale.

Si la France ne reconnaît jamais de manière officielle l'existence d'une « minorité kurde » avec des droits particuliers, dans les faits, des officiers français favorisent la consolidation du nationalisme kurde en Syrie pour faire face aux ambitions territoriales de la Turquie dans le Nord syrien et affaiblir les nationalistes arabes de Damas. Elle développe ainsi une politique favorable à certains chefs tribaux kurdes, tout en consolidant la fragmentation de la communauté kurde entre trois enclaves – Kurd

Dagh, Ayn al-Arab et Haute Jazira –, chacune étant traitée comme un territoire différent de l'autre.

Les conséquences de cette évolution se font sentir de manière particulière en Haute Jazira lors des préparatifs des élections législatives de 1936 et la rédaction du traité franco-syrien de la même année. Encouragés par des officiers français désireux de retarder la fin du mandat en Syrie, les notables chrétiens et les chefs tribaux kurdes de la région lancent un mouvement autonomiste afin de demander la protection directe de la France sur la Jazira et la gestion des affaires locales par des fonctionnaires « minoritaires ». Bien que le mouvement autonomiste s'essouffle deux ans plus tard, le gouvernement nationaliste syrien résultant des élections de 1936 perçoit les éléments chrétiens et kurdes comme une menace pour la « nation » syrienne.

En parallèle, la découverte de l'utilité des Kurdes à des fins de politique mandataire dans les années 1920 amène la France à établir des relations privilégiées avec des intellectuels et des activistes kurdes exilés au Levant. En effet, lorsque Mustafa Kemal prend le pouvoir en Turquie, les dirigeants kurdes quittent Istanbul pour l'exil ou la clandestinité. Parmi les milieux intellectuels exilés en Syrie se trouvent notamment les membres de la famille Bedir Khan : Jaladat (1893-1951) et Kamuran (1895-1978). Les Bedir Khan deviennent le moteur, avec la complicité d'officiers français, à la fois du mouvement politique et culturel kurdes durant le mandat.

Les frères Bedir Khan se trouvent à l'origine du comité Khoyboun (« Être soi-même », 1927-1946) et, avec l'aide de l'Institut français de Damas, ils éditent des revues

LES KURDES DE SYRIE

culturelles et littéraires – *Hawar* (*L'Appel*, 1932-1943), *Ronahî* (*La Clarté*, 1942-1943), *Roja Nû* (*Le Jour nouveau*, 1943-1946), *Stêr* (*L'Étoile*, 1944-1945) – qui seront à la base du développement de la langue kurde en dialecte kurmandji. Si le lectorat de ces publications est limité au Levant, celles-ci permettent néanmoins d'assurer une continuité entre le nationalisme kurde naissant de la période ottomane – avec ses mythes et ses références historiques – et le nationalisme moderne de l'entre-deux-guerres.

À la fin du mandat français, alors que Jaladat Bedir Khan reste en Syrie, Kamuran s'installe en France où il dirige dès 1947 la chaire de langue kurde à l'Institut des langues orientales à Paris.

Est-ce que tous les Kurdes de Syrie sont originaires de Turquie ?

Les populations kurdes placées sous mandat français occupent tout au long de la frontière turque trois zones étroites et séparées entre elles. Pour cette raison, nous ne pouvons pas parler d'un « Kurdistan syrien », mais plutôt de « régions kurdes de Syrie ». Ces enclaves constituent néanmoins le prolongement naturel des territoires kurdes de Turquie. La date d'installation des communautés kurdes rencontrées par la France sur le territoire syrien varie également.

Alors que les Kurdes du Kurd Dagħ (au nord d'Alep) s'installent dans cette région à partir du xviii^e siècle, ceux d'Ayn al-Arab l'occupent depuis le xvii^e siècle. Les colonies kurdes de Damas, quant à elles, sont d'origine militaire – gardes de la route du pèlerinage – et datent du Moyen Âge. Enfin, l'histoire de la communauté kurde en Haute Jazira plus récente est étroitement liée à la présence de la France au Levant.

Après la conférence de San Remo, tenue en avril 1920 entre les puissances alliées victorieuses, la France reçoit

officiellement de la Société des Nations (SDN) un mandat international sur la Syrie (incluant le Liban). Elle, qui voulait mettre fin aux divers foyers de révolte dans le Nord syrien, consent alors à une perte progressive de territoires, dont la Cilicie, Mardin et Jazîra Ibn Omar, à la suite de l'accord de paix d'Ankara (1921).

Malgré les victoires diplomatiques d'Ankara, la Turquie scelle des accords avec des chefs tribaux et des dirigeants de bandes armées – kurdes et arabes – en vue d'affaiblir l'autorité française le long de la frontière turco-syrienne. Dans ce contexte tendu, le haut-commissariat voit dans le lancement d'un programme de sédentarisation et de rentabilisation économique de la Jazira des outils qui doivent servir deux objectifs : stabiliser la frontière septentrionale et justifier sa tâche « civilisatrice » au Levant. Pour relever ce défi, il envisage entre 1922 et 1924 la mise en place d'une politique d'accueil et d'installation de réfugiés chrétiens des pays voisins : Assyriens d'Irak, Arméniens et Syriques de Turquie.

Des irréguliers turcs, kurdes et arabes, continuent toutefois de défier l'autorité française sur la Jazira et menacent la sécurité des populations sédentaires. Face à ces obstacles, la France encourage l'établissement de milliers de Kurdes fuyant la répression du régime kémaliste à la suite de l'effondrement de la révolte de cheikh Saïd en 1925.

L'arrivée de populations kurdes venues majoritairement des régions limitrophes – Turquie, mais aussi d'Irak – se poursuit tout au long du mandat. Après deux décennies, le visage humain de la Haute Jazira change considérablement. Si avant 1927, il y avait à peine 45 vil-

LES KURDES DE SYRIE

lages kurdes, en 1941, on en compte plus de 700, avec une population totale de 140 000 habitants, dont environ 60 000 Kurdes, 35 000 chrétiens de divers rites, ainsi que 48 000 Arabes, Bédouins et sédentaires. La France octroiera la nationalité syrienne à la plupart des colons kurdes installés en Haute Jazira.

Qu'est-ce que le projet de « ceinture arabe » ?

Les divers coups d'État survenus en Syrie après la fin du mandat français marquent l'entrée des minorités dans le jeu politique. Ainsi, le premier coup d'État, celui de Husni al-Za'im en mars 1949, est dominé par les Kurdes et les Tcherkesses. Quelques mois plus tard, Adib Chichakli, un officier kurde arabisé de la ville de Hama, renverse le régime. Il abandonne le pouvoir, le récupère deux ans plus tard, puis est renversé par des officiers druzes en 1954.

Leur rôle politique et militaire contraste avec la perte d'influence des officiers d'origine kurde à partir de la fin des années 1950. Le coup d'État de 1954, les purges et les élections qui s'ensuivent conduisent à la réorganisation de l'*establishment* politico-militaire syrien. Les officiers kurdes mutés ne retrouveront plus jamais de place prééminente dans l'armée. En outre, l'incapacité des divers acteurs syriens à stabiliser le système politique les conduit à rechercher des appuis extérieurs avec, pour conséquence, une imbrication entre politique interne et

politique régionale. Le panarabisme, la lutte contre Israël et libération de la Palestine deviennent des priorités. Le régime de Damas envisage la conclusion d'une alliance d'abord avec l'Irak (1954), ensuite avec l'Égypte (1958), avec comme résultat l'établissement de la République arabe unie (RAU).

Dans ce contexte de montée du nationalisme arabe, tout groupe qui ne partage pas l'idéal nationaliste arabe est considéré comme un ennemi de la patrie arabe. Le PDK de Syrie est interdit et ses cadres sont jetés en prison. Sur le plan culturel, toute expression de l'identité kurde, par la langue et la musique, est interdite.

La fin de la RAU, en septembre 1961, n'apporte pas d'améliorations substantielles pour les Kurdes. Au contraire, dès le mois d'août 1962, la politique dite de « la ceinture arabe » est mise en place. Elle vise à séparer les régions kurdes de Syrie de celles de Turquie et d'Irak. Pour ce faire, le gouvernement de Damas procède à un recensement « exceptionnel » dans le district de Hassaké supposé prouver qu'un grand nombre de Kurdes de la Haute Jazira ne sont pas véritablement syriens, mais sont des émigrés venus de Turquie et de l'Irak après le mandat français. À la suite de ce recensement, qui se déroule dans des conditions chaotiques et en une seule journée, 120 000 Kurdes sont privés de leur citoyenneté, c'est-à-dire 20 % de la population kurde de l'époque.

Pendant, l'instabilité de la vie politique en Syrie ne permet pas aux autorités syriennes de mener à bien la politique de la « ceinture arabe ». Ce n'est qu'en 1975, que 7 000 familles arabes ayant dû s'en aller à cause de l'inondation par les eaux du barrage Assad sur la rive

LES KURDES DE SYRIE

de l'Euphrate s'installent en Haute Jazira sur des terres kurdes dont les propriétaires, devenus « apatrides » depuis 1962 et dépossédés, n'ont d'autre issue que l'émigration vers le sud du pays. Enfin, ces Kurdes sont privés entre autres du droit de vote mais aussi de celui de posséder un bien, de diriger un commerce, d'avoir un passeport ou d'être employé par le gouvernement.

Pourquoi le mouvement kurde de Syrie est-il si divisé ?

Actuellement, il y a environ vingt partis politiques pour une population d'autour 2 millions de Kurdes en Syrie. Les raisons de cette fragmentation extrême du champ politique kurde sont à la fois de nature externe et interne.

En 1957, des anciens membres du comité Khoyboun, créé durant le mandat français, et une nouvelle génération de militants kurdes créent le Parti démocratique kurde de Syrie (PDKS). Dès le début, des dissensions subsistent autour de questions clés, tel le nom du parti : est-ce que celui-ci doit se contenter de demander des droits culturels pour les Kurdes au sein de la Syrie ou bien doit-il s'affirmer comme un parti pan-kurdiste et donc utiliser le mot « Kurdistan » dans le sigle ? Bien que la première option l'emporte, le débat récurrent au cours des années 1960-1970 provoque des divisions et des tensions au sein de chacun des partis kurdes.

En outre, en 1961, le PDKS est interdit et ses dirigeants sont jetés en prison. Ce vide dans la direction

du parti facilite l'émergence de nouveaux cadres ainsi que de tendances idéologiques plus marquées à gauche, favorables à une coopération avec l'Union soviétique et les « forces progressistes » arabes. Ces tensions internes ouvrent la porte à la recherche d'une médiation externe, celle du PDK, dirigé par Mustafa Barzanî, leader de la rébellion kurde en Irak. Malgré ses efforts pour ramener l'unité au sein du parti, le PDKS et ses scissions continuent de se diviser au cours des années 1970 et 1980.

Alors que certains partis s'alignent autour du PDK de Barzanî, d'autres flirtent avec l'UPK de Jalal Talabanî, ce parti étant lui-même une scission du PDK en Irak. En effet, à partir des années 1970, Hafiz el Assad établit des alliances avec les partis kurdes d'Irak contre le régime de Bagdad. À partir des années 1980, le jeu de cooptation de partis kurdes par Damas s'étend au PKK. Ces alliances ne comportent des améliorations ni pour les Kurdes syriens ni pour les partis politiques kurdes de Syrie. Le PDK, l'UPK et le PKK sont tenus de canaliser les revendications des Kurdes syriens vers l'Irak et la Turquie, tandis que les formations kurdes syriennes font preuve de peu d'activité. Les revendications des partis kurdes de Syrie se concentrent autour de deux domaines : d'abord, celui des droits civiques et des droits humains ; ensuite, celui de la culture, et en particulier du droit à l'usage officiel de la langue kurde.

À partir des années 2000, il y a eu plusieurs tentatives d'unification des partis kurdes autour de trois camps : l'un proche du PDK de Barzanî, l'autre favorable au dia-

LES KURDES DE SYRIE

logue avec le régime de Damas, et, enfin, un bloc « indépendant ». En dépit de la création de ces fronts, le nombre de partis kurde n'a pas diminué depuis. Au contraire, la révolte syrienne de 2011 et la division d'opinions sur l'ère post-Assad rouvrent les divisions anciennes.

Pourquoi les Kurdes se révoltent-ils en 2004 ?

Entre le 12 et le 16 mars 2004, des milliers de Kurdes syriens prennent les rues pour montrer leur mécontentement s'en prenant à tous les symboles du régime de Bachar al-Assad. Les motifs de cette révolte doivent être recherchés à la fois dans des dynamiques plus anciennes et dans des événements inédits dans les régions kurdes de Syrie.

Jusqu'à la fin des années 1990, le régime syrien avait réussi à canaliser les revendications kurdes vers les autres régions kurdes du Moyen-Orient, notamment la Turquie et l'Irak. Ce *statu quo* s'est vu bouleversé par des bouleversements régionaux importants : la fin de l'alliance stratégique entre le PKK et le régime de Damas en 1998, à la suite de l'expulsion d'Abdullah Öcalan du territoire syrien et du rapprochement entre la Turquie et la Syrie au cours des années 2000, de l'intervention américaine en Irak en 2003 et de la création du ~~GRK~~. Encouragés par l'avancée significative des Kurdes irakiens, d'autres mouvements kurdes aussi bien en Turquie qu'en Iran,

voire en Syrie, expriment alors des demandes d'autonomie administrative confirmant ainsi le caractère transfrontalier de la question kurde.

Enfin, les premiers signes de la nouvelle ère de « visibilité » pour les Kurdes en Syrie sont par ailleurs encouragés par l'ambiance libérale du « printemps de Damas » (2000-2001), promue par le nouveau président Bachar al-Assad, fils d'Hafez al-Assad. Le 10 décembre 2002, coïncidant avec la Journée internationale des droits de l'Homme, 200 Kurdes manifestent devant le Parlement syrien entonnant des slogans tels que « Citoyenneté pour les Kurdes ».

Le déclenchement de l'intifada kurde en mars 2004 se produit à la suite de deux événements inattendus : les affrontements violents à la sortie d'un match de football et l'irruption en force d'un nouvel acteur politique, la jeunesse des quartiers défavorisés.

En effet, le 12 mars, lors d'un match de football dans la ville de Qamichli entre l'équipe locale, Al-Djihad, et l'équipe d'Al-Fatwa de Der Ez Zor, ville arabe traditionnellement loyale au régime syrien, les affrontements entre les supporters des deux camps tournent à une émeute qui gagne les rues. Sur ordre du gouverneur, les forces de l'ordre tirent sur la foule, faisant une dizaine de morts, dont plusieurs enfants.

Le lendemain, des milliers de personnes participent aux funérailles des victimes. Les forces de l'ordre ripostent en tirant sur la foule. La rumeur d'un véritable massacre se répand et des milliers de personnes manifestent pour protester contre la politique du régime et la répression policière dans d'autres villes kurdes telles qu'Afrin,

LES KURDES DE SYRIE

Amouda, Derik et Alep, où existe une forte concentration de population kurde. Pour la première fois dans l'histoire de la Syrie moderne, les mobilisations se répandent en même temps dans les trois enclaves kurdes. L'image d'un « Kurdistan syrien », uni et solidaire, émerge alors. On recense 43 morts, des centaines de blessés et environ 2 000 arrestations.

Or, l'acharnement des autorités sur les jeunes ne peut se justifier uniquement par le péril d'une contagion kurde. Il s'agit également de donner un exemple à la fraction de la population kurde qui a osé sortir de l'anonymat et rompre avec la stratégie de dissimulation du conflit. Ce sont surtout les jeunes qui, échappant au contrôle des partis politiques traditionnellement favorables au combat pacifique, se sont attaqués aux symboles du régime, aux bâtiments publics et qui ont engagé de véritables batailles de rue avec les forces de l'ordre.

Comment réagit le mouvement kurde à la révolte syrienne de 2011 ?

Lorsque la révolte syrienne commence en 2011, le mouvement kurde apparaît non seulement divisé face aux objectifs et aux alliances à nouer, mais aussi aux ressources organisationnelles à disposition. Une nouvelle génération de jeunes Kurdes se mobilise pour soutenir les contestataires de Daraa, puis d'autres villes syriennes. Dans la principale ville à majorité kurde du pays, Qamichli, au moins quatre comités locaux agissent dès mars : « La Jeunesse révolutionnaire », « La Société civile de la Jazîra », « La Jeunesse kurde » et « La Coalition des jeunes Sawa ». Par la suite, des groupes de jeunes Kurdes surgissent également à Amouda et dans la plupart de villes moyennes du Nord syrien. Ils soutiennent les mobilisations de chaque vendredi organisées dans différentes villes syriennes et relaient les slogans des comités révolutionnaires dans les zones kurdes. Un seul parti, le Mouvement du Future de Mashaal Tammo, s'aligne clairement avec le mouvement des jeunes révolutionnaires.

Malgré la décision historique du régime de Damas du 7 avril 2011 de naturaliser les « apatrides » kurdes, ces comités locaux continuent de manifester contre Bachar al-Assad, plaçant les partis kurdes devant un dilemme. Face à une opposition syrienne en exil dominée alors par les Frères musulmans et soutenue par la Turquie – opposée à l'émergence d'une nouvelle autonomie kurde –, fallait-il joindre la révolte ou, au contraire, calmer le jeu et se présenter comme des intermédiaires entre le régime et la population, en espérant obtenir des concessions d'un régime affaibli ?

Au début, la plupart des partis kurdes décident de ne pas suivre le mouvement. Le souvenir de la répression du régime syrien en 2004 est toujours présent. Le manque de solidarité des autres régions syriennes avec les protestataires kurdes l'est également. Toutefois, la pression de la « rue » et l'évolution du conflit poussent la plupart des partis kurdes à réclamer la fin du régime baathiste. Traditionnellement divisés par des querelles internes et réunissant un faible effectif de militants, plus d'une dizaine de partis kurdes forment en octobre 2011 le Conseil national kurde (CNK).

Cependant, le Parti de l'union démocratique, le PYD, organisation sœur du PKK, fortement implanté à Afrin et à Kobané, décide non seulement de ne pas rejoindre le CNK, mais de déclarer qu'il défendrait le régime de Damas au cas où la Turquie déciderait d'intervenir militairement en Syrie. Le PYD se positionne ainsi dans une « troisième voie » en ne soutenant ni les révolutionnaires syriens ni le régime de Damas. En revanche, il invite les Syriens à suivre le modèle du « confédéralisme démocra-

tique », projet politique qui vise à une sorte d'autogestion des affaires locales dépassant ainsi le modèle « révolu » de l'État-nation.

Si les accords d'Erbil, signés le 11 juillet 2012 par le PYD et le CNK grâce à la médiation du président du GRK irakien Massoud Barzanî, permettent un rapprochement entre les deux blocs kurdes, très vite il apparaît qu'un accord de « non-agression » entre le PYD et Damas a été passé. Alors que le gouvernement turc transforme ses poste-frontières en de véritables corridors pour les groupes rebelles syriens, Bachar al-Assad décide à son tour, le 19 juillet, de retirer partiellement ses troupes du nord syrien avec un double objectif : les rassembler autour d'Alep et de Damas et menacer la frontière sud-est de la Turquie avec une frange frontalière contrôlée par le PKK/PYD.

Enfin, après la création du CNK, s'initie une compétition entre les divers partis kurdes pour coopter les dizaines d'organisations indépendantes de jeunesse qui sont apparues durant les premiers mois de la révolte. En l'espace de quelques mois, la plupart des comités de jeunesse rejoignent l'un ou l'autre des blocs politiques constitués.

À partir de 2012, les mobilisations se « kurdifient » et, progressivement, le mouvement protestataire se déconnecte et des objectifs et des répertoires d'action des révolutionnaires syriens.

Qu'est-ce que le « Rojava » ?

Le 19 juillet 2012, Bachar al-Assad décide de retirer partiellement ses troupes du nord syrien avec un double objectif : les rassembler autour d'Alep et de Damas et menacer la frontière sud-est de la Turquie avec une frange frontalière contrôlée désormais par le PYD, organisation en conflit avec le gouvernement turc.

Le retrait partiel des troupes syriennes en juillet 2012 des enclaves kurdes marque un tournant. Alors que les partis réunis autour du CNK, réunissant une dizaine de partis kurdes d'importance inégale, se montrent incapables de réagir face à ce basculement inattendu, le PYD tire profit de ses atouts : des réseaux militants créés depuis les années 1980, sa forte discipline interne, l'expertise des cadres militaires du PKK, la figure charismatique du chef Abdullah Öcalan et la mise en place des bases organisationnelles de « l'autonomie démocratique » avant la lettre.

Le PYD s'impose rapidement comme la seule force hégémonique dans les enclaves kurdes. Alors que les médias occidentaux et pro-PYD annoncent la libération

du Rojava du joug baathiste, la réalité est plus complexe. La présence du régime syrien se fait toujours sentir dans les grandes villes telles que Qamichli et Hassaké. Ensuite, le PYD n'entend pas laisser aucune autre force sociale et politique défier son autorité, et indirectement, celle de Damas.

Après cinq ans d'expérience, il apparaît que si le système du Rojava se révèle inclusif, du point de vue du genre – chaque canton est gouverné par un homme et une femme – et de la diversité ethnique et religieuse, il est profondément partisan. Ainsi, les représentants des partis réunis au sein du CNK – proche de Massoud Barzanî – ont été exclus de l'architecture institutionnelle de la région et ont dû se replier sur le Kurdistan irakien. En outre, le PYD a créé ses milices, les Unités de défense du peuple (YPG), et ses propres forces de sécurité (*Asayish*), chargées d'assurer la sécurité et le contrôle des enclaves kurdes.

Si la menace de l'État islamique devient bien réelle en 2014, il faut rappeler que ces forces de sécurité ont été employées, entre 2012 et 2013, à l'encontre de la société civile kurde. Les *Asayish* ont largement contribué à la quasi-disparition des comités révolutionnaires locaux placés en dehors du maillage organisationnel développé par le PYD. En effet, les manifestations organisées par les groupes de jeunesse ainsi que par les membres du CNK ont été soit réprimées par les forces de l'ordre du PYD, soit interdites.

La gouvernance autoritaire du PYD des enclaves kurdes a conduit la plupart des comités révolutionnaires à changer de registre d'engagement, passant de l'activisme politique

LES KURDES DE SYRIE

à des initiatives « apolitiques » comme la promotion de la culture kurde ainsi que diverses formations destinées en priorité aux femmes et aux jeunes. Si des voix critiques se lèvent ici et là contre les politiques du PYD, la marge de manœuvre de l'opposition demeure étroite. Bon nombre d'habitants du Rojava sont conscients que le retour en force du régime syrien reste possible et la menace réelle de l'État islamique ainsi que d'autres groupes islamistes confère une légitimité au PYD ; un parti qui, malgré ses méthodes autoritaires, est perçu comme la seule force capable de maintenir les djihadistes à l'écart.

Le PYD est-il différent du PKK ?

Les liens entre le PYD en Syrie et le PKK sont sujets à discussion, car la réponse pourrait être lourde de conséquence pour le premier. Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie de longue date, par les États-Unis depuis 1997 et par l'Union européenne depuis 2010. Pour le gouvernement turc, démontrer qu'il existe des liens organiques entre les deux organisations est dès lors essentiel, il s'oppose à la coopération américaine avec le PYD et ses milices en Syrie de peur que cette alliance militaire face à l'État islamique serve *in fine* à renforcer le PKK. Si les liens idéologiques et la coopération entre les deux organisations sont facilement démontrables, un retour historique aux origines du PYD et à sa postérieure évolution apporte quelques nuances à l'affirmation des autorités turques.

Le PKK s'installe en Syrie en 1980 grâce à un accord de coopération entre le régime syrien de Hafiz al-Assad et le leader du parti, Abdullah Öcalan. Alors que le gouvernement de Damas permet aux membres du PKK de s'entraîner militairement en Syrie puis au Liban, le mouvement

se doit de s'attaquer contre la Turquie afin de la forcer à négocier une meilleure distribution des ressources hydrauliques de l'Euphrate. À partir de ce moment, il peut agir librement en Syrie : recruter des jeunes pour sa guérilla (20 % des combattants du PKK dans les années 1990), ouvrir des bureaux de propagande et collecter des « taxes révolutionnaires » parmi les Kurdes de Syrie.

Ce *statu quo* se voit bouleversé par les pressions grandissantes de la Turquie. Abdullah Öcalan se voit contraint de quitter la Syrie le 9 octobre 1998, sous la menace d'une intervention militaire le cas échéant. Après un long périple, il est arrêté au Kenya en 1999 et transféré en Turquie où il est condamné à perpétuité. Cette arrestation a des conséquences importantes pour le PKK dans son ensemble, notamment sa restructuration et son évolution idéologique.

Dans un premier temps, l'organisation passe de la revendication à la création d'un État kurde à celle de la démocratisation de la Turquie et du droit à parler la langue kurde. En parallèle, cependant, elle décide de devenir une organisation transnationale et de s'« enraciner » dans chacun des pays où les Kurdes constituent une forte minorité. C'est ainsi que le PYD remplace le PKK en 2003. Bien que le nouveau parti souffre d'une scission en 2004, très rapidement ~~le~~ il s'impose comme le seul héritier du capital symbolique, matériel et humain du PKK.

Le rapprochement entre la Syrie et la Turquie a aussi des conséquences significatives pour le PYD : des dizaines de ses membres sont extradés en Turquie, tandis que des cadres partent en exil laissant un vide que comble

une nouvelle génération militante qui fait ses « premières armes » durant la « révolte de Qamichli » en 2004.

Lorsque le régime syrien retire partiellement ses troupes du nord du pays et permet au PYD de créer une autonomie dans les enclaves kurdes en 2012, l'organisation fait appel aux cadres politiques et militaires syriens du PKK. Grâce à leur expérience, ils réussissent à gérer les régions kurdes de manière efficace dans un laps de temps bref. Cette évolution se voit davantage complexifiée par l'entrée en scène de milliers de jeunes (y compris des femmes) qui s'engagent dans les milices du PYD afin de défendre ses acquis et de protéger les Kurdes des groupes islamistes.

Du point idéologique, si le PYD a fait siens les principes du « confédéralisme démocratique » formulés par le PKK depuis 2007, la mise en pratique et postérieure adaptation du programme du PKK à la réalité du Rojava doit beaucoup à son autonomisation par rapport à la source.

Pourquoi la Turquie n'aide-t-elle pas à sauver Kobané des attaques de l'État islamique ?

Le président syrien Bachar al-Assad décide le 19 juillet 2012 de retirer partiellement ses troupes du Nord syrien avec un double objectif : les rassembler autour d'Alep et de Damas, et menacer la frontière sud-est de la Turquie avec une frange frontalière contrôlée par le PYD. En effet, il apparaît qu'après une phase de tentative de médiation entre le gouvernement de Damas et les rebelles syriens, la Turquie soutient de manière plus ou moins directe l'Armée libre syrienne (ALS), puis des groupes islamistes actifs au Nord syrien. La décision historique de la Syrie cherche donc à créer un contrepoids à la nouvelle direction de la politique étrangère d'Ankara vis-à-vis du régime de Bachar al-Assad.

Malgré l'émergence d'un pouvoir kurde à la frontière turco-syrienne, ou peut-être à cause de cette nouvelle donne, le gouvernement turc ouvre en 2012 des négociations avec le PKK en Turquie et met sur pied un « pro-

cessus de paix » visant à mettre fin à quarante années de guerre de basse intensité. Dès septembre 2013, cependant, apparaissent les premiers obstacles. Le PKK annonce la suspension du retrait de ses combattants du territoire turc, car l'organisation kurde considère que le gouvernement d'Erdoğan n'est pas sincère dans sa détermination à négocier certains droits pour les Kurdes de Turquie. En janvier 2014, le PYD annonce la création de trois cantons autonomes dans le Nord syrien (Afrin, Kobané, Jazira), ce qui est perçu en Turquie comme une menace pour la sécurité nationale.

C'est dans ce contexte de tension croissante entre Ankara et le PKK/PYD qu'intervient la prise de la ville frontalière de Kobané par l'EI en septembre 2014. Alors que les derniers bastions de la résistance de combattants kurdes à Kobané semblent fléchir à ces attaques, la Turquie positionne ses troupes autour de Kobané sans toutefois venir en aide des Kurdes. Pour la Turquie, le PYD est le même mouvement que le PKK et toute consolidation de son pouvoir est perçue comme un renforcement du PKK dans la table des négociations.

Le siège de Kobané est pourtant très médiatisé en Turquie et ailleurs dans le monde. Des Kurdes de Turquie tentent d'aller en aide de leurs « frères kurdes » syriens, mais l'armée turque tente de les en empêcher. En même temps, les États-Unis, alliés à la fois de la Turquie et des Kurdes d'Irak, craignent que la chute de Kobané entraîne la fin de la résistance kurde face à l'EI en Syrie. Alors que les États-Unis encouragent les Kurdes irakiens à envoyer des hommes et de l'artillerie lourde pour retourner la situation, la Turquie continue de rester passive face aux

LES KURDES DE SYRIE

souffrances des populations civiles et des combattants kurdes, ce qui provoque une vague de protestations parmi les Kurdes de Turquie et la détérioration du « processus de paix ».

S'il est vrai que la Turquie, sous la pression américaine, permet aux combattants kurdes irakiens d'aller en aide des forces du PYD à Kobané en traversant son territoire, le gouvernement d'Erdoğan reste figé sur ses peurs les plus profondes. En effet, l'élan de solidarité des Kurdes de Turquie durant la « bataille de Kobané » (septembre 2014 – janvier 2015) ne fait qu'augmenter les craintes d'une effervescence kurde en Turquie. La libération de Kobané et le retour des milliers de réfugiés de cette ville, devenue symbole de la résistance kurde, ne changent pas la donne. Le « processus de paix » en Turquie est enterré en juillet 2015. Depuis, le gouvernement turc mène une politique officieuse de soutien à divers groupes islamistes contre les milices du PYD et une guerre ouverte contre le PKK et le mouvement kurde légal.

Quel est le projet politique du Rojava ?

Lorsque les troupes syriennes se retirent partiellement des régions kurdes du Nord syrien, le PYD remplit ce vide de pouvoir. Il ne tire cependant pas profit de ce vide pour créer une « zone rebelle » contre le régime de Bachar al-Assad. Il se positionne dans une « troisième voie » ; le parti ne soutient ni les révolutionnaires syriens ni le régime de Damas. En revanche, il invite les Syriens à suivre le modèle du « confédéralisme démocratique » et « l'autonomie démocratique ».

Le PYD crée ainsi à Afrin et à Kobané des comités locaux où les principes du parti, empruntés à des idéologues et militants d'inspiration libertaire, notamment Murray Bookchin, sont diffusés. Parmi ceux-ci, l'aspiration à fonder une « société démocratique » – *i.e.* d'autogestion – a-nationale, écologique et égalitaire en matière de genre occupe une position centrale dans le ~~dit~~ « Contrat social pour le fédéralisme démocratique du Nord syrien ». Dès 2012, des associations et des centres culturels pour les femmes et les jeunes guidés par le PYD sont créés, si bien que la Syrie devient rapidement un laboratoire

unique pour la mise en place du programme politique impulsé par le KCK, plateforme fondée en 2007 et réunissant tous les partis et comités proches du PKK. Parmi ces comités figure notamment le Mouvement pour une société démocratique (TEV-DEM), pendant syrien du mouvement homonyme existant en Turquie.

En janvier 2014, l'« Assemblée législative du Gouvernement démocratique autonome » signe à Amouda un accord qui ouvre la porte à la création de trois « cantons autonomes », dotés chacun de vingt « ministères », tous dans les mains des proches du PYD. Le système de gouvernance mis en place est composé de trois niveaux : les conseils municipaux, le gouvernement cantonal et le « gouvernement fédéral » du Rojava. En théorie, le modèle vise à un système pyramidal inversé ; c'est-à-dire, à accorder davantage de pouvoir aux communes qu'au gouvernement fédéral. Le programme du PYD cherche à favoriser la décentralisation, la participation populaire dans toutes les décisions et, au final, à remplacer le modèle « bourgeois » de l'État-nation par un modèle qui se veut, à l'opposé, radicalement égalitaire et participatif.

Le modèle du Rojava essaie de dépasser la « question minoritaire », le Contrat en vigueur garantit la participation de tous les individus et de tous les groupes, à pied d'égalité, dans les processus de discussion, de décision, et de mise en place de toutes les affaires locales. En réalité, cependant, il assure la participation et l'égalité au titre individuel selon la tradition anarchiste et réaffirme les droits collectifs de toutes les communautés ethniques et religieuses, s'inscrivant ainsi dans la tradition de protections des minorités non-musulmanes ou millets d'ins-

LES KURDES DE SYRIE

piration ottomane, puis libanaise. Ainsi, par exemple, l'article 16 du Contrat octroie une représentation juste à tous les groupes ethniques dans les institutions administratives, en fonction de leur poids démographique, dans chacune des régions comprises dans le Rojava.

Vers où va donc ce projet politique ? Il est difficile à savoir. Il s'agit en réalité d'un modèle en devenir et non pas d'un projet pré-défini et fermé. Les dynamiques internationales et l'issue de la guerre en Syrie définiront en grande partie les contours institutionnels et idéologiques du Rojava dans les années à venir.

QUESTIONS GÉOPOLITIQUES ET TRANSFRONTALIÈRES

Pourquoi les États-Unis et l'Iran ont-ils soutenu Mustafa Barzanî (1971-1975) ?

La période qui va de 1961 à 1975 est décrite comme la « révolution de septembre » par le mouvement national kurde en Irak. Rompant avec le régime d'Abdel Karim Qassem, le PDK dirigé par mollah Mustafa Barzanî se lance dans un soulèvement contre l'État central irakien qui ne prendra fin qu'en 1975 par une défaite des Kurdes. Cet événement constitue en partie une anomalie. En effet, dans la géostratégie de l'époque la très grande majorité des mouvements de libération nationale étaient soutenus par l'Union soviétique. Or, en s'opposant au régime de Qassem et à ceux de ses successeurs tous alliés de l'Union soviétique, les Kurdes d'Irak rompent avec la tradition des gauches internationales dont ils prétendent être proches. C'est peut-être ce qui explique la lenteur du rapprochement du PDK de Barzanî avec le camp occidental.

Dès le début de la révolte, des contacts sont pris et des témoignages d'aménité parfois secrets sont échan-

gés. L'Iran de Reza Pahlavî accueille sur son territoire des réfugiés kurdes d'Irak sans grande difficulté. Des échanges politiques ont lieu avec le PDK dès 1962. Une forme d'appui humanitaire se met en place à partir de 1964. Mais la défiance réciproque est vivace. Le shah soupçonne à juste titre le PDK de ne négliger aucune option qui pourrait faire avancer les droits nationaux des Kurdes. Il redoute un rapprochement et une négociation avec l'État central irakien de même que le soutien éventuel aux mouvements kurdes d'Iran. Ces deux éventualités représentent une menace claire pour l'intégrité de l'Iran. De son côté, le PDK n'a aucune confiance en un Iran qui a réduit en cendres les espoirs suscités par la République de Mahabad. Les États-Unis pour leur part dans les premiers temps évitent poliment les appels du pied des insurgés kurdes en quête de parrain puissant.

Il faut attendre les années 1971-1972 pour qu'Américains et Iraniens s'associent dans un soutien massif au PDK. Les raisons de ce revirement sont multiples. Il tient surtout à la logique de guerre froide. Alors que l'Irak a été secoué par une série de révoltes et de coups d'État déstabilisateurs dans les années 1960, la séquence allant de 1968 à 1972 voit la mise en place d'un pouvoir central baathiste fort sous l'égide de Hassan al-Bakr et Saddam Hussein avec l'appui de l'Union soviétique.

En 1970, Bagdad parvient à un début d'accord avec les Kurdes, augurant d'une consolidation du pouvoir baathiste, au grand dam de l'Iran qui offre son hospitalité au PDK. L'Union soviétique soutient à plein l'Irak pourvoyant armes, instructeurs militaires et logisticiens en tout genre. Cette coopération donne lieu en 1972 à la

signature d'un accord d'amitié. L'Irak appartient désormais au bloc de l'Est. Si on ajoute à cela, la présence en Irak des réserves de pétrole les plus importantes du monde, l'aboutissement dans les années 1970 d'un processus de nationalisation de toute sa production ainsi que le triplement des prix du baril depuis 1965, il est incontestable que la montée en puissance de l'Irak peut susciter quelque inquiétude de la part des Occidentaux et de leurs alliés locaux dont l'Iran.

L'argent et les armes, notamment les précieux canons anti-aériens, qui vont couler à flots en direction des combattants kurdes ont plusieurs buts. L'un est d'affaiblir un ennemi pro-soviétique. L'autre est pour l'Iran de couper les liens entre le PDK d'Irak et les mouvements kurdes d'Iran perçus comme une menace, et de détourner les Kurdes de leur engagement traditionnel au sein des organisations de gauche. Le soutien américano-iranien parrainé par le secrétaire d'État, Henry Kissinger, permet d'infliger des défaites à l'armée irakienne jusqu'en 1974. Ce qui pousse l'État central à négocier de nouveau avec le PDK pour établir une illusoire loi de décentralisation. Mais en 1975, lors d'une réunion de l'OPEP à Alger, Iraniens et Irakiens trouvent un terrain d'entente, avec la bénédiction lointaine des États-Unis. Dans le même mouvement, la révolte du PDK s'écroule totalement.

Qui a vendu les armes chimiques à Saddam Hussein ?

Entre 1987 et 1988, l'armée irakienne procède à des attaques chimiques répétées contre les combattants et la population civile kurdes. En effet, le décret n° 160 du 29 mars 1987 donne à Hassan Ali al-Majid, cousin de Saddam Hussein, toute latitude pour mettre en œuvre la « solution finale » au problème kurde, que ni la politique d'arabisation intensive, ni les déplacements de populations, ni les exécutions, ni une guerre qui dure par intermittence depuis 1961 n'ont pu résoudre.

Si cette violence indiscriminée est connue des chancelleries occidentales, c'est uniquement après l'attaque de Halabja (60 000 habitants) le 16 mars 1988 que l'ampleur de la politique de destruction du régime irakien est révélée à l'opinion publique mondiale. Ce jour-là, des bombardiers irakiens font irruption à Halabja, ville contrôlée par l'UPK et située à l'extrémité sud du Kurdistan irakien, déversant des engins explosifs à l'intérieur desquels il y a du gaz moutarde et des agents neurotoxiques parmi lesquels du gaz sarin, de l'agent VX et du tabun.

Plus de 5 000 civils périssent, tandis que des milliers d'habitants de la ville souffriront des séquelles de ces agents toxiques par la suite. Si la responsabilité du régime baathiste dans l'utilisation des armes chimiques contre la population kurde est évidente, celle des fabricants d'armes en Occident n'a pas encore été élucidée.

Il est cependant établi que durant la guerre irano-irakienne (1980-1988), les États-Unis, l'Union soviétique et des pays européens ont fourni des armes et des crédits au régime de Saddam Hussein, considéré comme un rempart « laïque » face à la menace du régime de l'ayatollah Khomeyni qui dit vouloir exporter sa révolution « islamiste » à toute la région moyen-orientale. La France qui a vendu des bombardiers Mirage et des hélicoptères à l'Irak lui prête même des avions Super-Etendard. L'Allemagne, quant à elle, aurait livré à Bagdad une grande partie de la technologie des armes chimiques.

Le soutien économique et militaire au régime irakien explique en grande partie le silence de la plupart des gouvernements occidentaux après le massacre de Halabja. L'ONU se montre également réticente à ouvrir une enquête sur l'utilisation d'armes chimiques au Kurdistan irakien, en déclarant que les nationalités sont difficiles à déterminer, tant pour les armes que pour les utilisateurs de celles-ci.

C'est seulement après la chute du régime de Saddam Hussein en 2003 que le rideau de silence tombe. Le 7 décembre 2004, l'homme d'affaires néerlandais Frans Van Anraat est arrêté à son domicile d'Amsterdam. On l'accuse de complicité de génocide et de crimes de guerre pour avoir vendu des produits chimiques au régime baa-

thiste. Douze mois plus tard, le négociant est jugé coupable et condamné à une peine de quinze ans de prison, portée en appel à dix-sept ans. Depuis, des procédures ont été lancées en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suisse et en Espagne. Au total, près de 55 tonnes de produits destinés à la fabrication d'armes chimiques auraient été vendues à l'Irak entre 1981 et 1991 par des entreprises étrangères dont certaines seraient françaises.

C'est ainsi que le 10 juin 2013, une plainte pour complicité de crime contre l'humanité a été déposée à Paris. Elle vise plusieurs sociétés françaises, toutes liées à l'industrie de défense, qui se seraient enrichies en pactisant avec le régime de Saddam Hussein. Pour l'instant, cependant, aucune condamnation n'a été prononcée.

Pourquoi dit-on que « les seuls amis des Kurdes sont les montagnes » ?

En 1993, deux ans après l'échec du soulèvement kurde contre le régime de Saddam Hussein, pourtant encouragé par le gouvernement nord-américain, les journalistes John Bulloch et Harvey Morris nous laissent un témoignage poignant sur les conséquences aussi bien politiques qu'humaines de l'énième « trahison » des pays occidentaux face aux Kurdes. Le titre de l'ouvrage *No Friends but the Mountains. The Tragic History of the Kurds* sert désormais à « expliquer » le destin de ce peuple depuis 1919. Malgré sa volonté de reconnaissance nationale, celui-ci ne peut que compter sur lui-même ; ses alliés de circonstances, États régionaux ou puissances mondiales, finissent, tôt ou tard, par le trahir.

Si ce constat répond à une certaine réalité, il tend à faire oublier l'autre côté de la pièce – les avantages tirés historiquement par des élites kurdes de la position géographique du Kurdistan à l'intersection entre empires, puis entre divers États – et faire porter l'entière responsabilité

des occasions manquées sur les puissances étrangères, notamment occidentales.

Dès le xv^e siècle, la compétition entre l'Empire ottoman et perse permet aux confédérations tribales kurdes habitant le long de leur frontière mouvante de s'allier avec l'un ou l'autre afin de se constituer en émirats semi-indépendants. Au xix^e siècle, si le sultan ottoman cherche à centraliser le pouvoir en éliminant les principautés kurdes, l'interventionnisme croissant des puissances européennes dans la périphérie orientale de l'Empire conduit le premier à établir des alliances avec des tribus kurdes pour contrer la « menace arménienne ». Les chefs des régiments de cavalerie légère Hamidiye reçoivent des titres et des privilèges en retour de leur loyauté.

En 1920, le traité de Sèvres prévoit la création d'un État kurde dans le sud-est de la Turquie actuelle. L'occasion manquée au début des années 1920 ne peut s'expliquer uniquement par une « trahison » des puissances européennes. La prise en considération de facteurs à la fois externes (intérêts divergents des puissances occidentales, victoires militaires des rebelles turcs) et internes (division au sein des comités kurdes), ainsi que des trajectoires historiques antérieures (génocide arménien, divisions tribales et religieuses propres à la société kurde) s'avèrent autrement essentielles pour comprendre pourquoi cette occasion historique s'est envolée.

Depuis, diverses organisations kurdes ont établi des alliances politiques et militaires avec des régimes moyen-orientaux ou avec des puissances mondiales afin d'obtenir l'autonomie des Kurdes dans l'un des États de la région : Kurdes iraniens avec l'Union soviétique (1946),

QUESTIONS GÉOPOLITIQUES ET TRANSFRONTALIÈRES

Kurdes irakiens avec les États-Unis et l'Iran (1966-1975), Kurdes iraniens avec l'Irak (1981-1988), Kurdes irakiens avec l'Iran (1981-1988), Kurdes turcs avec la Syrie (1980-1999), Kurdes irakiens avec les États-Unis (1996-2003), Kurdes syriens avec la Russie et les États-Unis (2014-2018), Kurdes irakiens avec les États-Unis (2014-2017).

Si à travers ces alliances, les mouvements kurdes ont été capables de créer des opportunités politiques, ils doivent constater qu'ils ne sont pas pour autant complètement maîtres du jeu. En tant qu'acteurs d'un espace « minoritaire », ils doivent composer avec les cadres étatiques qu'ils n'ont pas réussi à rendre caducs ainsi qu'avec des dynamiques régionales et internationales qui leur échappent.

Israël est-il le principal allié des Kurdes au Moyen-Orient ?

Les liens entre l'État d'Israël et les Kurdes sont souvent présentés comme une évidence par des observateurs faisant un parallèle entre les aspirations nationales kurdes et juives et leur opposition commune aux États arabes de la région. La présence de drapeaux israéliens dans les manifestations pro-kurdes et les constantes déclarations de sympathie accréditent cette idée. Dans les faits, cette alliance présentée comme naturelle ne va pourtant pas toujours de soi. C'est Israël qui semble avoir pris l'initiative de se rapprocher des Kurdes d'Irak lors de la révolte de 1961 contre l'État central irakien. Il s'agissait surtout d'appliquer la doctrine de la « périphérie », c'est-à-dire former des alliances avec les pays non-arabes et les minorités de la région afin de contrebalancer le front commun que lui opposaient les États arabes sous la pression de l'opinion publique favorable aux Palestiniens. L'Iran faisant alors partie de cette coalition, Israël put acheminer par sa frontière avec l'Irak, une aide substantielle aux Kurdes. Des officiers israéliens devinrent parfois leurs

instructeurs et leurs conseillers. Cette coopération fut limitée, en raison des capacités restreintes des Kurdes à absorber cette aide et des fortes réticences iraniennes. Aucun armement lourd ne traversa la frontière et les Kurdes ne participèrent jamais directement aux nombreuses guerres israélo-arabes. Il s'agissait, surtout du point de vue d'Israël, d'affaiblir indirectement un État puissant et hostile, mais en aucun cas de parvenir à l'avènement d'un État kurde, en dépit de liens d'amitié sincères entre les membres de la famille Barzanî et des personnalités israéliennes.

Ces relations se maintinrent, mais n'empêchèrent pas les déconvenues du mouvement national kurde en Irak dans les années 1970-1980. Les Israéliens s'employèrent néanmoins à un lobbying actif en faveur des Kurdes. Alors que la région du Kurdistan irakien atteignait un haut degré d'autonomie et que la convergence des intérêts stratégiques entre Israël et les Kurdes était manifeste, Israël fut le seul État à défendre l'idée d'une indépendance kurde. La coopération sécuritaire et militaire semble toujours d'actualité et des investissements indirects israéliens importants furent réalisés en direction du GRK. Toutefois, pour des raisons stratégiques et juridiques – le GRK étant intégré à un Irak encore légalement en guerre avec Israël –, cet accord ne s'est concrétisé ni par l'établissement de relations officielles ni par l'accroissement significatif du volume des échanges.

Cette situation détonne avec les relations commerciales et sécuritaires pérennes et massives qu'Israël entretient officiellement avec des pays de la région manifestant souvent leur déplaisir à son égard, tels que la Turquie,

la Jordanie ou l'Égypte. Il ne faut pas non plus négliger la nécessité pour le GRK de maintenir de bonnes relations avec des acteurs avoisinants hostiles à Israël. Un fait marquant est l'ouverture d'un consulat général de Palestine en l'absence totale de représentation diplomatique israélienne.

Par ailleurs, si les relations d'aménité avec Israël continuent à s'exprimer, la solidarité avec la cause palestinienne anti-impérialiste reste ancrée au sein de ces sociétés. C'est le cas chez les Kurdes d'Irak avec une longue adhésion des membres de l'UPK au combat des Palestiniens dès les années 1950. L'opposition la plus nette à Israël est celle du PKK, le PKD qui n'a pas hésité au début des années 1980 à développer des liens étroits avec les mouvements armés palestiniens, percevant sa lutte comme un combat commun contre l'impérialisme américain, turc et israélien. Ce dernier ne manque pas d'associer le PKK à la menace globale qui pèse contre lui. Le Mossad paraît d'ailleurs avoir joué un rôle important dans l'arrestation au Kenya de son leader, Abdullah Öcalan, en 1999. Des manifestants de la diaspora kurde ont alors tenté de s'introduire dans des emprises diplomatiques israéliennes, ce qui leur valut une riposte implacable des gardes. Nombre d'activistes furent blessés et trois furent tués à Berlin. Étant donné le virage stratégique de la Turquie qui s'éloigne de plus en plus d'une collaboration avec Israël, on note un infléchissement du conflit avec le PKK. Il n'est pas sûr en revanche que les jeux tactiques effacent cette histoire.

Quelles relations entretiennent le PKK d'Öcalan et le PDK de Barzanî ?

Le PDK et le PKK ont dès leur formation, pour l'un en 1946 et pour l'autre en 1978, eu des ambitions régionales. Ces ambitions s'expriment de manière différente et sur des bases politiques diverses.

Le PDK a bénéficié très tôt d'une aura qui dépasse les frontières du Kurdistan irakien. Il a ainsi pu contrôler des partis qui agissaient dans les pays voisins portant souvent le même nom et s'appuyant sur une base politique traditionnelle similaire composée de petits propriétaires terriens revendiquant des formes d'autonomie locale et des droits culturels.

Le PKK, créé quant à lui par des étudiants kurdes de Turquie, apparaît comme un parti révolutionnaire et pan-kurdiste radical. Les deux mouvements ont des positionnements idéologiques totalement antagoniques et s'accusent l'un l'autre jusqu'à aujourd'hui de trahison envers la cause kurde et d'autoritarisme.

Au début des années 1980, le PKK parvient à survivre au coup d'État qui frappe la Turquie en établissant des

liens forts avec la Syrie de Hafez al-Assad par l'entremise de ses camarades kurdes irakiens de l'UPK. La priorité affichée du PKK étant d'étendre son influence en Turquie, il réussit même à se concilier le PDK qui conclut avec lui en 1984 un accord de coopération lui permettant de mener des opérations depuis le territoire irakien. Les deux partis se sont alors trouvés associés dans une même alliance avec l'Iran et la Syrie, alors que l'UPK tente de négocier avec le régime de Saddam Hussein. Paradoxalement, cette stratégie permet au PKK d'établir son hégémonie sur la scène kurde de Turquie et d'écarter totalement ses partis rivaux influencés par le PDK. À partir de 1986, la Turquie obtient l'accord de l'Irak pour mener des opérations sur son territoire contre le PKK, faisant souvent des morts parmi les partisans du PDK.

Un an plus tard, Bagdad lance une offensive militaire massive et destructrice contre ses Kurdes. Ne pouvant plus résister sur les deux fronts et soupçonnant fortement le PKK de collusion avec Saddam Hussein, le parti décide de rompre avec lui. Il s'installe pourtant à demeure au Kurdistan irakien et se met à contrôler de manière efficace la frontière irako-turque. L'établissement en 1991 d'une région kurde *de facto* autonome sous embargo de Bagdad met l'UPK et le PDK dans une situation de dépendance totale par rapport à la Turquie, ennemie structurelle de ce dernier. Se sentant menacé par cette alliance tripartite, ce dernier annonce la création d'une branche irakienne, le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK) visant au recrutement de combattants et militants au niveau local, et perturbe gravement la circulation des personnes et des biens entre la région du Kurdistan ira-

kien et la Turquie. Les personnalités et les tribus locales ayant rejoint le PKK deviennent les cibles du PDK dans la région de Duhok. La situation se détériore vite en une série d'escarmouches et d'assassinats.

Fin 1992, une véritable guerre éclate entre d'un côté le PKK et de l'autre le PDK, l'UPK et les forces aériennes turques. À la fin du mois d'octobre, les capacités opérationnelles du PKK en Irak sont réduites à néant. En dépit de l'intransigeance du PDK à son égard, le PKK bénéficie de la stratégie à long terme de l'UPK qui impose un cessez-le-feu favorable au PKK. Celui-ci est autorisé à se réinstaller dans des camps en zone UPK tout en gardant son armement. Il s'agit pour le parti kurde de gauche d'exploiter le pouvoir de nuisance de son allié d'antan affaibli. Tirant profit de cette aubaine et à la faveur des hostilités entre PDK et UPK, le PKK reprend ses opérations en 1995 contre le premier en 1995.

À la fin des années 1990, le PKK est néanmoins affecté par l'expulsion de son leader Abdullah Öcalan de Syrie et la signature d'un accord de réconciliation entre l'UPK et le PDK sous l'égide des États-Unis, jetant les bases à une intervention américaine en Irak. Retranché dans ses camps de Qandil et Makhmour, le PKK ne peut alors agir en Irak que dans la clandestinité et à une échelle marginale. Entre 1998 et 2003, il connaît une longue phase de recomposition organisationnelle et idéologique, où il envisage une vague sortie du paradigme nationaliste kurde et de crise avec l'État central turc. Le désengagement de ce dernier dans les affaires irakiennes laisse les coudées franches au PKK pour se recomposer et reprendre la lutte armée vers 2004.

QUESTIONS GÉOPOLITIQUES ET TRANSFRONTALIÈRES

L'invasion américaine de 2003 entérine cependant sa position de faiblesse et de soumission à l'UPK en Irak. En dépit d'un processus de paix ambigu, les incursions des forces armées turques en Irak reprennent fin 2007 avec l'assentiment des États-Unis et du PDK. Les années 2010-2014 marquent l'apogée d'une alliance économique et stratégique fructueuse entre la Turquie et le GRK. Mais la survivance et même le renforcement des établissements du PKK dans les zones de l'UPK ou de l'État central irakien ou encore sa reprise de régions conquises par l'EI en 2014-2015 montrent à la fois l'efficacité militaire et politique du mouvement kurde de Turquie et une forme d'indulgence envers lui de la part des deux formations kurdes d'Irak pendant cette période.

En 2017, alors que la tension entre le PKK et le PDK reste élevée pour le contrôle du Sinjar, de la frontière avec la Turquie et celui de la situation politico-stratégique au Kurdistan de Syrie, le manque de soutien de la Turquie dans la mise en place du référendum d'indépendance et ses conséquences négatives pour le GRK modèrent la confiance dans ce partenariat et remettent au goût du jour le jeu des Kurdes d'Irak autour de la carte PKK qui semble là pour durer.

La question kurde est-elle centrale dans les relations entre l'Union européenne et la Turquie ?

Le conflit entre l'État turc et le mouvement kurde a transformé le visage du conflit kurde. Entre 1984 et 1999, la moitié de la population d'origine kurde vivait soit dans les bidonvilles des grandes métropoles turques de l'ouest du pays, soit à l'étranger. Au-delà des conséquences démographiques pour les régions du sud-est anatolien, la migration massive de ressortissants turcs vers l'Europe, couplée aux négociations entre l'Union européenne et la Turquie, permet au mouvement kurde d'obtenir quelques « victoires ».

Le PKK et ses groupes affiliés créent en Europe un réseau militant susceptible d'être mobilisé. Le mouvement se dote également de chaînes de télévision qui peuvent, malgré des problèmes légaux récurrents, atteindre la Turquie *via* satellite et propager la propagande du mouvement défiant de la sorte la souveraineté de l'État turc sur ses frontières « nationales ».

Ensuite, le dossier kurde, devenu un problème « européen », permet à l'Union européenne de s'immiscer davantage dans les affaires internes de la Turquie. Membre du Conseil de l'Europe depuis 1950, celle-ci fait une demande d'adhésion à la Communauté européenne en 1987. En dépit d'un refus en 1989, elle parvient à conclure l'accord d'union douanière en 1995 et à maintenir un canal de négociations ouvert avec l'Europe.

Le « dialogue critique » entre les deux parties a des conséquences concrètes. En effet, l'État turc est condamné à diverses reprises par le Tribunal des droits de l'homme de Strasbourg à payer des indemnisations aux familles des victimes de tortures ou d'exécutions extrajudiciaires dans le cadre de la « sale guerre » entre le PKK et l'État turc. De même, en 1994, le Parlement européen adopte plusieurs résolutions concernant la question kurde, invitant le gouvernement d'Ankara à reconnaître les droits à l'autonomie du peuple kurde en Turquie. Qui plus est, les critères de Copenhague (formulés en 1993 et ratifiés en 2007 par le traité de l'Union européenne), qui soulignent l'importance des droits culturels comme condition nécessaire pour que les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne soient acceptés, eurent un impact certain sur les réformes entreprises par les divers gouvernements turcs vis-à-vis des Kurdes, et des minorités en général, entre 1999 et 2002.

L'autorisation de l'enseignement privé du kurde et de la diffusion d'émissions audiovisuelles dans cette langue en 2002 va briser un tabou longtemps entretenu par le système légal turc. Malgré l'interventionnisme de l'Union européenne sur le dossier kurde en Turquie, la

Commission européenne, à la différence du Parlement européen, se garda toujours de couper les liens privilégiés avec la Turquie.

Si aujourd'hui, l'adhésion turque à l'Union européenne semble impossible à cause de la méfiance mutuelle – la dérive autoritaire et conservatrice du gouvernement turc, d'un côté, et le rejet en Turquie d'un « club chrétien », de l'autre –, la Turquie continue d'être un partenaire économique et stratégique de première taille pour l'Europe.

L'accord de 2016 entre l'Union européenne et la Turquie sur le renvoi de réfugiés syriens vers la Turquie en est la preuve la plus récente. La « question kurde », dans le contexte actuel, reste donc toujours en arrière-plan.

Quel rôle joue la Russie dans la question kurde ?

La Russie a maintenu des relations avec les Kurdes depuis longue date, même si la « question kurde » n'a jamais été centrale dans la politique étrangère de l'Empire russe, puis de l'Union soviétique et de la Russie de Vladimir Poutine.

À la fin du XIX^e siècle déjà et alors que les ambitions territoriales russes sur les territoires de l'Empire ottoman s'affichaient plus clairement en Anatolie orientale, les autorités russes entrèrent en contact avec des tribus kurdes afin de les rallier à l'Empire russe. Pendant la Première Guerre mondiale, Kiamil Bedir Khan, membre d'une importante famille aristocrate kurde, prit le parti de la Russie qui, en échange, le nomma gouverneur d'Erzurum en 1917.

La révolution d'Octobre marque un retrait provisoire de la nouvelle Russie de la scène moyen-orientale et la recherche d'une entente avec la Turquie de Mustafa Kemal. Pourtant, la Seconde Guerre mondiale réactualise les ambitions territoriales de l'Union soviétique sur

les détroits et le nord-est de la Turquie. En outre, la vieille compétition entre l'Union soviétique et la Grande-Bretagne en Iran conduit la première à soutenir le mouvement autonomiste kurde dans ce pays, ouvrant la porte à l'émergence de la République de Mahabad en 1946. Cependant, des négociations entre les États-Unis et l'Union soviétique conduisent Moscou à abandonner les Kurdes qui, livrés à eux-mêmes, ne peuvent pas résister l'avancée de l'armée iranienne. Malgré ce retournement de situation, l'Union soviétique accorde l'asile politique à Mustafa Barzanî, responsable des forces armées de la République de Mahabad entre 1947 et 1958.

Les relations proches entre le PDK irakien et le Parti communiste irakien à partir de 1958 expliquent les raisons de l'intérêt de l'Union soviétique sur la question kurde. Mais le soutien politique de Moscou à des régimes « progressistes » comme l'Irak de Saddam Hussein ou la Syrie de Hafiz al-Assad rendent improbable l'établissement des relations solides de l'Union soviétique avec les mouvements kurdes dans ces pays.

À la suite de l'implosion de l'Union soviétique, les États-Unis semblent s'imposer comme la seule superpuissance au monde. Les interventions militaires lancées par Washington, parfois en coopération avec des alliés occidentaux en Irak, en Afghanistan et en Libye, indiquent que le Moyen-Orient est désormais une région sous tutelle américaine. La Russie réagit cependant en s'affirmant sur le dossier syrien.

Le gouvernement russe, à la différence de Washington, a mené une politique cohérente en Syrie en maintenant le régime de Bachar al-Assad coûte que coûte. Si la Russie

défend des intérêts concrets (bases militaires sur le territoire syrien, accès à des ressources pétrolières additionnelles), Poutine voit dans son ingérence dans ce conflit une manière de contrebalancer l'hégémonie américaine dans la région.

Le soutien logistique de la Russie aux milices armées kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD/YPG) face à l'État islamique dès 2014 s'explique ainsi par le souci de Moscou d'éloigner les Kurdes de Syrie des États-Unis, ces derniers en guerre contre les milices islamistes en Irak. Le rapprochement diplomatique entre la Turquie et la Russie face au géant américain opéré depuis 2017 avec le lancement des pourparlers d'Astana (Kazakhstan) semble cependant éloigner la perspective d'une relation solide des forces kurdes – déclarée ennemies par la Turquie – avec la Russie, au-delà de quelques arrangements ponctuels. En effet, les deux objectifs de la Russie dans la région – assurer la survie du régime syrien et par conséquent un équilibre de forces avec la Turquie – doivent rester intacts. Les Kurdes de Syrie peuvent devenir, dans un contexte mouvant, un élément clé dans l'accomplissement de ces objectifs dans un futur proche.

**Les relations États-Unis-Turquie
sont-elles mauvaises
à cause de la question kurde ?**

La Turquie républicaine des années 1930-1940 s'est construite dans les premiers temps sur la base d'un neutralisme prudent. Elle ne s'est engagée ni auprès de l'Allemagne nazie, ni des alliés, ni encore de l'Union soviétique. Ce n'est qu'à partir des années 1950 qu'elle intègre de manière progressive le camp atlantique. En 1952, elle devient membre à part entière de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Essentiellement motivé par la peur d'un soulèvement de la gauche turque amenant au pouvoir un gouvernement prosoviétique, son engagement auprès des États-Unis dans le cadre de la guerre froide ne s'est jamais démenti. En 1955, la célèbre base d'Incirlik accueillant des forces aériennes américaines ouvre ses portes. Au cours des années 1960-1970, la Turquie devient une base avancée des intérêts et des installations militaires américaines. À partir du début des années 1980, la coopéra-

tion sécuritaire et militaire prend une tournure massive renforcée par la disparition de l'allié iranien tombé sous les coups de la révolution islamique. Dans ces années d'entente plus que cordiale, Les États-Unis et la Turquie partagent nombre d'objectifs stratégiques, dont le combat contre les activités du PKK, qui affiche clairement son orientation marxiste-léniniste en Turquie et dans le reste du monde. Ce parti fait son entrée sur les listes américaine et européenne des organisations terroristes. Le PKK n'hésite pas à qualifier le Kurdistan de colonie turque soutenue par l'impérialisme américain. La participation de la Turquie de Turgut Özal, en contradiction avec son opinion publique, à l'intervention américaine contre l'Irak en 1991, renforce cette alliance indéfectible.

Le tournant des relations américano-turques semble intervenir dans les années 2000. Consécutives à l'accession au pouvoir de l'AKP de Recep Tayyip Erdoğan en 2002, plusieurs causes de mécontentement mutuel voient le jour. Un an à peine après ces élections victorieuses, Erdoğan refuse à la fois la participation de l'armée turque à l'invasion américaine en Irak et l'utilisation de la base d'Incirlik par les forces aériennes occidentales. Se posant en leader du monde musulman et en thuriféraire de la cause palestinienne, le Premier ministre turc multiplie depuis son investiture les signes de réprobation à l'égard d'Israël, allié indéfectible des États-Unis dans la région, jusqu'à soutenir en 2010 l'équipée sanglante d'une flottille humanitaire vers Gaza. De leur côté, les États-Unis ne manquent pas de faire des infidélités à leur allié turc, en prenant contact avec la direction du PKK réfugiée dans les montagnes du Kurdistan irakien. Dans le cadre

de la guerre contre Daesh et de sa géostratégie d'influence les États-Unis sont amenés en 2014 à renforcer l'assise politique et militaire des entités kurdes d'Irak et de Syrie.

Le GRK en Irak est celui qui a le plus bénéficié de la manne et du soutien américain. Dans un registre moindre mais exclusivement militaire, le soutien des États-Unis aux Unités de défense du peuple (YPG), qui constitue le noyau dur des forces militaires kurdes en Syrie, reste important en 2018 après avoir été au centre du dispositif américain depuis 2013. Il apparaît clairement que les YPG ont partie liée, et pas seulement pour des raisons philosophiques, au PKK dont beaucoup de cadres participent à la coordination militaire sur place, ce que feignent de ne pas voir les États-Unis. Même s'il ne s'agit en aucun cas pour eux de soutenir un quelconque séparatisme kurde, l'appui américain à ces mouvements constitue l'une des principales pierres d'achoppement avec la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan. Mais elle n'est pas la seule.

La controverse américano-turque autour du cas du prédicateur turc Fethullah Gülen est peut-être encore plus explosive. Le mouvement güleniste, réseau tentaculaire et puissant en Turquie et dans le monde entier a été un artisan des premières victoires politiques de l'AKP. Fethullah Gülen est réfugié dans un ranch en Pennsylvanie depuis 1999 d'où il dirige le mouvement en raison de menaces pesant sur lui de la part de l'oligarchie militaire turque. Bien que ne prétendant qu'à un rôle tutélaire lointain, Gülen constitue, dans les premières années du mandat de l'AKP, avec Erdoğan une sorte de second pôle du pouvoir islamiste. Petit à petit les relations entre les deux partenaires, le mouvement güleniste

et les partisans d'Erdoğan, se détériorent. La position de Gülen par rapport aux États-Unis et Israël se veut plus conciliante. Alors qu'Erdoğan place ses troupes à des postes clés, les gülenistes très implantés dans l'appareil judiciaire commencent à s'en prendre à l'entourage du Premier ministre. En 2016, une tentative de coup d'État qui leur est attribuée donne prétexte à Erdoğan pour éradiquer l'organisation terroriste de Fethullah Gülen, désormais appelée FETÖ, par le pouvoir AKPiste et la presse aux ordres. Les proches du Premier ministre réclament à cor et à cri sans succès l'extradition du prédicateur, accusant les États-Unis de vouloir déstabiliser le pouvoir d'Erdoğan. Depuis lors, les États-Unis n'utilisent plus la base d'Incirlik pour mener des opérations aériennes contre Daesh en raison du refus turc. Le torchon brûle entre les deux membres de l'OTAN, mais la question kurde n'est qu'une cause de tension parmi d'autres.

**Y a-t-il des « ambassades » étrangères
au Kurdistan irakien et le Kurdistan irakien
a-t-il des « ambassades » à l'étranger ?**

D'après la Constitution irakienne ratifiée en 2005, la région autonome du Kurdistan ne dispose pas officiellement de compétence diplomatique. Elle n'a pas le droit de développer des relations diplomatiques souveraines avec des États étrangers. Les formations kurdes d'Irak ont cependant acquis depuis des années une para-diplomatie efficace. Les liens tissés en France avec une partie de la gauche du gouvernement en sont une illustration. On peut également évoquer le poste d'observateur de l'Union patriotique du Kurdistan au sein de l'Internationale socialiste qui a permis l'établissement de relations pérennes et positives avec des personnalités européennes influentes. Le GRK ayant atteint un haut niveau d'autonomie ne s'est pas contenté de ces connexions informelles. Il a développé un véritable appareil diplomatique en dépit de sa contravention aux dispositions constitutionnelles. En effet, évitant de lui

attribuer le nom de ministère des Affaires étrangères, le GRK a mis en place depuis 2006 un Département des relations extérieures (DFR) qui joue pourtant le même rôle à savoir, le développement de relations bilatérales et multilatérales avec des États et des organisations internationales, la promotion des échanges commerciaux et de l'image du Kurdistan à l'étranger, etc. Bien qu'il fasse cas des limites légales et techniques que produit son inscription dans le cadre irakien, le DFR accomplit cette tâche sans y faire référence. Son directeur, qui porte le titre de ministre, Faleh Mustafa Bakir depuis 2006, accueille les chefs d'État et les ministres étrangers en visite au Kurdistan et peut lui-même être officiellement à l'international. Afin de mener à bien sa mission, le GRK dispose de quatorze bureaux de représentation situés pour la plupart dans des pays occidentaux, dont certains accueillent entre autres une diaspora kurde importante. Les deux exceptions sont la Fédération de Russie et la République islamique d'Iran, États dont le rôle dans la région est crucial et avec lesquels il est absolument nécessaire d'établir une liaison.

L'absence de représentation dans les pays arabes et en Israël n'est guère surprenante. Dans les deux cas, il s'agit d'une affaire trop délicate. Pour les pays arabes, recevoir une représentation diplomatique du GRK serait clairement une entorse au principe de l'intégrité territoriale d'un pays frère, l'Irak. En dépit de bonnes relations, un bureau de représentation établi en Israël poserait des problèmes insolubles pour le GRK qui souhaite maintenir les apparences du respect de la Constitution

irakienne – le pays reste officiellement en guerre avec Tel Aviv.

Bien qu'agissant comme un service diplomatique, les organes de représentation du GRK n'ont pas tous la même importance. Certains agissent comme de véritables ambassades. C'est le cas notamment de celle de Washington, D.C. dont les représentants successifs étaient ou sont devenus des personnalités politiques de premier ordre. Parfois, les représentants du GRK à l'étranger deviennent ambassadeurs d'Irak dans le pays concerné quand certaines représentations semblent n'avoir que peu d'importance diplomatique et servent à offrir des postes à des partis associés dans des accords de gouvernement avec le PDK, ce dernier étant l'acteur principal si ce n'est unique de la diplomatie du GRK.

Confirmant cette assertion, il existe à Erbil dans la zone contrôlée par le PDK, environ une quarantaine de bureaux d'intérêts, consulats ou consulats généraux, le plus importants étant celui des États-Unis. Les pays arabes dont la Palestine, la Turquie et l'Iran y sont représentés, mais Israël n'y figure pas. Ces consulats généraux font quasiment fonction d'ambassade en raison du statut du GRK. Malgré quelques ratés, cette diplomatie constitue dans l'ensemble un atout important pour consolider la construction étatique du GRK. Son architecture favorable au PDK (domination du DFR et présence des consulats à Erbil) a été très critiquée à Souleymaniyyeh où l'UPK accuse son rival de s'approprier les ressources que les relations à l'international permettent d'acquérir.

QUESTIONS GÉOPOLITIQUES ET TRANSFRONTALIÈRES

Force est de constater avec intérêt que la mouvance du PKK ou plutôt les groupes qui lui sont associés en Syrie développent la même stratégie à une moindre échelle en créant des représentations du Rojava dans des pays amis.

Quel rôle joue la diaspora kurde ?

Comme dans beaucoup d'autres cas, l'émergence d'un activisme transnational est étroitement liée à la présence d'étudiants d'origine kurde à l'étranger, en l'occurrence en Europe. En 1913, un petit groupe d'étudiants kurdes ottomans crée à Lausanne (Suisse) une branche de l'association Hêvî (Espoir), établie à Istanbul. Cependant, le début de la Première Guerre mondiale et la mobilisation de ses membres au front paralysent les activités de l'association. Ce n'est qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale que différentes dynamiques, sans aucun lien de causalité entre elles, convergent pour permettre à des étudiants kurdes répartis dans plus d'une dizaine de pays européens de changer la donne.

La fin du mandat français en Syrie et au Liban en 1946 permet à un petit nombre d'intellectuels et étudiants kurdes de ces territoires de s'installer en France. Après la Seconde Guerre mondiale, les États du Moyen-Orient s'intéressent davantage à la promotion des universités et de l'éducation en général. Leur expansion va de pair avec l'augmentation du nombre d'étudiants aussi bien

dans les pays d'origine qu'à l'étranger, à commencer par les anciennes puissances mandataires, la France et la Grande-Bretagne. Enfin, la guerre froide favorise une concurrence accrue entre les pays occidentaux et ceux du bloc communiste afin d'attirer des étudiants originaires des pays du Moyen-Orient.

C'est dans ce contexte global favorable que la KSSE (Kurdish Students' Society in Europe) voit le jour en août 1956 à Wiesbaden (Allemagne de l'Ouest). Durant les années 1960-1970, l'organisation participe régulièrement aux congrès de l'Union internationale des étudiants ainsi qu'à divers festivals mondiaux de jeunesse. Ses branches locales organisent des événements culturels afin de faire connaître la réalité kurde et mènent des actions « diplomatiques » en faveur de la cause kurde et, en particulier, de la révolte guidée par Mustafa Barzanî en Irak.

Cependant, les conflits intra-kurdes en Irak n'épargnent pas la KSSE et la scission entre le PDK de Mustafa Barzanî et l'UPK de Jalal Talabanî ont des répercussions aussi dans le milieu étudiant. Alors que la KSSE reste politiquement proche du PDK, l'association des Étudiants kurdes à l'étranger (AKSA) se love dans le giron de l'UPK. Par la suite, les divisions des associations estudiantines se multiplient et fragilisent à la fois leur importance numérique et leur influence politique.

Malgré ces divisions, en France, la KSSE obtient le soutien d'intellectuels tels que François Maspero, Maxime Rodinson, Gérard Chaliand et, dans une moindre mesure les encouragements de Simone de Beauvoir et de Jean-Paul Sartre. Lorsque François Mitterrand devient président de

la France en avril 1981, d'anciens sympathisants de la « cause kurde » occupent des postes à responsabilité, tandis que son épouse Danielle Mitterrand, s'engage dans la défense de la « cause kurde ». La convergence de ces deux facteurs donne un nouvel élan à la création de l'Institut kurde de Paris (IKP) en 1983. Le premier institut kurde au monde jouera par la suite un rôle essentiel dans la diffusion de la culture kurde et de la situation politique au Kurdistan en France, voire au-delà, et contribue à l'émergence d'un lobby pro-kurde, présent dans des instances telles que le Parlement européen, les Nations unies ou encore des Parlements nationaux, transformant la « question kurde », du moins en Turquie, en une « question européenne ».

En parallèle, dans les années 1980, à la suite de l'arrivée massive de réfugiés kurdes originaires de Turquie et de la politisation des communautés migrantes kurdes plus anciennes, le PKK jouera un rôle majeur dans la mobilisation politique de la diaspora kurde dans toute l'Europe.

Qui est derrière l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris ?

Le 9 janvier 2013, Sakine Cansiz, Fidan Dorgan et Leyla Söylemez, trois militantes du PKK, sont retrouvées assassinées dans les locaux du Centre d'information kurde (CIK), à Paris. La première est membre du Comité central du PKK et du conseil extérieur de l'organisation. Son nom est emblématique surtout à cause de son rôle historique dans ce mouvement. Sakine Cansiz avait en effet participé à la fondation du parti en 1978, et plus important encore, elle est l'une des rares à être toujours en vie. Arrêtée en 1979, elle passe douze ans dans les geôles turques, puis elle participe au combat dans les montagnes. Elle rejoint ensuite l'Europe, où elle assure la communication entre le quartier général de l'organisation et la diaspora.

Leila Söylemez appartient à la section jeunesse, elle a été interpellée en Belgique en 2008 après le démantèlement d'un camp de formation du PKK et, de nouveau, en décembre 2012 aux Pays-Bas lors d'une opération de police contre l'organisation.

Quant à la troisième victime, Fidan Dogan, présidente du CIK, elle représente le Congrès national du Kurdistan (KNK, émanation du PKK) basée à Bruxelles. À la différence des deux premières, Dogan a un profil plus politique et elle maintient des relations fluides avec des membres du Parti socialiste français.

Plus de cinq ans après les faits, le mystère demeure entier, on ne connaît ni les commanditaires ni les motifs de ce triple assassinat qui a sonné la communauté kurde tout entière en Europe, alors que le PKK et le gouvernement turc étaient engagés dans un processus de négociations de paix.

Le parquet de Paris annonce l'inculpation d'Omar Guney, le chauffeur de Sakine Cansiz et ressortissant turc de 30 ans, « pour assassinat en lien avec une entreprise terroriste » et « dans la préparation du triple assassinat ». Immédiatement cependant, le gouvernement turc et le PKK s'accusent mutuellement d'être responsables de cet acte.

Pour le gouvernement turc, il s'agirait d'une purge interne au sein de l'organisation, divisée sur l'opportunité d'entreprendre des négociations avec Ankara. Pour le PKK, le service de renseignement turc (MIT) serait derrière une opération longtemps préparée. Elle aurait infiltré Omar Guney dans l'organisation kurde afin d'assassiner des dirigeants kurdes de la diaspora. D'autres sources pointent une nébuleuse turco-islamiste opposée aux négociations de paix entre Ankara et le PKK. Cansiz aurait participé à la phase préparatoire des négociations et aurait joué un rôle de « messagère » entre le PKK et le MIT.

Le mystère est d'autant plus grand qu'Omar Guney n'est pas kurde et, plus troublant encore, il est issu d'une famille proche de l'extrême droite turque. Comment expliquer dans ces conditions son intégration facile dans une organisation si peu transparente, jusqu'au point d'accompagner Cansiz dans tous ses déplacements ?

Si le calme revient à Paris avec le temps, un rebondissement se produit en décembre 2016 quand Omar Guney décède en prison, cinq semaines avant son procès, jetant de nouvelles zones d'ombre sur cette affaire.

En janvier 2018, après avoir capturé deux agents turcs de ce service en Irak en 2017, le PKK livre de nouvelles « preuves » impliquant le MIT. Par ailleurs, l'organisation kurde met en ligne des photos et des détails sur le triple assassinat. Toutefois, après la mort du principal accusé, l'affaire semble être définitivement classée pour la France.

ÉCONOMIE

Quelles sont les principales ressources du Kurdistan ?

Les 500 000 km² qui composent de manière relative-ment continue la zone du Kurdistan sont caractérisés par une multitude d'écosystèmes et de contextes géologiques recélant par conséquent des ressources de nature diverse. Le cœur du pays kurde, montagneux et vallonné, est le lieu d'importantes chutes de neige et des pluies abondantes. Ces précipitations expliquent la présence de montagnes et de collines luxuriantes dans lesquelles s'est développé un agropastoralisme peu intensif. Elles alimentent également en aval un large réseau de cours d'eau propices à une agriculture de plaine et de steppe plus intensive et plus extensive.

Dans la seconde moitié du xx^e siècle, tout l'espace haut mésopotamien irrigué par le Tigre et l'Euphrate a été une zone de développement de l'agriculture céréalière à tel point que la Djéziré syrienne, les plaines de Ninive et d'Erbil deviennent des sortes de greniers à blé syro-irakiens. 40 % des terres arables de l'Irak se trouvent au Kurdistan. Les ressources en eau, bien qu'abondantes,

sont pourtant extrêmement fragiles en ce qui concerne les régions kurdes. En effet, l'État central turc maîtrise le débit des grands fleuves de la région grâce à des barrages totalement sous son contrôle. À tout moment, il peut augmenter ou réduire le flux de ces cours d'eau au détriment des populations kurdes situées en aval. L'autre difficulté concerne le système des puits à eau individuels qui criblent le territoire kurde d'Irak et dont le forage est peu régulé. Leur profusion pourrait réduire à court terme les possibilités de ponction de l'eau et surtout d'eau potable. Au Kurdistan irakien, les difficultés que connaît le développement agricole ne sont pas encore dues à la question des ressources en eau, mais à la disparition des savoir-faire et des vocations paysannes, en raison d'un exode rural massif dans les années 1990 et à la concurrence imbattable des produits iraniens et turcs. Sans ces conditions, le potentiel agricole, ne serait-ce que vivrier, est indéniable, mais négligé par les pouvoirs publics.

Néanmoins, ce sont les hydrocarbures qui constituent la ressource la plus souvent associée aux mondes kurdes. On leur attribue vertus et maléfices suivant que l'on voit en eux un développement économique assuré ou la cause des guerres de la région. La question pétrolière et gazière ne concerne cependant que les Kurdes de Syrie et surtout ceux d'Irak. Dans le reste des zones kurdes du Moyen-Orient, elle est marginale. Les réserves importantes en gaz et en pétrole d'Irak sont connues depuis des décennies et ont largement contribué par les revenus tirés de cette production aux progrès économiques et industriels du pays. Si on exclut la région de Kirkouk tiraillée entre le

GRK et le gouvernement central, ces ressources n'ont été exploitées que très tard pour ce qui est du Kurdistan irakien et les revenus ainsi dégagés n'ont que peu bénéficié aux zones kurdes au cours de l'histoire de l'Irak contemporain.

Pour des raisons politiques mais surtout géologiques, la plupart des gisements exploités par les compagnies nationales et internationales se trouvent dans les régions situées dans les marges steppiques du Kurdistan irakien, notamment les puits de Taq Taq près de Chamchamal. Entre 1990 et les années 2000, l'exploitation d'un nombre important de sites situés plus haut en latitude a été ajoutée aux ressources de la région comme les prospections dans la zone de Zakho, Atrush et Sheykhan l'ont permis. Les réserves de pétrole prouvées atteignent dans la région les 8 milliards de barils si on exclut les gisements des territoires disputés, dont Kirkouk (4 milliards de barils), à comparer avec les 150 milliards de barils pour le reste de l'Irak et avec l'estimation de 41 milliards de barils de réserve probable pour le Kurdistan (22 milliards de barils pour Kirkouk). Il semblerait que l'exploitation de pétrole depuis quelques années n'ait pas totalement satisfait les attentes de cette industrie. Les grands groupes ont quitté le Kurdistan irakien en raison de difficultés économiques (baisse du prix du baril) et politiques (guerre contre Daesh et conflit avec l'État central), mais surtout du fait d'une probable surestimation des réserves et de la piètre qualité des nouveaux gisements.

Le gaz naturel semble pourtant représenter l'avenir. Les réserves prouvées atteignent les 700 milliards de m³

ÉCONOMIE

soit un tiers des réserves irakiennes, mais les estimations de réserves crèvent les plafonds (5 000 milliards) du fait d'une exploration jusqu'à 2018 limitée du territoire. Faute d'infrastructures adaptées et d'investissements suffisants, cette ressource ne peut encore être exploitée à pleine capacité.

Pourquoi la plupart des Kurdes vivent-ils dans les grandes villes du Moyen-Orient ?

Le Kurdistan est à l'origine dans son immense majorité un espace rural et agro-pastoral. Depuis leur apparition dans les sources arabes médiévales, les Kurdes sont des semi-nomades, bergers et agriculteurs. Depuis le début du xx^e siècle et la création des États-nations de la région, cet espace a connu des transformations drastiques sous l'effet des politiques sociales de ces nouvelles formations. L'action des États de la première moitié du xx^e siècle se caractérise par une volonté de sédentarisation des populations afin de rationaliser l'activité économique et de contrôler des territoires dont la tendance à la rébellion est notoire. Les petites villes font l'objet de plans urbains visant à moderniser leur occupation sous l'impulsion des pouvoirs mandataires en Irak et en Syrie et de l'État kémaliste en Turquie. Ces politiques créent entre autres une double inscription des populations kurdes dans des villes moyennes du Kurdistan et les villages assez proches dont elles sont originaires. Cette tendance est d'ailleurs toujours vivace au Kurdistan. De plus, pendant tout le

xx^e siècle, se développent la mécanisation agricole et les réformes juridiques et foncières qui provoquent la disparition des petites exploitations agricoles. Ces changements entraînent la baisse de la réserve nécessaire de main-d'œuvre et de l'attrait pour les activités agraires. Au-delà des villes moyennes du Kurdistan ou de sa proche périphérie, ce sont les grandes métropoles du Moyen-Orient qui accueillent en masse des migrants kurdes en quête d'emploi dans l'industrie, le bâtiment ou le secteur des services.

Alors que les processus décrits plus haut se poursuivent, dans la seconde moitié du xx^e siècle, les politiques des États centraux concernant le contrôle des territoires urbains et ruraux kurdes se concentrent sur la gestion violente de la question kurde et des problématiques géopolitiques qui lui sont subordonnées. Afin d'éviter l'adhésion des villageois aux mouvements insurrectionnels kurdes d'Irak (PDK) et de Turquie (PKK), les États déplacent massivement les populations kurdes en les coupant de leur milieu économique traditionnel. En Irak, on estime à environ 500 000 personnes les habitants kurdes déplacés des zones frontalières et installés dans les villes collectives créées par l'État dans le nord et le sud du pays, après les accords marquant la réconciliation entre le régime baathiste et l'Iran du shah. Dans un même mouvement, de nombreux Kurdes s'installent à Mossoul et à Bagdad. En Syrie, le même genre de politiques pousse près de la moitié des Kurdes à s'installer à Damas et à Alep.

Au milieu des années 1980, en pleine guerre Irak-Iran, la campagne militaire *Anfal* lancée par Saddam

ÉCONOMIE

Hussein provoque la destruction de 4 500 villages kurdes, soit 80 % des implantations rurales et le déplacement de plus d'1,5 million d'habitants. En Turquie, dans les années 1990, la guerre entre le PKK et l'État central vide totalement les campagnes du Kurdistan et entraîne la mort de plusieurs dizaines de milliers de civils. Ainsi, dans tout le Moyen-Orient, les Kurdes fuyant la guerre ou en quête de travail viennent grossir les rangs des habitants des grandes villes en zone kurde (Qamishlo, Hassakeh, Sanandaj, Diyabakir, Erbil, Souleymaniyyeh) et les métropoles de la région. Damas, Alep sont souvent décrites comme des villes kurdes tant la présence des migrants venus du Kurdistan y est manifeste. S'y créent des quartiers communautaires en partie ou exclusivement kurdes dans les centres historiques (Tarlabası à Istanbul, Rukn al-dîn à Damas) ou en périphérie (cheykh Maqsûd à Alep, Zorava à Damas). Seul le Kurdistan irakien et dans une moindre mesure le Kurdistan turc connaissent une vague de reconstruction des villages détruits pendant les guerres des années 1990-1980 (2 800 au Kurdistan irakien) avec des conséquences minimales pour l'activité agricole.

Y a-t-il une bourgeoisie kurde en Turquie et en Irak ?

Grâce à l'avancée électorale de certains partis kurdes en Turquie (pouvoir local du Parti de la paix et de la démocratie [BDP] dans les principales villes du Kurdistan turc) entre 1999 et 2014, et au Kurdistan irakien depuis 1992, le mouvement kurde se doit de répondre à des revendications politiques, mais aussi à des demandes socio-économiques pressantes.

Au Kurdistan irakien, la vitalité économique (10 % de croissance par an), basée sur l'exportation de pétrole, la circulation de biens et la taxation douanière a permis l'enrichissement d'une partie des anciens « combattants » qui, à l'instar des pays qui ont expérimenté la décolonisation, ont puisé dans un ancien capital de légitimité – la lutte de « libération nationale » – pour le convertir en capital économique. Cependant, le risque de conflit social est latent, car cette intégration se fait au détriment d'une grande partie de la société, fraîchement urbanisée et surtout très jeune. Si bien que, seule une petite partie de la société kurde a accès aux

« grands » projets touristiques, éducatifs (écoles et universités privées), commerciaux et résidentiels de luxe (« Dream City », « Royal/Empire », ou encore « American village » à Erbil) promus par un gouvernement kurde qui semble avoir embrassé sans complexes un modèle socio-économique de type néolibéral, liant démocratie et marché, pour transformer le Kurdistan irakien en un « deuxième Dubaï ».

En ce sens, et en suivant la thèse de David Harvey, on peut affirmer que les trois grandes villes du Kurdistan sont devenues les centres d'accumulation du capital et le lieu de lutte pour le contrôle des ressources, au détriment de la « périphérie » kurde. De nos jours, 75 % de la population kurde vit dans les trois grandes agglomérations du nord irakien (Dohuk, Erbil et Sulaimaniya). Qui plus est, en dépit des programmes de reconstruction des zones touchées par la campagne *Anfal*, en dehors des trois grandes villes, les infrastructures et les services municipaux sont d'une piètre efficacité.

En Turquie, les institutions locales kurdes dominées par le BDP travaillent au développement social et économique des municipalités du Kurdistan afin de les ramener à une « modernité kurde » ; à savoir la construction de nouveaux espaces urbains qui, à l'instar du Kurdistan irakien, sont déconnectés de la vie sociale, culturelle et économique des vieux centres urbains. C'est notamment le cas de Diyarbakir, capitale « politique » et économique, de la région avec ses nouveaux quartiers résidentiels (« Metropol » et « Diclekent ») abritant la nouvelle bourgeoisie kurde en quête de sécurité et de confort. Ces signes de « modernité » sont cependant porteurs de pos-

ÉCONOMIE

sibles conflits entre une jeunesse restée majoritairement en dehors de ces « progrès » et qui cherche à s'affirmer face à une élite politique, certes nationaliste, mais qui semble ne pas savoir, ou vouloir, écouter les demandes des rejetons de la société kurde.

Quel pays est le plus grand investisseur au Kurdistan irakien ?

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein en Irak et l'établissement d'une administration transitoire, la région autonome du Kurdistan irakien jouit d'une forte attractivité économique pour les entreprises étrangères. Entre 2006, date de la promulgation d'une loi sur les investissements étrangers favorable à ces activités économiques, et 2016, la région parvient à capter entre 20 et 30 % des investissements étrangers sur la totalité de l'Irak. Dans le même temps, elle connaît un taux de croissance avoisinant les 10 % par an. Bénéficiant d'un climat bénéfique (stabilité politique et sécuritaire, faible fiscalité, entrepreneuriat local en plein développement, etc.), des centaines d'entreprises et de particuliers venus essentiellement du Moyen-Orient, face à quelques investisseurs européens notamment britanniques surtout dans le secteur pétrolier, s'engouffrent dans la brèche. Le risque se mêlant aux opportunités économiques, ils voient dans la région du Kurdistan une sorte de tête de pont pour une extension de leurs activités vers le sud dans l'Irak arabe.

Il est difficile de connaître le volume total de ces investissements et la part de chaque pays, beaucoup d'entreprises étrangères n'étant pas enregistrées sous le régime de la loi sur les investissements étrangers.

Si on en croit les chiffres officiels, ce sont les entreprises émiraties qui auraient le plus investi sur la période 2006-2016 avec 53 % des investissements. L'injection massive de capitaux venus du Golfe, surtout dans le domaine de l'immobilier depuis 2012, est bien connue. La construction du complexe touristique et hôtelier Downton Erbil au nord de la capitale de la région pour un montant de 2 milliards de dollars défraie d'ailleurs la chronique. Au-delà, la région tente de favoriser en particulier les choix économiques émiratis constituant le modèle de développement privilégié par les élites kurdes.

Pour autant, si l'on y regarde de plus près ce sont les entrepreneurs turcs (18 % des investissements officiels) et iraniens (quasiment absents des statistiques) qui sont à la fois les plus nombreux et les plus actifs dans la région autonome. Les premiers sont surtout présents dans les régions d'Erbil et de Duhok dans le domaine de l'immobilier, mais ils inondent l'ensemble de la région avec des denrées brutes ou transformées plutôt bas de gamme. Les seconds dominent le secteur de la construction et des biens de consommation de première nécessité dans la région de Souleymaniyeh.

Dans cette configuration, les investisseurs libanais constituent une exception. N'étant ni frontaliers de la région ni ressortissants d'un pays à forte minorité kurde, ils forment le troisième groupe d'entrepreneurs étrangers. Tentant de se démarquer des Iraniens et des Turcs hégé-

ÉCONOMIE

moniques sur le marché des produits de consommation quotidienne, leur offre se concentre sur le haut de gamme dans l'ensemble des secteurs. La crise budgétaire puis économique de 2014, consécutive à une détérioration des relations avec l'État central et à la conquête par l'EI d'une grande part du territoire à la charnière entre la région du Kurdistan irakien et la zone contrôlée par l'État central, a fait chuter de manière catastrophique les investissements étrangers, entre 50 et 80 % de désengagement. Dans ces conditions, il n'est pas certain que les projets émiratis colossaux programmés en 2012 voient le jour.

Pourquoi la contrebande est-elle si importante au Kurdistan ?

Les racines de la pratique de la contrebande au Kurdistan sont multiples et très anciennes. Dès le Moyen Âge, les pratiques commerciales et fiscales informelles caractérisent le milieu kurde à tel point qu'elles constituent un élément de son identité. Les auteurs arabes médiévaux se plaignent constamment du brigandage et des extorsions perpétrées par les Kurdes où qu'ils se trouvent et de quelque condition sociale soient-ils. Ces plaintes permanentes notent en filigrane l'incapacité des États impériaux à dompter ces populations des périphéries souvent armées et rétives à l'autorité centrale. Elles suggèrent également qu'un ordre politique et social différent est à l'œuvre et la maîtrise du milieu écologique local permet de le mettre en place. Leur organisation sociale est liée au brigandage et au contrôle des routes et des chemins de traverse. Ils furent pendant des siècles les « coupeurs de routes » par excellence.

L'image du Kurde contrebandier se développe plus tardivement, mais ne sort pas du ton général donné par les

littératures officielles. Elle coexiste longtemps avec celle du brigand et signale la même culture du contournement de l'État et la symbiose avec un milieu écologique parfaitement maîtrisé.

En 2000, le réalisateur Bahman Ghobadi rappelle avec tendresse dans son film *Un temps pour l'ivresse des chevaux* cette pratique de la contrebande proprement kurde. À l'origine, une simple dérobade face aux autorités fiscales ottomanes (*Kaçak* en turc) se généralise et s'intensifie au fur et à mesure que les frontières entre les Empires ottoman et qājār, puis entre les États-nations modernes se consolident. Le processus même de construction des frontières modernes avait pour but de mettre au pas les tribus se livrant au trafic dans un cadre de pacification des relations entre les grands États.

Profitant des écarts économiques créés par ces constructions, les contrebandiers kurdes entre Irak, Iran, Turquie, Syrie, risquaient et risquent gros pour des profits décuplés. Les guerres qui sévissent dans la région renforcent le recours à la contrebande. Les guérillas kurdes d'Irak, d'Iran et de Turquie, parfois décrites comme des mouvements de brigands sont intimement liées à la pratique de la contrebande, la captation de ressources économiques importantes, l'approvisionnement (en armes aussi) de postes avancés en montagne ainsi qu'une expertise dans la maîtrise des routes transfrontalières étant nécessaires à leur survie. C'est pourquoi la contrebande, pratique criminelle somme toute anodine, en vient à revêtir une teneur politique forte.

En lien avec les guerres régionales, la mise en place d'embargos est encore plus propice à la contrebande.

ÉCONOMIE

Depuis le début des années 1980, le trafic entre le Kurdistan irakien et l'Iran a permis de contourner le blocus américain sur le régime des mollahs et l'interdiction dressée contre certains produits (biens culturels occidentaux, alcool). On estime que 80 % de l'alcool consommé en Iran provient du trafic informel avec la région autonome du Kurdistan irakien. À l'inverse, lorsque dans les années 1990, un double embargo (occidental sur l'Irak et irakien sur le Kurdistan) pèse sur la région autonome du Kurdistan irakien, la contrebande explose et prend des formes quasi formelles. Le pétrole de contrebande, transféré vers la Turquie et dont l'exportation fait grand bruit, franchit les postes douaniers contrôlés par le PDK en empruntant les routes normales. Il fait d'ailleurs l'objet d'une taxation de la part des partis kurdes.

Cela n'a rien à voir avec les traversées à cheval de zones escarpées pour vendre du matériel hifi de l'autre côté de la frontière iranienne. Dans les années 1990-2000, la contrebande est considérée comme le troisième secteur économique au Kurdistan. Après 2005, le contrôle de la frontière entre le Kurdistan irakien et la Turquie est largement renforcé. De plus en plus, la question de la contrebande est liée à la répression du PKK. En revanche, la porosité frontalière avec l'Iran reste forte : 50 % du trafic avec le Kurdistan est informel.

Quel est l'avenir économique du Kurdistan irakien ?

L'économie du Kurdistan irakien a connu tellement de vicissitudes qu'il serait insensé de tenter de prédire son avenir même sur les dix prochaines années. Quelles que soient les déconvenues engrangées et malgré les difficultés et les crises, un constat s'impose et amène une exclamation : Quel chemin parcouru !

Les années de 1960 à 1980 sont marquées, malgré l'exploitation de ses ressources agricoles et pétrolières, par un sous-développement total de la région maintenue dans une situation de léthargie économique par les conditions d'un conflit permanent et les politiques d'enclavements de l'État central visant à accélérer l'exode des populations kurdes vers les métropoles arabes. Les années 1980 ne sont guère meilleures et les niveaux de violence s'amplifient. Mais l'État central affiche des velléités d'action en faveur de la modernisation économique et industrielle de la région.

La décennie suivante, la région qui devint autonome *de facto*, vivait sous le régime d'une économie soutenue

par la contrebande et l'aide humanitaire. Jusqu'à la fin des années 1990, le Kurdistan irakien était un pays sous-développé connaissant notamment des taux élevés de malnutrition. Au début des années 2000 seulement, le pays commença à se reconstruire en mettant en place les bases d'une économie réellement productive. Ce n'est pourtant pas à partir de la production que l'économie connut une accélération fulgurante, mais des transformations politiques consécutives au renversement du régime de Saddam Hussein en 2003 qui créa un effet d'optimisme économique. L'accroissement du PIB atteignit des pics aux alentours de 14 % par an, boosté par le développement de la production-exportation des hydrocarbures et par une bulle immobilière impressionnante.

Entre 2009 et 2013, les autorités kurdes se prirent à rêver à un développement digne de celui de Dubaï et d'autres monarchies du Golfe sans que la question de la diversification économique ou de l'industrialisation ne semble poser problème. En 2014, le soufflé retomba. La région autonome fut touchée par une quadruple crise combinée, budgétaire, économique, politique et sécuritaire. L'État central refusa en raison de conflits ayant trait à la gestion de la production et de l'exportation du pétrole de payer à la région, la part du budget qui lui était due. Ce qui entraîna une chute des investissements publics notamment dans le secteur de l'industrie pétrolière. Une diminution de la capacité à attirer les investisseurs étrangers se fit ressentir en plus d'une baisse considérable des cours des hydrocarbures.

Enfin, en août 2014, l'offensive de Daesh repoussée de peu sur le Kurdistan, mit le GRK en difficulté. la

ÉCONOMIE

crise de confiance était patente. Des majors du pétrole quittèrent les lieux pour diverses raisons. Le rêve d'un développement économique golfe fait de projets immobiliers pharaoniques s'estompa. L'intervention des forces de la coalition et leur installation au Kurdistan auprès des peshmergas permirent de redresser la barre du point de vue sécuritaire et de soutenir l'économie locale par l'avènement d'une économie de guerre.

Depuis 2017, les cours du pétrole sont revenus à un niveau assez élevé, mais le fiasco du référendum d'indépendance ne permet pas forcément de s'attendre à un retour massif des investisseurs tant la crise de confiance est forte. Par ailleurs, le modèle de développement privilégié par les autorités du GRK continue à faire fi de la diversification locale des productions et du soutien à la micro-économie, à la formation et à l'investissement dans l'éducation, gages évidents d'une stabilisation à long terme.

Quelles sont les perspectives économiques du Rojava ?

Depuis 2012, le PYD, affilié à la mouvance du PKK, administre dans le nord et l'est de la Syrie un territoire dont l'étendue varie au fil des ans. Partageant parfois le contrôle des villes avec le régime de Bashar al-Assad, les prérogatives politiques du mouvement pro-kurde évoluent également. Depuis 2014, il a mis en place une « administration autonome » auto-proclamée qui gère officiellement l'ensemble des affaires sociales, politiques et économiques, sur « la fédération de Syrie du nord », une zone qui s'étend de la frontière irakienne à Manbij sur l'Euphrate et de la frontière turque à la ville de Raqqa au sud, à l'intérieur de laquelle se trouvent plusieurs cantons dont les trois cantons du Rojava (Cizire, Kobané, Afrîn).

Depuis 2018, la région kurde d'Afrîn ne fait plus partie de fait de la fédération de Syrie du nord ayant été envahie par les troupes turques. Après avoir longtemps dépendu pour sa survie de trafics en tous genres, de dons et de l'extorsion de fonds auprès des populations kurdes en Turquie et en Europe, le PKK et ses organisations

affiliées peuvent depuis 2012 en théorie compter sur des revenus stables grâce au contrôle du territoire du Rojava. Cependant, à l'inverse, il doit favoriser le développement économique de ce territoire.

Le PYD, qui domine l'administration autonome, affiche la volonté de mettre en place le système du « fédéralisme démocratique ». À l'instar du PKK, il a pour but l'auto-organisation par le bas de la société dans une perspective décentralisée, anticapitaliste, féministe et écologiste. Ce qui implique que les projets économiques mis en place au Rojava se veulent partie prenante de ce programme idéologique. Le Congrès pour une société démocratique (DTK), qui fédère la mouvance du PKK en Turquie, édicte en novembre 2014 lors d'une conférence à Van une série de principes économiques allant du développement des coopératives agricoles à la recherche d'énergies alternatives en passant par la promotion de l'agropastoralisme et la réforme agraire égalitaire dans le respect de l'environnement et de la diversité culturelle du Kurdistan. Ce programme est extrêmement ambitieux dans le cadre d'une guerre généralisée et totalement antagonique avec les structures actuelles de l'économie mondiale. Ce sont ces principes que le PYD tente d'appliquer au Kurdistan de Syrie.

Dans le territoire de la Fédération démocratique de Syrie du Nord, les atouts en termes de ressources ne manquent pas. Le potentiel agricole y est important avec une longue tradition de culture du blé, du coton et de l'olivier. Les réserves en gaz et en pétrole, bien que ne permettant pas de rivaliser avec les grands pays exportateurs de la région, sont importantes et exploitables. Pour

répondre aux objectifs qu'il s'est fixé, le PYD a dès le départ mis en place des comités chargés de contrôler les prix afin d'éviter la spéculation. Des moulins et des raffineries locaux ont été créés pour pallier d'éventuelles pénuries de produits transformés. Des coopératives produisant textile et nourriture ont été mises en place. En ce qui concerne la réforme agraire, les terres appartenant à l'État ont été communalisées.

Le moindre des problèmes rencontrés sur la voie du développement économique indépendant du Rojava du point de vue du PYD est que le programme communaliste écologique du confédéralisme démocratique est loin d'être appliqué contrairement à ce qui est affiché. Par exemple, les grands propriétaires terriens n'ont pas été expropriés comme une réforme agraire égalitaire devrait le requérir. L'exploitation des hydrocarbures encore à un stade rudimentaire est loin de satisfaire aux critères de respect de l'environnement souhaités. Par ailleurs, le modèle économique dominant reste le petit et moyen entrepreneuriat local. Le Rojava n'est pas près de sortir du fonctionnement capitaliste connu dans la région. Plus grave est la guerre qui sévit un peu partout aux confins de la région, de même que le blocus imposé par la Turquie et parfois par le GRK irakien. Ces difficultés ne permettent pas de tirer les fruits de la relative stabilité intérieure au Rojava et empêchent la constitution d'un *hub* de circulation même modeste des denrées et des personnes. Alors que les investissements étatiques ont quasiment totalement cessé, le Rojava reste en situation de forte dépendance vis-à-vis de Damas qui contrôlait

ÉCONOMIE

jusqu'à 2017 la production d'hydrocarbures bien qu'elle soit taxée par le PYD.

Une petite lueur d'espoir réside néanmoins dans le fait que GRK irakien semble, depuis l'échec du référendum d'indépendance, tempérer son hostilité envers le PYD pour opérer un rapprochement salubre pour l'économie des deux régions.

Qu'est-ce le GAP ?

Le projet de l'Anatolie du Sud-Est (Güneydogu Anadolu Projesi ou GAP) est un système d'irrigation et de production d'énergie électrique, qui prévoit la construction de 21 barrages et de 17 centrales électriques répartis entre les deux grands fleuves de la région, l'Euphrate et le Tigre, majoritairement habitée par des Kurdes. En outre, de multiples projets d'irrigation ont été planifiés, représentant une superficie supérieure à la moitié de la Belgique.

Bien qu'élaboré par le gouvernement turc dans les années 1970, le projet atteint ses premières réalisations importantes au début des années 1990 avec le remplissage des plus grands barrages. Le coût estimé du GAP est de l'ordre de 32 milliards de dollars et son niveau de réalisation a atteint plus du 85 %.

Toutefois, l'histoire du GAP est fortement accidentée. Face à l'absence d'accord sur le partage des eaux avec la Syrie et l'Irak, la Banque mondiale a refusé de financer le projet. La Turquie a donc dû se tourner vers d'autres sources privées et assurer largement les investissements,

ce qui a provoqué une inflation importante à certains moments de son histoire récente.

De plus, le GAP a été sévèrement critiqué par des organisations écologistes et de défense des droits humains pour diverses raisons. Tout d'abord, en descendant le cours des deux fleuves, les effets pervers des barrages – perte de la biodiversité animale et végétale ainsi que de la qualité de l'eau – et de l'irrigation industrielle se cumulent de sorte que les populations situées en aval sont les premières et les plus massivement touchées.

En outre, le GAP a causé des tensions politiques entre la Turquie et ses pays voisins du Sud. Ainsi, dans les années 1980, le remplissage du barrage turc de Karakaya se poursuivit en dépit de faibles précipitations, l'Euphrate rentrant en Syrie ressemblait à un ruisseau. Le niveau du lac Assad (Tabqa) baissa fortement et la plus grande partie des récoltes dans le Nord syrien fut perdue. Les conséquences du barrage Atatürk sur l'Irak sont tout aussi préoccupantes : réduction massive du débit de l'Euphrate et détérioration de sa qualité.

La Turquie a utilisé à plusieurs reprises sa position de force – les sources des deux fleuves se trouvant sur son sol – pour faire du marchandage politique autour de questions territoriales et politiques. Les Turcs proposent aux Syriens une reconnaissance des frontières contre un accord de partage des eaux de l'Euphrate. De même, en 1998, la Turquie menace de couper drastiquement le débit de ce fleuve si la Syrie ne retire pas son soutien au PKK.

La construction des barrages a impliqué la destruction de sites archéologiques (210 sites répertoriés sur le seul

ÉCONOMIE

Euphrate) importants dans la région. Finalement, le GAP a été aussi critiqué par des ONG étrangères, car il a comporté le déplacement de dizaines de milliers de Kurdes, chichement dédommagés par le gouvernement turc. Qui plus est, les défenseurs des droits humains ont accusé le gouvernement de vouloir vider les régions rurales kurdes afin de faciliter l'assimilation linguistique des Kurdes.

Quelle est la place du tourisme au Kurdistan ?

Parmi les ressources que recèle le Kurdistan, ses paysages montagneux, de forêts luxuriantes ou de steppes étendues à perte de vue font le bonheur des observateurs extérieurs comme des nostalgiques d'une vie bucolique au grand air. D'un point de vue économique, le potentiel est là, tant pour la qualité que pour la diversité de la beauté des paysages.

Les Kurdistans syriens et iraniens ne sont pas des terres de tourisme. Le Rojava en Syrie, en situation de guerre depuis 2012, est quasiment inaccessible. Quant au Kurdistan iranien, il reste fermé pour des raisons liées à la place du pays dans le monde, à la sienne en Iran et aux choix politiques et économiques du régime des mollahs, qui ne souhaite pas le développer économiquement et n'en a d'ailleurs pas forcément les moyens.

Sur toute l'étendue de l'aire kurde, la zone qui se trouve en Turquie bénéficie des meilleures infrastructures. Les politiques de désenclavement économique

liées notamment au GAP, projet de l'Anatolie du Sud-Est, qui comporte depuis peu un volet culturel et l'intégration réussie de la Turquie à l'économie-monde dans les années 1990-2000, ont permis l'émergence d'un réseau routier efficace et d'un parc hôtelier convenable. Il faut d'emblée signaler que la situation du Sud-Est anatolien est très en deçà des projets pharaoniques d'Istanbul ou de la côte de la mer Égée. Les infrastructures ne permettent en aucun cas la mise en place d'un tourisme de masse mais, si les conditions étaient réunies, ce commerce pourrait être la source de revenus assez importants à l'échelle locale et nationale. L'État central turc et les autorités locales parfois affiliées à des partis pro-kurdes n'ont pas manqué de repérer cet atout. Les entreprises de réhabilitation du patrimoine bâti en pays kurde de même que les initiatives visant à le labelliser se sont multipliées au milieu des années 2000. Ces initiatives sont sous-tendues par des questions économiques et de développement, mais également par des préoccupations politiques et identitaires mettant ces acteurs (État, mairies pro-kurdes) en compétition. Ces derniers, bien que répondant à des logiques politiques et éthiques parfois contradictoires – patrimoine kurde contre patrimoine islamique ; tourisme durable contre tourisme de masse – ont cependant accompagné ce même mouvement en encourageant l'inscription au patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco d'une série de phénomènes culturels locaux et de sites patrimoniaux, dont la citadelle de Diyarbakir. Le centre de la ville a totalement été réhabilité et rendu

accessible pour attirer un large public. Des caravansérails ottomans et des églises arméniennes anciennes ont été rénovés.

Ces projets ainsi qu'une situation politique favorable au début des années 2000 ont en partie stimulé un tourisme essentiellement turc ou de la diaspora kurde en Europe. Il est difficile de mesurer son ampleur à l'échelle du Kurdistan turc. À partir de 2015, au moment du retour du conflit armé entre l'État central et le PKK, l'activité touristique a totalement cessé et les préoccupations patrimoniales affichées auparavant ont disparu. Les centres-villes investis par les militants kurdes et les soldats turcs ont été ravagés par les combats après avoir été longuement rénovés par les ministères turcs et des municipalités pro-kurdes.

Au Kurdistan irakien, le GRK maîtrise les politiques touristiques et patrimoniales depuis 2005. C'est le ministère des Municipalités et du Tourisme kurde qui en a la charge tout en référant de manière marginale aux ministères fédéraux irakiens. Le développement touristique est dès le départ affiché comme une priorité par le gouvernement régional à travers le développement du parc hôtelier et la valorisation des patrimoines et des sites touristiques. Des hôtels de très grand luxe (*Rotana, Rixos, Divan, Millenium*, etc.) sont implantés dans les principales villes de la région, sans parler des projets abandonnés au début de la crise de 2014 (*Sheraton* de Dohuk et d'Erbil, *Hilton*, etc.).

Des sites patrimoniaux ont à la fois été aménagés et labellisés, en particulier la citadelle d'Erbil inscrite au patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco en

2014. L'activité archéologique souvent liée à des opérations de préservation et de restauration est encouragée. Cette stratégie est payante, car elle permet de mettre en avant de manière positive la région. Erbil est ainsi désignée en 2014 « capitale arabe du tourisme » ! Au grand dam des autorités locales, la région fait effectivement partie, sur le plan touristique, des circuits irakiens et arabes.

Les périodes de congés irakiens sont souvent l'occasion d'un déferlement à Erbil de bus immatriculés à Bagdad, Basra ou Anbar. Les touristes descendent dans les nombreux hôtels du centre-ville, déambulent dans la citadelle et font des excursions (balisées) dans les montagnes où des restaurants et des cafés sont aménagés au bord de cascades rafraîchissantes. Ces installations touristiques profitent également, mais de façon moindre à des visiteurs venus de Turquie ou d'Iran fréquemment issus des minorités kurdes dans ces pays. On estime entre 1 et 3 millions par an le nombre de touristes ayant visité le Kurdistan irakien entre 2010 et 2013 et à environ 1,5 million après la crise de 2014, dont environ 9/10^e d'Irakiens arabes ou kurdes.

On a donc affaire Au Kurdistan irakien comme au Kurdistan turc, on a affaire à un tourisme domestique ou semi-domestique, alors qu'une grande énergie et beaucoup de fonds ont été dépensés pour l'internationaliser.

Le modèle de prédilection est le tourisme de masse, mais les conditions ne le permettent ni en Irak ni en Turquie où des infrastructures déjà vieillissantes et par-

ÉCONOMIE

fois hypertrophiées, victimes des conséquences néfastes des différentes crises budgétaires, économiques et politiques, pourraient ne pas passer le cap des dix prochaines années et laisser une empreinte écologique catastrophique sur les villes et les terroirs.

Le Kurdistan est-il menacé par un désastre écologique ?

Les quatre parties du Kurdistan abritant des écosystèmes variés, connaissant des modes de développement multiples, fruits de politiques économiques diverses, sont également confrontées à des défis écologiques différents selon les régions. La question de l'eau est une question cruciale dans l'ensemble des Kurdistans que ce soit au sujet de l'aménagement des cours, de l'état des nappes phréatiques ou de l'accès à l'eau potable. Alors qu'il est le plus riche en eau, le Kurdistan turc doit faire face aux destructurations engendrées par la mise en place du projet du GAP orienté vers l'exploitation de l'eau de Mésopotamie à des fins d'agriculture intensive et extensive ou vers la production d'électricité à grande échelle.

Du côté du Kurdistan iranien, le tarissement du lac d'Ourmya, qui est apparent jusque sur les cartes satellites les plus lointaines, est dû à une activité agricole massive et alarme les autorités iraniennes qui ne savent comment enrayer cette catastrophe. Le reste du Kurdistan d'Iran reste cependant bien alimenté en eau. Pour les

Kurdistans irakien et syrien, le problème se pose de manière beaucoup plus drastique. La dépendance aux cours d'eau courant depuis la Turquie est cruciale, mais c'est surtout la présence excessive de puits sauvages ou autorisés qui risque d'épuiser et de contaminer les nappes phréatiques à brève échéance, les autorités du GRK en Irak et de l'administration autonome du Rojava refusant de les réglementer efficacement.

Liée à la problématique précédente, l'exploitation importante des hydrocarbures dans les régions kurdes, notamment au Kurdistan irakien, a des répercussions néfastes sur les écosystèmes locaux et la santé publique. Au Kurdistan turc, c'est la ville kurde de Batman qui semble avoir été la plus touchée par les retombées négatives de l'exploitation du pétrole. Au Kurdistan irakien, l'industrie pétrolière tout comme les cimenteries sont présentes dans la plupart des districts avec leurs lots de contamination de l'air et de l'eau environnants, dans un cadre économique où la réglementation est quasiment inexistante.

En 2017, le GRK annonce la fermeture des raffineries illégales à l'entrée d'Erbil, sous-entendant que les industries légales se maintiendraient. La région autonome fait le choix d'un mode de développement ultra-consumériste en se lançant timidement dans des campagnes de sensibilisation de préservation de l'environnement. Le résultat est catastrophique. L'immense majorité des sites naturels les plus accessibles au public sont jonchés de déchets dus aux pique-niques, activité qu'affectionnent particulièrement les Kurdes.

ÉCONOMIE

Dans ce désastre, les autorités ne sont pas en reste. Elles assurent un service minimum de collecte des déchets qu'elles amoncellent à la sortie des grandes agglomérations, ensevelissent ou brûlent contaminant de plus belle l'air et les nappes phréatiques. Comme dans beaucoup d'endroits du Moyen-Orient, l'urbanisation bat son plein, enfermant les habitants dans des océans de béton parcourus d'un parc automobile toujours plus hypertrophié.

Quelle est l'importance de la corruption au Kurdistan irakien ?

Salué dans les années 2000 comme un îlot de démocratie et de probité dans un océan moyen-oriental gangrené par les dictatures et une classe politique corrompue, le GRK irakien a depuis quelques années du mal à maintenir cette image positive. L'insatisfaction de la population et de ses partenaires régionaux et internationaux gronde. La corruption (*gandalî*, terme qui revient souvent dans les discours politiques kurdes au moins depuis 2009) est dénoncée par pléthore d'acteurs. De fait, elle est endémique dès l'établissement officiel de la région en 2005.

Les raisons de la diffusion de ces pratiques sont de trois types au moins. Tout d'abord, l'injection dans l'économie locale kurde d'une manne financière extrêmement importante : un budget fédéral irakien gonflé par les aides et les prêts internationaux, l'augmentation des revenus du pétrole au niveau du GRK, l'explosion des investissements étrangers publics ou privés dans la

région et le volume assez important des aides des ONG internationales. Le GRK entre ainsi dans un cercle économique « vertueux » où l'injection de capitaux divers stimule la croissance économique et *vice versa*. La bulle économique créée provoque l'augmentation exponentielle de la valeur de certains biens, en particulier le foncier et l'immobilier. Des familles devinrent millionnaires en dollars juste en vendant une ferme. La dernière raison à l'origine de la tendance à la corruption est la présence au Kurdistan d'une culture pluriséculaire de défiance et de contournement de l'État qui s'exprima à la période pré-moderne par la pratique du brigandage et, plus tard, par la contrebande transfrontalière et qui se renforça avec la confrontation avec l'État central irakien.

Quoi qu'il en soit, depuis les années 2000, la corruption au Kurdistan irakien revêt des formes diverses. Contrairement au reste de la région, au quotidien, chez les petits fonctionnaires ou les policiers, elle est moindre au sein du GRK, si ce n'est dans le cadre de la douane. À petite échelle, le contrôle et l'orientation de la distribution des aides publiques ou humanitaires à des fins électorales ou dans le but de toucher une rétrocession partielle des sommes octroyées, sont très en vogue au GRK.

Le népotisme et le clientélisme sont presque la règle en matière d'attribution des postes de fonctionnaires. Mais la corruption *stricto sensu* concerne en particulier les cadres moyens et supérieurs de l'administration où l'accès à la manne est plus aisé. Bien que réprouvée

socialement, la forme la plus courante et la plus lucrative est le détournement de fonds publics ou privés en lien avec de grands projets commerciaux ou immobiliers. L'opacité sur l'attribution des marchés et des concessions pétrolières est totale. Par ailleurs, certains entrepreneurs/hommes politiques locaux se servent de leur influence et de leurs moyens de pression pour établir des monopoles sur l'importation de denrées. Il est de notoriété publique que des fortunes se sont construites sur la corruption. Il n'existe pas d'outil d'évaluation de l'importance de la corruption ne concernant que le GRK. On estime simplement qu'elle est un peu moins élevée que dans le reste de l'Irak qui, en 2015, était en au 7^e rang des pays les plus corrompus selon Transparency International.

Trop de gens importants étant impliqués, ces pratiques ne sont que mollement combattues par les partis au pouvoir. Leur inaction et les tentatives de couvrir les scandales de corruption provoquent des réactions vives face à ces pratiques dans la société et la presse libre. Les journaux *Awene* et *Hawlati* ont préparé le terrain de cette contestation. Associés à une jeunesse activiste inspirée des printemps arabes et du mouvement vert en Iran, ils accompagnent des manifestations importantes dès 2006 et la création en 2009 du Gorran, parti anti-autoritaire et anti-corruption, qui s'impose comme la deuxième force électorale du GRK en 2013. Cette contestation est cependant neutralisée par la généralisation du discours anti-corruption et son instrumentalisation politique. En 2018, lors des élections législatives ira-

ÉCONOMIE

kiennes, toutes les listes kurdes ont présenté une plateforme anti-corruption. De plus, les multiples difficultés rencontrées par le GRK au niveau régional et irakien depuis 2014 rendent inaudible et inefficace la contestation de l'intérieur.

Une économie non pétrolière peut-elle se développer au Kurdistan irakien ?

La mono-économie pétrolière a une emprise telle au Kurdistan irakien que la chute des cours des hydrocarbures est perçue comme une catastrophe et une flambée comme une sorte de miracle porteur de tous les bienfaits à venir. Cette source de revenus extraordinaire permet effectivement l'enrichissement massif d'une partie de la population et les investissements publics dans d'autres secteurs encouragent les investissements privés. Le développement de l'industrie pétrolière et les perspectives qu'elle offre sont certainement à l'origine de l'envolée du taux de croissance économique au Kurdistan entre 2003 et 2014 (environ + 10 % de PIB par an). Les difficultés rencontrées par cette industrie – la forte variation des cours, le départ en 2016 de majors dont Total, et le conflit avec l'État central irakien sur l'acheminement, la production et les revenus du pétrole au Kurdistan – ont amené des chancelleries amies du GRK à encourager les autorités de la région à repenser leur action en faveur du développement économique. Depuis 2005, le quasi-État

kurde montre des velléités à diversifier son économie afin de la rendre moins dépendante de la production d'hydrocarbures.

En effet, cette dépendance comporte deux inconvénients principaux : le faible taux d'emploi direct dans le secteur et la survenue éventuelle d'un « syndrome hollandais ». Ce dernier renvoie à la prédominance de la production pétrolière qui entraîne la marginalisation des autres industries en raison de leur faible compétitivité sur le marché international. Pour pallier ce danger, il est nécessaire de développer des politiques de soutien à d'autres secteurs d'activité. C'est ce que tente de faire le GRK avec plus ou moins de succès. Le niveau d'industrialisation est faible au sein de la région du Kurdistan même si ce secteur concentre 38 % des investissements. L'industrie elle-même peu diversifiée ne concerne que le domaine des matériaux de construction et l'agroalimentaire. Le premier est dû au secteur de l'immobilier qui a connu un boom totalement disproportionné en raison d'une spéculation élevée. Le second lié à la production agricole locale encore en phase de restructuration a un potentiel extrêmement élevé.

Délabrée par des années de guerre et d'administration baathiste peu soucieuse de la pérennité du secteur à un niveau local, l'agriculture doit encore se reconstruire. La relance de l'intérêt pour celle-ci au Kurdistan irakien commence en 1991. Ce « retour à la terre » a été en partie stoppé par la guerre civile et l'arrivée des aides humanitaires qui mirent les productions locales en concurrence déloyale en raison de leur gratuité. Percevant la nécessité d'une véritable revitalisation, le GRK prit au milieu des

ÉCONOMIE

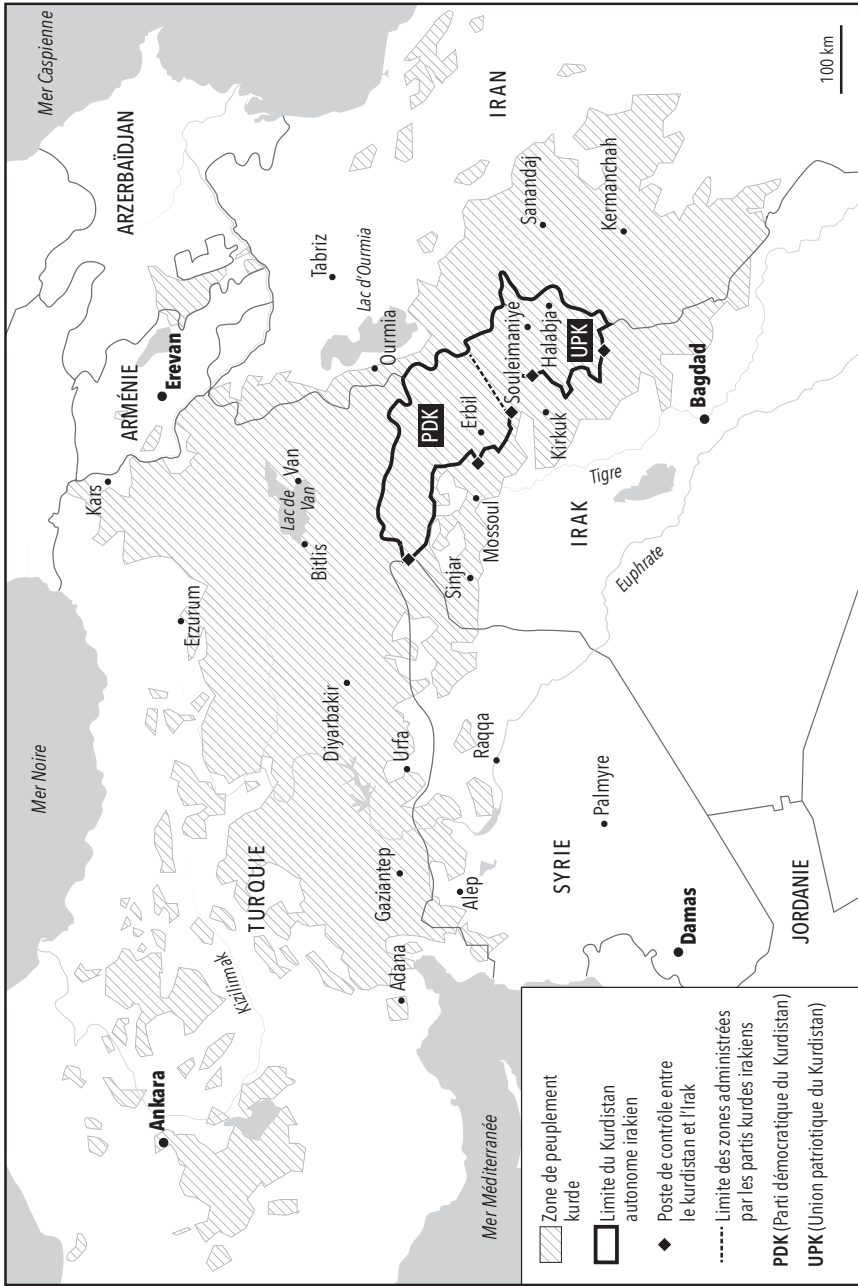
années 2000 des mesures juridiques et lança en 2009 un plan stratégique de développement agricole. Elles consistaient en la rationalisation juridique du statut des terres, la promotion de l'accès aux terres agricoles pour les fermiers non-possesseurs, la favorisation des grandes exploitations, l'encouragement à l'investissement privé, et l'introduction de nouvelles techniques de production et d'assolement.

En dépit des politiques pro-actives du GRK dans le domaine et de la part importante de la population active dans ce secteur (8 %), l'agriculture du Kurdistan irakien reste un secteur peu dynamique et très subventionné. Sa compétitivité est faible.

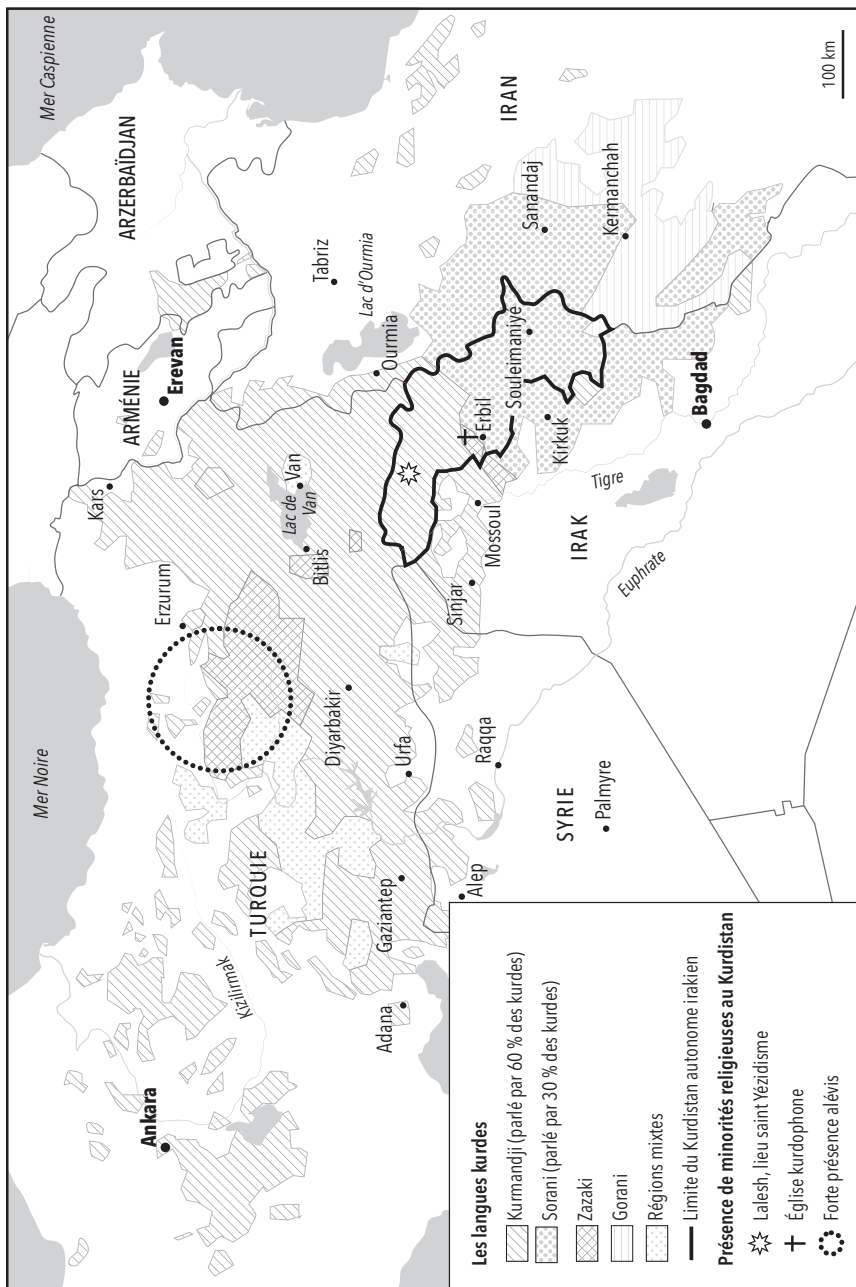
Bien que activement soutenu par les politiques du GRK, le tourisme ne peut faire montre de ses atouts en raison d'une situation d'instabilité généralisée. Malgré de nombreuses difficultés, il est indéniable que l'économie de la région du Kurdistan irakien a les moyens de se diversifier et de sortir de sa dépendance à la production pétrolière. L'une des étapes préliminaires devrait être la diversification et le renforcement de la qualité de l'offre éducative et universitaire. Lorsque l'on voit l'importance qu'ont prise les filières du pétrole dans les universités du GRK, l'inquiétude reste de mise.

Cartes

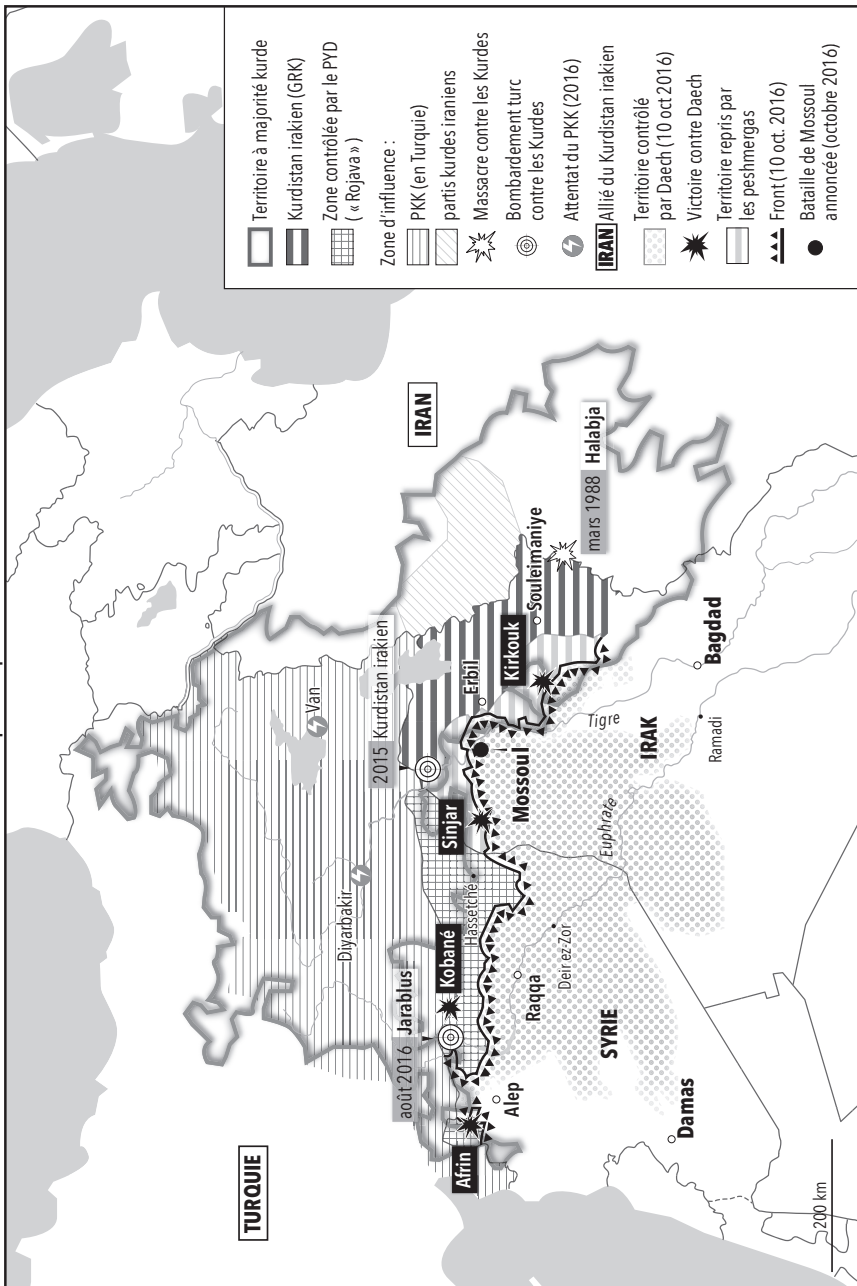
Le Kurdistan



La diversité linguistique



Géopolitique du Kurdistan



Le Kurdistan irakien



Sigles

AAI : Ansaral al-Islam.
AKP : Parti de la justice et du développement.
AKSA : Association des étrangers kurdes à l'étranger.
BDP : Parti de la paix et de la démocratie.
CIK : Centre d'information kurde.
CNK : Conseil national kurde.
DDKO : foyers révolutionnaires culturels de l'Est.
DEHAP : Parti démocratique du peuple.
DEP : Parti de la démocratie.
DFR : Département des relations extérieures.
DTP : Parti de la société démocratique.
DTK : Congrès pour une société démocratique.
DYP : Parti de la juste voie.
EI : État islamique.
FDS : Forces démocratiques syriennes.
FETÖH : mouvement Gülen.
GAP : Projet d'Anatolie du Sud-Est.
GIK : Groupe islamique du Kurdistan.
GRK : ~~groupement~~ régional du Kurdistan.
HADEP : Parti de la démocratie du peuple.

SIGLES

HEP : Parti travailliste du peuple.
~~IP : Parti ouvrier ture.~~
KCK : groupe des communautés du Kurdistan.
KSSE : Union des étudiants kurdes en Europe.
KTC : Comité pour le relèvement du Kurdistan.
KTTC : Comité d'entraide et procès kurde.
PIB : produit intérieur brut.
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord.
PJAK : Parti pour une vie libre au Kurdistan.
PDK : Parti démocratique du Kurdistan.
PDKI : Parti démocratique du Kurdistan d'Iran.
PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan.
PYD : Parti de l'union démocratique.
MIT : Organisation nationale du renseignement turc.
RAU : République arabe unie.
SDN : Société des Nations.
SHP : Parti social-démocrate populaire.
TEV-DEM : Mouvement pour une société démocratique.
TIP : Parti ~~travailliste~~ turc.
TPC : Turkish Petroleum Company.
YDG-H : Mouvement de jeunesse patriote.
YPG : Unités de protection du peuple.
UPK : Union patriotique du Kurdistan.

Glossaire

AYYOUBIDES : créée par Saladin à la fin du XII^e siècle, la dynastie portant le nom d'Ayyoub, le père, régna sur l'Égypte, la Syrie-Palestine, le Yémen et la haute Mésopotamie jusqu'au milieu du XIII^e siècle.

BAGHRATIDES : dynastie médiévale issue d'une famille arménienne connue depuis le IV^e siècle. Rivaux des Mamikonides, les Baghratides régnèrent sur plusieurs régions de l'Arménie orientale et de la Géorgie entre le IX^e et le XI^e siècle.

CHIITES DUODÉCIMAINS : les musulmans chiites sont issus dans les débuts de l'islam d'une opposition entre les partisans de l'attribution exclusive du califat, c'est-à-dire du pouvoir politique et religieux, aux descendants du prophète Mohammed par la lignée de son gendre et cousin Ali et les partisans d'un califat attribué au plus fort d'entre les musulmans élus par consensus. Les chiites duodécimains qui forment la majorité des chiites aujourd'hui, reconnaissent dans l'histoire douze successeurs légitimes au prophète et attendent le retour du dernier lors de la fin des temps.

GLOSSAIRE

DAYLAMITES : les Daylamites sont une population iranienne originaire du Daylam, le sud-ouest de la mer Caspienne. Connus pour être des fantassins redoutables armés de tridents, ils ont intégré massivement les armées musulmanes à la période médiévale, jusqu'à former des dynasties puissantes dans l'Ouest iranien.

DJAHSHS : le terme désigne les soldats kurdes intégrés à l'armée de l'État central irakien faisant la guerre aux organisations nationalistes ou autonomistes kurdes. Les bataillons « des Cavaliers de Saladin » de l'armée irakienne de même que les forces militaires dirigées par Ibrahim Ahmad et Jalal Talabanî en 1966 furent appelés ainsi. Par extension il fait référence à tout Kurde ayant collaboré avec le régime baathiste.

FATIMIDES : califat chiite rival des Abbassides qui établit son pouvoir sur une partie du Maghreb et sur l'Égypte de 909 à 1171. Le califat fatimide fut renversé par Saladin.

HASANWAYHIDES : principauté kurde vassale des Bouyides, régnant entre le x^e et le xi^e siècle sur une région s'étendant du Shahrâzûr (près de l'actuelle Souleymaniyyeh) à Hamadan.

HASHÉMITES : dynastie arabe issue des shérifs (descendants du prophète de l'islam) de La Mecque qui, grâce au soutien britannique et à la révolte qui mit à bas pendant la première guerre mondiale la domination de l'Empire ottoman dans le Monde arabe, établit son pouvoir sur la Jordanie et l'Irak dans les années 1920.

HIZBULLAH : parti islamiste kurde de Turquie créé à la fin des années 1970 par un fonctionnaire des finances publiques, Hüseyin Velioglu. Soutenu par l'Iran au début des années 1980, il vise à la création d'un État islamique

kurde et n'hésite pas à employer la violence. Dans les années 1990, devenant un groupe para-militaire clandestin, il est le principal mouvement d'opposition au PKK. En 2000, il est dissous à la suite d'une opération militaire contre ses plus hauts cadres.

HÜDA-PAR : parti politique islamiste kurde du Turquie fondé en 2012. Légal et non armé, il est issu de la mouvance du Hizbullah kurde dissout en 2000.

KURMANDJÎ : langue kurde parlée dans la zone septentrionale et occidentale du Kurdistan, plutôt en Syrie et en Turquie. Le Kurmandji s'écrit aujourd'hui en alphabet latin.

MADRASA : établissement où on enseigne depuis le x^e siècle la lecture du Coran, les disciplines afférentes telles que la philologie, de même que les différentes matières du droit islamique. Elles furent développées et institutionnalisées sous le règne des Seldjoukides à partir du xi^e siècle.

MAMIKONIDES : dynastie arménienne médiévale rivale des Baghratides qui régna sur plusieurs régions à l'ouest et au nord du lac de Van entre le ive et le ix^e siècle.

MARWANIDES : principauté kurde de l'est de l'Anatolie ayant régné entre le x^e et le xi^e siècle sur la région des Diyar Bakr et du pourtour du lac de Van.

NAQSHBENDIYYA : confrérie soufie se réclamant de Baha'al-dîn Naqshband, un mystique né en Asie centrale au début xiv^e siècle. C'est la confrérie la plus répandue au sein du monde musulman en raison d'un mode particulier de transmission des savoirs mystiques.

PESHMERGAS : combattants kurdes d'Irak et d'Iran, dont les premiers faits d'armes furent les révoltes contre les

Ottomans et les Britanniques en Irak dans les années 1930 et le soutien à la République de Mahabad en 1946.

QADERIYYA : confrérie soufie se réclamant de la tradition d'un mystique iranien du XII^e siècle, 'Abdel Qader al-Gaylanî. Il s'agit d'une des plus anciennes voies mystiques qui a essaimé dans l'ensemble du Moyen-Orient et notamment l'espace kurde.

RAWADIDES : principauté kurde d'origine tribale ayant régné entre le IX^e et le XI^e siècle sur la zone s'étendant de l'est du lac d'Ourmya et la mer Caspienne. Leurs capitales furent Tabriz et Maragha.

SAFAVIDES : issue d'un mouvement confrérique qui vit le jour en Azerbaïdjan, la dynastie safavide établit son pouvoir sur l'ensemble de l'Iran à partir du XVI^e siècle. Convertis au chiisme duodécimain, les souverains safavides apparaissent comme les grands rivaux de l'Empire ottoman avec lequel ils sont en guerre jusqu'à l'extinction de la dynastie au XVIII^e siècle.

SELJOUKIDES : dynastie d'origine turkmène qui fit la conquête de l'Iran au XI^e siècle avant de s'emparer du pouvoir à Bagdad en mettant le califat abbasside sous tutelle.

SHADDADITES : principauté kurde du Caucase ayant régné sur les villes de Dvîn et Anî entre le X^e et le XII^e siècle. Shadî, l'aïeul de Saladin, habitait d'ailleurs le faubourg d'Edjânqân à Dvîn, une ville peuplée de Kurdes, de Daylamites et d'Arméniens, située entre le lac Sevan et le mont Ararat au sud de l'actuelle Arménie ex-soviétique.

SORANÎ : langue kurde parlée dans la méridionale et orientale du Kurdistan en Irak et en Iran. Le soranî s'écrit aujourd'hui dans un alphabet arabo-persan modifié.

GLOSSAIRE

SOUFISME : forme mystique de l'islam consistant dans des pratiques religieuses ascétiques et extatiques permettant l'accès à des vérités non révélées au commun. Largement développé et institutionnalisé à partir du XI^e siècle l'islam soufi a essaimé dans l'ensemble du monde musulman à travers une quarantaine de voies mystiques (*tarîqa*).

SUNNISME CHAFIITE : la confession majoritaire au sein de l'islam. Né au X^e siècle d'une divergence avec le chiisme, le sunnisme met en avant l'adhésion de la communauté à la tradition du prophète (*sunna*) et au consensus des savants musulmans (*jama'a*). Au sein du sunnisme, il existe trois écoles de droit, le malikisme, l'hanafisme, le hanbalisme et le chafiisme, majoritaire chez les Kurdes.

ZANKIDES : 'Imad al-dîn Zankî est un officier de l'armée seldjoukide qui fit ses classes en Irak et en Syrie avant d'être nommé Atabeg de Mossoul et d'Alep en 1127. Il effectua dans la première moitié du XII^e siècle la conquête de l'ensemble de la haute Mésopotamie au détriment des Francs et des petites principautés kurdes de la région et y impose ses descendants.

Bibliographie

- BOZARSLAN, Hamit, *La Question kurde. États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
- , *Le Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Paris, Autrement, 2009.
- , *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Tallandier, 2013 ; coll. « Texto », 2015.
- (dir.), *Les Kurdes. Puissance montante au Moyen-Orient*, numéro spécial de la revue *Anatoli*, CNRS Éditions, n° 8, 2017.
- CHALIAND, Gérard, *Le Malheur kurde*, Paris, Seuil, 1992.
- EAGLETON, William, *La République kurde de Mahabad de 1946*, Bruxelles, Complexe, 1991.
- GROJEAN, Olivier, *La Révolution kurde. Le PKK et la fabrique d'une utopie*, Paris, La Découverte, 2017.
- James, Boris, *Saladin et les Kurdes. Perception d'un groupe au temps des croisades*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- , *Les Kurdes. Écrire l'histoire d'un peuple aux temps pré-modernes*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- Jmor, Salah, *L'Origine de la question kurde*, Paris, L'Harmattan, 1994.

BIBLIOGRAPHIE

- HAKIM, Halkawt (dir.), *Les Kurdes par-delà l'exode*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- KHOUBROUY-PAK, M., *Une République éphémère au Kurdistan*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- KRULICH, Hélène, *Une Européenne au pays des Kurdes*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- KUTSCHERA, Chris, *Le Défi kurde, ou le rêve fou de l'indépendance*, Paris, Fayard, 1997.
- MIDDLE EAST WATCH, *Génocide en Irak. La campagne d'Anfal contre les Kurdes*, Paris, Karthala, 2003.
- Picard, Élisabeth (dir.), *La Question kurde*, Bruxelles, Complexe, 1991.
- SCALBERT-YÜCEL, Clémence, *Langue, littérature et engagement. Le champ littéraire kurde en Turquie (1980-2010)*, Paris, Petra, 2014.
- ~~SCALBERT-YÜCEL, Clémence, TEJEL GORGAS, Jordi, *La Question kurde : passé et présent*, Paris, L'Harmattan, 2014.~~
- SEIDA, Abdulbaset, *La Question kurde en Syrie*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- TEJEL GORGAS, Jordi, *Le Mouvement kurde en exil. Continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban (1925-1946)*, Bern, Peter Lang, 2007.
- , *Urbanité et violence au Kurdistan*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011.
- , *La Question kurde. Passé et présent*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- YILMAZ, Özcan, *La Formation de la nation kurde en Turquie*, Paris, PUF, 2013.

Table

<i>Introduction</i>	7
---------------------------	---

LES KURDES À LA PÉRIODE PRÉ-MODERNE

1. Qui sont les Kurdes ?	15
2. Quelles sont les origines mythiques du peuple kurde ?	18
3. Depuis quand les Kurdes sont-ils reconnus comme un peuple ?.....	21
4. Y a-t-il eu par le passé un royaume kurde unifié ?	24
5. Quelles sont les « frontières » du Kurdistan ?.....	27
6. Que représente Saladin pour les Kurdes ?	30
7. Y a-t-il eu un âge d'or de principautés kurdes ?.....	33
8. Les Kurdes sont-ils seuls à habiter le Kurdistan ?	36

TABLE

ORIGINES DE LA QUESTION KURDE

9. Pourquoi les principautés kurdes ont-elles disparu au XIX ^e siècle ?.....	41
10. Les Kurdes ont-ils participé au génocide arménien ?.....	44
11. Quand sont nées les premières associations nationalistes kurdes ?	47
12. Quelles sont les demandes des Kurdes lors de la Conférence de la paix de 1919 ? ...	50
13. Pourquoi le traité de Sèvres de 1920 est-il si important pour les Kurdes ?.....	53
14. Pourquoi les Anglais abandonnent-ils le projet de création d'un État kurde ?.....	56
15. Pourquoi les Kurdes s'opposent-ils au traité de Lausanne de 1923 ?	59
16. Qu'est-ce que « l'affaire de Mossoul » ?.....	62

RELIGION

17. À partir de quand les Kurdes ont-ils été islamisés ?.....	67
18. Les Kurdes sont-ils tous musulmans ?.....	70
19. Y a-t-il des chrétiens et des juifs au Kurdistan ?.....	73
20. Les Kurdes sont-ils plus tolérants que leurs voisins musulmans ?.....	76
21. Les Yézidis sont-ils des « adorateurs du diable » ?	80
22. Pourquoi les confréries soufies jouent-elles un rôle si important pour les Kurdes ?	84

TABLE

23. Quels sont les mouvements islamistes et jihadistes kurdes ?	87
--	----

CULTURE ET SOCIÉTÉ

24. Quelles sont les origines de la littérature en langue kurde ?.....	95
25. Comment est transcrite la langue kurde ?.....	98
26. Les Kurdes ont-ils inventé le flamenco ?.....	101
27. Qui sont les <i>dengbêjs</i> ?	103
28. Quand apparaît le premier journal kurde ?.....	106
29. Y a-t-il un cinéma kurde ?	109
30. La société kurde est-elle une société tribale ?.....	112
31. À quoi la jeunesse kurde aspire-t-elle ?.....	116
32. Les femmes kurdes sont-elles plus libres qu'ailleurs au Moyen-Orient ?	120
33. Existe-t-il une société civile au Kurdistan ?.....	123

LA QUESTION KURDE EN TURQUIE

34. Pourquoi Mustafa Kemal s'en prit-il aux Kurdes ?.....	129
35. Quelles sont les origines de la langue kurde selon la version nationaliste turque ?	132
36. Pourquoi la langue kurde est-elle en danger de disparition en Turquie ?	135
37. Quelles sont les origines du PKK ?.....	139
38. Pourquoi le PKK est-il populaire ?.....	142
39. Qui est Leyla Zana ?.....	145

TABLE

40. Pourquoi la Syrie soutient-elle le PKK entre 1980 et 1999 ?.....	148
41. Qu'est-ce que le « scandale de Susurluk » ? ...	151
42. Qui sont les « gardiens de village » ?	155
43. Existe-t-il un mouvement kurde non armé en Turquie ?	158
44. Pourquoi le processus de paix (2012-2015) a-t-il échoué en Turquie ?	161
45. Les Kurdes reconnaissent-ils le génocide arménien ?	165
46. Que veut le PKK ?	168

LA QUESTION KURDE EN IRAK

47. Qui est cheikh Mahmoud Barzinî, le « roi du Kurdistan » ?.....	175
48. Y a-t-il eu un « Lawrence d'Arabie » pro-kurde ?.....	178
49. Pourquoi les Kurdes d'Irak ont-ils pu apprendre le kurde à l'école ?	181
50. Qui est le légendaire mollah Mustafa Barzanî ?	184
51. Qui sont les peshmergas ?.....	189
52. Le mouvement kurde en Irak est-il divisé ?...	192
53. Qu'est-ce la campagne Anfal ?.....	195
54. Pourquoi les Kurdes sont-ils autonomes en Irak depuis 1992 ?.....	198
55. Comment l'autonomie kurde a-t-elle pu survivre ?	201
56. Depuis quand l'Irak est-il un État fédéral ?	204

TABLE

57. Qu'est-ce que la « question de Kirkouk » ?	207
58. Pourquoi les Kurdes d'Irak sont-ils les principaux alliés des États-Unis contre « l'État islamique » ?	210
59. Comment sont traitées les minorités religieuses et ethniques au Kurdistan irakien ?	213

LA QUESTION KURDE EN IRAN

60. Pourquoi Reza Khan (1925-1941) s'en est-il pris aux Kurdes ?	219
61. Qu'est-ce que la République kurde de Mahabad (1946) ?	221
62. Pourquoi les Kurdes se sont alliés à Khomeyni contre le shah d'Iran en 1979 ?	224
63. Pourquoi Khomeyni réprime-t-il les Kurdes après la Révolution iranienne ?	227
64. Qu'est-ce que l'affaire <i>Mykonos</i> ?	230
65. Où se cache l'opposition kurde iranienne ? ..	233
66. Comment peut-on expliquer la naissance du PJAK ?	236
67. Pourquoi le mouvement kurde n'a pas participé au mouvement vert de 2009 ?	239

LES KURDES DE SYRIE

68. Est-ce que la France a encouragé le nationalisme kurde pendant le mandat (1920-1946) ?	245
--	-----

TABLE

69. Est-ce que tous les Kurdes de Syrie sont originaires de Turquie ?.....	248
70. Qu'est-ce que le projet de « ceinture arabe » ?.....	251
71. Pourquoi le mouvement kurde de Syrie est-il si divisé ?.....	254
72. Pourquoi les Kurdes se révoltent-ils en 2004 ?.....	257
73. Comment réagit le mouvement kurde à la révolte syrienne de 2011 ?.....	260
74. Qu'est-ce que le « Rojava » ?.....	263
75. Le PYD est-il différent du PKK ?.....	266
76. Pourquoi la Turquie n'aide-t-elle pas à sauver Kobané des attaques de l'État islamique ?.....	269
77. Quel est le projet politique du Rojava ?.....	272

*QUESTIONS GÉOPOLITIQUES
ET TRANSFRONTALIÈRES*

78. Pourquoi les États-Unis et l'Iran ont-ils soutenu Mustafa Barzanî (1971-1975) ?.....	277
79. Qui a vendu les armes chimiques à Saddam Hussein ?.....	280
80. Pourquoi dit-on que « les seuls amis des Kurdes sont les montagnes » ?.....	283
81. Israël est-il le principal allié des Kurdes au Moyen-Orient ?.....	286
82. Quelles relations entretiennent le PKK d'Öcalan et le PDK de Barzanî ?.....	289

TABLE

83. La question kurde est-elle centrale dans les relations entre l'Union européenne et la Turquie ?.....	293
84. Quel rôle joue la Russie dans la question kurde ?	296
85. Les relations États-Unis-Turquie sont-elles mauvaises à cause de la question kurde ?.....	299
86. Y a-t-il des « ambassades » étrangères au Kurdistan irakien et le Kurdistan irakien a-t-il des « ambassades » à l'étranger ?.....	303
87. Quel rôle joue la diaspora kurde ?	307
88. Qui est derrière l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris ?.....	310

ÉCONOMIE

89. Quelles sont les principales ressources du Kurdistan ?.....	315
90. Pourquoi la plupart des Kurdes vivent-ils dans les grandes villes du Moyen-Orient ?....	319
91. Y a-t-il une bourgeoisie kurde en Turquie et en Irak ?.....	322
92. Quel pays est le plus grand investisseur au Kurdistan irakien ?.....	325
93. Pourquoi la contrebande est-elle si importante au Kurdistan ?	328
94. Quel est l'avenir économique du Kurdistan irakien ?	331
95. Quelles sont les perspectives économiques du Rojava ?.....	334
96. Qu'est-ce le GAP ?	338

TABLE

97. Quelle est la place du tourisme au Kurdistan ?	341
98. Le Kurdistan est-il menacé par un désastre écologique ?	346
99. Quelle est l'importance de la corruption au Kurdistan irakien ?	349
100. Une économie non pétrolière peut-elle se développer au Kurdistan irakien ?	353
<i>Cartes</i>	357
<i>Sigles</i>	363
<i>Glossaire</i>	365
<i>Bibliographie</i>	371

Réalisation : Nord Compo à Villeneuve-d'Ascq
Dépôt légal : septembre 2018
ISBN : 979-10-210-3379-5
N° d'édition : 4168
Impression en Italie

